
JOURNAUX

DE

L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

VOL. V.

JOURNAUX

DE

L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

DE LA

PROVINCE DE QUÉBEC,

Depuis le 7 Novembre au 23 Décembre 1871,

LES DEUX JOURS INCLUSIVEMENT,

DANS LA TRENTE-CINQUIÈME ANNÉE DU RÈGNE DE NOTRE SOUVERAINE DAME

LA REINE VICTORIA,

ÉTANT LA PREMIÈRE SESSION DU SECOND PARLEMENT DE LA LÉGISLATURE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC,

SESSION 1871,

IMPRIMÉS PAR ORDRE DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

QUÉBEC :
IMPRIMERIE D'AUGUSTIN COTÉ.

1872.



PROCLAMATIONS.

CANADA, }
Province de Québec. }

N. F. BELLEAU.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos très-aimés et fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et aux Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature ou Parlement de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu, en Notre Cité de Québec, le PREMIER jour du mois de FÉVRIER, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante-et-onze, et à chacun de vous—

SALUT:

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature, ou Parlement de la Province de Québec, se trouve convoquée pour le PREMIER jour du mois de FÉVRIER, mil huit cent soixante-et-onze, auquel temps vous étiez tenus, et il vous était enjoint d'être présents, en Notre Cité de Québec. SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous,

de vous trouver avec Nous, en Notre Législature ou Parlement de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, MERCREDI, le QUINZIÈME jour du mois de MARS prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*: TÉMOIN, Notre Très-Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR NARCISSE FORTUNAT BELLEAU, Chevalier, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce VINGT-QUATRIÈME jour de JANVIER, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante-et-onze, et de Notre Règne la trente-quatrième.

Par Ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA, }
Province de *Québec*. }

N. F. BELLEAU.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos très-aimés et fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et aux Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature ou Parlement de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu, en Notre Cité de *Québec*, le QUINZIÈME jour du mois de MARS, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante-et-onze, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature, ou Parlement de la Province de *Québec*, se trouve convoquée pour le QUINZIÈME jour du mois de MARS, mil huit cent soixante-et-onze, auquel temps vous étiez tenus, et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de *Québec*. SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous-enjoignant, et à chacun de vous, de vous

trouver avec nous, en Notre Législature ou Parlement de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, LUNDI, le PREMIER jour du mois de MAI prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*: TÉMOIN, Notre Très-Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR NARCISSE FORTUNAT BELLEAU, Chevalier, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce SIXIÈME jour de MARS, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante-et-onze, et de Notre Règne la trente-quatrième.

Par Ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA, }
Province de *Québec*. }

N. F. BELLEAU.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos très-aimés et fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et aux Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature ou Parlement de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu, en Notre Cité de *Québec*, le PREMIER jour du mois de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent soixante-et-onze, et à chacun de vous—

SALUT:

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature, ou Parlement de la Province de *Québec*, se trouve convoquée pour le PREMIER jour du mois de MAI, mil huit cent soixante-et-onze, auquel temps vous étiez tenus, et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de *Québec*. SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous,

de vous trouver avec Nous, en Notre Législature ou Parlement de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, VENDREDI, le SEIZIÈME jour du mois de JUIN prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettre-Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*: TÉMOIN, Notre Très-Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR NARCISSE FORTUNAT BELLEAU, Chevalier, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce VINGT-SEPTIÈME jour d'AVRIL, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante-et-onze, et de Notre Règne la trente-quatrième.

Par Ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA, }
Province de *Québec*. }

N. F. BELLEAU.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront—

SALUT:

PROCLAMATION.

SACHEZ que, désirant et ayant résolu, aussitôt que faire se pourra, de rencontrer Notre Peuple de Notre Province de *Québec*, et d'avoir son avis en Parlement, Nous, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de Notre dite Province de *Québec*, convoquons par ces présentes l'Assemblée Législative de Notre dite Province, et la sommons de se réunir en notre Cité de *Québec*, en Notre dite Province, MERCREDI, le DEUXIÈME jour d'AOUT prochain, pour là et alors conférer et traiter avec les grands hommes et le Conseil Législatif de Notre dite Province.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*: TÉMOIN, Notre Très-Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR NARCISSE FORTUNAT BELLEAU, Chevalier, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province, ce VINGT-SEPTIÈME jour du mois de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante-et-onze, et de Notre Règne la trente-quatrième

Par Ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

Canada,
Province de *Québec*. }

N. F. BELLEAU.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos très-aimés et fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le DEUXIÈME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante-et-onze, et à chacun de vous—

SALUT:

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec*, se trouve convoquée pour le DEUXIÈME jour du mois d'AOUT, mil huit cent soixante-et-onze, auquel temps vous étiez tenus, et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de *Québec*. SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, LUNDI, le DEUXIÈME jour du mois d'OCTOBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*: TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR NARCISSE FORTUNAT BELLEAU, Chevalier, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans notre dite Province de *Québec*, ce VINGT-HUITIÈME jour du mois de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante-et-onze, et de Notre Règne la trente-cinquième.

Par Ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA,
Province de Québec. }

N. F. BELLEAU.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos très-aimés et fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu, en Notre cité de Québec, le DEUXIÈME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante-et-onze, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec, se trouve convoquée pour le DEUXIÈME jour du mois d'OCTOBRE, mil huit cent soixante-et-onze, auquel temps vous étiez tenus, et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de Québec. SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, LUNDI, le SIXIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR NARCISSE FORTUNAT BELLEAU, Chevalier, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante-et-onze, et de Notre Règne la trente-cinquième.

Par Ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne ou Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA,
Province de Québec. }

N. F. BELLEAU.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos très-aimés et fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et aux Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu, en Notre Cité de Québec, le SIXIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain.—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec, se trouve prorogée au SIXIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain. NÉANMOINS, pour certaines causes et considérations, Nous avons jugé à propos de la proroger de nouveau à MARDI, le SEPTIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain, de manière que vous, ni aucun de vous, n'êtes tenus ou obligés de paraître en Notre dite Cité de Québec le dit SIXIÈME jour de NOVEMBRE prochain, et Nous VOULONS EN CONSÉQUENCE que vous et chacun de vous, et tous autres y intéressés, paraissiez personnellement et soyez en Notre dite Cité de Québec, MARDI, le SEPTIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain, pour la DÉPÊCHE DES AFFAIRES, et y traiter, faire, agir et conclure sur les matières qui, par la faveur de Dieu, en Notre Législature de la Province de Québec, pourront, par le Conseil Commun de Notre dite Province, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR NARCISSE FORTUNAT BELLEAU, Chevalier, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce TREIZIÈME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante-et-onze, et de Notre Règne la trente-cinquième.

Par Ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

MEMBRES élus pour l'Assemblée Législative de Québec, conformément aux writs émis par Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, en date du vingt-neuf mai mil huit cent soixante-et-onze.

Divisions électorales.	Noms des Officiers-Rapporteurs et leurs résidences.	Date du rapport.	Reçu le rapport.	Membres élus.
Argenteuil	Thos. Barron, régistrateur, Lachute.....	27 juin.....	5 juillet.....	Sydney Bellingham.
Bagot	Jos. C. Bachand, " Saint-Liboire.....	23 "	20 juin.....	Pierre Sam. Gendron.
Beauce	Jean P. Proulx, " Saint - François.....	1er juillet.....	4 juillet.....	Christian H. Poyer.
Beauharnois.....	V. A. L. de Martigny, régistrateur, Beauharnois.....	7 "	10 "	L'hon. Sir G. E. Cartier.
Bellechasse.....	P. Forques, régistrateur, Saint-Michel.....	23 juin.....	3 "	Dr. Onésime Pelletier.
Berthier	J. O. Chabot, " Berthier.....	13 juillet.....	14 "	Louis Sylvestre.
Bonaventure	J. G. Lebel, " New Carlisle.....	11 "	19 "	Dr. Théodore Robitaille.
Brome.....	H. S. Foster, " Knowlton.....	12 juin.....	19 juin.....	Wil. Warren Lynch.
Chambly.....	N. Migneault, " Longueuil.....	27 "	30 "	Gédéon LaRocque.
Champlain	Elie Rinfret, " Sainte - Geneviève.....	26 "	27 "	F. X. A. Trudel.
Charlevoix	T. Fortin, régistrateur, Bac Saint-Paul.....	3 juillet.....	6 juillet.....	Adolphe Gagnon.
Châteauguay.....	A. M. Gagnier, régistrateur, Sainte-Martine.....	13 "	14 "	Edouard Laberge.
Chicoutimi & Saguenay	Ovide Bosse, régistrateur, Chicoutimi.....	11 "	17 "	P. A. Tremblay.
Compton.....	Samuel Orr, " Cookshire.....	8 "	10 "	William Sawyer.
Deux-Montagnes.....	Dorothée Duprat, " Sainte - Scholastique.....	20 juin.....	20 juin.....	L'hon. G. Ouimet.
Dorchester	F. Rouleau, régistrateur, Sainte-Claire.....	10 "	13 "	Napoléon Larochelle.
Drummond & Arthabaska.....	Edmund Cox, " Drummondville.....	14 juillet.....	15 juillet.....	Wilfred Laurier.
Gaspé	L. Geo. Harper, " Percé.....	12 "	24 "	Pierre Fortin.
Hochelega	C. A. Vilbon, avocat, Montréal.....	24 juin.....	26 juin.....	Louis Beaubien.
Huntingdon	A. Somerville, régistrateur, Huntingdon.....	24 "	27 "	Thomas Sanders.
Iberville	D. Tassé, " Iberville.....	13 juillet.....	15 juillet.....	Louis Moleur.

Jacques-Cartier	P. C. Valois, notaire, Pointe-Clare	6 "	8 "	N. M. LeCavalier.
Joliette	C. G. Beaudoin, registraireur, Joliette	20 juin	30 juin	V. P. Lavallée.
Kamouraska	H. Garon, " Kamouraska	16 "	21 "	C. F. Roy.
Laprairie	A. Beauvais, " Laprairie	3 juillet	5 juillet	Andrew Esinhart.
L'Assomption	Marcel Poirier, " L'Assomption	12 juin	15 juin	Onulphé Peltier.
Laval	A. E. Léonard, registraireur, Sainte-Rose	12 "	14 "	J. H. Bollerose.
Lévis	F. M. Guay, registraireur, Saint-Joseph	29 "	4 juillet	L'hon. J. G. Blanchet.
L'Islet	T. Michaud, " Saint-Jean-Port-Joly	5 juillet	7 "	P. G. Verreault.
Lotbinière	J. Filteau, registraireur, Sainte-Croix	4 "	7 "	H. G. Joly.
Maskinongé	J. E. Pichette, " Rivière-du-Loup	24 juin	28 juin	Moïse Houde.
Mégantic	W. H. Lambly, " Inverness	12 "	17 "	L'hon. G. Irvine.
Missisquoi	R. Dickenson, " Bedford	23 "	27 "	J. S. Brigham.
Montcalm	J. E. Beaupré, " Rawdon	16 "	22 "	Firmin Dugas.
Montmagny	J. D. Lépine, " Saint-Thomas	7 juillet	12 juillet	Télesphore Fournier.
Montmorency	P. Gosselin, " Saint-Laurent (Isle d'Orléans)	9 juin	13 juin	L'hon. J. Cauchon.
Montréal, Ouest	G. H. Ryland, registraireur, Montréal	15 "	17 "	Francis Cassidy.
Montréal, Centre	J. S. E. Wurtelle, avocat, "	26 "	27 "	L'hon. Luther H. Holton.
Montréal, Est	M. C. Desnoyers, " "	24 "	26 "	Ferdinand David.
Napierville	E. Bouchard, registraireur, Napierville	30 "	4 juillet	L. D. Lafontaine.
Nicolet	J. A. Blondin, " Bécancour	12 "	17 juin	F. X. Ovide Méthot.
Ottawa, (Comté d')	C. W. Deegan, " Aylmer	13 juillet	15 juillet	Ezra Butler Eddy.
Pontiac	Walter Kimer, " Portage du Port	11 "	15 "	John Poupore.
Portneuf	L'honorable J. E. Thibault, registraireur, Cap-Santé	10 juin	17 juin	Praxède LaRue.
Québec, Est	R. Chambers, avocat, Québec	9 "	12 "	J. P. Rhéaume.
Québec, Centre	J. B. C. Hébert, notaire, Québec	9 "	12 "	L'hon. H. L. Langevin, C. B.
Québec, Ouest	L'honorable C. Allyn, sheriff, Québec	10 "	12 "	John Hearn.
Québec, Comté de	C. N. Montzambert, registraireur, Québec	26 "	27 "	L'hon. P. J. O. Chauveau.
Richmond & Wolfe	C. P. Cleveland, registraireur, Richmond	20 "	27 "	Jacques Picard.
Richelieu	J. Chevalier, " Sorel	3 juillet	4 juillet	Jos. Adolphe Dorion.
Rimouski	E. A. Guay, " Matane	11 "	17 "	Louis Honoré Gosselin.

MEMBRES élus pour l'Assemblée Législative de Québec, etc.—Suite.

Divisions électorales.	Noms des Officiers-Rapporteurs et leurs résidences.	Date du rapport.	Reçu le rapport.	Membres élus.
Rouville.....	L. E. Laberge, registraire, Maricville.	11 juillet.....	15 juillet.....	Victor Robert.
Saint-Hyacinthe.....	H. St. Germain, " Saint-Hya-	12 juin.....	13 juin.....	Pierre Bachand.
Saint-Jean	G. A. Marchand, registraire, Saint-	30 "	5 juillet.....	F. G. Marchand.
Saint-Maurice	L. G. Duval, registraire, Trois-Rivières	21 "	22 juin.....	Ezézar Gérin.
Shefford	J. B. Edgerton, " Waterloo.....	1er juillet.....	4 juillet.....	L'hon. Maurice Laframboise.
Shenbrooke.....	G. F. Boyen, shérif, Sherbrooke.....	9 juin.....	10 juin.....	L'hon. J. G. Robertson.
Soulanges	G. L. Dumesnil, registraire, Coteau	23 "	26 "	G. R. L. G. H. S. de Beaujeu.
Stanstead.....	C. A. Richardson, registraire, Stan-	15 "	17 "	Thomas Locke.
Témiscouata.....	J. Hoath, registraire, Isle-Verte	22 "	26 "	Elie Mailoux.
Terrebonne.....	J. A. Hervieux, " Saint-Jérôme	14 "	21 "	J. A. Chapleau.
Trois-Rivières.....	S. Dumoulin, shérif, Trois Rivières.....	22 "	3 juillet.....	Henri Gédéon Malhiot.
Vaudreuil.....	F. de S. Bastien, registraire, Vaudreuil.	24 "	3 "	Emery Lalonde.
Verchères.....	Aimé Geoffrion, " Verchères.....	3 juillet.....	8 "	Joseph Daigle.
Yamaska	J. M. Côté, " Saint-François	27 juin.....	30 juin.....	Charles Gill.

Attesté,

A. GEORGE MANLY MUIR, Ecruyer,

Greffier de l'Assemblée Législative
de la Province de Québec,
Québec.BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE,
Québec, 1er août 1871.

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

JOURNAUX

DE

L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

DE LA

PROVINCE DE QUÉBEC.

SESSION 1871.

Mardi, 7 Novembre 1871.

A la première session du second Parlement de la Législature de la Province de Québec, commencée et tenue en la cité de Québec, le septième jour de novembre, dans la trente-cinquième année du règne de Notre Souveraine Dame Victoria, Reine du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, défenseur de la foi, dans l'année de Notre Seigneur, mil huit cent soixante-et-onze ;

Lequel jour, étant le premier de la réunion de cette Législature pour la dépêche des affaires, en conformité d'une proclamation (ci-annexée) de Son Excellence l'Honorable Sir Narcisse-Fortunat Belleau, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, George Manly Muir, Etienne Simard et Thomas McCord, écuyers, commissaires nommés en vertu d'un *Dedimus potestatem* pour administrer le serment aux membres de l'Assemblée Législative, se sont rendus, à midi, dans la salle destinée aux séances de l'Assemblée, où George Manly Muir, écuyer, Greffier de l'Assemblée Législative, s'est trouvé, conformément à son devoir, et Louis Honoré Huot, écuyer, greffier de la Couronne en Chancellerie, ayant remis au dit M. Muir un rôle, accompagné d'un certificat contenant une liste des noms des membres dont il a été fait rapport, et comme devant servir dans cette Législature Provinciale, les commis-

saïres ont administré le serment aux membres qui se sont présentés, ce qui étant fait, et les membres ayant signé le rôle contenant le serment, ils ont pris leurs sièges dans l'Assemblée.

Un message est apporté par *Samuel Staunton Hatt*, écuyer, gentilhomme, Huisier de la Verge Noire.

Messieurs,

Son Excellence le Lieutenant Gouverneur désire la présence immédiate des membres de cette Honorable Chambre, dans la salle des séances du Conseil Législatif.

En conséquence, les membres se sont rendus auprès de Son Excellence, dans la salle des séances du Conseil Législatif, où étant,

L'honorable Orateur du Conseil Législatif a dit :

Honorables Messieurs et Messieurs de l'Assemblée Législative,

Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur ne croit pas devoir déclarer les motifs, qui lui ont fait convoquer la présente Législature Provinciale, avant qu'un Orateur de l'Assemblée Législative ait été choisi suivant la loi ; mais demain, à trois heures de l'après-midi, Son Excellence expliquera les motifs qui lui ont fait convoquer la présente Législature.

Et les députés étant de retour,

L'honorable *P. J. O. Chauveau*, député du district électoral du comté de Québec, secondé par l'honorable M. le Solliciteur-Général *George Irvine*, député du district électoral de *Mégantic*, s'adressant au Greffier (qui, étant debout, s'est tourné de son côté et ensuite s'est assis) propose à la chambre pour son Orateur, l'honorable *Joseph-Goderic Blanchet*.

La Chambre ayant alors demandé que la question "Que l'honorable *Joseph-Goderic Blanchet* prenne le fauteuil de cette Chambre comme Orateur," soit mise aux voix ; elle est, en conséquence, mise aux voix par le Greffier, et il est

Résolu, *nemine contradicente*,

Que l'honorable *Joseph-Goderic Blanchet* prenne le fauteuil de cette Chambre comme Orateur.

Et le Greffier ayant déclaré l'honorable *Joseph-Goderic Blanchet* dûment élu, il est conduit au fauteuil par l'honorable M. *Chauveau* et l'honorable M. *Irvine*, et étant sur le premier degré du marche-pied du fauteuil, il fait ses humbles remerciements à la Chambre pour l'honneur insigne qu'elle a bien voulu lui conférer en le choisissant pour son Orateur.

Alors il s'assied dans le fauteuil ; et la masse (qui auparavant était sous la table) est placée sur la table.

Alors l'honorable M. *Chauveau*, secondé par l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*, propose que cette Chambre s'ajourne maintenant, jusqu'à demain à trois heures P. M.

Et la Chambre s'ajourne en conséquence.

Mercredi, 8 Novembre 1871.

La Chambre étant assemblée et l'Orateur élu ayant pris le fauteuil,

Jacques-Philippe Rhéaume, écuyer, membre pour le district électoral de Québec Est, et *Adolphe Gagnon*, écuyer, membre pour le district électoral de Charlevoix,

ayant préalablement prêté serment, conformément à la loi, et souscrit devant les commissaires le rôle qui le contient, prennent leurs sièges dans la Chambre.

Un message est apporté par *Samuel Staunton Hatt*, écuyer, gentilhomme, Huissier de la Verge Noire.

M. l'Orateur,

Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil Législatif.

En conséquence, l'Orateur élu s'est rendu avec la Chambre dans la salle des séances du Conseil Législatif.

Et là, M. l'Orateur a parlé comme suit, savoir :

Qu'il plaise à votre Excellence,

L'Assemblée Législative m'a élu comme son Orateur, bien que je ne sois que peu capable de remplir les devoirs importants qui me sont ainsi assignés.

Si dans l'exécution de ces devoirs, il m'arrive, en aucun temps, de tomber en erreur, je demande que la faute me soit imputée et non à l'Assemblée dont je suis le serviteur, et qui, par mon ministère, réclame, pour être en état de mieux remplir ses devoirs envers sa Souveraine et son pays, tous ses droits et privilèges incontestables, spécialement ceux de la liberté de la parole dans ses débats, le libre accès auprès de la personne de votre Excellence, en tout temps convenable, et, de la part de votre Excellence, l'interprétation la plus favorable de ses délibérations.

Alors l'honorable Orateur du Conseil Législatif a dit :—

M. l'Orateur,

J'ai ordre de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur de vous déclarer, qu'elle se confie pleinement dans le devoir et l'attachement de l'Assemblée Législative envers la personne et le gouvernement de Sa Majesté, et ne doutant point que ses délibérations soient conduites avec sagesse, moderation et prudence, elle accorde, et, en toutes occasions, elle reconnaitra et permettra l'exercice de ses privilèges constitutionnels.

J'ai aussi ordre de vous assurer que l'Assemblée aura un prompt accès auprès de Son Excellence en toutes les occasions convenables, et qu'elle interprètera toujours de la manière la plus favorable ses délibérations, ainsi que vos paroles et vos actions.

La Chambre étant de retour,

M. l'Orateur fait rapport que la Chambre s'est rendue dans la salle des séances du Conseil Législatif et qu'il a informé Son Excellence que le choix de l'Orateur était tombé sur lui ; et aussi qu'il a, au nom de la Chambre et pour elle, réclame, par une humble demande à Son Excellence, tous ses droits et privilèges, qu'elle puisse jouir de la liberté de la parole dans ses débats et avoir accès auprès de la personne de Son Excellence, lorsque l'occasion le requerra, et que toutes ses délibérations puissent recevoir de Son Excellence l'interprétation la plus favorable ; et que, sur ce, Son Excellence a bien voulu dire que, sans hésiter et avec plaisir, elle lui allouait et accordait tous ses privilèges constitutionnels, ainsi qu'un prompt accès auprès de Son Excellence, en toutes les occasions convenables, et qu'elle interprètera toujours, de la manière la plus favorable, ses délibérations, ainsi que ses paroles et ses actions.

Ordonné, Que l'honorable M. *Chauveau* ait la permission d'introduire un bill concernant l'administration des serments d'office.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois.

M. l'Orateur fait rapport que lorsque cette Chambre s'est rendue, ce jour, auprès de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, dans la salle des séances du Conseil Législatif, il a plu à Son Excellence de s'adresser par un discours aux deux Chambres de la Législature Provinciale; et que, pour prévenir toute erreur, il en a eu une copie, qu'il lit à la Chambre, et elle est comme suit:

Honorables Messieurs du Conseil Législatif,

Messieurs de l'Assemblée Législative,

Je suis heureux de vous souhaiter la bienvenue au moment où vous vous réunissez pour commencer les travaux du second Parlement de cette Province.

Les quatre années qui se sont écoulées depuis l'ouverture du premier Parlement ont démontré d'une manière évidente combien les habitants de cette Province désirent profiter des avantages que leur offre notre nouvelle constitution pour développer les ressources de cette partie du pays. Notre Législature, sous ce nouveau régime, a pu disposer de ses revenus en faveur des entreprises qui lui ont paru les plus propres à accroître la prospérité de cette Province.

La législation qui a été faite, dans les diverses sessions du dernier parlement, en faveur de l'établissement de sociétés de colonisation et pour l'encouragement de différentes lignes de chemins à lisses de bois et de chemins de fer, promet de donner une puissante impulsion à notre commerce, à notre agriculture et à notre industrie.

Quelle qu'ait été la divergence de vues, naturelle dans un pays constitutionnel sur beaucoup de points, il m'a paru que l'opinion publique s'était prononcée avec assez d'unanimité en faveur de ces mesures pour que vous n'hésitez point à continuer la politique suivie par vos prédécesseurs et à l'étendre dans la proportion de nos ressources financières.

La législation et les règlements pour la vente et la coupe des bois ont produit une augmentation considérable dans cette partie de nos revenus, augmentation qui nous a permis de pousser avec vigueur les travaux de nos chemins de colonisation dans toutes les parties de la Province.

Mon Gouvernement a nommé dernièrement plusieurs agents d'immigration tant en Europe que sur divers points du pays, et nous avons déjà lieu de nous féliciter du résultat de leurs efforts et de celui des autres mesures que nous avons adoptées pour mieux faire connaître les ressources de cette Province, sa topographie et l'importance de ses terres incultes aux habitants des pays européens et à nos compatriotes.

Ce sujet de l'immigration étant dans les attributions du Gouvernement fédéral et des Gouvernements locaux, a présenté dans l'origine quelques difficultés. J'ai cru devoir provoquer une première conférence qui a été suivie de plusieurs autres. Dans la dernière de ces réunions, les six provinces composant aujourd'hui la Confédération se trouvaient représentées. J'ai tout lieu d'espérer que la meilleure entente régnera entre le Gouvernement fédéral et les gouvernements locaux qui se partageront dans la mesure de leurs ressources et de leur commun intérêt la tâche de pourvoir à cet important objet.

Cette province, qui possédait un code civil et un code de procédure civile, a reçu de la législation du dernier parlement un code municipal qui vient d'être mis en opération, et je suis certain que nos populations s'empresseront de profiter des moyens qu'il met à leur disposition pour les améliorations locales.

Les lois concernant l'administration de la justice, quoique donnant en général d'excellents résultats, me paraissent susceptibles de quelques améliorations et des modifications vous seront soumises à cet égard.

J'ai transmis à Son Excellence le Gouverneur-Général, selon votre désir, votre adresse conjointe au sujet de la prétendue sentence arbitrale rendue par deux des arbitres nommés en vertu de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord pour le partage des dettes et propriétés du Haut et du Bas-Canada. Le Gouvernement fédéral n'a pas mis en force cette prétendue sentence, et quelle que soit la nature des démarches qui pourront être faites à cet égard, j'ai assez de confiance dans l'esprit d'équité qui règne dans notre confédération et dans l'appréciation que l'on y fera de l'importance de cette Province pour croire que justice nous sera rendue.

Messieurs de l'Assemblée Législative,

Les comptes publics vous seront présentés et les subsides ordinaires vous seront demandés pour les différentes branches du service public et pour les importants objets de l'instruction publique, de la bienfaisance publique, de l'agriculture et de la colonisation. Mon gouvernement s'est efforcé de réduire les dépenses à ce qui a paru strictement nécessaire, et je ne doute pas que vous n'apportiez vous-mêmes une sage économie dans l'emploi des deniers de la Province. Vous serez heureux d'apprendre que malgré les dépenses considérables qui ont été faites depuis quatre ans pour les travaux publics, pour l'établissement des écoles de réforme et d'industrie, pour le développement de l'instruction publique, pour la construction et l'amélioration des cours de justice et des prisons, pour tous les nombreux objets que la constitution a laissés à la charge du gouvernement local, il reste cependant une somme considérable au crédit de cette Province.

Honorables Messieurs du Conseil Législatif,

Messieurs de l'Assemblée Législative,

Je ne doute pas que vous ne vous appliquiez à l'accomplissement de vos importants devoirs avec zèle, avec sagesse et avec ce dévouement à Notre Très Gracieuse Souveraine la Reine qui a toujours distingué le peuple de ce pays, et, qu'avec l'aide de la Divine Providence, vos travaux ne procurent à cette Province un accroissement de bonheur et de prospérité.

Sur motion de l'honorable M. Chauveau, secondé par l'honorable M. Robertson, Ordonné, Que le discours de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, aux deux Chambres de la Législature Provinciale, soit pris en considération demain.

Ordonné, Que les votes et délibérations de cette Chambre soient imprimés, après avoir été examinés par M. l'Orateur, et qu'il en ordonne l'impression; et que nul autre que celui qu'il désignera ne se permette de les imprimer.

Résolu, Qu'il soit nommé des comités spéciaux permanents de cette Chambre pour la présente Session, pour les objets suivants: 1. les privilèges et élections; 2. les ordres permanents; 3. les chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et les compagnies de mines ou manufacturières; 4. les divers bills privés; 5. les lois expirantes; 6. les dépenses contingentes; 7. les impressions; 8. les comptes publics; 9. l'agriculture, l'immigration et la colonisation; lesquels dits comités auront, respectivement, pouvoir de s'enquérir de tous les sujets et choses qui leur seront renvoyés par la Chambre; et de faire rapport, de temps à autre, de leurs observations et opinions sur iceux, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

1^o, Résolu, Que s'il s'élève une question se rattachant à l'élection ou au rapport de l'élection d'un député, ce dernier devra se retirer pendant les débats, qui s'en suivront; et si deux députés sont élus pour le même collège électoral, ils devront s'absenter jusqu'à ce que l'élection soit décidée.

2^o, Que s'il appert qu'une personne a été élue membre de cette Chambre ou a cherché à l'être par corruption, et au moyen d'intrigues ou de menées, la Chambre procédera avec la plus grande sévérité contre toutes personnes qui auront pris une part volontaire à cette corruption et à ces menées ou intrigues.

3^e. Que l'offre d'argent, ou tout autre avantage, à un membre de l'Assemblée Législative, dans le but de faciliter la passation d'une mesure quelconque qui dépendra du Parlement de la Province de Québec, ou qui doit y être décidée, est un grand crime et un délit, et tend au renversement de la constitution.

Résolu, Qu'il soit nommé un comité spécial de onze membres pour préparer et rapporter, avec toute la diligence possible, les listes des membres qui devront composer les comités permanents ordonnés par cette Chambre.

Ordonné, Que l'honorable M. *Chauveau*, l'honorable M. le Procureur-Général *Quimet*, l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*, l'honorable M. *Langevin*, C. B. l'honorable M. *Holton*, M. *Bellerose*, M. *Bellingham*, M. *Joly*, M. *Bachand*, M. *Brigham* et M. *Fortin* composent le dit comité.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat général des baptêmes, mariages et sépultures dans le district de *Rimouski*, pour l'année 1869. (Documents de la Session, No. 5.)

Aussi,—Etat des affaires des institutions suivantes pour l'année 1870 : de l'Asile des Dames Protestantes de Québec ; de l'Hôpital St. Patrice de Montréal ; de l'Hôpital St. Jean ; de l'Asile des Orphelins de St. Patrice de Montréal ; de l'Association de l'Asile de Ste. Brigitte, Québec ; de l'Asile Provincial des Aliénés, St. Jean ; de l'Hospice de la Maternité, Montréal ; de la Société Bienveillante des Dames de Montréal ; de la Communauté du Bon Pasteur, Montréal ; de l'Asile des Orphelins Catholiques, Montréal ; de l'Asile de St. Joseph du Bon Pasteur, Rue Fullum, Montréal ; de l'Hôpital des Dames Ursulines des Trois-Rivières ; et des institutions suivantes pour l'année 1871 : de l'Asile de la Providence de Montréal ; de l'Asile de la Providence de Notre-Dame des Sept Douleurs, Laprairie ; de l'Hospice Ste. Croix, de Ste. Marie de Monnoir ; de la Salle d'Asile de St. Vincent de Paul, Montréal ; de l'Asile des Orphelines de l'Eglise d'Angleterre ; de l'Asile des Orphelins de l'Eglise d'Angleterre, Québec ; de l'Asile de la Providence St. Joseph, Trois-Rivières ; et de l'Asile de la Providence, St. Ignace du Côteau du Lac. (Documents de la Session, No. 6.)

Il communique aussi à la Chambre la lettre suivante :

CHAMBRE DE COMITÉ,

Ottawa, 22 Mars 1871.

G. M. MUIR, Ecuyer,

Greffier, Assemblée Législative,

Québec.

MONSIEUR,—Je prends la liberté de vous adresser une résolution adoptée par le comité conjoint des deux Chambres sur les impressions du Parlement de la Puissance, en vous priant d'attirer l'attention des autorités compétentes sur ce sujet :

Résolu, Que le Greffier de cette Chambre soit chargé de correspondre, avec ceux qu'il appartient dans les Législatures locales, et d'attirer leur attention sur le fait que les membres de ces Législatures reçoivent tous les documents du gouvernement de la Puissance, et de les prier de vouloir bien, en retour, adresser les documents de leur province respective au Sénat et à la Chambre des Communes.

(Attesté.)

HENRY HARTNEY,

Greffier du Comité Conjoint des deux Chambres sur les impressions.

Et aussi un rapport du bibliothécaire de l'Assemblée Législative, sur l'état de la bibliothèque du Parlement, lequel est lu comme suit :

Le conservateur de la bibliothèque de la Législature de Québec, par son présent rapport, expose humblement :

Qu'il a eu devoir donner, comme par le passé, un soin tout spécial à l'achat des Statuts, journaux et autres documents parlementaires indispensables à l'honorable

Chambre, bien que déjà, votre bibliothèque possède une collection assez complète de ces ouvrages. Ces publications, en effet, se font de plus en plus rares, et la plus grande vigilance ne peut empêcher un certain nombre de ces livres, consultés à chaque instant pendant les sessions, de sortir pour ne plus reparaitre.

Dans son désir de voir votre bibliothèque s'enrichir promptement, le bibliothécaire avait, les années précédentes, fait des commandes de livre un peu considérables, vu la modicité des octrois accordés, et votre bibliothèque, à la fin du dernier Parlement, se trouvait endettée de quelques centaines de piastres, mais depuis la dernière session, les arrérages ont été payés et les achats et les dépenses diverses de cette année n'atteignent pas tout-à-fait la somme d'argent octroyée en dernier lieu.

Le malheureux état de Paris n'a pas permis à votre agent, *M. Bossange*, d'apporter à l'exécution de vos ordres la diligence accoutumée, et, je n'ai reçu qu'à peu près la moitié des livres que je l'ai prié de m'expédier.

J'ai préparé, avec la plus grande attention, un catalogue, par ordre de matières et alphabétique à la fois, des livres de la bibliothèque, suivant la recommandation faite par le sous-comité de la bibliothèque dans son dernier rapport à l'honorable Comité Conjoint.

PAMPHILE LEMAY,
C. B. L.

Et la Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Jeudi, 9 Novembre 1871.

M. l'Orateur met devant la Chambre, — Etats des affaires des institutions suivantes pour l'année 1871: de l'Asile du Bon-Pasteur de Québec, de l'école de Réforme de Québec, et de l'Hôtel-Dieu de *Saint-Hyacinthe*. (Documents de la Session, No. 6).

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. *Joly*, — la pétition de l'Asile des Dames Protestantes de Québec.

Par M. *Brigham*, — la pétition de *J. W. Eaton*, maire, et autres, du village de *Philipsburg*, comté de *Missisquoi*.

Par M. *Cassidy*, — la pétition de l'Asile des Orphelins Catholiques Romains de Montréal, — et la pétition des Sœurs de la Charité, directrices de l'Hôpital-Général de Montréal.

Par M. *Beauchand*, — la pétition de l'Hôtel-Dieu de *Saint-Hyacinthe*.

Par M. *Gérin*, — la pétition du Révérend *J. H. Dorion* et autres, de la paroisse de *Sainte-Anne d'Yamachiche*.

Par M. *Gill*, — la pétition de *J. F. Sincennes* et autres, de la cité de Montréal.

Par l'honorable M. *Holton*, — la pétition de l'honorable *James Ferrier* et autres, de la cité de Montréal.

Par M. *Pozzer*, — la pétition du Révérend *F. Catellier* et autres, de la paroisse de *Saint-George*, comté de *Beauce*.

Par l'honorable M. *Chauveau*, — la pétition de l'Asile du Bon-Pasteur de Québec.

Par M. *Fournier*, — la pétition de *François Gingras*, épicier, et de *François-Xavier Déry*, ferblantier, tous deux de la cité de Québec, électeurs, dont les noms sont dûment inscrits sur la liste électorale pour la division électorale de Québec-Centre, et qualifiés à voter à la dernière élection d'un membre pour représenter la dite division dans l'Assemblée Législative de Québec.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à prendre en considération le discours de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur aux deux Chambres de la Législature Provinciale.

M. *Mulhiet*, secondé par M. *Lynch*, propose de résoudre qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, pour remercier Son Excellence de son gracieux discours à l'ouverture de la Législature Provinciale, et aussi pour remercier Son Excellence pour la bienvenue qu'il nous offre au moment où nous nous réunissons pour commencer les travaux du second Parlement de cette Province, et de plus pour assurer Son Excellence,

2. Que nous constatons avec plaisir que les quatre années qui se sont écoulées depuis l'ouverture du premier Parlement ont démontré d'une manière évidente combien les habitants de cette Province ont su profiter des avantages que leur offrait notre nouvelle constitution pour développer les ressources du pays, et que, sous le nouveau régime, la Législature a pu disposer de ses revenus en faveur des entreprises qui lui ont paru les plus propres à accroître la prospérité de cette Province.

3. Que nous sommes heureux d'apprendre que la législation qui a été faite, dans les diverses sessions du dernier Parlement, en faveur de l'établissement de sociétés de colonisation et pour l'encouragement de différentes lignes de chemins à lisses de bois et de chemins de fer, promet de donner une puissante impulsion à notre commerce, à notre agriculture et à notre industrie.

4. Que, quelle qu'ait été la divergence de vues, naturelle dans un pays constitutionnel, sur beaucoup de points, il nous a paru que l'opinion publique s'est prononcée avec assez d'unanimité en faveur de ces mesures pour que nous n'hésitions pas à continuer la politique suivie par nos prédécesseurs, et à l'étendre dans la proportion de nos ressources financières.

5. Qu'il nous fait plaisir d'apprendre que la législation et les règlements pour la vente et la coupe des bois ont produit une augmentation considérable dans cette partie de nos revenus, augmentation qui a permis de pousser avec vigueur les travaux de nos chemins de colonisation dans toutes les parties de la Province.

6. Que nous apprenons avec satisfaction que le Gouvernement a nommé dernièrement plusieurs agents d'immigration, tant en Europe que sur divers points du pays, et qu'il y a lieu de se féliciter du résultat de leurs efforts et de celui des autres mesures qui ont été adoptées pour mieux faire connaître les ressources de cette Province, sa topographie et l'importance de ses terres incultes aux habitants des pays européens, et à nos compatriotes.

7. Que ce sujet de l'immigration étant dans les attributions du Gouvernement fédéral et des Gouvernements locaux, a dû présenter dans l'origine quelques difficultés, mais que nous apprenons avec plaisir qu'il a été tenu à ce sujet une première conférence suivie de plusieurs autres, que, dans la dernière de ces réunions, les six provinces, composant aujourd'hui la Confédération, se trouvaient représentées, et qu'il y a lieu d'espérer que la meilleure entente régnera entre le Gouvernement fédéral et les gouvernements locaux qui se partageront dans la mesure de leurs ressources et de leur commun intérêt, la tâche de pourvoir à cet important objet.

8. Que cette Province, qui possédait un code civil et un code de procédure civile, a reçu de la Législature du dernier Parlement un code municipal, qui vient d'être mis en opération, et que nous espérons que nos populations s'empresseront de profiter des moyens qu'il met à leur disposition pour les améliorations locales.

9. Que les lois concernant l'administration de la justice, quoique donnant en général d'excellents résultats, paraissant susceptibles de quelques améliorations, nous donnerons toute notre attention aux mesures qui seront soumises à cet égard.

10. Que nous remercions Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur d'avoir transmis à Son Excellence le Gouverneur-Général notre adresse conjointe au sujet de la prétendue sentence arbitrale rendue par deux des arbitres nommés en vertu de l'Acte

de l'Amérique Britannique du Nord, pour le partage des dettes et propriétés du Haut et du Bas-Canada. Nous apprenons avec plaisir que le gouvernement fédéral n'a pas mis en force cette prétendue sentence arbitrale, et que celle que soit la nature des démarches qui pourront être faites à cet égard; Votre Excellence a assez de confiance dans l'esprit d'équité qui regne dans notre confédération, et dans l'appréciation que l'on y fera de l'importance de cette Province, pour croire que justice nous sera rendu.

11. Que nous apporterons toute notre attention aux comptes publics qui nous seront soumis, et aux subsides qui nous seront demandés pour les différentes branches du service public, et pour les importants objets de l'instruction publique, de la bienfaisance publique, de l'agriculture et de la colonisation, et que nous apprenons avec plaisir que le Gouvernement s'est efforcé de réduire les dépenses à ce qui a paru strictement nécessaire, et que nous apporterons nous-mêmes une sage économie dans l'emploi des deniers de la Province. Que nous sommes heureux d'apprendre que, malgré les dépenses considérables qui ont été faites depuis quatre ans pour les travaux publics, pour l'établissement des écoles de réforme et d'industrie, pour le développement de l'instruction publique, pour la construction et l'amélioration des cours de justice et des prisons, pour tous les nombreux objets que la constitution a laissés à la charge du gouvernement local, il reste cependant une somme considérable au crédit de cette Province.

12. Que nous assurons Son Excellence, que nous nous appliquerons à l'accomplissement de nos devoirs avec ce zèle et avec ce dévouement à Notre Très-Gracieuse Souveraine la Reine, qui a toujours distingué le peuple de ce pays, et que nous espérons qu'avec l'aide de la Divine Providence, nos travaux procureront à cette Province un accroissement de bonheur et de prospérité.

Ordonné, Que chaque paragraphe de la dite motion soit mis aux voix.

Et le premier paragraphe, jusqu'au douzième et dernier inclusivement, étant de nouveau lus, sont adoptés.

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, pour remercier Son Excellence de son gracieux discours lors de l'ouverture de la présente session de la Législature Provinciale.

Résolu, Que la dite résolution soit renvoyée à un comité spécial, composé de l'honorable M. Chauveau, l'honorable M. le Procureur-Général Ouimet, l'honorable M. le Solliciteur-Général Irvine, l'honorable M. Langevin, C. B., l'honorable M. Cauchon, M. Malhiot, M. Lynch, M. Bellerose, M. Gendron, M. Bellingham et M. Fortin, pour préparer et rapporter le projet d'une adresse en réponse au discours de Son Excellence le Lieutenant Gouverneur aux deux Chambres de la Législature, en conformité de la dite résolution.

L'honorable M. Chauveau, du comité spécial nommé pour préparer une adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, fait rapport que le comité a préparé une adresse en conséquence, laquelle est lue comme suit :

A Son Excellence l'honorable SIR NARCISSE FORTUNAT BELLEAU, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

Qu'il plaise à Votre Excellence,

Nous, les loyaux et fidèles sujets de Sa Majesté, l'Assemblée Législative de Québec, assemblés en Législature Provinciale, remercions humblement Votre Excellence de son gracieux discours prononcé à l'ouverture de la présente session.

Nous remercions Votre Excellence des gracieuses paroles par lesquelles il nous offre la bienvenue au moment où nous nous réunissons pour commencer les travaux du second Parlement de cette Province.

Nous constatons avec plaisir que les quatre années qui se sont écoulées depuis l'ouverture du premier Parlement ont démontré, d'une manière évidente, combien

les habitants de cette Province ont su profiter des avantages que leur offrait notre nouvelle constitution, pour développer les ressources du pays, et que, sous le nouveau régime, la Législature a pu disposer de ses revenus en faveur des entreprises qui lui ont paru les plus propres à accroître la prospérité de cette Province.

Nous sommes heureux d'apprendre que la législation, qui a été faite dans les diverses sessions du dernier Parlement en faveur de l'établissement de sociétés de colonisation et pour l'encouragement de différentes lignes de chemins à lisées de bois et de chemins de fer, promet de donner une puissante impulsion à notre commerce, à notre agriculture et à notre industrie.

Quelle qu'ait été la divergence de vues, naturelle dans un pays constitutionnel, sur beaucoup de points, il nous a paru que l'opinion publique s'est prononcée avec assez d'unanimité en faveur de ces mesures pour que nous n'hésitions pas à continuer la politique suivie par nos prédécesseurs et à l'étendre dans la proportion de nos ressources financières.

Il nous fait plaisir d'apprendre que la législation et les règlements pour la vente et la coupe des bois ont produit une augmentation considérable dans cette partie de nos revenus, augmentation qui a permis de pousser avec vigueur les travaux de nos chemins de colonisation dans toutes les parties de la Province.

Nous apprenons avec satisfaction que le gouvernement a nommé dernièrement plusieurs agents d'immigration, tant en Europe que sur divers points du pays, et qu'il y a lieu de se féliciter du résultat de leurs efforts et de celui des autres mesures qui ont été adoptées pour mieux faire connaître les ressources de cette Province, sa topographie et l'importance de ses terres incultes aux habitants des pays européens, et à nos compatriotes.

Ce sujet de l'immigration, étant dans les attributions du gouvernement fédéral et des gouvernements locaux, a dû présenter dans l'origine quelques difficultés, mais nous apprenons avec plaisir qu'il a été tenu à ce sujet une première conférence, suivie de plusieurs autres; que dans la dernière de ces réunions, les six provinces, composant aujourd'hui la Confédération, se trouvaient représentées, et qu'il y a lieu d'espérer que la meilleure entente régnera entre le gouvernement fédéral et les gouvernements locaux, qui se partageront, dans la mesure de leurs ressources et de leur commun intérêt, la tâche de pourvoir à cet important objet.

Cette Province, qui possédait un code civil et un code de procédure civile, a reçu de la Législature du dernier Parlement un code municipal, qui vient d'être mis en opération, et nous espérons que nos populations s'empresseront de profiter des moyens qu'il met à leur disposition pour les améliorations locales.

Les lois concernant l'administration de la justice, quoique donnant en général d'excellents résultats, paraissant susceptibles de quelques améliorations, nous donnerons toute notre attention aux mesures qui seront soumises à cet égard.

Nous remercions Votre Excellence d'avoir transmis à Son Excellence le Gouverneur-Général notre adresse conjointe au sujet de la prétendue sentence arbitrale rendue par deux des arbitres nommés en vertu de l'Acte de l'*Amérique Britannique du Nord*, pour le partage des dettes et propriétés du *Haut* et du *Bas-Canada*. Nous apprenons avec plaisir que le gouvernement fédéral n'a pas mis en force cette prétendue sentence arbitrale, et que, quelque soit la nature des démarches qui pourront être faites à cet égard, Votre Excellence a assez de confiance dans l'esprit d'équité qui règne dans notre Confédération, et dans l'appréciation que l'on y fera de l'importance de cette Province, pour croire que justice nous sera rendue.

Nous apporterons toute notre attention aux comptes publics qui nous seront soumis, et aux subsides qui nous seront demandés pour les différentes branches du service public, et pour les importants objets de l'instruction publique, de la bienfaisance publique, de l'agriculture et de la colonisation, et nous apprenons avec

plaisir que le gouvernement s'est efforcé de réduire les dépenses à ce qui a paru strictement nécessaire, et nous apporterons nous-mêmes une sage économie dans l'emploi des deniers de la Province. Nous sommes heureux d'apprendre que, malgré les dépenses considérables qui ont été faites depuis quatre ans pour les travaux publics, pour l'établissement des écoles de réforme et d'industrie, pour le développement de l'instruction publique, pour la construction et l'amélioration des cours de justice et des prisons, pour tous les nombreux objets que la constitution a laissés à la charge du gouvernement local, il reste cependant une somme considérable au crédit de cette Province.

Nous assurons Votre Excellence, que nous nous appliquerons à l'accomplissement de nos devoirs avec ce zèle et avec ce dévouement à Notre Très-Gracieuse Souveraine la Reine, qui a toujours distingué le peuple de ce pays, et nous espérons qu'avec l'aide de la Divine Providence, nos travaux procureront à cette Province un accroissement de bonheur et de prospérité.

La dite adresse, étant lue une seconde fois, est adoptée.

Ordonné, Que la dite adresse soit grossoyée.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

L'honorable M. *Chauveau*, du comité spécial nommé pour préparer et rapporter les listes des membres devant composer les comités spéciaux permanents, ordonnés par cette Chambre, fait rapport que le comité a préparé des listes de membres, en conséquence, lesquelles sont lues comme suit :

1. Privilèges et Elections :—L'honorable Sir *Geo. E. Cartier*, Bart., l'honorable M. *Cauchon*, l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine* et l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*, et MM. *Bachand*, *Bellerose*, *Bellingham*, *Cassidy*, *Chapleau*, *Fortin*, *Fournier*, *Joly*, *Lynch* et *Pouporé*.

2. Ordres Permanents :—L'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine* et l'honorable M. *Laframboise*, et MM. *David*, de *Beaujeu*, *Dorion*, *Esinhart*, *Gagnon*, *Gendron*, *Houde*, *Lafontaine*, *Laberge*, *Marchand*, *Méthot*, *Pelletier*, (*Bellechase*) et *Verreault*.

3. Chemins de Fer, Canaux, Lignes Télégraphiques, Corporations de Mines ou Manufacturières :—L'honorable Sir *Geo. E. Cartier*, Bart., l'honorable M. *Cauchon*, l'honorable M. *Chauveau*, l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*, l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*, l'honorable M. *Langevin*, C. B., l'honorable M. *Holton*, l'honorable M. *Laframboise*, et MM. *Bachand*, *Beaubien*, *Bellingham*, *Brigham*, *Cassidy*, *Chapleau*, *Eddy*, *Fortin*, *Gérin*, *Gill*, *Joly*, *Laurier*, *Lavallée*, *Malhiot*, *Molleur*, *Pelletier* (*Bellechase*) *Peltier* (*L'Assomption*), *Pozér*, *Roy*, *Sawyer* et *Tremblay*.

4. Divers Bills Privés :—L'honorable M. *Cauchon*, l'honorable M. *Langevin*, l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*, l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*, l'honorable M. *Robertson*, l'honorable M. *Holton*, l'honorable M. *Laframboise*, et MM. *Bachand*, *Beaubien*, *Bellerose*, *Bellingham*, *Cassidy*, *David*, *Fortin*, *Gendron*, *Hearn*, *Joly*, *Laurier*, *Malhiot*, *Marchand*, *Rhéaume* et *Robitaille*.

5. Lois Expirantes :—L'honorable M. *Laframboise* et l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*, et MM. *Daigle*, *Dorion*, *Hearn*, *Laberge*, *Lalonde*, *LaRue*, *LeCavalier*, *Pozér*, *Robert* et *Robitaille*.

6. Dépenses Contingentes :—L'honorable M. *Chauveau* et l'honorable M. *Robertson*, et MM. *Bachand*, *Bellerose*, *Brigham*, *Chapleau*, de *Beaujeu*, *Dugas*, *Eddy*, *Fournier*, *LaRue*, *LeCavalier*, *Locke*, *Mailoux*, *Picard*, *Sanders* et *Trudel*.

7. Impressions :—L'honorable M. *Langevin*, C. B., et l'honorable M. *Robertson*, et MM. *Bellingham*, *Fortin*, *Gendron*, *Joly* et *Marchand*.

8. Comptes Publics :—L'honorable M. *Holton*, l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*, l'honorable M. *Robertson* et et MM. *Beaubien*, *Bellerose*, *Fortin*, *Gendron*, *Joly*, *Lafontaine*, *Lynch*, *Mailoux*, *Molleur*, *Picard*, *Pouporé*, *Pozér*, *Robitaille*, *Roy* et *Verreault*.

9. Agriculture, Immigration et Colonisation :—L'honorable M. *Cauchon*, l'hono-

rable M. Chauveau et l'honorable M. Robertson, et MM. Beaubien, Dorion, Dugas, Eddy, Fortin, Fournier, Gendron, Gosselin, Hearn, Houde, Laberge, LaRocque, Laroche, LaRue, Lavallée, Mailloux, Marchand, Picard, Robitaille, Roy, Sawyer, Sylvestre, Tremblay et Trudel.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

Et la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 10 Novembre 1871.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Rapports municipaux de la Province de Québec, pour l'année 1870. (Documents de la Session, No. 7.)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par l'honorable M. le Procureur-Général Ouimet,—la pétition de *George G. Smith*, de *Saint-Albans*, Etat de Vermont, Etat-Unis d'Amérique, conseil en loi ;—deux pétitions des Sœurs de l'Asile de la Providence de la cité de *Montréal*,—et la pétition des Sœurs Marianites de Sainte-Croix, *Montréal*.

Par M. *Buchand*,—la pétition du Révérendissime Evêque Catholique Romain de *St. Hyacinthe* et autres.

Par M. *Esinhart*,—la pétition des Sœurs de l'Asile de la Providence de *Laprairie*, comté de *Laprairie*.

Par M. *Rhéaume*,—la pétition de *Joseph Lachance* et autres, de la cité de *Québec*.

Par M. *Eddy*,—la pétition des Dames Directrices de l'Orphelinat Saint-Joseph, de la cité d'*Ottawa*.

Par M. *de Beaujeu*,—la pétition de l'Asile de la Providence de Saint-Ignace, du Côteau du Lac.

Par l'honorable M. *Holton*,—la pétition de la Société d'Histoire Naturelle, de la cité de *Montréal*.

Par M. *Fournier*,—la pétition de *François-Henjamin Godin*, de la ville de *Joliette*, dans le district électoral de *Joliette*, autrement dit la division électoral de *Joliette*, autrement dit le comté de *Joliette*, dans la Province de *Québec*, dans la Puissance du Canada, cœuyer, avocat.

Par M. *Brigham*,—la pétition de *John Robinson Hamilton*, de la ville de *New-Carlisle*, dans le comté de Bonaventure, marchand, *Bélonie Leblanc* dit *Bourquette*, du township de *New-Richmond*, dans le comté susdit, cultivateur et négociant, et *Norman McLeod Carswell*, du township de *Maria*, dans le comté susdit, marchand.

L'ordre du jour, pour recevoir le rapport du comité spécial, nommé pour préparer et rapporter les listes des membres devant composer les comités spéciaux permanents, ordonnés par cette Chambre, étant lu ;

Sur motion de l'honorable M. *Chauveau*, secondé par l'honorable M. *Robertson*,

Ordonné, Que le dit rapport soit amendé comme suit : ajoutez les noms de l'honorable M. *Holton* et M. *Rhéaume*, au comité permanent des privilèges et élections ; ajoutez le nom de M. *Chapleau*, au comité permanent des bills privés, et ajoutez le nom de M. *Trudel*, au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et corporations de mines ou manufacturières ; retracez le nom de M. *Gendron*, du comité permanent des impressions et y ajoutez le nom de M. *Gérin*.

R sibi, Que cette Chambre concourt dans le dit rapport, tel qu'amendé.

Résolu, Qu'il soit envoyé un message à l'honorable Conseil Législatif, priant leurs Honneurs de vouloir se joindre à cette Chambre dans la formation d'un comité conjoint des deux Chambres au sujet des impressions de la Législature, et pour informer leurs honneurs que les membres du comité permanent des impressions, savoir: L'honorable M. Langevin, C. B., l'honorable M. Robertson, M. Fortin, M. Gerin, M. Joly, M. Bellingham et M. Marchand, agiront comme membres du dit comité.

Ordonné, Que l'honorable M. Chauveau porte le dit message au Conseil Législatif.

Résolu, Qu'il soit nommé un comité spécial, composé de l'honorable M. Cauchon, l'honorable M. Chauveau, l'honorable M. le Solliciteur-Général Irvine, M. Beaubien, M. Marchand, M. Laurier, M. Trudel et M. Lynch, pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque du Parlement, en ce qui concerne les intérêts de cette Chambre, et pour agir comme membres du comité conjoint de la bibliothèque.

Résolu, Qu'il soit envoyé un message à l'honorable Conseil Législatif, communiquant à leurs honneurs la résolution précédente.

Ordonné, Que l'honorable M. Chauveau porte le dit message au Conseil Législatif.

L'honorable M. Robertson, l'un des membres de l'honorable Conseil Exécutif de la Province de Québec, met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur,—Etat des opinions légales, rapports de conseil et mandats spéciaux, préparé par l'Auditeur, tel que requis par la clause 47, 31 Vict., chap. 9, lequel est lu comme suit:

ETAT des Opinions Légales, Rapports de Conseil et Mandats Spéciaux, sous l'autorité de la clause 47, 31 Victoria, chap. 9, préparé par l'Auditeur, en conformité d'icelle.

Service.	Détails.	Opinions Légales.	RAPPORTS DE CONSEIL.			Mandats spéciaux	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
			No.	Date.	Montant.				
Incidie au Saguenay.....	Secours aux victimes du dernier incendie.....	Aucune.	173	Juillet 1870.	10,000 00	1.	10,000 00	10,000 00	\$ cts.
Do	Pour payer le transport des effets envoyés	Aucune.	289	Novembre 1870.	400 00	8	400 00	400 00	\$ cts.
Incidie sur l'Ottawa.....	Montant accordé aux comités pour recueillir et distribuer des secours aux victimes	Aucune.	214	Août 1871.	3,000 00	5	3,000 00	3,000 00	\$ cts.
Instruction Publique.....	Ecoles Normales : pour rencontrer les paiements de l'annéo fiscale expirée le 30 juin 1870.....	Aucune.	178	Juillet 1871.	3,500 00	4	3,500 00	3,500 00	\$ cts.
Do	Education Supérieure : pour bourses des <i>Protestant High Schools</i> et de l'école catholique des sœurs-muets.....	Aucune.	60	Mars 1871.	3,068 00	13	3,068 00	3,068 00	\$ cts.
Institutions de Charité.....	Octroi pour 1870-1871, à l'Asile de la Providence, Ste. Elizabeth, comté de Joliette, omis dans les estimés.....	Aucune.	246	Octobre 1871.	200 00	6	200 00	200 00	\$ cts.
Do	Ecoles d'industrie : pour couvrir les dépenses, l'appropriation étant épuisée.....	Officiers en Loi de la Couronne.	61	Mars 1871.	3,000 00	12	3,000 00	2,830 30	109 70
Travaux et Edifices Publics	Prison de réforme de St. Vincent-de-Paul : balance non déposée au 30 juin 1870, mais due pour couvrir fait et matériaux livrés, et dont le prix est exigible maintenant.....	Aucune.	258	Octobre 1871.	2,098 57	7	2,098 57	2,098 57	\$ cts.
Do	Nouvelle prison de Québec : pour permettre de continuer les travaux sans interruption, dans un but d'économie, l'appropriation n'étant disponible qu'après le 30 juin 1871.....	Aucune.	83	Avril 1871.	2,000 00	14	2,000 00	1,839 81	160 19

ÉTAT des Opinions Légales, Rapports de Conseil et Mandats Spéciaux, sous l'autorité de la clause 47, 31 Victoria, chap. 9, préparé par l'Auditeur, en conformité d'icelle.—*Suite.*

Service.	Détails.	Opinions Légales.	RAPPORTS DE CONSEIL.			Mandats spéciaux			
			No.	Date.	Montant.				
				1871.	\$ cts.		\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
Colonisation	Chemin à lisses de colonisation : montant requis en sus de l'appropriation pour payer la compagnie du chemin à lisses de Gosford en argent comptant au lieu de la payer par débentures...	Aucune.	27 Janvier	28.....	3,171 20	9	3,171 20	3,171 20	
Police	Montant requis en sus de l'appropriation pour la police spéciale, sous la 33e Victoria, chap. 24.....	Officiers en Loi de la Couronne.	23 Mars	14.....	16,000 00	11	16,000 00	12,941 44	3,058 56
	Montant appartenant à l'année fiscale expirée le 20 juin 1871, et pour lequel un vote de la Législature est requis				\$46,547 77		46,547 77	43,159 32	3,388 45
									\$43,159 32

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR,
9 novembre 1871.

GASPARD DROLET,
Auditeur, P. Q.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 13 Novembre, 1871.

M. l'Orateur met devant la Chambre, — États des affaires des institutions suivantes, pour l'année 1871 : — de la Société Historique et Littéraire de Québec, de l'Hospice de la Maternité, de l'Université de Montréal et de l'Hôpital des Sœurs de la Providence de *Saint-Vincent de Paul*, comté de *Laval*. (Documents de la Session, No. 6.)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Lafontaine*, — la pétition du Révérend *T. E. Dagenais* et autres, de la paroisse de *Saint-Edouard*, comté de *Napierville*.

Par l'honorable M. le Procureur Général *Quimet*, — la pétition des Sœurs de la Miséricorde pour la régie de l'Hospice de la Maternité, de la cité de *Montréal*.

Par M. *Picard*, — la pétition de *U. Bonneville* et autres, du township de *Wolfs-town*, dans le comté de *Wolf*, et du township d'Irlande, dans le comté de *Mégantic*.

Par M. *Tremblay*, — la pétition du Révérend *Ths. Pantaléon Bégin* et autres, de la paroisse de *Saint-Dominique de Jonquière*, — et la pétition du Révérend *J.-Bte. Vallée* et autres, de la paroisse de *Saint-Jérôme du Lac Saint-Jean*, toutes deux du comté de *Chicoutimi*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De *J. W. Eaton*, Maire, et autres, du village de *Philipsburg*, comté de *Missisquoi* ; demandant un acte d'incorporation pour construire un chemin de fer de *Philipsburg* à *Sorel*.

De *J. F. Sincennes* et autres, de la cité de *Montréal* et autres lieux ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Compagnie du chemin de fer de *Montréal*, *Chambly* et *Sorel*."

De l'honorable *James Ferrier* et autres, de la cité de *Montréal* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*Dominion Homestead Building Society*."

De *Joseph Lachance* et autres, de la cité de *Québec* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Société Bienveillante des Condomniers de Québec."

De *George G. Smith*, de *Saint-Albans*, *Etat de Vermont*, *Etats-Unis d'Amérique*, conseil en loi ; demandant la passation d'un acte l'autorisant à pratiquer comme avocat, dans et pour la Province de *Québec*.

Des Sœurs de la Charité Directrices de l'Hôpital Général, *Montréal*, — de l'Hôtel-Dieu de *Saint-Hyacinthe*, — de l'Asile des Dames Protestantes, de *Québec*, — de l'Asile de la Providence, de *Saint-Ignace du Côteau du Lac*, — des Sœurs de l'Asile de la Providence, *Montréal*, — et de la Société d'Histoire Naturelle, de la cité de *Montréal* ; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée.

Des Sœurs de l'Asile de la Providence, de la cité de *Montréal* ; demandant que l'allocation annuelle en faveur de l'Asile *Saint-Vincent de Paul* soit continuée et augmentée.

Du Révérendissime Evêque Catholique Romain, de *Saint-Hyacinthe*, et autres ; demandant de l'aide pour "l'Ouvroir Sainte-Geneviève" de *Saint-Hyacinthe*.

Des Sœurs Marianites de Sainte-Croix, de la cité de *Montréal* ; demandant une allocation annuelle.

De l'Asile des Orphelins Catholiques Romains, *Montréal*, — de l'Asile du Bon Pasteur, de *Québec*, — du Révérend *J. H. Dorion* et autres, de la paroisse de *Sainte-*

Anne d'Yamachiche,—des Dames Directrices de l'Orphelinat Saint-Joseph, de la cité d'Ottawa,—et des Sœurs de l'Asile de la Providence, de *Laprairie*, comté de *Laprairie*; demandant respectivement de l'aide.

Du Révérend *P. Catellier* et autres, de la paroisse de *Saint-George*, comté de *Beauce*; demandant de l'aide pour construire un pont sur la *Rivière Famine*, dans le comté de *Beauce*.

De *François Gingras*, épiciier, et *François-Xavier Déry*, ferblantier, tous deux de la cité de *Québec*, et électeurs dont les noms sont dûment inscrits sur la liste électorale de la division électorale de *Québec-Centre*, et qualifiés à voter à la dernière élection d'un membre pour représenter la dite division dans l'Assemblée Législative de *Québec*, alléguant:

Qu'à la dernière élection, qui eût lieu, le neuvième jour de juin dernier, dans la Division Electorale de *Québec-Centre*, pour l'élection d'un membre pour représenter la dite division dans l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*, *Jean-Baptiste Célestin Hébert*, écuyer, notaire, fut choisi par le gouvernement exécutif de cette Province, pour remplir la charge d'officier-rapporteur dans et pour la dite division électorale de *Québec-Centre*.

Qu'aux jour, lieu et heure fixés par la proclamation du dit officier-rapporteur, savoir: à midi, le neuf juin dernier, en face du Palais Législatif de cette Province, dans la cité de *Québec*, un grand nombre d'électeurs dûment inscrits sur la liste électorale de la susdite division alors en force, et qualifiés à voter à la dite élection, se réunirent, conformément à la susdite proclamation, pour y procéder à l'élection d'un membre pour représenter la dite division électorale, sous la présidence et direction du dit *Jean-Baptiste Célestin Hébert*, officier-rapporteur, dûment commissionné à cet effet.

Qu'aux jour, lieu et heure, ci-dessus indiqués, après l'arrivée au husting de l'honorable *Hector Louis Langevin*, alors candidat à la dite élection et maintenant le membre siégeant pour la susdite division électorale, le dit officier-rapporteur, étant alors lui-même sur le husting et prêt à commencer les procédés de la dite élection, reçut une proposition par écrit présentée par et de la part de *Pierre Baillargeon*, écuyer, médecin, l'honorable *François Eventurel*, Olivier Côté, marchand, *Charles Joseph Louis Lafrance*, instituteur; secondée par *Pierre Célestin Déry*, sellier, *François-Xavier Déry*, ferblantier, *Honoré Mailloux*, menuisier, *Jean-Baptiste Martel*, pharmacien, demandant la mise en nomination de *Charles Alphonse Pantaléon Pelletier*, de la cité de *Québec*, écuyer, avocat, comme l'un des candidats à la dite élection.

Que le dit officier-rapporteur, après avoir reçu la susdite proposition et en avoir pris communication, la passa à l'honorable *Hector Louis Langevin*, alors et là présent comme candidat à la dite élection, lequel, après en avoir pris, aussi, communication, la remit au dit officier-rapporteur.

Que tous les sus-nommés, proposeurs et secondeurs de la susdite proposition, étaient alors et sont encore des voteurs dûment inscrits sur la liste électorale alors en force, et dûment qualifiés à voter à la dite dernière élection d'un membre pour représenter la dite division électorale de *Québec-Centre* dans l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*.

Que le dit officier-rapporteur, procédant à la dite élection, ayant requis, suivant la loi, les électeurs là et alors présents de nommer la personne qu'ils désiraient choisir à la dite élection pour les représenter dans l'Assemblée Législative de cette Province, les dits électeurs là et alors présents, étant divisés sur le choix de la personne qui devait les présenter, demandèrent, les uns, l'honorable *Hector Louis Langevin*! *Langevin*! par leurs avis répétés de *Langevin*! les autres demandèrent de la même manière et par leurs avis répétés de, *Pelletier*! *Pelletier*! *Poll*! *Poll*! *Charles Alphonse Pantaléon Pelletier*, de *Québec*, écuyer, avocat, et membre des Com-

munes pour le comté de *Kamouraska*, pour les représenter comme membre de cette Chambre pour la dite division électorale de *Québec-Centre*.

Que le dit officier-rapporteur, tant par la résolution sus-dite, placée entre ses mains, que par les demandes réitérées de "*Langevin*" et de "*Pelletier*" *Poll* / faites à hautes et intelligibles voix, a bien compris que les électeurs alors et là présents étaient divisés d'opinion et voulaient obtenir un *poll* dans le but d'enregistrer leurs votes pour leur candidat respectif, laquelle demande, le dit officier-rapporteur a refusé et négligé d'accorder.

Qu'en agissant ainsi, en sa dite qualité d'officier-rapporteur, le dit *Jean-Baptiste Célestin Hébert* voulait favoriser l'élection de l'honorable *Hector Louis Langevin*, au détriment de celle du dit *Charles Alphonse Pantaléon Pelletier* et au mépris des droits et des intérêts des électeurs favorables à l'élection de ce dernier.

Qu'un *poll* ayant été demandé, il était du devoir du dit officier-rapporteur de l'accorder, mais que le dit officier-rapporteur, dans le but de s'attirer les faveurs de l'honorable *Hector Louis Langevin*, et dans un but de lucre et de gain, a volontairement et par esprit de partialité, illégalement et injustement refusé la dite demande; et, à part cet injuste refus, privé les dits requérants et tous les autres électeurs dûment qualifiés de la dite division, favorables à l'élection du dit *Charles Alphonse Pantaléon Pelletier*, du droit d'obtenir un *poll*.

Que vos requérants prient Votre Honorable Chambre de vouloir sommer le dit *Jean-Baptiste Célestin Hébert*, de comparaître à la barre de la Chambre pour alors et là rendre compte de sa conduite comme officier-rapporteur, lors de la dite dernière élection de la division électorale de *Québec-Centre*, et répondre aux allégués de la présente pétition que vos pétitionnaires prouveront quand ils en seront requis par Votre Honorable Chambre.

De *François-Benjamin Godin*, de la ville de *Joliette*, dans le district électoral de *Joliette*, autrement appelé la division électorale de *Joliette*, autrement appelé le comté de *Joliette*, dans la Province de *Québec*, Puissance du *Canada*, écuyer, avocat, alléguant:

Que votre pétitionnaire a été candidat à la dernière élection d'un membre pour servir dans la dite Assemblée Législative de *Québec*, durant la Législature actuelle de la dite Province de *Québec*, pour le dit district électoral de *Joliette*, et que votre pétitionnaire prétend avoir eu et qu'il a eu droit d'être rapporté élu, à la dite dernière élection pour servir comme membre pour le dit district électoral de *Joliette*, dans la dite Assemblée Législative de *Québec*, durant la présente Législature de la dite Province de *Québec*.

Que votre pétitionnaire n'a jamais accepté, ni n'a jamais rempli, ni ne remplit actuellement aucun office, commission, emploi, permanent ou temporaire, par nomination de la Couronne, dans la Puissance du *Canada*, auquel aucun salaire annuel, ou aucun honoraire, ou aucune allocation, ou émolument ou profit d'aucun genre, ou montant quelconque accordé par la Couronne a été ou est attaché; que votre pétitionnaire n'a jamais été et n'est pas actuellement un membre du Conseil Législatif de la Province *Québec*.

Que votre pétitionnaire n'a jamais eu ou possède, entrepris ou exécuté et qu'actuellement il n'a, possède, entreprend ou exécute, directement ou indirectement, seul ou avec aucun autre, par lui-même ou par l'intermédiaire d'aucun fidéicommissaire ou d'un tiers, aucun contrat avec Sa Majesté ou avec aucun officier ou département publics, en ce qui concerne le service public de la dite Province de *Québec*, ou en vertu duquel aucune somme des deniers publics de la dite Province de *Québec*, a été ou doit être payée, pour aucun service, ouvrage, matière ou chose.

Que votre pétitionnaire n'a jamais été et n'est pas actuellement disqualifié en loi, d'aucune manière, pour être élu membre de la dite Assemblée Législative de *Québec*.

Que la dite dernière élection a eu lieu sous l'autorité et en vertu d'un bref d'élection pour le dit district électoral de *Joliette*, portant la date du vingt-neuvième jour de mai dernier, adressé à *Charles-Gaspard Beaudoin*, écuyer, officier-rapporteur à la dite élection.

Que sous l'autorité du dit bref d'élection, la nomination des candidats à la dite élection eût lieu, dans la dite ville de *Joliette*, dans le dit district électoral de *Joliette*, le neuvième jour de juin dernier; et que votre pétitionnaire et *Vincent-Paul Lavallée*, de la paroisse de *Saint-Félix de Valois*, dans le dit district électoral de *Joliette*, écuyer, médecin et chirurgien, furent séparément nommés par les électeurs là et alors présents pour représenter les dits électeurs dans la dite Assemblée Législative de *Québec*, conformément au dit bref d'élection et que le dit *Vincent-Paul Lavallée* et votre pétitionnaire, ont été les seuls candidats à la dite élection.

Qu'à la dite élection et avant qu'un poll ait été demandé ou accordé, à la nomination, votre pétitionnaire, verbalement, d'abord, et ensuite, par écrit, requit du dit *Vincent-Paul Lavallée*, (parlant et s'adressant au dit *Vincent-Paul Lavallée*, personnellement, là et alors) qu'il eût à faire, dans le délai voulu par les Statuts faits et passés à cet effet, la déclaration de qualification foncière exigée par la loi pour permettre au dit *Vincent-Paul Lavallée* d'être élu à telle élection.

Que votre pétitionnaire ne fut requis de faire aucune déclaration de qualification foncière, ni par le dit *Vincent-Paul Lavallée*, ni par aucun électeur, ni par le dit officier-rapporteur, ni par aucune autre personne, en aucun temps durant la dite élection.

Que subséquemment, savoir : au dit jour de la nomination, un poll fut demandé à l'officier-rapporteur et accordé par le dit officier-rapporteur à la dite élection, et tel poll fut ensuite tenu à la dite élection les seizième et dix-septième jours de juin dernier, dans les paroisses et places de poll suivantes, composant le dit district électoral de *Joliette*, savoir : *Saint-Paul, Saint-Thomas, Saint-Ambroise, Bienheureux-Alphonse-de-Rodriguez, Sainte-Mélanie, Sainte-Beatrix, Saint-Félix, Saint-Jean-de-Matthia, Sainte-Elizabeth et Saint-Charles-Borromée*, y compris la dite ville de *Joliette*.

Que, en aucun temps depuis l'émission du dit bref d'élection et en aucun temps durant la dite élection, ni depuis ce temps, le dit *Vincent-Paul Lavallée* n'a eu la possession, légalement et équitablement et n'a actuellement la possession, légalement et équitablement, à son propre usage et profit de terres et de propriétés tenues en franc et commun socage, ou n'a été en possession ou possesseur pour son propre usage et profit d'aucunes terres ou propriétés, tenues en fief ou en rôtûre, ni dans la Province de *Québec*, ni dans cette partie de la Puissance du *Canada*, constituant la ci-devant Province du *Canada*, de la valeur de cinq cents livres d'argent sterling de la *Grande-Bretagne*, en sus de toutes rentes, charges, hypothèques et servitudes y attachées et dues et payables sur icelles ou les affectant : et que, en conséquence, le dit *Vincent-Paul Lavallée* n'était pas éligible à la dite élection comme membre de la dite Assemblée Législative de *Québec*, pour le dit district électoral de *Joliette*, et était complètement inéligible et impropre à être élu comme membre du dit district électoral, par raison qu'il, le dit *Vincent-Paul Lavallée* n'était pas, au temps de la dite élection, dûment qualifié par la possession de propriétés foncières, à telle valeur que la loi exigeait et exige pour le qualifier pour être élu et pour le rendre, lui le dit *Vincent-Paul Lavallée*, éligible comme membre de l'Assemblée Législative de *Québec*, pour le dit district électoral de *Joliette*.

Que dans le but d'informer les électeurs du dit district électoral de *Joliette*, du défaut de qualification foncière du dit *Vincent-Paul Lavallée*, votre pétitionnaire, son comité et ses agents ont pris tous les moyens convenables pour publier ce fait; et que votre pétitionnaire, son comité et ses agents ont fait imprimer, publier et distribuer au nombre de deux mille copies en langue française et en langue anglaise, parmi les électeurs du dit district électoral de *Joliette*, avant l'ouverture du poll, à la dite élection, un avis imprimé, signé par votre pétitionnaire en la manière et la teneur suivantes :

NOTICE.

To the electors of and for the county of *Joliette* :

" You and each of you, are hereby required to take notice that *Vincent Paul Lavallée*, of the parish of *St. Félix de Valois*, in the county of *Joliette*, esquire, physician and surgeon, and one of the candidates at the present election for said county, does not possess the property qualification required by law, to enable him to be elected, or to sit or vote as member for the said county, in the Legislative Assembly for the Province of *Quebec*, and further, take notice that your vote shall be lost and thrown away, if you should vote, at this election, for the said *Vincent Paul Lavallée*."

(Signed,)

F. B. GODIN,
Candidate.

AVIS.

Aux électeurs du comté de *Joliette* :

" Vous et chacun de vous, êtes par ces présentes avertis et notifiés, que *Vincent-Paul Lavallée*, de la paroisse de *Saint-Félix de Valois*, dans le comté de *Joliette*, écuyer, médecin et chirurgien, un des candidats à la présente élection pour le dit comté, ne possède pas la qualification foncière exigée par la loi, pour lui permettre d'être élu, ou de siéger ou de voter comme membre pour le dit comté dans l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*, et soyez, vous et chacun de vous, de plus, avertis et notifiés que tout vote donné par vous, ou aucun de vous, à cette élection, en faveur du dit *Vincent-Paul Lavallée*, sera nul, perdu et non venu."

(Signé,)

F. B. GODIN,
Candidat.

Qu'aussitôt que le poll a été ouvert et avant qu'aucun vote n'eût été entré dans le livre de poll, à la dite élection, le dit avis imprimé ci-dessus décrit fut affiché dans des endroits apparents en dedans et au dehors des maisons de poll pour les différentes paroisses et différentes places de poll ci-dessus nommées comme composant le dit district électoral de *Joliette*; et que le dit avis imprimé fut lu et alors lu et expliqué à haute et intelligible voix par votre pétitionnaire et par ses agents, amis et hommes de comité, dans les deux langues susdites, à tous les électeurs alors présents à chacune des maisons de poll susdites; et que, à chacune des dites maisons de poll, durant les deux dits jours de poll, une copie imprimée du dit avis, dans les deux langues susdites, et signée par votre pétitionnaire comme susdit, a été offerte, présentée, passée, donnée et délivrée à chacun des électeurs du susdit district électoral de *Joliette* et expliquée à chacun des dits électeurs, au fur et à mesure que chacun d'eux se présentait pour voter et avant qu'il eût voté à la dite élection et que tous les dits électeurs du dit district électoral de *Joliette* furent individuellement avertis et informés que le dit *Vincent Paul Lavallée* ne possédait pas les propriétés foncières requises par la loi pour lui permettre d'être élu comme membre de la dite Assemblée Législative de *Québec*, à la dite élection ou pour siéger ou voter dans la dite Assemblée Législative de *Québec*, et furent aussi avertis et informés, individuellement, que le dit *Vincent Paul Lavallée* était disqualifié et que tous les votes enregistrés en faveur du dit *Paul Lavallée*, à la dite élection seraient perdus et mis de côté.

Que tous les électeurs du dit district électoral de *Joliette*, à la dite élection, ont été informés et savent parfaitement, avant de voter, que le dit *Vincent Paul Lavallée* était ainsi disqualifié et que tous les votes enregistrés à la dite élection en faveur du dit *Vincent Paul Lavallée* seraient perdus et mis de côté.

Qu'à la dite élection, quatre cent cinquante six électeurs ont entré leurs votes dans les livres de poll en faveur de votre pétitionnaire, savoir; à la maison de poll, dans et pour la dite paroisse de *Saint-Charles Borromée*, soixante cinq; à la maison de poll dans et pour la dite paroisse de *Saint-Paul*, cent vingt sept; à la maison de poll, dans et pour la dite paroisse de *Saint-Thomas*, trente cinq; à la maison de poll, dans et pour la dite paroisse de *Sainte-Elizabeth*, quatre vingt huit; à la maison de poll dans et pour la dite paroisse de *Saint-Félix*, trois; à la maison de poll dans et pour la dite paroisse de *Sainte-Mélanie*, vingt sept; à la maison de poll dans et pour la dite paroisse de *Saint-Ambroise*, cinquante sept; à la maison de poll, dans et pour la dite paroisse de *Saint-Alphonse*, vingt sept; à la maison de poll, dans et pour la dite paroisse de *Saint-Jean de Matha*, dix huit, et à la maison de poll, dans et pour la dite paroisse de *Sainte-Béatrix*, neuf.

Qu'à la dite élection, mil soixante et huit électeurs du dit district électoral de *Joliette* et aucun autre, sachant bien et étant informés comme susdit, que le dit *Vincent-Paul Lavallée* était disqualifié comme susdit et n'était pas éligible comme membre de la dite Assemblée Législative de *Québec*, ont voté volontairement en faveur du dit *Vincent-Paul Lavallée*, savoir: dans la maison de poll, dans et pour la dite paroisse de *Saint-Charles Borromée*, cent soixante huit; à la maison de poll, dans et pour la dite paroisse de *Saint-Paul*, vingt et un; dans la maison de poll, dans et pour la dite paroisse de *Saint-Thomas*, cinquante quatre; à la maison de poll, dans et pour la dite paroisse de *Sainte-Elizabeth*, cent douze; à la maison de poll, dans et pour la dite paroisse de *Saint-Félix*, trois cent dix sept; à la maison de poll, dans et pour la dite paroisse de *Sainte-Mélanie*, soixante; à la maison de poll, dans et pour la dite paroisse de *Saint-Ambroise*, soixante et six; à la maison de poll, dans et pour la dite paroisse de *Saint-Alphonse*, quatre vingt un; à la maison de poll, dans et pour la dite paroisse de *Saint-Jean-de-Matha*, cent quarante neuf; et à la maison de poll, dans et pour la paroisse de *Sainte-Béatrix*, quarante.

Que votre pétitionnaire est incapable de vous donner les noms des électeurs qui ont ainsi voté en faveur de votre pétitionnaire, et les noms des électeurs qui ont ainsi voté en faveur du dit *Vincent-Paul Lavallée*, parce que *Louis-Honoré Huot*, de la dite cité de *Québec*, écuyer, Greffier de la Couronne en Chancellerie pour cette Province, et le gardien des livres de poll qui ont servi à la dite élection, et du rapport du dit officier-rapporteur, a distinctement refusé, et refuse encore distinctement, de communiquer les dits livres de poll à votre pétitionnaire, ou de permettre à votre pétitionnaire d'examiner les dits livres de poll.

Que tous les votes ainsi entrés dans les livres de poll en faveur de votre pétitionnaire, à la dite élection, étaient des votes bons et valables, et furent comptés en faveur de votre pétitionnaire par l'officier-rapporteur, à la dite élection.

Que tous les votes ainsi entrés dans les livres de poll en faveur du dit *Vincent-Paul Lavallée*, à la dite élection, étaient et sont illégaux, nuls et de nul effet et mis de côté, et n'auraient pas dû être comptés par le dit officier-rapporteur en faveur du dit *Vincent-Paul Lavallée*, à la dite élection.

Qu'en conséquence de tout ce que dessus, votre pétitionnaire a eu la majorité des votes légaux entrés dans les livres de poll, à la dite élection, et que votre pétitionnaire a été, au temps de la dite élection, et continuellement depuis ce temps, et est maintenant dûment possesseur et en possession pour son propre usage et bénéfice de terres et propriétés tenues en roture dans la dite Province de *Québec*, dans cette partie de la dite Province de *Québec*, dans cette partie de la dite Puissance du *Canada*, constituant ci-devant la Province du *Canada*, de la valeur de cinq cents livres sterling, argent de la *Grande-Bretagne*, en sus de toutes rentes, hypothèques, charges et servitudes imposées sur icelles, ou dues et payables à même icelles, ou les affectant; et que les titres de possession de votre pétitionnaire ne sont ni collusoires ni corollés, et qu'il n'est pas devenu possesseur des dites terres et propriétés ou d'aucune partie d'icelles, dans le but de qualifier votre dit pétitionnaire ou de lui permettre d'être rapporté élu comme membre de l'Assemblée Législative de *Québec*; et que votre pétitionnaire ayant été dûment qualifié et étant, en ce qui concerne la

propriété, éligible à la dite élection, pour servir dans l'Assemblée Législative de Québec, aurait dû être rapporté et déclaré élu par le dit officier-rapporteur à la dite élection.

Que le dit officier-rapporteur a rapporté le dit *Vincent-Paul Lavallée*, élu à la dite élection, comme membre pour servir dans l'Assemblée Législative de Québec pour le dit district électoral de *Joliette*, et que la dite élection et le dit rapport du dit *Vincent-Paul Lavallée* étaient et sont illégaux, nuls et de nul effet.

Que le seizième jour de juin dernier, le dit *Vincent-Paul Lavallée*, signa, fit certifier et délivra en présence de et au dit officier-rapporteur une déclaration écrite, alléguant qu'il, le dit *Vincent-Paul Lavallée*, possédait la qualification foncière requise par la loi pour permettre au dit *Vincent-Paul Lavallée* d'être élu à la dite élection, et ayant pour but de donner une description des terres et propriétés, sur lesquelles le dit *Vincent-Paul Lavallée* prétendait être qualifié conformément à la loi, pour être ainsi élu.

Que la dite prétendue déclaration de qualification du dit *Vincent-Paul Lavallée* est le seul document de ce genre ainsi délivré par le dit *Vincent-Paul Lavallée* au dit officier-rapporteur, soit spontanément, soit en réponse à la demande qui était faite par votre pétitionnaire au dit *Vincent-Paul Lavallée*, au sujet de la déclaration de qualification foncière du dit *Vincent-Paul Lavallée* comme susdit.

Que la dite prétendue déclaration de qualification foncière ainsi délivrée par le dit *Vincent-Paul Lavallée* au dit officier-rapporteur est illégale, nulle et de nul effet, et n'est nullement conforme à la loi, en ce qui concerne telle déclaration; que telle prétendue déclaration de qualification foncière ne répond pas tel que requis par la loi aux particularités d'une telle qualification et ne donne pas une description correcte des terres et propriétés sur lesquelles le dit *Vincent-Paul Lavallée* prétend être qualifié et ne donne aucune information exacte et claire concernant la situation, position, étendue ou limites de telles terres et propriétés, et dans la description, rien n'indique la situation précise, la position, l'étendue et les limites de telles terres et propriétés et ne fait pas savoir que telles terres et propriétés sont situées dans les limites de la dite Province de Québec.

Que le dit *Vincent-Paul Lavallée* ayant ainsi manqué de se conformer à la demande qui lui était ainsi faite personnellement par votre pétitionnaire, au sujet de la qualification foncière du dit *Vincent-Paul Lavallée*, était et est inéligible et incapable d'être élu comme membre pour le dit district électoral de *Joliette*, à la dite élection, et l'élection et le rapport d'élection du dit *Vincent-Paul Lavallée*, étaient et sont entièrement illégaux, nuls et de nul effet, et que votre pétitionnaire aurait dû être déclaré élu et rapporté élu comme membre pour le dit district électoral de *Joliette*, à la dite élection, au lieu et place du dit *Vincent-Paul Lavallée*.

Et le dit pétitionnaire établira, prouvera et maintiendra la vérité de toutes ces allégations, quand et de la manière qu'il en sera requis.

C'est pourquoi votre dit pétitionnaire vous prie humblement de vouloir bien prendre la présente pétition en votre favorable considération et de déclarer que le dit *Vincent-Paul Lavallée*, n'a pas été dûment élu ou rapporté élu à la dite dernière élection, pour servir comme membre dans la dite Assemblée Législative de Québec, pour le dit district électoral de *Joliette* et n'aurait pas dû être rapporté élu pour ce dit comté, mais que le pétitionnaire a été dûment élu, comme tel membre, et aurait dû être rapporté élu pour servir dans la dite Assemblée Législative de Québec, durant la présente Législature de la dite Province de Québec, pour le dit district électoral de *Joliette*; et qu'il vous plaise, en outre, d'ordonner et de commander que le rapport du dit *Vincent Paul Lavallée*, ainsi fait par le dit officier-rapporteur soit amendé en effaçant le nom du dit *Vincent-Paul Lavallée*, et en y insérant le nom de votre pétitionnaire au lieu et place du dit *Vincent-Paul Lavallée*, or qu'il vous plaise de déclarer que la dite dernière élection, pour le dit district électoral de *Joliette*, a été complètement illégale, nulle et de nul effet, en autant que l'élection et le rapport d'élection du dit *Vincent-Paul Lavallée* sont concernés et qu'il vou:

plaise de donner tel autre ordre, et de donner à votre pétitionnaire telle assistance que vous jugerez convenables, et suivant que la nature et le mérite de la cause pourront les justifier.

De *John Robinson Hamilton*, de la ville de *New-Carlisle*, dans le comté de *Bonaventure*, marchand,—*Bélonie Leblanc* dit *Bourquette*, du township de *New-Richmond*, dans le dit comté, cultivateur et négociant, et *Norman McLeod Curswell*, du township de *Maria*, dans le comté susdit, marchand, alléguant :

Que vos pétitionnaires, et tous et chacun d'eux, avaient droit de voter et ont voté à la dernière élection d'un député pour le comté de *Bonaventure*, pour servir dans le Parlement actuel de la Province de *Québec*.

Qu'à la dite dernière élection d'un député pour servir dans le Parlement pour le dit comté de *Bonaventure*, dans le mois de juillet de l'année mil huit cent soixante-et-onze, *Théodore Robitaille*, du township de *Coz*, dans le dit comté de *Bonaventure*, écuyer, médecin et chirurgien, et *Clarence Hamilton*, de la ville de *New-Carlisle*, dans le dit comté, écuyer, marchand, étaient candidats pour représenter le dit comté dans le dit Parlement.

Que le dit *Clarence Hamilton* était un candidat dûment qualifié pour représenter le dit comté dans l'Assemblée Législative pour la Province de *Québec*.

Qu'un pol' ayant été demandé, il a été tenu par l'officier-rapporteur pour le dit comté les sixième et septième jours de juillet de l'année mil huit cent soixante-et-onze.

Que le dit *Théodore Robitaille* a été déclaré, par le dit officier-rapporteur, avoir eu la majorité des votes à la dite élection et avoir été dûment élu, et a été rapporté comme député dûment élu pour servir dans le Parlement actuel, pour le dit comté de *Bonaventure*.

Qu'avant, à et durant la dite élection, le dit *Théodore Robitaille*, par lui-même et par ses agents, amis et cabaleurs, s'est rendu coupable de divers actes de corruption et de subornation dans le but de corrompre et de gagner, et a de fait, par ses agents, cabaleurs et amis, et par plusieurs autres personnes employées par lui, au moyen de dons, présents, argent, récompenses, et au moyen de promesses, et de conventions et de garanties de dons d'argent, d'emplois et de récompenses, et au moyen de menaces, d'intimidations, d'influences indues et autres menées corruptrices illégales, actes et moyens, corrompu et gagné diverses personnes ayant ou prétendant avoir droit de voter à la dite élection de manière à les faire voter en faveur de lui, le dit *Théodore Robitaille*, ou de les empêcher de donner leurs votes en faveur du dit *Clarence Hamilton*.

Que le dit *Théodore Robitaille*, par les dites menées corruptrices et illégales s'est rendu complètement incapable et inéligible pour servir dans ce Parlement actuel pour le dit comté de *Bonaventure*, et les dits élection et rapport du dit *Théodore Robitaille* étaient et sont entièrement nuls et de nul effet.

Et vos pétitionnaires affirment, en outre, qu'après la vérification du bref pour tenir la dite élection, et qu'avant et à et durant la dite élection, le dit *Théodore Robitaille*, par lui-même et ses agents, amis et partisans, par divers voies et moyens de sa part ou à sa charge, directement et indirectement, a donné, offert et accordé à des personnes ayant droit de voter à la dite élection, de l'argent, de la nourriture, des repas et des provisions, et à de fait, donné des présents, dons, récompenses et repas à et pour des personnes ayant droit de voter dans et à la dite élection, et à et pour l'usage, bénéfice et avantage, emploi, profit et bien-être de telles personnes, afin que lui, le dit *Théodore Robitaille*, fut élu pour servir dans le Parlement actuel pour le dit comté.

Qu'à raison des dites menées corruptrices et illégales en dernier lieu mentionnées, le dit *Théodore Robitaille* était et est entièrement incapable et inéligible pour servir dans le Parlement actuel pour le dit comté, et les dits élection et rapport étaient et sont nuls et de nul effet.

Et vos pétitionnaires affirment de plus, qu'après la vérification du bref pour tenir

la dite élection et avant, à et durant la dite élection, une corruption et une subornation grossières, étendues et systématiques, ouvertes et notoires ont été pratiquées et exécutées par diverses personnes amies, soutiens et partisans du dit *Theodore Robitaille*, et que les dits élection et rapport du dit *Theodore Robitaille* ont été obtenus au moyen de telles subornation et corruption.

Qu'à raison des dites menées corruptrices et illégales, les dits élection et rapport du dit *Theodore Robitaille* étaient et sont nuls et de nul effet.

Et vos pétitionnaires affirment, de plus, qu'après la vérification du bref pour tenir la dite élection et avant, à et durant la dite élection, la fraude, l'intimidation et la contrainte, par les agents, amis et cabaleurs et par d'autres personnes de la part du dit *Theodore Robitaille*, ont été exercées sur diverses personnes ayant droit de voter à la dite élection, et en conséquence, nombre de personnes qui, sans de telles menées illégales, auraient voté en faveur du dit *Clarence Hamilton*, ont été engagées et forcées à voter en faveur du dit *Theodore Robitaille*, et divers autres voteurs dâment qualifiés, qui auraient voté en faveur du dit *Clarence Hamilton*, ont été forcés de s'abstenir de voter.

Qu'à raison des prémisses, les dits élection et rapport du dit *Theodore Robitaille*, sont entièrement nuls.

Et vos pétitionnaires affirment, de plus, qu'après la vérification du bref pour tenir la dite élection, et avant, à et durant la dite élection, le dit *Theodore Robitaille*, directement et indirectement, par lui-même ou par d'autres, ses agents, amis et partisans, de sa part, a donné, prêté et convenu de donner et prêter, et a offert et promis de fournir, et a de fait promis et s'est efforcé de fournir de l'argent et de valables considérations à et pour divers voteurs, et à et pour diverses personnes, de la part de tels voteurs, et à et pour diverses autres personnes, dans le but d'engager les dits voteurs à voter pour lui, le dit *Theodore Robitaille*, ou de les empêcher de voter pour le dit *Clarence Hamilton*.

Et vos pétitionnaires affirment, qu'à raison des dites dernières menées corruptrices et illégales, le dit *Theodore Robitaille* s'est rendu coupable et est coupable de subornation, et que lui, le dit *Theodore Robitaille*, a été et est complètement incapable et indigible pour servir dans le Parlement actuel pour le dit comté de *Bonaventure*, et les dits élection et rapport du dit *Theodore Robitaille*, étaient et sont entièrement nuls et de nul effet.

Et vos pétitionnaires affirment, de plus, qu'avant, à et durant la dite élection, le dit *Theodore Robitaille*, directement et indirectement, par lui-même et par d'autres, ses agents, amis et partisans de sa part a donné et procuré et a convenu de donner et de procurer, et a offert, promis et a, de fait, promis de procurer et s'est efforcé de procurer divers offices, places et emplois à et pour divers voteurs, et à et pour diverses personnes, de la part de divers voteurs, et à et pour diverses autres personnes, dans le but d'engager les voteurs à voter pour lui, le dit *Theodore Robitaille*, et à et pour diverses autres personnes, dans le but de les engager à s'abstenir de voter pour le dit *Clarence Hamilton*.

Et vos pétitionnaires affirment qu'à raison des dites menées corruptrices et illégales en dernier lieu mentionnées, le dit *Theodore Robitaille* s'est rendu coupable et est coupable de subornation, et que lui, le dit *Theodore Robitaille*, a été et est entièrement incapable et indigible pour servir dans le Parlement actuel pour le dit comté de *Bonaventure*, et les dits élection et rapport du dit *Theodore Robitaille* étaient et sont entièrement nuls et de nul effet.

Et vos pétitionnaires affirment, de plus, qu'avant, à et durant la dite élection, le dit *Theodore Robitaille*, directement et indirectement, par lui-même et par d'autres, ses agents, amis et partisans, de sa part, a promis à un nommé *William McPherson*, et a promis de lui procurer et s'est efforcé de lui procurer un certain office, place et emploi, savoir : l'office de commis aux douanes et de visiteur dans les douanes de Sa Majesté, à et pour une certaine personne, savoir : à et pour un nommé *McPherson*, du township *Port-Daniel*, dans le comté susdit, dans le but

d'engager un certain voteur, savoir : le dit *William McPherson*, le père du dit *McPherson* en dernier lieu nommé et du township *Port-Daniel* susdit, cultivateur, à voter à la dite élection pour le dit *Théodore Robitaille*, et que le dit *William McPherson* a voté, pour ces considérations, en faveur du dit *Théodore Robitaille*.

Et vos pétitionnaires affirment qu'à raison des dites menées corruptrices et illégales en dernier lieu mentionnées, le dit *Théodore Robitaille* s'est rendu coupable et est coupable de subornation et que lui, le dit *Théodore Robitaille*, était et est complètement incapable et inéligible pour servir dans le Parlement actuel pour le dit comté de *Bonaventure*, et les dits élection et rapport du dit *Théodore Robitaille* ont été et sont entièrement nuls et de nul effet.

Et vos pétitionnaires affirment, de plus, que le dit *Théodore Robitaille*, avant, à et durant la dite élection, directement et indirectement, par lui-même et par d'autres, ses agents, amis et partisans et autres de sa part, a fait divers dons, prêts, offres, promesses, a fait avoir et a convenu de procurer, à et pour divers voteurs, et à et pour diverses autres personnes de la part de divers voteurs, et à et pour diverses autres personnes, dans le but d'engager les dits voteurs et personnes à obtenir et à s'efforcer d'obtenir le rapport du dit *Théodore Robitaille*, pour servir dans le Parlement et dans le but de s'efforcer d'obtenir les votes de divers voteurs à la dite élection pour lui le dit *Théodore Robitaille*.

Et vos pétitionnaires affirment qu'à raison des dites menées corruptrices et illégales en dernier lieu mentionnées, le dit *Théodore Robitaille* s'est rendu coupable et est coupable de subornation, et que lui, le dit *Théodore Robitaille*, a été et est complètement incapable et inéligible pour servir dans le Parlement actuel pour le dit comté de *Bonaventure*, et les dits élection et rapport du dit *Théodore Robitaille* ont été et sont entièrement nuls et de nul effet.

Et vos pétitionnaires affirment, de plus, qu'avant, à et durant la dite élection, le dit *Théodore Robitaille*, par lui-même et par l'entremise de *William Dolbel*, *Henry De Veuille*, *Frederick De Veuille*, un nommé *Alexandre Antoine Maltais*, *Louis Robitaille* et autres, ses amis, agents et partisans et autres, a donné et fait donner divers sommes d'argent, dons, prêts, présents et récompenses, marchandises, biens et effets à et pour l'usage de diverses autres personnes, avec l'intention d'employer cet argent pour subornation, à la dite élection, et a sciemment payé et fait payer diverses sommes d'argent à telles personnes en dernier lieu mentionnées en quittance et remboursement de diverses sommes d'argent dépensées en subornation à l'élection susdite.

Et vos pétitionnaires affirment qu'à raison des dites menées corruptrices et illégales en dernier lieu mentionnées, le dit *Théodore Robitaille* s'est rendu coupable et est coupable de subornation et qu'il, le dit *Théodore Robitaille*, a été et est complètement incapable et inéligible pour servir dans le Parlement actuel pour le dit comté de *Bonaventure*, et les dits élection et rapport du dit *Théodore Robitaille* ont été et sont entièrement nuls et de nul effet.

Et vos pétitionnaires affirment, de plus, que le dit *Théodore Robitaille*, directement par lui-même, et indirectement par d'autres, ses agents, amis et partisans et autres, par le dit *Théodore Robitaille*, dûment autorisés à cette fin, a loué et promis de payer et a payé pour divers chevaux, attelages, voitures et autres véhicules pour transporter les électeurs au poll et les en ramener, à la dite élection, près du poll, au poll et à partir du poll.

Et vos pétitionnaires affirment qu'à raison des dites menées corruptrices et illégales en dernier lieu mentionnées, le dit *Théodore Robitaille* a été et est entièrement incapable et inéligible pour servir dans le Parlement actuel pour le dit comté de *Bonaventure*, et les dits élection et rapport du dit *Théodore Robitaille* ont été et sont entièrement nuls et de nul effet.

Et vos pétitionnaires affirment qu'avant, à et durant la dite élection, divers agents, amis et partisans du dit *Théodore Robitaille* dûment autorisés, savoir : l'honorable *Hector Louis Langevin*, *Thomas Glover*, écuier, *Timothy Hibbard Dunn*, écuier, *William Home*, écuier, tous de *Québec*, et *François-Xavier Berlinguette*, de *Campbelltown*, dans la Province du *Nouveau-Brunswick*, agissant comme constructeur de chemins de fer en divers endroits du *Nouveau-Brunswick*, associé sous le nom de *Berlinguette*

de Co., a corrompivement, de la part du dit *Théodore Robitaille*, transporté et fait transporter, sans frais, aux polls et partant du poll à la dite élection, et aux et de près des polls à la dite élection, divers électeurs dans le but de les engager à voter pour le dit *Théodore Robitaille* et de prévenir et d'empêcher divers autres électeurs de voter pour le dit *Clarence Hamilton*, et ont, de fait, reçu de et de la part du dit *Théodore Robitaille*, diverses sommes d'argent dans le but de les employer à la subornation et à la corruption susdites.

Et vos pétitionnaires affirment de plus qu'à raison des dites menées illégales et corruptrices en dernier bien mentionnées, le dit *Théodore Robitaille* a été et es complètement incapable et inéligible pour servir dans le Parlement actuel pour le dit comté de *Bonaventure*, et les dits élection et rapport du dit *Théodore Robitaille* ont été et sont entièrement nuls et de nul effet.

Et vos pétitionnaires affirment, de plus, qu'avant, à et durant la dite élection divers agents, amis et partisans du dit *Théodore Robitaille*, dûment autorisés, savoir : l'honorable *Hector-Louis Langevin*, *Thomas Glover*, écuyer, *Timothy-Hubbard Dunn*, écuyer, et *William Home*, écuyer, tous de *Québec*, et *François-Xavier Berlinguette*, de *Campbelltown*, dans la Province du *Nouveau-Brunswick*, ont, par corruption, de la part du dit *Théodore Robitaille*, transporté et fait transporter, sans frais, aux polls et à partir des polls, à la dite élection, et aux polls et à partir d'après des dits polls, divers électeurs dans le but de les engager à voter pour le dit *Théodore Robitaille*, et de prévenir et empêcher certains autres électeurs de voter pour le dit *Clarence Hamilton*, et ont, de fait, reçu de et de la part du dit *Théodore Robitaille*, diverses sommes d'argent, dans le but de les employer à telles subornation et corruption susdites.

En conséquence, vos pétitionnaires prient humblement votre honorable Chambre, de vouloir bien prendre la présente pétition en sa considération et de déclarer les dits élection et rapport du dit *Théodore Robitaille*, entièrement nuls et de nul effet, et de donner à vos pétitionnaires tel autre et plus ample assistance que la Chambre jugera convenable.

L'honorable M. *Chauveau*, l'un des membres de l'honorable Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, remet à M. l'Orateur un message de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Excellence.

Et le dit message est lu par M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre étant découverts, et il est comme suit :

N. F. BELLEAU,

Le Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec* transmet à l'Assemblée Législative le rapport de l'Imprimeur de la Reine, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, et le nombre d'exemplaires des actes de chaque session restant, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus, pour l'impression et la distribution des dits Statuts.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, 13 novembre 1871.

A Son Excellence, SIR NARCISSE FORTUNAT BELLEAU, Chevalier, Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec*.

Qu'il plaise à Votre Excellence :

En conformité du Statut 31 Victoria, chapitre six, j'ai l'honneur de soumettre à Votre Excellence le rapport suivant au sujet de l'impression, la reliure, la vente et la distribution des statuts de la Législature de cette Province, pour la deuxième session de 1870, et des balances en mains des années 1868, 1869 et de la première session de 1870.

Suivant un ordre en Conseil, quatre mille cinq cents exemplaires français des statuts ont été imprimés, et trois mille cinq cents anglais.

Les Cédules A, B, C et D indiquent respectivement la distribution, les dépôts et ventes pour les années 1868, 1869 et ceux de la première, de la deuxième session 1870 ; et la Cédule E fait voir les dépenses faites pour l'impression et la reliure de ceux de la dernière session.

En déduisant de ces dépenses les sommes d'argent reçues pour l'impression des bills privés, devenus actes de la Législature, la balance est le coût total des statuts.

Le montant payé pour le transport, ne pouvant être ajouté au prix des dits statuts, est mentionné séparément.

L'augmentation du coût des statuts de la dernière session est due, en grande partie, à ce qu'ils sont beaucoup plus considérables que ceux de la précédente.

Il n'a pas été en mon pouvoir d'empêcher le retard apporté à la distribution des statuts de cette année; les volumes reliés de la version française m'ont été remis dans le courant de mai et ceux de la version anglaise en juin et juillet dernier.

Le tout très respectueusement soumis.

C. F. LANGLOIS,

Imprimeur de la Reine.

Bureau de l'Imprimeur de la Reine,
Québec, 7 novembre 1871.

CÉDULE A.

Statuts de 1868.	F.	A.	F.	A.
Balance en mains suivant dernier rapport.....	906	858		
Statuts renvoyés au bureau.....	34	1	940	859
Distribution.....	35	33		
Ventes.....		4		
Quantité en mains.....	905	822	940	859

CEDULE B.

Statuts de 1869.	F.	A.	F.	A.
Balance en mains suivant dernier rapport.....	855	737		
Statuts renvoyés au bureau.....	89	87	944	824
Distribution.....	45	45		
Ventes.....	2	3		
Quantité en mains.....	897	776	944	824

CÉDULE C.

Statuts de 1870, (1ère session.)	F.	A.	F.	A.
Balance en mains suivant dernier rapport.....	1152	1059		
Statuts renvoyés au bureau.....	31	60	1183	1119
Distribution.....	107	51		
Ventes.....	3	4		
Dépôts.....	10	35		
Quantité en mains.....	1063	1029	1183	1119

CÉDULE D.

Statuts de 1870, (2me session.)		F.	A.	F.	A.
Quantité imprimée suivant ordre en Conseil.....				4500	3500
	F. A.				
Distribution générale	3300 2293				
Statuts renvoyés au bureau.....	64 52	3236	2241		
Distribution spéciale.....		59	48		
Ventes		1	10		
Dépôts.....		25	24		
Quantité en mains.....		1179	1177	4500	3500

CÉDULE E.

	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
Payé à A. Côté, pour l'impression et la reliure de 4500 statuts français de 1870, (2me session).....	3048 37		
Payé à J. J. Foote, pour l'impression et la reliure de 3500 statuts anglais de 1870 (2me session).....	2053 19	5101 56	
A déduire :			
Reçu pour l'impression des Bills Privés, comme actes de la Législature.....		227 37	4874 19
Payé pour la distribution et les frais de port.....		772 91	

C. F. LANGLOIS,
I. R.

L'honorable M. *Chauveau*, l'un des membres de l'honorable Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, fait rapport à la Chambre que, s'étant rendu auprès de Son Excellence avec l'adresse de cette Chambre, en date de jeudi dernier, Son Excellence a bien voulu la recevoir très gracieusement et y faire la réponse suivante :

A Messieurs de l'Assemblée Législative,

J'ai reçu avec satisfaction l'adresse que vous avez votée en réponse au discours d'ouverture.

Votre diligence m'est une garantie que vous remplirez vos devoirs de la session avec cette attention et ce zèle que requièrent les intérêts du peuple de cette Province.

Ordonné, Que M. *Fournier* ait la permission d'introduire un bill pour amender la loi concernant les salaires des Orateurs du Conseil Législatif et de l'Assemblée Législative de la Province de *Québec* et l'indemnité accordée aux membres de ces deux Chambres.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

Ordonné, Que M. *Marchand* ait la permission d'introduire un bill pour établir des dispositions spéciales à l'égard de la Législature de la Province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

Ordonné, Que M. Marchand ait la permission d'introduire un bill pour pourvoir à l'établissement de bureaux de dépôt et de consignation dans cette Province.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 14 Novembre, 1871.

Théodore Robitaille, écuyer, membre pour le district électoral de Bonaventure, ayant préalablement prêté serment, conformément à la loi, et soucrit devant les commissaires le rôle qui le contient, prend son siège dans la Chambre.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Saucyer,—la pétition de Narcisse Rosa et autres, de la paroisse de Saint-Romain de Winslow, comté de Compton.

Par l'honorable Sir George E. Cartier, Baronet,—la pétition de Donald Ross et autres, de la cité de Montréal.

Par M. Picard,—la pétition d'Eusèbe Brodeur et autres, du township de Stratford, comté de Wolfe.

Par M. Tremblay,—la pétition de J.-Bte. Paré et autres, du township de Roberval, comté de Chicoutimi.

Par l'honorable M. Holton,—la pétition de l'asile des orphelins protestants de Montréal,—et la pétition de "The Protestant Infants Home," de Montréal.

Par l'honorable M. Robertson,—la pétition du Conseil de Ville, de la ville de Sherbrooke.

Par M. Roy,—la pétition des Sœurs de la Charité de l'Hospice de Sainte-Anne Lapocatière, comté de Kamouraska.

Par M. Marchand,—la pétition des Dames Religieuses de la Salle d'Asile de la ville de Saint-Jean, et le pétition des Dames Religieuses de l'Hôpital de la ville de Saint-Jean.

Par l'honorable M. le Solliciteur-Général Irvine,—la pétition de l'Asile des Dames Protestantes de Québec.

M. Bellerose, du comité permanent des dépenses contingentes, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité recommande que son *quorum* soit réduit à cinq membres.

Ordonné, Que le *quorum* du dit comité soit réduit à cinq membres.

L'honorable M. Chauveau, du comité permanent de l'Agriculture, l'Immigration et la Colonisation, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité recommande que son *quorum* soit réduit à sept membres.

Ordonné, Que le *quorum* du dit comité soit réduit à sept membres.

Ordonné, Que M. Lalonde, M. Méthot, M. Peltier (l'Assomption) et M. Robert, soient ajoutés au comité permanent de l'Agriculture, l'Immigration et la Colonisation.

Ordonné, Que le rapport de l'imprimeur de la Reine, présenté à la Chambre hier, soit renvoyé au comité conjoint des impressions de la Législature.

Ordonné, Que M. le Procureur-Général Ouimet ait la permission d'introduire un bill concernant les dépôts judiciaires et autres.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

Sur motion de l'honorable M. Robertson, secondé par l'honorable M. Chauveau, la Chambre procède à prendre en considération le discours de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur aux deux Chambres du Parlement.

Et motion étant faite, que des subsides soient accordées à Sa Majesté;

Résolu, Que cette Chambre se formera en comité, vendredi prochain, pour prendre la dite motion en considération.

Ordonné, Que cette partie du discours de Son Excellence, qui a rapport aux subsides, soit renvoyée au dit comité.

L'honorable M. le Solliciteur-Général Irvine, secondé par l'honorable M. le Procureur-Général Ouimet, propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité, pour considérer certaines résolutions proposées relativement aux licences de mariage.

L'honorable M. Chauveau, l'un des membres de l'honorable Conseil Exécutif de la Province de Québec, informe alors la Chambre que Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur a été informé du sujet de ces résolutions et les recommande à la considération de cette Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'en autant qu'il s'agit de célébration de mariages faite par des ministres de l'évangile protestants, toutes les licences de mariages seront accordées par le bureau du Secrétaire Provincial, sous le sceau et sceau du Lieutenant-Gouverneur, qui, pour les fins de ces licences, sera l'autorité compétente, en vertu de l'article 59 du Code Civil.

2. *Résolu*, Quant à ce qui regarde la célébration de mariages par les ministres protestants susdits, nulle autre licence de mariage, accordée d'aucune autre manière ou de la part d'aucune autre autorité, ne sera nécessaire.

3. *Résolu*, Que les licences ainsi accordées seront fournies par les personnes que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil nommera pour cette fin, à tous ceux qui en feront la demande, et qui donneront le cautionnement nécessaire.

4. *Résolu*, Que la personne chargée d'accorder telles licences recevra pour chacune d'elles, de la personne qui en fera la demande, la somme de huit piastres sur lesquelles elle retiendra la somme de deux piastres pour elle-même, et paiera les six piastres au trésorier de la province, au temps que le dit trésorier fixera.

5. *Résolu*, Que les sommes ainsi payées au trésorier, seront remises annuellement par lui, en telle manière et en tel temps qu'elles devront être distribuées aux institutions protestantes d'éducation supérieure, par le ministre de l'instruction publique, sous l'autorité du Lieutenant-Gouverneur en Conseil, en sus et de la même manière que toutes autres sommes ou octrois accordés par la loi pour les us de l'éducation supérieure protestante en cette province.

6. *Résolu*, Que les dispositions des résolutions précédentes viendront en force le premier de juillet prochain, et pas avant.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Brigham fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Brigham rapporte, en conséquence, les dites résolutions, lesquelles sont les mêmes suit:

1. *Résolu*, Qu'en autant qu'il s'agit de célébration de mariages faite par des ministres de l'évangile protestants, toutes les licences de mariages seront accordées

par le bureau du secrétaire provincial, sous le sein et sceau du Lieutenant-Gouverneur, qui, pour les fins de ces licences, sera l'autorité compétente, en vertu de l'article 59 du Code Civil.

2. *Résolu*, Quant à ce qui regarde la célébration de mariages par les ministres protestants susdits, nulle autre licence de mariage, accordée d'aucune autre manière ou de la part d'aucune autre autorité, ne sera nécessaire.

3. *Résolu*, Que les licences ainsi accordées seront fournies par les personnes que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil nommera pour cette fin, à tous ceux qui en feront la demande, et qui donneront le cautionnement nécessaire.

4. *Résolu*, Que la personne chargée d'accorder telles licences recevra pour chacune d'elles, de la personne qui en fera la demande, la somme de huit piastres, sur lesquelles elle retiendra la somme de deux piastres pour elle-même, et paiera si piastres au trésorier de la province, au temps que le dit trésorier fixera.

5. *Résolu*, Que les sommes ainsi payées au trésorier, seront remises annuellement par lui, en telle manière et en tel temps qu'elles devront être distribuées aux institutions protestantes d'éducation supérieure, par le ministre de l'instruction publique, sous l'autorité du Lieutenant-Gouverneur en Conseil, en sus et de la même manière que toutes autres sommes ou accrois accordés par la loi pour les fins de l'éducation supérieure protestante en cette province.

6. *Résolu*, Que les dispositions des résolutions précédentes viendront en force le premier de juillet prochain, et pas avant.

Les dites résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

Ordonné, Que l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*, ait la permission d'introduire un bill concernant les licences de mariage.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

Sur motion de M. *Bellingham*, secondé par M. *Eddy*,

Ordonné, Que le Greffier de cette Chambre reçoive instruction d'écrire aux directeurs des diverses compagnies de chemins de fer incorporées, qui ont reçu de l'aide en terres ou en argent, de faire rapport à cette Chambre des affaires des dites compagnies, depuis la date de leur acte d'incorporation.

Sur motion de M. *Bachand*, secondé par l'honorable M. *Laframboise*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, — Copies de toutes correspondances entre les Gouvernements de la Puissance et de la Province de *Québec*, depuis le premier décembre dernier, relativement à l'immigration ; aussi, copies de tous ordres en Conseil sur le même sujet, et copies de décisions prises lors de la dernière conférence, tenue au sujet de l'immigration, dont parle le discours du trône de la présente session ; et aussi, les noms des officiers ou agents d'immigration, ainsi qu'un état des sommes payées à chacun d'eux.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 15 Novembre 1871.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par l'honorable M. *Holton*, — la pétition de la Faculté Médicale de l'Université d'*Bishop's College*. "

Par M. *Lafontaine*, — la pétition de *Jacques Catudal* et autres, de la paroisse de *Saint-Cyprien*, comté de *Napierville*.

Par M. *Laurier*,—la pétition de O. *Salois* et autres, de la paroisse de *Saint-Bonaventure d'Upton*, comté de *Drummond*.

Par l'honorable Sir *George E. Cartier*, Baronet,—la pétition du Révérend D. *Charland*, de la paroisse de *Saint-Clément de Beauharnois*, comté de *Beauharnois*.

Par M. *Picard*,—la pétition du Révérend Chs. *Bellemare* et autres, des paroisses de *Saint Gabriel de Stratford* et *Saint-Olivier de Garthby*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

Du Révérend T. E. *Dayenais* et autres, de la paroisse de *Saint-Edouard*, comté de *Napierville* ; demandant de l'aide pour l'empierrement des chemins.

De U. *Bonneville* et autres, du township de *Wolfstown*, dans le comté de *Wolfe*, et du township d'*Ireland*, dans le comté de *Mégantic* ; demandant de l'aide pour un chemin.

Des Sœurs de la Miséricorde pour la régie de l'Hospice de la Maternité, de la cité de *Montréal* ; demandant que leur allocation annuelle soit continuée et augmentée.

Du Révérend Ths. *Pantaléon Bégin* et autres, de la paroisse de *Saint-Dominique de Jonquières*,—et du Révérend J. B. *Vallée* et autres, de *Saint-Jérôme du Lac Saint-Jean*, tous du comté de *Chicoutimi* ; demandant respectivement la remise d'une partie des intérêts et rentes dus au Gouvernement sur les terres de leur localité, et un délai pour le paiement du capital fixé par les règlements actuellement en force.

M. *Cassidy*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a élu son Président et a résolu de recommander à cette honorable Chambre que son *quorum* soit réduit à sept membres.

Ordonné, Que le *quorum* du dit comité soit réduit à sept membres.

M. *Gendron*, du comité permanent des comptes publics, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité recommande que son *quorum* soit réduit à cinq membres.

Ordonné, Que le *quorum* du dit comité soit réduit à cinq membres.

M. *Verreault*, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a élu son président et recommande que son *quorum* soit réduit à cinq membres.

Ordonné, Que le *quorum* du dit comité soit réduit à cinq membres.

L'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité recommande que son *quorum* soit réduit à neuf membres.

Ordonné, Que le *quorum* du dit comité soit réduit à neuf membres.

Message du Conseil Législatif, par *Boucher de Boucherville*, écuyer, l'un des Maîtres en Chancellerie.

M. l'Orateur,

Le Conseil Législatif informe cette Chambre qu'il a nommé un comité, composé des honorables messieurs *Archevambault*, *Dionne*, *Hale*, *LeMaire*, de *Léry*, *Rodier*, *Ross*, et *Starnes*, pour aider son honneur l'Orateur dans l'administration de la Bibliothèque de la Législature, en autant que les intérêts du Conseil Législatif s'y trouvent concernés, et pour agir au nom de la Chambre comme membres d'un comité collectif des deux Chambres au sujet de la Bibliothèque.

Et ensuite il se retire.

L'honorable M. *Robertson*, l'un des membres de l'honorable Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur :—État renfermant la liste des officiers publics du Gouvernement de la Province de *Québec*, qui ont donné des cautionnements ou obligations, ou garanties, entre le 3 novembre 1870 et le 14 novembre 1871, en vertu de l'acte 32 Vic., chapitre 9, intitulé : " Acte relatif aux cautionnements des officiers de la Province de *Québec*."

ÉTAT des cautionnements donnés par des officiers publics au gouvernement de la Province de Québec, entre le 3 novembre 1870 et le 14 novembre 1871, en vertu de la 32ème Victoria, chap. 9, sect. 17.

Nom.	Emploi.	Résidence.	Noms des cautions.	Résidence.	Montant de cautionnement.	Description de cautionnement.
Austin, H. C.	Notaire public.	Québec	H. C. Austin.	Québec	\$ 1,000	Actions de la Banque de Québec—transmises au Trésor.
Barwis, Ths. S. et Théron, Basile.	Protonotaire	Arthabaska	<i>Citizens Insurance Co.</i>	Montréal	2,000	Garantie.
Do	Greffier de la cour de circuit.	do	do	do	1,000	do
Cowan, Peter.	Shérif, district de Bedford.	Nelsonville.	Peter Cowan.	Nelsonville.	4,000	Hypothécaire.
Chevallier, Jules.	Intendant, comté de Richelieu.	Sorel	Pierre Rémy Chevallier.	Sorel	4,000	do
Dufresne, Joseph.	Shérif, district d'Yberville.	Montréal	<i>Citizens Insurance Co.</i>	Montréal	4,000	Garantie.
Griffith, John.	Collecteur du revenu de l'intérieur.	Montréal	James Griffith.	Sherbrooke	1,200	Hypothécaire.
Habault, Louis.	Shérif, district de Beauharnois.	Beauharnois	Louis Habault.	Beauharnois	4,000	do
Keup, Owen B.	Agent des Terres de la Couronne.	Granby	<i>Citizens Insurance Co.</i>	Montréal	4,000	Garantie.
Mathieu, Michel.	Shérif, district de Richelieu	Sorel	Joseph Mathieu et	Sorel	4,000	Hypothécaire.
Nutting, Vespasian.	Greffier de la cour de circuit, comté de Sherbrooke.	Waterloo	Philippe Mathieu.	Ste. Victoire	1,000	do
Rinfret, Ellis.	Régistrateur, comté de Champlain.	Saint-Stanislas	Gardner G. Stevens et	Waterloo	4,000	do
Rimner, Walter.	do comté de Pontiac.	Havelock.	Benj. Mason Martin.	Township de Stukely.	4,000	do
Shuttlefit, Ols.	do division de Coaticook.	Coaticook	Elie Rinfret.	Saint-Stanislas.	4,000	do
Do	Clerc de la cour de circuit, comté de Stanstead.	do	George A. Purvis.	Portage du Fort.	4,000	do
Somersville, Andrew.	Régistrateur, comté de Huntingdon.	Huntingdon.	Dougal F. McLaren et	Township de Clarendon.	4,000	Garantie.
Grenier, A. E.	Carcen-conjunt, district de Kamouraska.	Paroisse de l'Île Verte.	<i>Citizens Insurance Co.</i>	Montréal	4,000	do
			Andrew Somersville.	do	1,000	do
			Charles Bertrand, M. P.	Huntingdon.	4,000	Hypothécaire.
			Saint-Jean-Baptiste,	Saint-Jean-Baptiste,	200	do
			Isle Verte	Isle Verte		

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR,
Québec, 14 novembre 1871.

GASPARD DROLET,
Auditeur,
P. Q.

JOSEPH ELLIOTT,
Assistant-Trésorier,
P. Q.

M. Joly, secondé par l'honorable M. Holton, propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité, pour considérer les résolutions suivantes :

1. Qu'il est grandement à désirer que le différend qui existe actuellement entre les Provinces d'Ontario et de Québec, au sujet du partage et de la répartition des dettes, crédits, obligations, propriétés, et de l'actif du *Haut-Canada* et du *Bas-Canada*, soit promptement et permanentement réglé.

2. Que le résultat d'un appel au Conseil Privé de Sa Majesté ne serait pas de régler ce différend d'une manière prompte ni permanente, puisque dans le cas même où la sentence serait rendue en faveur de la Province de Québec, elle aurait simplement pour effet d'annuler toutes les procédures faites pendant les quatre dernières années, et d'obliger les parties à tout recommencer.

3. Qu'une humble adresse soit présentée à Sa Majesté, la priant de vouloir bien recommander que l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit amendé, de manière à autoriser le Parlement Fédéral à prendre la dette de la ci-devant Province du Canada en entier à la charge de la Puissance, comme si elle l'eut été dès l'origine, avec compensation aux Provinces du *Nouveau-Brunswick* et de la *Nouvelle-Ecosse*, pour la part que ces Provinces auraient à payer dans le surplus de cette dette.

Et des débats s'en suivant ;

M. l'Orateur, en vertu des dispositions du chapitre 4 des Statuts de la Province de Québec, appelle l'honorable Joseph Cauchon, membre pour le district électoral de *Montmorency*, pour le remplacer temporairement au fauteuil.

L'honorable M. Cauchon prend, en conséquence, le fauteuil de la Chambre.

Et après quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :
Messieurs

<i>Bachand,</i>	<i>Holton,</i>	<i>LaRocque,</i>	<i>Pozar,</i>
<i>Cassidy,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Laurier,</i>	<i>Robert,</i>
<i>Duyle,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Sylvestre et</i>
<i>Esinhart,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Tremblay.—19.</i>
<i>Fournier,</i>	<i>Laframboise,</i>	<i>Pelletier, (Belle-</i>	
		<i>chasse.)</i>	

CONTRE :
Messieurs

<i>Beaubien,</i>	<i>Dugas,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Peltier, (L'Assomp-</i>
<i>Bellerose,</i>	<i>Eddy,</i>	<i>Langevin,</i>	<i>tion.)</i>
<i>Bellingham,</i>	<i>Fortin,</i>	<i>LaRue,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Brigham,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Rhéaume,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Gendron,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Cauchon,</i>	<i>Gérin,</i>	<i>Locke,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Gill,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Chauveau,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Mailoux,</i>	<i>Sanders,</i>
<i>David,</i>	<i>Hearn,</i>	<i>Mathiot,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>de Beaujeu,</i>	<i>Houle,</i>	<i>Méthot,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Dorion,</i>	<i>Irvine, (Sol. Génl.)</i>	<i>Quimet, (Proc. Génl.)</i>	<i>Verreault.—43.</i>

Ainsi, elle est résolue négativement.

Sur motion de M. Gérin, secondé par M. Houde,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette

Chambre, un état indiquant l'étendue des terres du domaine public aujourd'hui sous licence pour le commerce de bois, une liste des licences en possession de chaque marchand de bois, et les noms de ces marchands, ainsi que la prime payée au gouvernement pour chaque licence, cet état devant indiquer l'étendue de terre comprise dans chaque licence.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence, par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de l'honorable M. *Chauveau*, secondé par l'honorable M. *Holton*,
Résolu. Que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée jusqu'à vendredi prochain, à 3 heures, P. M.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à vendredi prochain.

Vendredi, 17 Novembre 1871.

M. l'Orateur met devant la Chambre, —Etat des affaires de l'Institution Protestante pour les sourds-muets et les aveugles, *Montréal*, pour l'année finissant le 30 juin 1871. (Documents de la Session, No. 6.)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par l'honorable M. *Laframboise*, —la pétition de *Bruno Quintal*, cultivateur, de la paroisse de *Saint-Valérien* de *Milton*, comté de *Shefford*.

Par M. *Robert*, —la pétition de l'Hospice *Sainte-Croix*, de la paroisse de *Sainte-Marie* de *Monnoir*, comté de *Rouville*.

Par M. *Trudel*, —la pétition de *A. N. Dostaler* et autres, de la paroisse de *Saint-Narcisse*, comté de *Champlain*.

Par M. *Esinhart*, —la pétition de Révérend *J. Gravel* et autres, du village de *Laprairie*.

Par M. *Larochelle*, —la pétition du Révérend *P. Kelly* et autres, de la paroisse de *Saint-Joseph*, comté de *Beauce*, et du township de *Frampton*, comté de *Dorchester*.

Par M. *Brigham*, —la pétition de la compagnie du chemin de fer de jonction de *Missisquoi*.

Par M. *Cassidy*, —la pétition de la compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de *Montréal*, et la pétition de la compagnie manufacturière et hydraulique de *Chambly*.

Par M. *David*, —la pétition du Maire, des Echevins et citoyens de la cité de *Montréal*.

Par M. *Bachand*, —la pétition de la Société de Passage du Pont Neuf de *Saint-Hyacinthe*.

Par l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*, —la pétition du Révérend *B. Granjon* et autres, de la paroisse *Saint-Joseph*, *Montréal*.

Par l'honorable M. *Holton*, —la pétition de la Société de Numismatique et d'Archéologie de *Montréal*.

Par l'honorable M. *Langevin*, C. B. —la pétition du Très-Révérend *Thomas-Etienne Hamel*, V. G., et autres, de la cité de *Québec*.

Par M. *Chapleau*, —la pétition du Révérend *F. X. Laberge* et autres, des townships de *Kilkenny*, *Wexford* et *Abercrombie*, dans les comtés de *Montcalm* et *Terre-*

bonne,—et la pétition de *J. B. Villemure* et autres, de la paroisse de *Sainte-Adèle*, comté de *Terrebonne*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De *Donald Ross* et autres, de la cité de *Montréal*; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*The Trafalgar Institute*."

De l'Asile des Dames Protestantes, *Québec*; demandant des amendements à leur acte d'incorporation.

Du Conseil de Ville de la ville de *Sherbrooke*; demandant la passation d'un acte pour donner force de loi à une souscription de \$1000, pour venir en aide aux incendiés de *Chicago*.

De l'Asile des Orphelins Protestants, *Montréal*,—des Dames Religieuses de l'Hôpital de la ville de *Saint-Jean*,—des Dames Religieuses de la Salle d'Asile de la ville de *Saint-Jean*,—et de la Faculté Médicale de l'Université de *Bishop's College, Montréal*; demandant respectivement de l'aide.

De *The Protestant Infants' Home of Montreal*; demandant une allocation annuelle.

Des Sœurs de la Charité de l'Hospice de *Sainte-Anne Lapocatière*, comté de *Kamouraska*; demandant de l'aide pour compléter la construction de leur Hospice et une allocation annuelle.

Du Révérend *D. Charland*, de la paroisse de *Saint-Clement de Beauharnois*, comté de *Beauharnois*; demandant que la subvention accordée à l'Hôpital de *Saint-Joseph de Beauharnois*, soit continuée et augmentée.

De *J. B. Parent* et autres, du township de *Roberval*, comté de *Chicoutimi*; demandant la remise d'une partie des intérêts et rentes dus au Gouvernement sur les terres de leur localité, et un délai pour le paiement du capital fixe par les règlements actuellement en force.

Du Révérend *Chs. Bellemare* et autres, des paroisses de *Saint-Gabriel de Stratford* et de *Saint-Olivier de Garthby*; demandant la remise de ce qu'ils doivent au Gouvernement.

De *O. Salois* et autres, de la paroisse de *Saint-Bonaventure d'Upton*, comté de *Drummond*; demandant un aide annuel égal à la somme qu'ils sont obligés de payer pour la construction du chemin de fer de *Drummond* et *Arthabaska*.

De *Jacques Catudal* et autres, de la paroisse de *Saint-Cyprien*, comté de *Napierville*; demandant de l'aide pour l'empierrement des chemins.

De *Narcisse Rosa* et autres, de la paroisse de *Saint-Romain de Winslow*, comté de *Compton*,—et de *Eusébe Brodeur* et autres, du township de *Stratford*, comté de *Wolfe*; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

L'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*, du comité permanent des lois expirantes, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité recommande que son *quorum* soit réduit à cinq membres.

Ordonné, Que le *quorum* du dit comité soit réduit à cinq membre.

M. *Verreault*, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le second rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition de *J. F. Sincennes* et autres, de la cité de *Montréal*, demandant un acte d'incorporation sous le nom de Compagnie du chemin de fer de *Montréal, Chambly* et *Sorel*, et trouve que les avis requis ont été donnés, excepté pour cette partie de la pétition par laquelle on demande d'être autorisé à continuer le dit chemin de fer depuis un point, vis-à-vis la cité de *Montréal*, jusqu'à la ligne Provinciale, qui n'apparaît pas dans les avis; cependant, votre comité, vu la grande utilité publique de l'entreprise, est convenu de recommander à votre honorable Chambre la suspension de la 51^e règle, pour cette partie de la pétition.

Votre comité a aussi examiné les pétitions suivantes, et a trouvé les avis suffisants :

1. La pétition de l'honorable *James Ferrier* et autres, de la cité de *Montréal*;

demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*Dominion Homestead Building Society*."

2. La pétition de *Joseph Lachance* et autres, de la cité de *Québec*; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*La Société Bienveillante des Cordonniers de Québec*."

Ordonné, Que *M. Marchand* ait la permission d'introduire un bill pour amender de nouveau les lois de chasse en cette Province.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que *M. Lafontaine* ait la permission d'introduire un bill pour amender le chap. 76 des Statuts Réformés du *Canada*, concernant la pratique de la médecine et de la chirurgie, et l'étude de l'Anatomie.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Message du Conseil Législatif, par *Boucher de Boucherville*, écuyer, l'un des Maîtres en Chancellerie.

M. l'Orateur,

Le Conseil Législatif informe cette Chambre qu'il a nommé un comité, composé des honorables Messieurs *Beaubien*, *Beaudry*, *Ferrier*, *Hale*, *Dostaler*, *Thibodeau* et *Wood*, pour agir au nom du Conseil Législatif, avec le comité de l'Assemblée Législative, comme membres d'un comité collectif des deux Chambres, au sujet des impressions, tel que demandé par l'Assemblée Législative par son message.

Et ensuite il se retire.

L'ordre du jour, pour que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération la motion "Que des subsides soient accordés à Sa Majesté," étant lu;

La Chambre se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu, Que des subsides soient accordés à Sa Majesté.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et *M. Bellerose* fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit reçu mardi prochain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill concernant les licences de mariage, étant lu;

L'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*, secondé par l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*, propose que le bill soit maintenant lu une seconde fois; la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour mardi prochain.

Sur motion de *M. Fournier*, secondé par l'honorable *M. Lafrancoise*,

Ordonné, Que la pétition de *François Gingras*, épicier, et de *François-Xavier Déry*, ferblantier, tous deux de la cité de *Québec*, électeurs dont les noms sont dûment inscrits sur la liste électorale de la division de *Québec-Centre*, et qualifiés à voter à la dernière élection d'un membre pour représenter la dite division électorale dans l'Assemblée Législative de *Québec*, demandant que *Jean-Baptiste Célestin Hébert*, écuyer, notaire, de la cité de *Québec*, soit sommé de comparaître à la barre de la Chambre, pour là et alors rendre compte de sa conduite comme officier-rapporteur, à l'occasion

de la dernière élection pour la division électorale de *Québec-Centre*, soit renvoyée au comité permanent des Privilèges et Elections.

Sur motion de M. *Molleur*, secondé par M. *Bachand*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un état détaillé constatant le nombre de licences pour vendre de la poudre, émanées depuis la passation de l'acte 34 Viet., Chap. 2, intitulé : "Acte pour refondre et amender la loi relative aux licences, et aux droits et obligations des personnes tenues d'en être munies," le nom des personnes qui ont pris ces licences et le montant payé par chacune d'elles, ainsi que copie des instructions données par le Gouvernement aux officiers chargés de percevoir le paiement de ces licences : de même, que copie de tous règlements faits par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, conformément aux dispositions du dit acte, pour la réception, le transport, l'emmagasinage et la livraison de la poudre, et les pénalités infligées pour toutes infractions aux dispositions du dit acte.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions du chapitre 4 des Statuts de la Province de *Québec*, appelle *Joseph-Hyacinthe Bellerose*, écuyer, membre pour le district électoral de *Laval*, pour le remplacer temporairement au fauteuil.

M. *Bellerose* prend, en conséquence, le fauteuil de la Chambre.

Ordonné, Que M. *Larochelle* et M. *Lafontaine*, soient ajoutés au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières.

Ordonné, Que le Greffier de la Couronne en Chancellerie prépare un rapport indiquant le nombre de votes enregistrés pour chaque candidat dans la dernière élection de la Province de *Québec*, dans chaque division électorale, township, cité, ville ou paroisse où un poll a été tenu ; le nombre de votes enregistrés dans chaque division, et le nombre d'électeurs entrés sur les listes électorales, et la population de chaque division d'après le recensement.

Sur motion de M. *Fournier*, secondé par M. *Marchand*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, la requête des francs-tenanciers du comté de *Montmagny*, demandant la remise des arrérages qu'ils doivent au Gouvernement sur le prix de leurs terres ; et demandant aussi des octrois gratuits de terre pour faciliter le développement de la colonisation dans ce comté.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 20 Novembre 1871.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etats des affaires des institutions suivantes pour l'année 1871 :—de la Société Charitable des Dames Catholiques Romaines de Québec,—de l'Hôpital *Saint-Joseph de Chambly*, de l'Hôpital *Saint-Joseph de Beauharnois*, de l'Asile de la rue Bonaventure, *Montréal*, et de l'Asile Nazareth, *Montréal*. (Documents de la Session, No. 6.)

Aussi, Rapport de la compagnie du chemin à lisses de Québec à Gosford, le 32 octobre 1871, conformément à un ordre de la Chambre du 14 courant. (Documents de la Session, No. 8.)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Gendron*,—la pétition de *Félix Gauthier* et autres, de la paroisse de *Saint-Simon*,—la pétition de *F. X. Cadieux* et autres de la paroisse de *Saint-Simon*,—et la pétition de *Ant. Casavant* et autres, de la paroisse de *Saint-Dominique*.

Par M. *Méthot*,—la pétition du Révérend *L. H. Richard* et autres, de la paroisse de *Saint-Wenceslas*, township d'*Aston*.

Par M. *Tremblay*,—la pétition du Révérend *P. A. Beaudet* et autres, du township de *Bagot*, comté de *Chicoutimi*.

Par M. *Gérin*,—la pétition de *Télesphore-Eusèbe Normand*, de la paroisse de *Sainte-Marie Magdeleine*, connue sous le nom de *Cap de la Magdeleine*, dans le district électoral de *Champlain*, notaire public.

Par M. *LaRocque*,—la pétition du Révérend *A. Thibault* et autres, de la paroisse de *Saint-Joseph de Chambly*.

Par M. *Brigham*,—la pétition du Révérend *Thomas Kelly* et autres, du village de *Philipsburg*,—et la pétition de *A. S. Walbridge* et autres.

Par l'honorable M. *Holton*,—la pétition de la Faculté de Médecine de l'Université McGill, *Montréal*.

Par M. *Lavallée*,—la pétition de l'Hospice de la ville de *Joliette*.

Par M. *Cassidy*, la pétition de l'Association de la Salle Saint-Patrice, *Montréal*.

Par l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*,—la pétition de l'Asile des Orphelins Protestantes, Québec,—et la pétition de l'Asile des Orphelins de Québec, en rapport avec l'Eglise d'Angleterre.

Par l'honorable M. le Procureur-Général *Quimet*,—la pétition de l'Asile Nazareth,—la pétition de l'Asile rue Bonaventure,—la pétition de l'Institution des Aveugles, Asile Nazareth,—et la pétition de l'Asile Saint-Joseph du Bon Pasteur, rue Fullum, toutes de la cité de *Montréal*.

Par l'honorable M. *Chauveau*,—la pétition de *Pierre Beaulieu* et autres, de la paroisse de *Saint-Ambroise*, comté de Québec.

Par M. *Chapleau*,—la pétition de *Simon-Xavier Cimon*, de la paroisse de *Saint-Etienne de la Malbaie*, dans le comté de *Charlevoix*, dans le district de *Saguenay*, cultivateur,—et la pétition du Révérend *A. Labelle* et autres, de la paroisse de *Saint-Jérôme*, comté de *Terrebonne*.

Par M. *Marchand*,—la pétition de *Joseph-Michel Robillard*, cultivateur, de la paroisse de *Sainte-Anne du bout de l'Isle*, dans le district électoral de *Jacques-Cartier*, dans la Province de Québec, dans la Puissance du Canada.

Par M. *Beaubien*,—la pétition des Sœurs de l'Asile de la Providence, *Montréal*.

Par M. *Marchand*,—la pétition de *Joseph Marc Boucher* et *Louis-Marie Caron*, tous deux de la paroisse de l'Islet, dans le district électoral de l'Islet, comprenant la division électoral de l'Islet, autrement dit le comté de l'Islet, cultivateurs.

Par M. *Chapleau*,—la pétition de *Louis-Joseph-Elzéar Desjardins*, de la paroisse du *Cap Saint-Ignace*, dans le comté de *Montmagny*, écuyer, médecin.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

Du Très-Révérend *Thomas-Etienne Hamel*, V. G., et autres, de la cité de *Québec* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de " L'Œuvre du Patronage de *Québec*."

De la compagnie du chemin de fer de Jonction de *Missisquoi* ; demandant la passation d'un acte pour prolonger le temps pour la construction et accomplissement du " *Missisquoi Junction Railway* " et pour d'autres pouvoirs.

De la compagnie hydraulique et manufacturière de *Chambly* ; demandant la passation d'un acte pour prolonger la durée de la charte de la dite compagnie.

Du maire, des échevins et citoyens de la cité de *Montréal*, — et de la compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de *Montréal* ; demandant respectivement des amendements à leur acte d'incorporation.

De la société de passage du pont neuf de *Saint-Hyacinthe* ; demandant la passation d'un acte pour corriger certaines erreurs de traduction dans la version anglaise de la 34^{ème} *Victoria*, chap. 46.

De *A. N. Dostaler* et autres, de la paroisse de *Saint-Narcisse*, comté de *Champlain* ; demandant que l'article 556 du Code de Procédure Civile soit amodé de manière à exempter de la saisie certains instruments aratoires et certains animaux.

Du Révérend *F. X. Laberge* et autres, des townships de *Kilkenny*, *Wexford* et *Abercrombie*, comtés de *Montcalm* et *Terrebonne* ; demandant que la paroisse de *Saint-Hippolyte* soit annexée au comté de *Terrebonne*.

De la société de Numismatique et d'Archéologie de *Montréal* ; demandant de l'aide.

Du Révérend *B. Granjon* et autres, de la paroisse de *Saint-Joseph* de *Montréal* ; demandant de l'aide pour l'Asile Bethléem.

De l'Hospice de *Sainte-Croix*, de la paroisse de *Sainte-Marie de Monnoir*, comté de *Rouville* ; demandant que leur allocation annuelle soit continuée.

Du Révérend *J. Gravel* et autres, du village de *Laprairie* ; demandant de l'aide pour une école.

De *Bruno Quintal*, cultivateur, de la paroisse de *Saint-Valérien* de *Milton*, comté de *Shefford* ; demandant de l'aide pour construire un pont sur la *Rivière Noire*.

Du Révérend *P. Kelly* et autres, de la paroisse de *Saint-Joseph*, comté de *Beauce*, et du township de *Frampton*, comté de *Dorchester* ; demandant de l'aide pour un chemin dans le dit township.

De *J. B. Villemure* et autres, de la paroisse de *Sainte-Adèle*, comté de *Terrebonne* ; demandant de l'aide pour des chemins dans la dite paroisse.

L'honorable *M. Robertson*, l'un des membres de l'honorable Conseil Exécutif de la province de *Québec*, met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, — Comptes Publics de la province de *Québec*, pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1871. (Documents de la Session, No. 1.)

Ordonné, Que les comptes publics de la province de *Québec*, pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1871, soient renvoyés au comité permanent des comptes publics.

Sur motion de *M. Robitaille*, secondé par *M. Fortin*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre les requêtes signées par *Théodore Robitaille* et autres, ainsi que toutes autres requêtes ou papiers concernant le rachat par le gouvernement, des terres de la compagnie pour l'exploitation des mines de charbon et des pêcheries de *Gaspé*.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de l'honorable *M. Chauveau*, secondé par l'honorable *M. Robertson*,

Résolu, Qu'il soit nommé un comité spécial de neuf membres, pour aider *M. l'Orateur* à préparer les règles, règlements et ordres permanents pour la régie de

cette Chambre, faire rapport de temps à autre, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Ordonné, Que l'honorable M. *Chauveau*, l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*, l'honorable M. *Cauchon*, l'honorable M. *Holton*, M. *Joly*, M. *Bellerose*, M. *Bachand*, M. *Gendron* et M. *Brigham* composent le dit comité.

Sur motion de M. *Bachand*, secondé par l'honorable M. *Laframboise*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un rapport spécifiant quelles municipalités dans la province de *Québec* ont emprunté sur le crédit du fonds consolidé d'emprunt municipal du *Bas-Canada*, les montants ainsi empruntés par chaque municipalité, la date de chaque emprunt, et la balance due par chaque municipalité sur les intérêts et le capital, jusqu'au 30 juin dernier.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Résolu, Qu'il soit nommé un comité spécial composé de M. *Molleur*, de l'honorable M. *Chauveau*, l'honorable M. *Cauchon*, M. *Bachand*, M. *Beaubien*, M. *Chapleau*, M. *Daigle*, M. de *Beaujeu*, M. *Esinkhart*, M. *Fortin*, M. *Gendron*, M. *Laberge*, M. *Lafontaine*, M. *LaRocque*, M. *Lynch*, M. *Méthot*, M. *Robert* et M. *Trudel*, pour s'enquérir des moyens les plus propres à promouvoir l'amélioration des chemins publics en cette province, d'en faire rapport de temps à autre à cette Chambre, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Ordonné, Que M. *Rhéaume* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer la Société Bienveillante des Cordonniers de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 21 Novembre 1871.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier a reçu du registraire de la cour supérieure de la *Colombie Britannique*, un volume contenant les lois de cette colonie, et aussi que le Greffier a reçu la lettre suivante de la compagnie du chemin de fer de la *Vallee de Missisquoi* et de la *Rivière Noire*, en réponse à la lettre du Greffier contenant une copie de l'ordre de la Chambre du 14 novembre courant.

North Stukely, 17 novembre 1871.

G. M. MUIR, ECUYER,
Greffier de l'Assemblée Législative,
Québec.

Cher Monsieur,

En réponse à votre lettre du 14 du courant, me priant de faire un rapport au nom de la compagnie du chemin à lisses de *Missisquoi* et de la *Rivière Noire*, comme ayant reçu du l'aide du gouvernement,

Je dois vous dire que la compagnie dont je fais partie, n'a pas reçu, à ma connaissance, de subside du gouvernement ni en terres, ni autrement, quoique j'en aie fait la demande. En conséquence la compagnie ne se croit pas tenue de faire aucun rapport.

J'ai l'honneur d'être,

Cher Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

M. A. BESSETTE,

Vice-Président de la Compagnie du Chemin

à Lisses de *Missisquoi* et de la *Rivière Noire*.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Hospice de Saint-Joseph de la Maternité, *Québec*, et Rapport de l'Union Saint-Joseph de la ville de *Lévis*, tous deux pour l'année 1871. (Documents de la Session, No. 6.)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Cassidy*,—la pétition de l'Asile Sainte-Brigitte, *Montréal*.

Par M. *Robert*,—la pétition du Révérend *Thomas Johnson* et autres; et la pétition de *François-Xavier Ménard* et autres, toutes deux de la paroisse de *Saint-Paul d'Abbottsford*, comté de *Rouville*; et la pétition des Sœurs de la Présentation de Marie, du diocèse de *Saint-Hyacinthe*, *Sainte-Marie de Monnoir*.

Par M. *Gendron*,—la pétition du Révérend *L. M. Archambault* et autres, de la paroisse de *Saint-Hugues*.

Par M. *Brigham*,—la pétition de *John Yule* et autres, du comté de *Chambly*.

Par M. *Picard*,—la pétition de *W. Ritchie* et autres, notaires, du district de *Saint-François*.

Par M. *Gill*,—la pétition de la compagnie du chemin de fer de *Richelieu*, *Drummond* et *Arthabaska*.

Par l'honorable M. *Holton*,—la pétition de l'Hospice de la Maternité de l'Université, *Montréal*.

M. *Bellerose*, du comité permanent des dépenses contingentes, présente à la Chambre le second rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a nommé un sous-comité, pour l'examen des livres, comptes, pièces justificatives, etc., etc., du Comptable.

Que le dit sous-comité a fait rapport à votre comité du résultat de son examen. Que votre comité approuve le dit rapport, et demande à votre honorable Chambre de vouloir bien l'adopter.

Votre comité a aussi l'honneur de soumettre à votre honorable Chambre la résolution suivante, et la prie de vouloir bien l'adopter.

Résolu, Que le rapport du sous-comité ci-annexé, marqué A, auquel a été soumis l'état des livres, comptes et dépenses de cette Chambre, pour la période comprise entre le 1er de novembre 1870 et le 31 d'octobre 1871, soit adopté.

A.

Le sous-comité, nommé par le comité général des dépenses contingentes de la Chambre pour examiner les livres, les recettes et les dépenses de la Chambre d'Assemblée, et en faire rapport, a l'honneur de faire rapport :

Qu'il a examiné les comptes et les pièces justificatives de *Laurent Simoneau*, le Comptable de l'Assemblée Législative, pour la période de temps écoulée du 2 novembre 1870 au 1er de novembre courant, et a trouvé les livres tenus dans un ordre excel-

lent, et les pièces justificatives des dépenses, certifiées et mises en ordre d'une manière convenable.

Nous croyons que le Comptable a bien rempli ses devoirs, et à la satisfaction de ses officiers supérieurs.

Le sous-comité a l'honneur de soumettre le résumé suivant des recettes et des dépenses :

Balance—Argent entre les mains du Comptable au 1er novembre 1870..\$ 2,633.22
Payé par mandats du Département du Trésor..... 82,800.00

\$85,433.22

Dépenses—Indemnité aux Députés et Frais de route, Salaires, Impressions, Papeterie et Dépenses Contingentes.....\$81,632.71

Remis au Département du Trésor, 30 juin 1871..... 1,378.93

Montant entre les mains du Trésorier, 1er novembre 1871..... 2,421.58

\$85,433.22

Montant total déboursé pour l'année écoulée depuis le 1er novembre 1869 jusqu'au 31 octobre 1870.....\$93,149.64

Dépenses de l'année dernière..... 81,632.71

\$11,516.93

On peut voir ainsi que les dépenses de l'Assemblée Législative, pour l'année expirée, sont de \$11,516.93 moins élevées que celles de l'année précédente. La question de savoir s'il serait possible de réduire davantage les dépenses, sans nuire à l'accomplissement efficace des devoirs de la Législature et de ses employés, mérite considération.

Le sous-comité recommande que la pratique de l'économie dans les dépenses de la Chambre et que l'observation des règles antérieurement adoptées au sujet des demandes d'effets requis, ainsi que l'examen des comptes tel que recommandé, soient suivis comme par le passé.

Le tout respectueusement soumis.

J. G. ROBERTSON,
JOS. H. BELLEROSE,
P. BACHAND.

Chambre du Comité,
ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE,
13 Novembre 1871.

}

M. Verreault, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le troisième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition du Conseil de Ville de la ville de *Sherbrooke*, demandant la passation d'un acte pour légaliser une souscription de \$1,000 pour venir en aide aux incendiés de *Chicago*, et trouve que, quoiqu'aucun avis n'ait été donné, les contribuables, qui sont les seules parties intéressées, ont été suffisamment notifiés, par une assemblée publique qui a été convoquée et tenue à cet effet dans l'Hôtel-de-Ville de *Sherbrooke*, c'est pourquoi votre comité recommande respectueusement à votre honorable Chambre la suspension de la 51e règle.

Votre comité a aussi examiné les pétitions du Très-Révérond *Thomas-Etienne Hamel* et autres, de la cité de *Québec*, demandant à être incorporés sous le nom de L'Œuvre du Patronage de *Québec*,—de l'Asile des Dames Protestantes, de la cité de *Québec*, demandant des amendements à sa charte, et de *Donald Ross* et autres, de

la cité de *Montréal*, demandant à être incorporés sous le nom de "*The Trafalgar Institute*," et trouve que les avis requis ont été donnés dans chaque cas.

Quant à la pétition de la Société de Passage du Pont Neuf de *Saint-Hyacinthe*, demandant la passation d'un acte pour rectifier certains erreurs de traduction dans la version anglaise de la 34^e Victoria, chapitre 46, votre comité trouve qu'elle n'est pas de nature à exiger d'avis.

Quant à la pétition du Maire, des Echevins et Citoyens de la cité de *Montréal*, demandant des amendements aux divers actes d'incorporation de la dite cité, votre comité trouve que les avis qui ont été donnés sont suffisants.

Votre comité a de plus examiné la pétition de la Compagnie du Chemin de fer à Passagers de la cité de *Montréal*, demandant des amendements à sa charte.

Votre comité trouve que les avis n'ont pas été donnés; mais votre comité considérant la grande utilité publique de la mesure en contemplation, et le fait que toutes les parties intéressées, qui ont comparu devant votre comité, n'ont fait aucune objection, votre comité désire aussi dans ce cas recommander la suspension de la 51^e règle.

Ordonné, Que l'honorable M. *Chauveau* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer "*The Trafalgar Institute*," pour instruire et former les jeunes filles de moyenne et de haute condition.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Ordonné, Que la 51^e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à un bill pour amender l'acte incorporant la compagnie du chemin de fer à passagers, de la cité de *Montréal*.

Ordonné, Que M. *Cassidy* ait la permission d'introduire le dit bill.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières.

Ordonné, Que la 51^e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à un bill pour incorporer la compagnie du chemin de fer de *Montréal*, *Chambly* et *Sorel*.

Ordonné, Que M. *Gill* ait la permission d'introduire le dit bill.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières.

Ordonné, Que l'honorable M. *Langevin*, C. B., ait la permission d'introduire un bill pour incorporer "*L'Œuvre du Patronage de Québec*."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Ordonné, Que l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet* ait la permission d'introduire un bill pour amender de nouveau la loi concernant les magistrats de district en cette Province.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

Ordonné, Que l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet* ait la permission d'introduire un bill pour amender certains articles du Code de Procédure Civile et pour pourvoir à la nomination d'un juge de district à *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

M. *Bellerose*, du comité auquel a été renvoyée la considération de la motion "Que des subsides soient accordés à Sa Majesté," fait rapport d'une résolution, laquelle est lue comme suit :

"Que des subsides soient accordés à Sa Majesté."

La dite résolution étant lue une seconde fois,

Résolu, Que cette Chambre concourt, avec le dit comité, dans la dite résolution, accordant des subsides à Sa Majesté.

Résolu, Que vendredi prochain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill concernant les licences de mariage; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Fortin* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que ces amendements soient pris en considération demain.

L'honorable M. *Robertson*, l'un des membres de l'honorable Conseil Exécutif de la province de *Québec*, présente,—Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 20 de novembre 1871, demandant un rapport spécifiant quelles municipalités, dans la province de *Québec*, ont emprunté sur le crédit du fonds consolidé d'emprunt municipal du *Bas-Canada*, les montants ainsi empruntés par chaque municipalité, la date de chaque emprunt, et la balance due par chaque municipalité sur les intérêts et le capital, jusqu'au 30 juin dernier. (Documents de la Session, No. 9.)

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 22 Novembre 1871.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier a reçu la lettre suivante de la compagnie du chemin de fer des comtés de *Richelieu*, *Drummond* et *Arthabaska*, en réponse à la lettre du Greffier, contenant copie de l'ordre de la Chambre, du 14 novembre courant.

Drummondville, 21 novembre 1871.

A G. M. MUIR, écuyer,

Greffier de l'Assemblée Législative,

Québec.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 15 courant, qui contient un ordre de l'Assemblée Législative, en vertu duquel les directeurs des différentes compagnies de chemin de fer incorporées qui ont reçu de l'aide, soit par un octroi de terres, ou soit par un octroi d'argent, sont requis de faire rapport à l'Assemblée Législative de l'état des affaires des dites compagnies, depuis l'époque de leurs incorporations.

En réponse, je dois vous dire que, comme le chemin de fer des comtés de *Richelieu*, *Drummond* et *Arthabaska* n'est pas encore en opération, et n'a pas encore reçu d'octroi de terres ou d'argent du gouvernement, je suis d'avis que cet ordre ne s'applique pas à la dite compagnie.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

E. G. HEMMING,

Président de la Cie. du Chemin de Fer de R. D. A.

M. l'Orateur informe la Chambre que son warrant, pour la nomination des membres du comité général des élections, est sur la table.

Et le dit warrant est comme suit :

Conformément à la trente-unième section du chapitre sept des Statuts Refondus de la ci-devant Province du *Canada*, intitulé : Acte concernant les élections parlementaires contestées ;

Je nomme *Pierre Bachand*, écuyer, député du district électoral de *Saint-Hyacinthe* ; *Sydney Bellingham*, écuyer, député du district électoral d'*Argenteuil* ; *Francis Cassidy*, écuyer, député du district électoral de *Montréal Ouest* ; *Joseph-Hyacinthe Bellerose*, écuyer, député du district électoral de *Laval* ; *Pierre Fortin*, écuyer, député du district électoral de *Gaspé*, et *Charles-François Roy*, écuyer, député du district électoral de *Kamouraska*, pour être membres du comité général des élections pour la présente session.

Donné sous mon seing, ce vingt-deuxième jour de novembre mil huit cent soixante-et-onze.

J. G. BLANCHET,

Orateur.

Conformément à la 46e section du chapitre 7 de la ci-devant Province du *Canada*, intitulé : "Acte concernant les élections parlementaires contestées," le greffier lit une liste alphabétique des membres de la Chambre.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par l'honorable M. *Holton*,—la pétition de la Société Bienveillante des Dames de *Montréal*.

Par M. *Lynch*,—la pétition de la Compagnie du Chemin de fer de la Vallée de *Missisquoi* et de la *Rivière Noire*.

Par M. *Esinhart*,—la pétition de *J. B. Varin* et autres, de la paroisse de *Laprairie* ; la pétition de *A. Pinsonneault*, M. P., et autres, de la paroisse de *Saint-Jacques le Mineur* ; la pétition du Révérend *P. T. Hurteau*, et autres, de la paroisse de *Saint-Constant* ; et la pétition de *Jos. Normandin* et autres, de la paroisse de *Saint-Philippe*, toutes dans le comté de *Laprairie*.

Par l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*,—la pétition de l'honorable *Gélon Ouimet* et autres, de la cité de *Montréal*, et la pétition du Révérend *V. Rousselot* et autres, le curé et les marguilliers de la Fabrique de Notre-Dame de *Montréal*.

Par M. *Pozzer*,—la pétition du Révérend *Charles Hallé* et autres, des townships d'*Aylmer*, *Gayhurst* et *Spaulding*.

Par M. *Joly*, la pétition de *H. G. Joly* et autres, de la cité de *Québec*.

Par M. *Marchand*, la pétition de *James Bissett* et autres, de la ville de *Saint-Jean*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De *Félix Gauthier* et autres,—de *P. X. Cadieux* et autres, tous de la paroisse de *Saint-Simon*,—de *Ant. Casavant* et autres, de la paroisse de *Saint-Dominique*,—du Révérend *Thomas Kelly* et autres, du village de *Philipsburg*,—et de *A. S. Walbridge* et autres ; demandant respectivement un acte d'incorporation pour la construction d'un chemin de fer de la Baie de *Missisquoi* jusqu'aux eaux du *Saint-Laurent*.

De l'Association de la Salle d'Asile Saint-Patrice, *Montréal* ; demandant des amendements à leur acte d'incorporation.

De l'Institution des Aveugles, Asile Nazareth, *Montréal* ; demandant de l'aide.

De l'Asile des Orphelines Protestantes,—de l'Asile des Orphelins de l'Eglise d'Angleterre, tous de la cité de *Québec*,—de la Faculté Médicale de l'Université *McGill*, *Montréal*,—et de l'Hospice de la ville de *Joliette* ; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée.

De l'Asile, rue *Bonaventure*,—de l'Asile Nazareth,—et de l'Asile de Saint-Joseph

du Bon Pasteur, rue *Frutum*, tous de la cité de *Montréal*; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée et augmentée.

Des Sœurs de l'Asile de la Providence, *Montréal*; demandant de l'aide pour la Salle d'Asile du Sacré-Cœur de la dite cité.

Du Révérend *A. Thibault* et autres, de la paroisse de *Saint-Joseph de Chambly*; demandant de l'aide pour l'Hôpital *Saint-Joseph de Chambly*.

Du Révérend *P. H. Beaudet* et autres, du township de *Bagot*, comté de *Chicoutimi*; demandant la remise d'une partie des intérêts et rentes dues au Gouvernement sur les terres de leur localité, et un délai pour le paiement du capital fixé par les règlements actuellement en force.

Du Révérend *L. H. Richard* et autres, de la paroisse de *Saint-Wenceslas*, township d'*Aston*; demandant de l'aide pour construire un pont sur la rivière *Béancœur*.

De *Pierre Beaulieu* et autres, de la paroisse de *Saint-Ambroise*, comté de *Québec*; demandant de l'aide pour un chemin dans la dite paroisse.

Du Révérend *A. Labelle* et autres, de la paroisse de *Saint-Jérôme*, comté de *Terrebonne*; demandant de l'aide pour terminer les chemins appelés *Chemin Morin*, *Chemin de Saint-Hippolyte* et les *Mille Isles*; pour ouvrir un chemin à travers les townships de *Howard* et *Montcalm*, et pour achever les arpentages des townships d'*Howard* et *Wolfe*.

De *Télesphore-Eusèbe Normand*, notaire public, de la paroisse de *Sainte-Marie-Magdeleine*, dite *Cap-de-la-Magdeleine*, dans le district électoral de *Champlain*, alléguant :

Que votre pétitionnaire avait droit de voter et a voté à la dernière élection d'un membre pour le district électoral (comté) de *Champlain*, pour servir en Parlement, pour la Province de *Québec*.

Que, à la dite dernière élection d'un membre pour servir dans le présent parlement pour le dit district électoral (comté) de *Champlain*, dans le mois de juin, mil huit cent soixante et onze, un nommé *François-Xavier-Anselme Trudel*, de la cité de *Montréal*, dans le district de *Montréal*, écuyer, et *Robert Trudel*, de la paroisse de *Sainte-Geneviève-de-Batiscan*, dans le comté de *Champlain*, notaire public, et *Télesphore-Eusèbe Normand*, de la paroisse de *Sainte-Marie-Magdeleine*, appelée *Cap-de-la-Magdeleine*, dans le dit district électoral (comté) de *Champlain*, notaire public, étaient candidats pour représenter le dit district électoral dans le présent Parlement.

Que le dit *Télesphore-Eusèbe Normand* était candidat dûment qualifié à représenter le dit district électoral (comté) de *Champlain*, dans l'Assemblée Législative pour la Province de *Québec*.

Qu'un poll ayant été demandé, fut accordé par l'officier-rapporteur pour le dit district électoral, pour le vingtième et vingt et unième jour de juin, mil huit cent soixante et onze.

Que le dit *François-Xavier-Anselme Trudel*, fut, par le dit officier-rapporteur, déclaré avoir eu la majorité des votes à la dite élection, et avoir été dûment élu et a été rapporté comme membre dûment élu pour servir dans le présent Parlement pour le dit district électoral (comté) de *Champlain*.

Que, avant et durant la dite élection, le dit *François-Xavier-Anselme Trudel*, par lui-même et par ses agents, amis et cabaleurs, s'est rendu coupable de divers actes de subornation et de corruption, pour corrompre et engager à voter, et de fait, par ses agents, ses cabaleurs et ses amis, et par plusieurs autres personnes employées à son service, par des dons, présents, argent, récompenses et par promesses et conventions et cautionnements pour argent, emplois et récompenses, et par menaces, intimidation, influence induue et autres menées corruptrices et illégales, par actes et moyens, a corrompu et engagé diverses personnes ayant, ou prétendant avoir droit de voter à la dite élection, à donner leurs votes en sa faveur, lui, le dit *François-Xavier-Anselme Trudel*, ou à s'abstenir de donner leurs votes en faveur du dit *Télesphore-Eusèbe Normand*.

Que le dit *François-Xavier-Anselme Trudel*, en raison de ces menées corruptrices et illégales, était et est entièrement incapable d'être élu et inéligible pour servir dans le présent Parlement, pour le district électoral (comté) de *Champlain*; et que la dite élection et le dit rapport d'élection du dit *François-Xavier-Anselme Trudel*, étaient et sont entièrement nuls et de nul effet.

Et votre pétitionnaire affirme, de plus, que, après l'émanation et la vérification du bref pour tenir la dite élection, et avant, et lors et durant la dite élection, le dit *François-Xavier-Anselme Trudel*, par lui-même et par ses agents, ses amis et ses partisans, par divers voies et moyens, de sa part ou à ses frais, directement et indirectement, fait des présents, et a procuré aux personnes ayant droit de voter durant et à la dite élection, de l'argent, de la viande, des boissons, des rafraîchissements et des provisions; et a fait des présents, des dons, et a accordé des récompenses, et procuré des rafraîchissements aux et pour les personnes ayant droit de voter durant et à la dite élection, et à et pour l'usage, l'avantage et et le bénéfice, l'emploi, le profit et l'avancement de telles personnes, afin que le dit *François-Xavier-Anselme Trudel* fût élu pour servir dans le présent Parlement, pour le dit district électoral (comté) de *Champlain*.

Qu'en raison des dites menées corruptrices et illégales en dernier lieu mentionnées, le dit *François-Xavier-Anselme Trudel*, était et est entièrement incapable d'être élu, et inéligible pour servir dans le présent Parlement, pour dit le district électoral (comté) de *Champlain*; et que la dite élection et le dit rapport d'élection, étaient et sont entièrement nuls et de nul effet.

Et votre pétitionnaire affirme, de plus, qu'après l'émanation et la vérification du bref pour tenir la dite élection, et avant, lors et durant la dite élection, une subornation et une corruption grossières, considérables et systématiques, ouvertes et notoires furent pratiquées et mises en œuvre par diverses personnes, étant les amis, les supporters et partisans du dit *François-Xavier-Anselme Trudel*, et que la dite élection et le dit rapport d'élection du dit *François-Xavier-Anselme Trudel* ont été obtenus au moyen de telles subornation et corruption.

Qu'en raison des dites menées corruptrices et illégales en dernier lieu mentionnées, la dite élection et le dit rapport d'élection du dit *François-Xavier-Anselme Trudel* étaient et sont entièrement nuls et de nul effet.

Et votre pétitionnaire affirme, de plus, qu'après l'émanation et la vérification du bref pour tenir la dite élection, et avant, lors et durant la dite élection, la fraude, l'intimidation et la contrainte furent employées par les amis, les agents et les cabaleurs, et par diverses personnes de la part du dit *François-Xavier-Anselme Trudel*, sur diverses personnes ayant droit de voter à la dite élection, au moyen desquelles plusieurs personnes qui, sans ces menées corruptrices et illégales, auraient voté en faveur du dit *Télesphore-Eusèbe Normand*, furent engagées et forcées de voter en faveur du dit *François-Xavier-Anselme Trudel*, et que diverses autres personnes dûment qualifiées à voter qui, autrement auraient voté en faveur du dit *Télesphore-Eusèbe Normand*, furent forcées de s'abstenir de voter.

Qu'en raison des prémisses énoncées ci-dessus, la dite élection et le dit rapport d'élection du dit *François-Xavier-Anselme Trudel* sont entièrement nuls et de nul effet.

Et votre pétitionnaire affirme, de plus, qu'après l'émanation et la vérification du bref pour tenir la dite élection, et qu'avant, lors et durant la dite élection, le dit *François-Xavier-Anselme Trudel*, directement ou indirectement, par lui-même et par d'autres, ses agents, ses amis et ses partisans, pour son propre compte, a prêté et est convenu de donner et prêter, et de fait, a offert et promis de procurer et a promis et s'est efforcé de procurer de l'argent, et des considérations valables, à et pour diverses personnes, en faveur de tels voteurs, et à et en faveur de diverses autres personnes pour porter tels voteurs à voter pour lui, le dit *François-Xavier-Anselme Trudel*, ou pour les empêcher de voter pour le dit *Télesphore-Eusèbe Normand*.

Et votre pétitionnaire affirme qu'en raison des dites menées corruptrices et

illégalles en dernier lieu mentionnées, le dit *François-Xavier-Anselme Trudel* était et est coupable de subornation, et que le dit *François-Xavier-Anselme Trudel* était et est entièrement incapable d'être élu, et inéligible pour servir dans ce présent Parlement pour le dit district électoral (comté) de *Champlain*, et que la dite élection et le dit rapport d'élection du dit *François-Xavier-Anselme Trudel* sont nuls et de nul effet.

Et votre pétitionnaire affirme, de plus, qu'avant, lors et durant la dite élection, le dit *François-Xavier-Anselme Trudel* a, directement et indirectement, par lui-même et par d'autres, ses agents, amis et partisans, de sa part, donné, procuré, et est convenu de donner et de procurer, et a offert, promis, et a promis de procurer et s'est efforcé de procurer divers emplois, places et situations, à et pour divers voteurs, et à et pour diverses personnes en faveur de divers voteurs et à et pour diverses autres personnes, afin d'induire tels voteurs à voter pour lui, le dit *François-Xavier-Anselme Trudel*, et à et pour diverses autres personnes, afin de les induire à ne pas voter pour le dit *Télesphore-Eusèbe Normand*.

Et votre pétitionnaire affirme, qu'en raison des dites menées corruptrices et illégales en dernier lieu mentionnées, le dit *François-Xavier-Anselme Trudel* était et est coupable de subornation, et est entièrement incapable d'être élu, et inéligible pour servir dans ce présent Parlement, pour le dit district électoral (comté) de *Champlain*, et que la dite élection et le dit rapport d'élection du dit *François-Xavier-Anselme Trudel* étaient et sont entièrement nuls et de nul effet.

Et votre pétitionnaire affirme, de plus, que le dit *François-Xavier-Anselme Trudel*, avant, lors et durant la dite élection, a fait, directement et indirectement, par lui-même et par d'autres, ses agents, amis et partisans et autres, à son avantage, divers présents, prêts, offres, promesses, et a procuré et est convenu de procurer, à et pour divers voteurs, et à et pour diverses autres personnes en faveur de divers voteurs, et à et pour diverses autres personnes pour induire tels voteurs et telles personnes à gagner et à s'efforcer de gagner le retour du dit *François-Xavier-Anselme Trudel* pour servir en Parlement, et pour s'efforcer d'obtenir les votes de divers voteurs à la dite élection pour lui, le dit *François-Xavier-Anselme Trudel*.

Et votre pétitionnaire affirme qu'en raison des dites menées corruptrices et illégales en dernier lieu mentionnées, le dit *François-Xavier-Anselme Trudel* était et est coupable de subornation, et que le dit *François-Xavier-Anselme Trudel* était et est entièrement incapable d'être élu, et inéligible pour servir dans le présent Parlement pour le dit district électoral (comté) de *Champlain*, et que la dite élection et le dit rapport d'élection du dit *François-Xavier-Anselme Trudel* étaient et sont nuls et de nul effet.

Et votre pétitionnaire affirme, de plus, que le dit *François-Xavier-Anselme Trudel*, a, directement par lui-même, et indirectement par d'autres, ses agents, amis et partisans, et autres personnes dûment autorisées par le dit *François-Xavier-Anselme Trudel*, loué et promis de payer, et de fait, a payé pour divers chevaux, attelages, calèches et autres voitures pour transporter les électeurs aux, ou près du poll ou des polls et en revenir, lors de la dite élection.

Et votre pétitionnaire affirme, qu'en raison des dites menées illégales et corruptrices, le dit *François-Xavier-Anselme Trudel* était et est entièrement incapable d'être élu et inéligible pour servir dans le présent Parlement pour le dit district électoral (comté) de *Champlain*, et que la dite élection et le dit rapport d'élection du dit *François-Xavier-Anselme Trudel*, étaient et sont entièrement nuls et de nul effet.

C'est pourquoi votre pétitionnaire prie humblement que votre Honorable Chambre veuille prendre les énoncés ci-dessus en considération, et déclarer la dite élection et le dit rapport d'élection du dit *François-Xavier-Anselme Trudel*, nuls et de nul effet, et accorder à votre pétitionnaire telle autre et plus ample assistance que, dans sa sagesse, la Chambre jugera convenable.

De *Simon-Xavier Cimon*, de la paroisse de *Saint-Etienne de la Malbaie*, dans le comté de *Charlevoix*, dans le district du *Saguenay*, cultivateur, alléguant :

Que votre pétitionnaire était, et est maintenant électeur qualifié à voter, et qu'il avait droit de voter à la dernière élection d'un membre pour le district électoral (comté) de *Charlevoix*, pour servir dans le présent Parlement pour la Province de *Québec*.

Qu'à la dite élection d'un membre pour servir dans le présent parlement, pour le dit district électoral (comté) de *Charlevoix*, dans le mois de juin, mil huit cent soixante-et-onze, *Adolphe Gagnon*, marchand, de la paroisse de la *Baie Saint-Paul*, dans le dit district électoral (comté) de *Charlevoix*, et *Léon-Charles Clément*, notaire public, de la paroisse des *Eboulements*, dans le dit district électoral (comté) de *Charlevoix*, étaient candidats pour représenter le dit district électoral (comté) de *Charlevoix*, dans le dit Parlement.

Qu'un poll ayant été demandé, fut accordé par l'officier-rapporteur pour le dit district électoral (comté) de *Charlevoix*, pour les vingt-septième et vingt-huitième jours de juin, mil huit cent soixante et onze.

Que le dit *Adolphe Gagnon* fut déclaré, par le dit officier-rapporteur, comme ayant été légalement élu, et fut rapporté comme membre dûment élu pour servir dans le présent Parlement, pour le dit district électoral (comté) de *Charlevoix*.

Que, avant et pendant la dite élection, le dit *Adolphe Gagnon*, par lui-même, et au moyen de ses agents, s'est rendu coupable de divers actes et menées corruptrices et de subornation, pour induire et corrompre, et a, par ses agents, ses employés et ses amis, fait des dons, des présents, en argent, en récompenses, et par promesses et engagements et garantie pour don en argent, emplois et récompenses, et par menaces, intimidation, influences indues, et par d'autres menées illégales et corruptrices, commis des actes et employé des moyens tendant à corrompre, et à induire diverses personnes ayant droit de voter à la dite élection, à donner leur vote en sa faveur, lui, le dit *Adolphe Gagnon*, ou à les empêcher de donner leur vote en faveur du dit *Léon-Charles Clément*.

Que le dit *Adolphe Gagnon*, au moyen de menées illégales et corruptrices, était et est entièrement inéligible et incapable de servir dans ce présent Parlement, pour le dit district (comté) électoral de *Charlevoix*, et que la dite élection et le dit rapport d'élection du dit *Adolphe Gagnon* étaient et sont entièrement nuls et de nul effet.

Et que votre pétitionnaire affirme, de plus, qu'après l'émission du bref pour tenir la dite élection, et avant et durant la dite élection, le dit *Adolphe Gagnon* a, par lui-même et par ses agents, ses amis et ses partisans, par divers moyens employés de sa part, ou à ses dépens, directement ou indirectement, fait présenter et parvenir aux personnes ayant droit de voter durant et à la dite élection, de l'argent, de la viande, des boissons, des rafraîchissements et des provisions, et a fait des présents, des dons, des récompenses et à donner des rafraîchissements, en faveur des personnes ou aux personnes ayant droit de voter pendant et à la dite élection, et pour l'usage, le bénéfice, l'avantage et l'emploi, le profit, et l'avancement de telles personnes, afin que le dit *Adolphe Gagnon* fût élu pour servir dans le présent Parlement, du dit district électoral (comté) de *Charlevoix*.

Qu'au moyen des dites menées corruptrices et illégales, le dit *Adolphe Gagnon* était et est entièrement devenu incapable d'être élu et inéligible, pour servir dans ce présent Parlement, pour le district électoral (comté) de *Charlevoix*, et que la dite élection et le dit rapport d'élection étaient et sont nuls et de nul effet.

Et votre pétitionnaire affirme, de plus, que, après l'issue du bref pour tenir la dite élection et avant, lors, et durant la dite élection une subornation et une corruption grossière, étendue et systématique, ouverte et notoire, furent pratiquées et exercées sur diverses personnes, amis, supporteurs et partisans du dit *Adolphe Gagnon*, et que

la dite élection, et le dit retour d'élection, du dit *Adolphe Gagnon*, ont été obtenus au moyen de telles subornation et corruption.

Qu'à raison des pratiques illégales et corruptrices en dernier lieu mentionnées, la dite élection, et le dit retour d'élection, du dit *Adolphe Gagnon* étaient et sont entièrement nuls et de nul effet.

Et votre pétitionnaire affirme, de plus, qu'après la vérification du bref pour tenir la dite élection, et avant et durant la dite élection, la fraude, l'intimidation et la contrainte furent employées par les agents, les amis et les cabaleurs et par d'autres personnes en faveur du dit *Adolphe Gagnon*, sur diverses personnes ayant droit de voter à la dite élection, au moyen desquelles plusieurs personnes qui, sans ces menées corruptrices et illégales, auraient voté en faveur du dit *Léon-Charles Clément*, et qui ont été induites et forcées à voter en faveur du dit *Adolphe Gagnon*, et que diverses personnes dûment qualifiées à voter, qui auraient voté autrement en faveur du dit *Léon-Charles Clément*, furent forcées de s'abstenir de voter.

Qu'en vertu de ce qui est mentionné ci-dessus, la dite élection et le dit retour d'élection du dit *Adolphe Gagnon* sont entièrement nuls.

Et votre pétitionnaire affirme, de plus, qu'après l'émission du bref pour tenir la dite élection et avant, durant et après la dite élection, le dit *Adolphe Gagnon* a, directement et indirectement, lui-même et par d'autres, par ses agents, ses amis et ses partisans, pour son propre bénéfice, a donné, prêté et est convenu de donner et prêter et d'offrir, et a promis de procurer, et de fait, a promis et s'est efforcé de procurer de l'argent, et des considérations valables, à et en faveur de divers voteurs, et à et en faveur de diverses personnes en faveur de tels voteurs, et à et pour diverses autres personnes pour induire tels voteurs à voter pour lui, le dit *Adolphe Gagnon*, ou pour les empêcher de voter pour le dit *Léon-Charles Clément*.

Et votre pétitionnaire affirme, de plus, qu'au moyen des susdites menées corruptrices et illégales susdites, en dernier lieu mentionnées, le dit *Adolphe Gagnon* était et est coupable de subornation, et que lui, le dit *Adolphe Gagnon*, était et est entièrement incapable d'être élu, et inéligible pour servir dans ce présent Parlement pour le dit district électoral (comté) de *Charlevoix*, et que la dite élection et le dit retour d'élection du dit *Adolphe Gagnon*, étaient et sont nuls et de nul effet.

Et votre pétitionnaire affirme, de plus, que le dit *Adolphe Gagnon* a, avant et durant la dite élection, directement et indirectement, par lui-même et par d'autres, ses agents, ses amis et ses partisans, et par d'autres personnes, de sa part, fait dons, présents, prêts, offres, promesses, a fait avoir et s'est engagé à et en faveur de divers voteurs, et à et en faveur de diverses autres personnes, pour induire tels voteurs et telles personnes à obtenir et à s'efforcer d'obtenir le retour du dit *Adolphe Gagnon* pour servir dans le parlement, et à s'efforcer de gagner les votes des divers voteurs de la dite élection, pour lui, le dit *Adolphe Gagnon*.

Et votre pétitionnaire affirme qu'en raison des dites menées corruptrices et illégales en dernier lieu mentionnées, le dit *Adolphe Gagnon* était, et est coupable de subornation, et que lui, le dit *Adolphe Gagnon*, était et est entièrement incapable d'être élu, et inéligible pour servir dans le présent Parlement pour le dit district électoral (comté) de *Charlevoix*, et que la dite élection et le dit retour d'élection du dit *Adolphe Gagnon*, étaient et sont nuls et de nul effet.

Et votre pétitionnaire affirme, de plus, que le dit *Adolphe Gagnon* a, directement, par lui-même, et indirectement par d'autres, ses agents, ses amis et ses partisans, et autres personnes autorisées à ce faire, par le dit *Adolphe Gagnon*, loué, et promis de payer, et de fait, a loué, et promis de payer, et a payé pour divers chevaux, attelages, calèches et autres voitures pour transporter les électeurs au ou près du poll, et en revenir.

Et votre pétitionnaire affirme, qu'en raison des dites menées corruptrices et illégales en dernier lieu mentionnées, le dit *Adolphe Gagnon* était et est entièrement incapable d'être élu, et inéligible pour servir dans le présent Parlement, pour le dis-

trict électoral (comté) de *Charlevoix*, et que la dite élection et le dit retour d'élection du dit *Adolphe Gagnon* étaient et sont nuls et de nul effet.

Et votre pétitionnaire affirme que, avant et durant la dite élection, plusieurs agents, des amis et des partisans dûment autorisés à transporter, sans dépenses, aux ou près des polls, et en revenir, divers électeurs, pour les induire à voter pour le dit *Adolphe Gagnon*, et pour prévenir et empêcher divers autres électeurs de voter pour le dit *Léon-Charles Clément*, ont reçu du dit *Adolphe Gagnon* diverses sommes d'argent pour être répandues, par eux, en telles subornation et corruption susdites.

Et votre pétitionnaire affirme, de plus, qu'en raison des dites menées corruptrices et illégales en dernier lieu mentionnées, le dit *Adolphe Gagnon* était et est entièrement incapable d'être élu, et ineligible pour servir dans le présent Parlement pour le district électoral (comté) de *Charlevoix*, et que la dite élection et le dit retour d'élection du dit *Adolphe Gagnon* étaient et sont entièrement nuls et de nul effet.

Et c'est pourquoi, votre pétitionnaire prie, humblement, que votre honorable Chambre veuille prendre les exposés ci-dessus en considération, et déclarer l'élection et le retour d'élection du dit *Adolphe Gagnon* nuls et de nul effet, et accorder à votre pétitionnaire telle autre assistance que votre honorable Chambre, dans sa sagesse, jugera convenable.

De *Joseph-Marc Boucher* et *Louis-Marie Caron*, tous deux de la paroisse de l'*Islet*, dans le district électoral de l'*Islet*, autrement appelé le comté de l'*Islet*, tous deux cultivateurs, alléguant :

Qu'en vertu d'un bref d'élection, portant la date du vingt-neuvième jour de mai dernier, et adressé à *Thadée Michaud*, de *Saint-Jean*, écuyer, agissant comme officier-rapporteur, une élection a eu lieu pour le choix d'un membre devant servir durant la présente Législature de la Province de *Québec*, dans la dite Assemblée Législative de *Québec*, pour le dit district électoral de l'*Islet*.

Que durant tout le temps de la dite élection, les dits pétitionnaires avaient droit de vote à la dite élection et que les dits pétitionnaires étaient, là et alors, de l'âge complet de vingt-et-un ans et sujets de Sa Majesté, de naissance et n'étaient pas disqualifiés, à raison d'aucune chose contenue dans les trois premières sections du chapitre six des statuts refondus du *Canada*, ou dans l'Acte de l'*Amérique-Britannique* 1867, à voter à la dite élection ; et que les dits pétitionnaires n'étaient pas autrement empêchés ou disqualifiés à voter à la dite élection, et que les noms de vos pétitionnaires étaient là et alors, et longtemps avant la dite élection, et pouvaient être vus, entrés, enregistrés et inscrits sur le dernier rôle d'évaluation alors révisé, corrigé et en force dans et pour la dite paroisse de l'*Islet*, dans le district électoral de l'*Islet*, (et ne se trouvaient dans aucune cité ou ville ayant le droit d'envoyer un membre à la dite Assemblée Législative de *Québec*), comme propriétaires de biens fonds entièrement situés dans les limites du dit district électoral de l'*Islet*, et de valeur réelle et évaluée de deux cents piastres, cours actuel de cette Province, et que vos pétitionnaires étaient à l'époque de la préparation du dit rôle d'évaluation, et ont été continuellement depuis ce temps, et sont encore actuellement, chacun respectivement propriétaires des dits biens-fonds individuellement et non comme associés ou par indivis.

Qu'en vertu du dit bref d'élection, la nomination de candidats, à et pour la dite élection, a été faite par le dit officier-rapporteur le vingt-deuxième jour de juin dernier, dans la paroisse de *Saint-Jean*, dans le dit district électoral de l'*Islet*, et qu'à la dite élection, durant la dite nomination, les seuls candidats choisis, désignés et nommés par les électeurs là et alors présents, étaient et sont *Pamphile-Gaspard Verreau*, de *Saint-Jean* sus-dit, notaire, et l'honorable *Luc Letellier*, de la *Rivière Ouelle*, écuyer, notaire, le dit honorable *Luc Letellier* étant surnommée de *Saint-Just*, et qu'un poll pour prendre et enregistrer les votes à la dite élection a été là et alors demandé au dit officier-rapporteur par les deux candidats respectivement, et par divers électeurs dûment qualifiés à voter à la dite élection, là et alors présents et là et alors agissant de la part de chacun des deux candidats, et que le dit officier-rapporteur a, là et alors

accordé le dit poll et fixa la date de la tenue des dits polls au trentième jour de juin dernier et au premier jour de juillet dernier, dans et pour les différentes places de poll du dit district électoral de l'*Islet*, et que tel poll a été tenu le trentième jour de juin dernier et le premier jour de juillet dernier, dans le district électoral de l'*Islet*.

Que votre pétitionnaire vota alors, à la dite élection et que votre pétitionnaire ne remplissait pas la charge d'officier-rapporteur ni de député-officier-rapporteur ni de clerc de poll de la dite élection, ni la charge de conseil, agent procureur ou commis d'aucun des dits candidats à la dite élection, et qu'il n'a reçu ni ne s'attendait à recevoir d'aucune personne quelconque pour agir en telle capacité que susdit, aucune somme d'argent, honoraire, charge, place ou emploi, ou aucune promesse, gage ou garantie quelconque, d'aucune somme d'argent, honoraire, charge, place ou emploi quelconque.

Qu'en aucun temps, durant la dite élection, votre pétitionnaire n'a rempli ni tenu aucune des charges suivantes, nommément celles de Juge-en-Chef ou Juge de la Cour du Banc de la Reine pour la Province de *Québec* susdite, et de la Cour du Banc de la Reine et des Plaids Communs dans la Province d'*Ontario*, dans cette Puissance, ou Juge de la Cour de Vice-Amirauté, dans la dite Province de *Québec*, ou Juge d'aucune Cour d'*Escheats*, ou Juge de Comté ou de Circuit, ou commissaire de Banqueroutes, ou Recorder d'aucune ville, ou officier de douanes, ou greffier de la Paix, ou registraire, shérif ou député shérif, ou greffier de la Couronne, ou député greffier de la Couronne, ou agent pour la vente des terres de la Couronne, ou d'aucun officier employé à la perception des droits payables à Sa Majesté de la nature des droits d'axeise, ni de Chancelier, ni de Vice-Chancelier de la dite Province d'*Ontario*, et que le dit pétitionnaire n'a pas, depuis cette date, tenu et rempli, ni qu'il tient et remplit maintenant aucune des charges mentionnées dans ce paragraphe.

Qu'en votant ainsi à la dite élection, vos pétitionnaires non influencés par aucun motif ou considération de corruption, et que, en aucun temps avant, durant et après la dite élection, votre pétitionnaire n'a loué à aucun des deux candidats ou à aucun agent d'aucun d'eux, aucun cheval, voiture ou autre véhicule, dans le but de transporter aucun électeur ou électeurs, à ou d'aucune place de poll à la dite élection.

Que votre pétitionnaire, durant tout le temps de la dite élection et continuellement depuis cette date, a été et est encore en pleine possession de ses droits et états civils.

Qu'une bonne et valable liste de voteur pour la dite paroisse de l'*Islet*, dans le dit district électoral de l'*Islet*, dûment faite par ordre alphabétique d'après le rôle de cotisation et d'évaluation, alors en force pour la paroisse en dernier lieu mentionnée et dûment affichée, par écrit, de la manière requise par la loi, dans le bureau du secrétaire-trésorier de la municipalité, de la paroisse en dernier lieu mentionnée, et dûment attestée et certifiée par le serment du dit secrétaire-trésorier, de la manière requise par la loi, et dûment déposée parmi les archives de la municipalité de la dite paroisse en dernier lieu mentionnée, et dûment révisée et corrigée par autorité du conseil municipal de la municipalité, de la paroisse en dernier lieu mentionnée, et contre laquelle il n'y a eu aucune réclamation, et subéquemment affichée de nouveau dans le bureau du dit secrétaire-trésorier, en la manière voulue par la loi, et a été ainsi faite et exécutée en duplicata, et que dans moins de quinze jours à dater de l'achèvement de la dite liste électorale pour la paroisse en dernier lieu mentionnée, et plus d'un mois de calendrier avant la date du dit bref d'élection, le dit secrétaire-trésorier de la municipalité en dernier lieu mentionnée, avait délivré au registraire du dit district électoral de l'*Islet*, un duplicata de la dite liste électorale pour la dite paroisse en dernier lieu mentionnée, certifiée et attestée de la manière voulue par la loi, pour la liste électorale originale conservée par le dit secrétaire-trésorier, duquel dépôt de la liste électorale en duplicata chez le dit registraire, il y a un certificat du dit registraire, sur la dite copie de la dite liste électorale dont s'est servi le député-officier-rapporteur à et pour la votation à la dite élection, à et pour la dite paroisse en dernier lieu mentionnée, et que les noms de

vos pétitionnaires apparaissent enregistrés, entrés et inscrits sur le dit original, sur le dit duplicata et sur la dite copie de la dite liste électorale et que votre pétitionnaire a ainsi voté à la dite élection d'après cette dite liste électorale.

Qu'à la dite élection, il a été enrégistré (*polléd*) pour le dit honorable *Luc Letellier* écuyer, cinq cent vingt six votes de personnes d'ament qualifiées à voter à la dite élection, qui ont été évaluées et cotisées de la manière voulue par la loi, et dont les noms ont été inscrits de la manière voulue par la loi sur une liste électorale bonne et valable pour le dit district électoral de l'*Islet*, et alors la dernière en force dans le dit district électoral de l'*Islet*, et que sur les livres de poll employés à la dite élection, furent enregistrés, entrés et inscrits comme ayant voté pour le dit *Pamphile Gaspard Verreau*, les noms de deux cent trente neuf personnes, qui, au temps de la dite élection, n'avaient aucun droit de voter à la dite élection.

Que des dits deux cent trente neuf personnes qui ont ainsi voté sans droit ou titre pour le dit *Pamphile Gaspard Verreau*, les personnes suivantes, au nombre de cent quatre, ont ainsi illégalement voté pour le dit *Pamphile Gaspard Verreau*, à la place du poll tenu dans et pour la dite paroisse de *Saint-Jean*, autrement appelée *Saint-Jean-Port-Joly*, dans le dit district électoral de l'*Islet*, et leurs votes ont été calculés et comptés par le dit officier-rapporteur pour le dit *Pamphile Gaspard Verreau*, savoir :—Louis Bélanger, Benjamin Bélanger, père, Louis Glaude Bélanger, Pierroche Germain Bélanger, Abraham Bourgault, Louis Bélanger, Honoré Bélanger, Patrick Barnwell, Frédéric Caron, Fabien Colin, Germain Chouinard, Alexandre Caron, Joseph Caron, Désiré Chrisman, Narcisse Chouinard, François St. Denis Caron, fils, Joseph Cloutier, Joseph Remi Couillard, Severin Daniel, Paul Daniel, Félix Daniel, Michel Duval, Paschal Dupont, François Duval, Joseph (fils de Pierre) Dutremble, Nicolas Daniel, Calixte Després, George Dionne, Louis Marie Fournier, François Fournier (fils de Joseph), François Fournier, Joseph Gagnon, Régis *alias* Régiste Gagnon, Olivier Gourdeau, Joseph Gagnon, Pierre Jean, Narcisse Jean, Marcel Lefebvre, Rloi Leblanc, Narcisse Lavallée, Lucien Legros, Prudent Laprise, Hubert Morin, Henri Morin, Narcisse Meville, Pierre Moreau, Xavier Ouellet, Nazaire Ouellet, Gaspard Pelletier, Célestin Perrault, Michel Poitras, Cyprien Poitras, Désiré Raymond, Elisé Raymond, Louis Tremblay, Louis Toussaint, Olivier Toussaint, Marcel Vaillancourt, Louis Anetel, Sifroid Bélanger, Eugène Gamache, Hubert Hébert, Remi Ouellet, Sinaie Caron, Edouard Caron, Adolphe Caouette, bourgeois (*rentier*), Abraham Caron, bourgeois (*rentier*), François *alias* Lamère Caron, bourgeois (*rentier*), Dominique Caron, bourgeois (*rentier*), Joseph Caron, Joseph Marie Caron, Elzéar Chouinard, J. B. Michel Dubé, Louis Petitgas, Duval, Joseph Desrosiers, Eugène Dubé, Charles Duval, Servule Dumas, Louis Fournier, Narcisse Fortier, fils, Calixte Dubé, Raphaël Dubé, François Charles Fortin, bourgeois (*rentier*), B. Jean Jean, William Leblanc, Clément Leclerc, Anicet Lord, père, bourgeois (*rentier*), Onézime Moreau, Michel Moreau, bourgeois (*rentier*), Alexis Ouellet, bourgeois (*rentier*), Louis Pelletier, bourgeois (*rentier*), Damase Poitras, Arthur Poitras, J. B. Baby Thibault, bourgeois (*rentier*), Amable Tremblay, père, J. B. Thibault, Louis Vaillancourt, père, bourgeois (*rentier*), Benjamin Chouinard, Joseph Gagnon, Honoré Gagnon, Damase Moineau, David Toussaint, Séverin Thibault et Jacob Toussaint; et que des cent quatre personnes sus-nommées, toutes celles dont la profession n'est par indiquée sont cultivateurs.

Que, lorsque les rôles d'évaluation et de cotisation de la dite paroisse de *Saint-Jean* eurent été faits et parfaits, complétés et déposés, et que la prétendue liste des voteurs dont s'est servi le député-officier-rapporteur à la dite élection, pour la dite paroisse de *Saint-Jean*, eut été faite, préparée et complétée, et basée comme il est prétendu sur les dits rôles d'évaluation et de cotisation, aucune des dites cent quatre personnes sus-nommées, qui ont ainsi illégalement voté pour le dit *Pamphile Gaspard Verreau*, à la dite élection, n'était propriétaire, occupant ou locataire, et aucun n'avait son nom inscrit sur les dits rôles d'évaluation et de cotisation, comme propriétaire, locataire ou occupant d'aucune propriété immobilière dans les limites de la dite paroisse de *Saint-Jean*, de la valeur, ou de la valeur taxée, de deux cents

piastres et plus, argent courant de cette Province, ou de la valeur annuelle, ou de la valeur annuelle et taxée de vingt piastres et plus, argent dit cours, et qu'aucune des dites cent quatre personnes, n'avait à l'époque de la dite élection, son nom inscrit comme propriétaire, locataire ou occupant, sur aucun rôle légal et valide d'évaluation ou de cotisation, pour la dite paroisse de *Saint-Jean*, ni sur aucune liste de voteurs, valide et légale, préparée par ordre alphabétique, d'après un rôle valide et légal d'évaluation ou de cotisation, pour la dite paroisse de *Saint-Jean*, ni sur aucune liste de voteurs valide et légal, pour la dite paroisse de *Saint-Jean*, attestée ou certifiée par serment du secrétaire-trésorier de la municipalité de la dite paroisse de *Saint-Jean*, ni affichée comme la loi le requiert, ou déposée dans les archives de la dite municipalité de la dite paroisse mentionnée en dernier lieu, par le dit secrétaire-trésorier, ni révisée ou corrigée par aucune autorité compétente ou par l'opération de la loi, ni dressée en duplicata, l'original étant gardé par le dit secrétaire-trésorier nommée en dernier lieu, ni de laquelle un certificat attesté par le dit secrétaire-trésorier en dernier lieu mentionné, dans la forme requise par la loi, et n'a pas été déposée, par le dit secrétaire-trésorier en dernier lieu nommé, chez le dit régistrateur, dans les quinze jours qui ont suivi sa préparation, et un mois au moins avant l'émanation du bref de la dite élection.

Que la prétendue liste de voteurs, dont une copie a servi au député-officier-rapporteur à la dite élection pour la dite paroisse de *Saint-Jean*, était et'est illégale, nulle et de nul effet, et, n'était et n'est pas revêtue d'aucune des formalités requises par la loi, pour la rendre valide et efficace, ou pour que la dite liste de voteurs en dernier lieu mentionnée, ou la dite copie en dernier lieu mentionnée, pût servir à la dite élection.

Que, pour la même raison, des deux cent trente-neuf personnes qui ont ainsi voté sans droit et sans titre à la dite élection pour le dit *Pamphile-Gaspard Verreau*, les personnes dont les noms suivent au nombre de cent trente-cinq ont aussi illégalement voté pour le dit *Pamphile-Gaspard Verreau*, au lieu où se tenait le poll pour la localité appelée la paroisse de *Saint-Aubert*, dans le dit district électoral de l'*Islet*, et cependant leurs votes furent enregistrés et comptés en faveur du dit *Pamphile-Gaspard Verreau*, savoir :—Valentin Ancil, Joseph Ancil, Gatien Ayot, Benjamin Bélanger, Gaspard Bourgault, Guillaume Bourgault, Louis-Claude Bélanger, Prosper Bernier, Bénédict Bernier, Prudent Bernier, Prudent Bernier, François Bélanger, Charles Bélanger, Frédéric Bélanger, Pierre Bélanger, Benjamin Bélanger (fils de B. Pierre Bélanger), Germain Bélanger, Pierre Blanchet, Joseph Bernier, Stanislas Caron, Edouard Caron, Cyprien Caron, Frédéric Caron, marchand et commerçant, Frédéric Caron, artisan, Jacob Chouinard, Fabien Caron, Frédéric Caron, marchand et commerçant, Isaac-Pierre Caron, Abraham Caron, père, Thadée Caron, Onésime Chrétien, Adolphe Caouette, Ignace Caron, François Caron, William Caron, Benjamin Caron, Edouard Chouinard, Frédéric Caron *alias* Moreau, Antoine Caron, Joseph Caron, Cyprien Caron, Philippe Caron, Noël Caron, Joseph Caron, Frédéric Caron, marin, navigateur, Grégoire Caron, marchand et commerçant, Henri Chouinard, journalier, Eugène Chouinard, fils, A. B. Cyprien Caouette, Dominique Caron, Joseph Caron *alias* Petithomme, Barthélemi Caouette, Louis Côte, Arthur Caouette, Narcisse Duigle, Isidore Déchêne, Joseph Dubé, Joseph Dupont, Jacob Duval, Gédéon Duval, Joseph DuTrembles, Jacob Desrosiers, François Déchêne, Charles Duval, fils, Amable Duval, Cyreus Dubé, Jean Fortin, Vénérend Fortin, Louis-Marie Fournier, Narcisse Fradette, Gaspard Fournier, Octave Fradette, Chrysostôme Fortin, Michel Fournier, Servule Fournier, Marc Fortin, Hypolite Fortin, Octave Fortin, Cyreus Fournier, Rémi Fournier, Paul Fournier, Lucien Franceur, Joseph Goudreault, Joseph Goudreault, Louis Gamache, père, Jean-Baptiste Jean, Fonjamy, Désiré Joncas, Cyprien Jean, Joseph Jean, François Jean, agent, Pierre Leblanc, père, Alfred Labbé, Louis-Marie Lord, Pierre Lacroix, Germain Leblanc, Cyprien Leblanc, Pierre Labbé, Joseph Lapierre, Prudent Morin, Louis Mignard, Zéphirin Morin, Cléophas Méthot, Israël Ouellet, Philippe Pelletier, Séverin Pelletier, Joseph Pelletier, Edouard Pellerin, Jean-Baptiste Pellerin, fils, Jean Paradis,

François Raymond, Onézime Robichaud, Germain St. Pierre, Antoine St. Pierre, forgeron, Basile St. Pierre, Jean-Baptiste Sénéchal, Octave Tremblay, Edouard Thibault, François-Hilaire Chouinard, Pierre Caron, père, François Fournier, Sifroy Fortin, Dominique Gagnon, Augustin Jean, Charles Leclerc, Clément Leclerc, Joseph Pelletier *alias* Bourguignon, Jean-Baptiste Pelletier, Cyprien Pelletier, Jean-Baptiste Pelletier, père, et Amable Tremblay; et que, sur les cent trente-cinq personnes ci-dessus nommées en dernier lieu, toutes celles, auxquelles aucune profession n'est assignée, sont cultivateurs par état.

Que quand les rôles d'évaluation et de cotisation pour la dite paroisse de *Saint-Aubert* furent faits et exécutés, complétés et déposés, et quand la prétendue liste de voteurs dont s'est servi le député officier-rapporteur à la dite élection pour la dite paroisse de *Saint-Aubert*, fut faite, préparée et complétée, et paraît avoir été basée sur les dits rôles d'évaluation et de cotisation en dernier lieu mentionnés, aucune des dites cent trente-six personnes nommées en dernier lieu, comme ayant voté ainsi illégalement pour le dit *Pamphile-Gaspard Verreau*, à la dite élection, n'était propriétaire, occupant ou locataire, ni entrée sur les dits rôles d'évaluation ou de cotisation, comme propriétaire, locataire ou occupant, d'aucune propriété foncière, en dedans des limites de la dite paroisse de *Saint-Aubert*, de la valeur, ou de la valeur cotisée, de deux cents piastres et au-dessus, argent conrant de cette province, ou de la valeur annuelle, ou du montant annuel cotisé de vingt piastres et au-delà, argent du cours susdit; et qu'aucune des dites cent trente-six personnes nommées en dernier lieu, au temps de la dite élection, n'avait son nom inscrit comme tel propriétaire, locataire ou occupant sur aucun rôle valide et légal d'évaluation et de cotisation, pour la dite paroisse de *Saint-Aubert*, ou sur aucune liste légale ou valide de voteurs, pour la dite paroisse de *Saint-Aubert*, attestée ou certifiée sous serment par le secrétaire-trésorier de la municipalité de la dite paroisse de *Saint-Aubert*, ou par le dit secrétaire-trésorier en dernier lieu mentionnée, affichée ou déposée parmi les archives de la dite municipalité de la dite paroisse en dernier lieu mentionnée, par le dit secrétaire-trésorier tel que la loi requiert, ou révisée ou corrigée par aucune autorité compétente ou par l'opération de la loi, ou faite en duplicata, le dit secrétaire-trésorier en dernier lieu mentionné, ayant retenu l'original, ou dont un duplicata, certifié et attesté par le dit secrétaire-trésorier en dernier lieu nommé, dans les formes requises par la loi, n'avait été déposée par le dit secrétaire-trésorier nommé en dernier lieu, chez le dit registrateur durant les quinze jours qui ont suivi sa préparation et au moins un mois avant la date du bref d'élection.

Que la prétendue liste des voteurs, dont une copie a servi au député officier-rapporteur à la dite élection, pour la dite paroisse de *Saint-Aubert*, était et est illégale, nulle et de nul effet, et n'était pas et n'est pas revêtue des formalités requises par la loi, pour la rendre valide et efficace, ou pour que la dite liste des voteurs en dernier lieu mentionnée, ou la dite copie en dernier lieu mentionnée pût servir à la dite élection.

Qu'en calculant et comptant les dits deux cent trente-neuf votes illégaux et nuls et de nul effet, donnés en faveur du dit *Pamphile-Gaspard Verreau*, lui, le dit officier-rapporteur, pour le dit district électoral de l'*Islet*, a trouvé et donné au dit *Pamphile Gaspard Verreau*, une majorité apparente de votes à la dite élection en faveur du dit *Pamphile Gaspard Verreau*, et contre le dit honorable *Luc Letellier*; et le dit officier-rapporteur a été illégalement et fausement induit à proclamer, déclarer et rapporter le dit *Pamphile Gaspard Verreau* comme étant, et ayant été dûment élu à la dite élection comme membre pour siéger à l'Assemblée législative de *Québec*, durant le présent Parlement, pour le dit district électoral de l'*Islet*; tandis que de fait et véritablement les deux cent trente-neuf personnes dont les noms se trouvent ainsi illégalement dans les dits livres de poll, et qui ont aussi illégalement voté à la dite élection, devraient être jugées et déclarées n'avoir eu aucun droit à voter à la dite élection; et le dit honorable *Luc Letellier*, surnommé

de *Saint-Just*, avait la majorité des votes légaux à la dite élection et aurait dû être proclamé et déclaré dûment élu, et aurait dû être rapporté élu par le dit officier-rapporteur, comme membre pour représenter le dit district électoral de l'*Islet*, dans la dite Assemblée Législative de *Québec*, pendant le présent Parlement.

Que le dit retour d'élection du dit *Pamphile-Gaspard Verreau* est illégal nul et sans effet.

Que le dit honorable *Luc Letellier*, surnommé de *Saint-Just*, durant tout le temps de la dite élection était, et depuis cette époque a toujours été et est encore qualifié sous le rapport de la qualification foncière requise par les Statuts Impériaux, et par les Statuts de la ci-devant Province du *Canada*, à siéger, à voter, à être élu et rapporté élu, et n'était pas disqualifié par aucune loi de siéger, voter et être rapporté élu comme membre pour représenter le dit district électoral de l'*Islet*, dans la dite Assemblée Législative de *Québec*, durant le présent Parlement; et que le dit jour de nomination aucune demande légale ou valide a été faite au dit honorable *Luc Letellier* surnommé de *Saint-Just*, pour une déclaration de sa qualification foncière en vertu des dits statuts.

Ce que votre pétitionnaire certifiera, prouvera et maintiendra quand, et de la manière que vous ordonnerez.

À ces causes votre pétitionnaire demande humblement que les dites deux cent trente-neuf personnes sus-nommées, comme ayant illégalement voté comme susdit, soient déclarées et jugées n'avoir eu aucun droit de voter à la dite élection, et que le dit rapport, du dit officier-rapporteur, sur l'élection du dit *Pamphile-Gaspard Verreau*, comme membre pour représenter le dit district électoral de l'*Islet*, dans la dite Assemblée Législative, soit déclaré illégal, nul, et sans effet, et soit amendé en retranchant du dit rapport le nom du dit *Pamphile-Gaspard Verreau*,—et que le dit honorable *Luc Letellier*, surnommé de *Saint-Just*, soit déclaré avoir été dûment élu à la dite élection pour représenter le dit district électoral de l'*Islet*; et que le dit rapport du dit officier-rapporteur soit amendé de nouveau, en insérant dans le dit rapport le nom du dit honorable *Luc Letellier*, surnommé de *Saint-Just*, au lieu et à la place du dit *Pamphile-Gaspard Verreau*, comme membre pour représenter le dit district électoral de l'*Islet*, dans la dite Assemblée Législative, et le dit pétitionnaire demande, de plus, que vous lui accordiez sur ces prémisses telle assistance que vous jugerez à propos, et selon que la nature et les mérites de la cause le rendront nécessaire.

M. *Cassidy*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le second rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, et y a fait certains amendements, qu'il soumet humblement à la considération de votre honorable Chambre :

Bill pour incorporer la Société Bienveillante des Cordonniers de *Québec*;—et bill pour incorporer "*The Trafalgar Institute*," pour instruire et former les jeunes filles de moyenne et de haute condition.

Ordonné, Que l'honorable M. *Holton* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer "*The Dominion Homestead Building Society*."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Ordonné, Que M. *Fournier* ait la permission d'introduire un bill pour amender la loi concernant les élections parlementaires contestées, et pour pourvoir plus efficacement aux moyens de prévenir les menées corruptrices aux élections des membres de l'Assemblée Législative de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

Ordonné, Que la 51^e règle de cette Chambre soit suspendue, en autant qu'elle a

rapport à un bill pour permettre à la Corporation de la ville de *Sherbrooke* de rendre valable une certaine contribution faite dans le but de venir en aide aux victimes de l'incendie de *Chicago*.

Ordonné, Que l'honorable M. *Robertson* ait la permission d'introduire le dit bill. Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour amender les lois concernant les salaires des Orateurs du Conseil Législatif et de l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*, et l'indemnité accordée aux membres de ces deux Chambres, étant lu ;

M. *Fournier*, secondé par M. *Marchand*, propose que le bill soit maintenant lu une seconde fois ; la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bachand,</i>	<i>Holton,</i>	<i>Laurier,</i>	<i>Pozar,</i>
<i>Daigle.</i>	<i>Joly,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Robert,</i>
<i>de Beaujeu,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Mailoux,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Dorion,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Sanders,</i>
<i>Fournier,</i>	<i>Laframboise,</i>	<i>Méthot,</i>	<i>Sylvestre et</i>
<i>Gendron,</i>	<i>LaRocque,</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Verreault.—28.</i>
<i>Gérin,</i>	<i>LaRue,</i>	<i>Pelletier (Belle-</i>	
<i>Hearn,</i>		<i>chasse.)</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Beaubien,</i>	<i>Dugas,</i>	<i>Langevin,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Bellerose,</i>	<i>Eddy,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Bellingham,</i>	<i>Ésinehart,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Rheame,</i>
<i>Brigham,</i>	<i>Fortin,</i>	<i>Locke,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Gill,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Cassidy,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Malhiot,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Cauchon,</i>	<i>Houde,</i>	<i>Ouimet, (Proc.-Gén.)</i>	<i>Tremblay et</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Irvine, (Sol.-Gén.)</i>	<i>Peltier (L'Assomp-</i>	<i>Trudel.—35.</i>
<i>Chauveau,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>tion.)</i>	
<i>David,</i>			

Ainsi, la proposition est résolue dans la négative.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour établir des dispositions spéciales à l'égard de la Législature de la Province de *Québec*, étant lu ;

M. *Marchand*, secondé par M. *Fournier*, propose que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

L'honorable M. *Chauveau*, secondé par l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*, propose sous forme d'amendement à la question, que le mot "maintenant" soit effacé et que les mots "de ce jour en six mois" soient ajoutés à la fin d'icelle.

Et des débats s'en suivant.

Et la Chambre continuant de siéger après minuit, jeudi matin.

Jeudi, 23 Novembre 1871.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Beaubien,</i>	<i>Eddy,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Bellerose,</i>	<i>Fortin,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Bellingham,</i>	<i>Gendron,</i>	<i>Locke,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Brigham,</i>	<i>Gill,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Malhiot,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Cauchon,</i>	<i>Houde,</i>	<i>Méthot,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Chauveau,</i>	<i>Irvine, (Sol.-Gén.)</i>	<i>Ouimet, (Proc.-Gén.)</i>	<i>Verrault.—34.</i>
<i>de Beaujeu,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Peltier (L'Assomp-</i>	
<i>Dorion,</i>	<i>Langevin,</i>	<i>tion,)</i>	
<i>Dugas,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Bachand,</i>	<i>Hearn,</i>	<i>La Rue,</i>	<i>Pozar,</i>
<i>Cassidy,</i>	<i>Holton,</i>	<i>Laurier,</i>	<i>Rhéaume,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Mailloux,</i>	<i>Robert,</i>
<i>Daigle,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Roy,</i>
<i>David,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Sanders,</i>
<i>Esinhart,</i>	<i>Laframboise,</i>	<i>Pelletier (Belle-</i>	<i>Sylvestre et</i>
<i>Fournier,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>chasse,)</i>	<i>Tremblay.—29.</i>
<i>Gerin,</i>	<i>La Rocque,</i>		

Ainsi la proposition est résolue dans l'affirmative.

La question principale, ainsi amendée, étant alors mise aux voix ;
Ordonné, Que le bill soit lu une seconde fois de ce jour en six mois.

Et la Chambre, ayant continué de siéger jusqu'à minuit et quart, jeudi matin, s'ajourne alors jusqu'à aujourd'hui.

Jeudi, 23 Novembre 1871.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Locke*,—la pétition de *Ralph Merry* et autres, du township de *Magog*, comté de *Stanstead*.

Par M. *Eddy*,—la pétition de *E. B. Eddy* et autres.

Par M. *Dorion*,—la pétition du Réverend *J. Z. Dumontier* et autres, de la paroisse de *Saint-Aimé*, et la pétition de *Pierre Commeau* et autres, de la paroisse de *Saint-Ours*, toutes deux du comté de *Richelieu*.

Par M. *Méthot*,—la pétition de *Joseph Beauchêne* et autres, du township de *Sainte-Marie de Blandford*.

Par l'honorable M. le Procureur-Général Ouhet, — la pétition du Révérendissime Evêque Catholique Romain de *Saint-Hyacinthe*.

Par M. Tremblay, — la pétition du Révérend A. Pelletier et autres, de la paroisse de *Saint-Alexis* de la Grande Baie, comté de *Chicoutimi*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

Du Révérend *Thomas Johnson* et autres, — de *François-Xavier Ménard* et autres, tous de la paroisse de *Saint-Paul d'Abbottsford*, comté de *Rouville*, — du Révérend *L. M. Archambeault* et autres, de la paroisse de *Saint-Hugues*, — et de *John Yule* et autres, du comté de *Chambly*; demandant un acte d'incorporation pour construire un chemin de fer, de la Baie de *Missisquoi* jusqu'aux eaux du *Saint-Laurent*.

De la compagnie du chemin de fer des comtés de *Richelieu*, *Drummond* et *Arthabaska*; demandant des amendements à leur acte d'incorporation.

De *W. Ritchie* et autres, notaires, du district de *Saint-François*; demandant des amendements à l'acte concernant la profession de Notariat.

De l'Hospice de la Maternité de l'Université, *Montréal*; demandant que son allocation annuelle soit continuée.

De la Maison de Refuge, *Sainte-Brigite, Montréal*; demandant que son allocation annuelle soit continuée et augmentée.

Des Sœurs de la Présentation de *Marie*, du diocèse de *Saint-Hyacinthe, Sainte-Marie de Monnoir*; demandant de l'aide pour le couvent de *Sainte-Marie de Monnoir*.

M. Molleur, du comité spécial nommé pour s'enquérir des meilleurs moyens de pourvoir à l'amélioration des chemins publics en cette Province, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité recommande que son *quorum* soit réduit à sept membres.

Ordonné, Que le *quorum* du dit comité soit réduit à sept membres.

Ordonné, Que M. Marchand ait la permission d'introduire un bill pour amender l'article 2260, du Code Civil de la Province de *Québec*, relatif à la prescription.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mardi prochain.

Sur motion de M. LaRue, secondé par M. Gendron,

Ordonné, Qu'il soit donné instruction au comité permanent de l'Agriculture, l'Immigration et la Colonisation, de s'enquérir des moyens les plus propres à aider et faire progresser la classe agricole dans la Province de *Québec*; et à cet effet, on suggère le système suivant :

PRÉAMBULE.

L'organisation actuelle est maintenue, sauf un seul point qui touche aux fermes les mieux tenues, dans quelques comtés où il n'y a pas de Sociétés d'Agriculture ou dans lesquels les Sociétés d'Agriculture n'ont pu établir de concours, faute de concurrents. Pour rencontrer les besoins de la masse des cultivateurs, de ceux qui ont le plus besoin d'être éclairés sur les défauts de leur culture, on propose de subdiviser le concours unique maintenant autorisé pour chaque comté en concours sectionnels. Ces concours sectionnels auront lieu entre les cultivateurs de trois paroisses, en excluant de ces concours les hommes de profession et autres qui ne font de l'agriculture qu'en amateurs; à cet effet, un commissaire sera nommé, chargé de donner des lectures et de mettre en opération le système suivant :

1. Trois paroisses réunies par groupes formeront des sous-régions pour concours.
2. Il sera formé, dans chacune de ces sous-régions, un Conseil Agricole, élu et choisi par et parmi les commissaires; chaque commissaire élira un représentant ou Conseiller Agricole, ce qui portera le nombre de ces Conseillers Agricoles, pour chaque sous-région, à trois, un de chaque paroisse.
3. Le commissaire sera de droit président de chacun de ces Conseils Agricoles; chacun de ces conseils élira un vice-président, qui remplacera le commissaire président en l'absence de ce dernier.
4. Chaque conseil élira un de ses membres comme secrétaire-trésorier.

5. Tous les cultivateurs de chaque sous-région auront le droit de tirer au sort pour les concours. Seront exclus des concours tous ceux qui exerceront quelques professions autres que celles d'agriculteur, ou qui occuperont quelques postes salariés du gouvernement. Les conseillers seront aussi exclus durant le temps qu'ils rempliront cette charge.

6. La concurrence sera ouverte à tous les cultivateurs de la sous-région avant d'être admis au tirage; chaque cultivateur devra déposer entre les mains du secrétaire-trésorier la somme d'une piastre.

7. Les Conseils Agricoles devront publier un programme renfermant toutes les conditions dans lesquelles les améliorations voulues devront être faites.

8. Il y aura neuf prix pour chaque sous-région, un premier prix \$ un deuxième \$ un troisième \$

9. Ces prix seront distribués après chaque troisième année de concours et d'après le jugement porté par le conseil, aide du commissaire ou du conseil seul. L'octroi ordinaire aux sociétés d'agriculture suffira dans tous les cas pour défrayer les dépenses.

10. Ces prix seront accordés, non d'après le rendement de chaque lopin, mais d'après la plus ou moins grande perfection du travail exécuté, c'est-à-dire, labours, hersages, égoutement, etc., etc., etc.

11. Le conseil devra visiter les lopins en concours au moins une fois par année, ce lopin contenant pas moins d'un arpent.

12. A chacune de ces visites, le conseil donnera à chacun des concurrents une des notes suivantes : très-bien, bien, assez-bien, médiocrement, mal ; et les prix seront accordés à la plus grande somme de bonnes notes.

13. Pour chacune des réunions, chaque conseiller sera payé à raison d'une piastre.

14. Durant chaque année de concours, les concurrents devront améliorer un nouveau lopin d'un arpent, de sorte qu'après les trois années de concours, chaque concurrent aura au moins trois arpents en voie d'amélioration.

Sur motion de M. *Bellerose*, secondé par M. *Malhiot*,

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le second rapport du comité permanent des dépenses contingentes.

Le bill pour incorporer la Société Bienveillante des Cordonniers de *Québec*, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour lundi prochain.

Le bill pour incorporer "*The Trafalgar Institute*" pour instruire et former les jeunes filles de moyenne et de haute condition, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour lundi prochain.

L'ordre du jour, pour recevoir le rapport du comité de toute la Chambre sur le bill concernant les licences de mariage, étant lu ;

L'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*, secondé par l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*, propose que le rapport soit maintenant reçu.

L'honorable M. *Holton*, secondé par l'honorable M. *Laframboise*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "le", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que le mots "bill soit de nouveau renvoyé à un comité de la Chambre pour l'amender de telle manière que le coût de l'émission d'une licence de mariage n'exécède pas une piastre", soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs.

Bachand,
Holton,
Joly,

Laberge,
Lafontaine,
Laframboise,

LaRocque,
Marchand,
Molleur,

Pozet et
Robert.—11.

CONTRE :
Messieurs.

<i>Beaubien,</i>	<i>Gendron,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Bellerose,</i>	<i>Gill,</i>	<i>Locke,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Rhcaume,</i>
<i>Cauchon,</i>	<i>Hearn,</i>	<i>Mailloir,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Chauveau,</i>	<i>Houde,</i>	<i>Malhiot,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Daigle,</i>	<i>Irvine, (Sol.-Gén.)</i>	<i>Méhot,</i>	<i>Roy,</i>
<i>de Beaujeu,</i>	<i>Jalonde,</i>	<i>Ouinet, (Pro.-Gén.)</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Dorion,</i>	<i>Langevin,</i>	<i>Peltier (L'Assomp-</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Larochele,</i>	<i>tion,)</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Eddy,</i>	<i>LaRue,</i>	<i>Pelletier (Belle-</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Esinhart,</i>	<i>Laurier,</i>	<i>chasse,)</i>	<i>Verreault.—44.</i>
<i>Fortin,</i>	<i>Lavallée,</i>		

Ainsi, la proposition est résolue dans la négative.

Et la question étant de nouveau proposée, que le rapport soit maintenant reçu ;

L'honorable M. *Holton*, secondé par l'honorable M. *Laframboise*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "le," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, pour l'amender de telle manière que les licences de mariage soient accordées par les protonotaires, les greffiers de la couronne, ou autres officiers publics" soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

Et la question étant de nouveau mise aux voix, Que le rapport soit maintenant reçu ;

L'honorable M. *Holton*, secondé par l'honorable M. *Laframboise*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "le," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, pour l'amender en pourvoyant à ce que le prix des licences de mariage soit fixé à six piastres comme ci-devant, au lieu de huit piastres, tel que proposé par le dit bill," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

Et la question étant de nouveau mise aux voix, Que le rapport soit maintenant reçu ;

M. *Lynch*, secondé par M. *Sawyer*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "le," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "bill soit maintenant de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender en ajoutant après le mot "cautionnement," dans la troisième clause, les mots "par deux cautions francs-tenanciers," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans l'affirmative.

La question principale, ainsi amendée, étant alors mise aux voix,

Ordonné, Que le bill soit de nouveau maintenant renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender en ajoutant après le mot "cautionnement," dans la troisième clause, les mots "par deux cautions francs-tenanciers."

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Larochele* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait un nouvel amendement.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Larochele* fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 24 Novembre 1871.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Hôpital-Général de *Montréal*, pour l'année 1871. (Documents de la Session, No. 6.)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par l'honorable M. *Holton*,—la pétition de *Edward Atwater* et autres, les syndics et les membres de l'église Presbyterienne Américaine de *Montréal*.

Par M. *Larochelle*,—la pétition de *Ninyas Ignace Blais* et autres, de la paroisse de *Sainte-Claire*,—la pétition du Révérend *F. X. Méthot* et autres, de la paroisse de *Sainte-Germaine du Lac Etchemin*,—la pétition du Révérend *P. Kelly* et autres, de la paroisse de *Saint-Edouard de Frampton*,—et la pétition de *John Marrow* et autres, du township de *Cranbourne*, toutes du comté de *Dorchester*.

Par M. *Sawyer*,—la pétition de la compagnie du chemin de fer international de *Saint-François* et *Megantic*.

Par M. *Laberge*,—la pétition du Révérend *E. H. Blyth* et autres, de la paroisse de *Sainte-Martine*, comté de *Chateauguay*.

Par l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*,—la pétition de l'Hospice de *Youville*, de la paroisse de *Saint-Benoit*.

Par M. *Brigham*,—la pétition du Dispensaire de *Yamaska*.

Par M. *Roy*,—la pétition d'*Amable Bernier* et autres,—de la paroisse de *Saint-Onésime*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De l'honorable *Gédéon Ouimet* et autres, de la cité de *Montréal*; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "L'Institut Canadien-Français."

De *H. G. Joly* et autres, de la cité de *Québec*; demandant la passation d'un acte pour amender la charte du chemin à lisses de *Québec* à *Gosford*.

De *James Bissett* et autres, de la ville de *Saint-Jean*; demandant la passation d'un acte pour la construction d'un chemin de fer, à partir de la Baie *Missisquoi* jusqu'à la Rive du *Saint-Laurent*, en passant par *Saint-Jean* et *Chambly*, et de cette dernière place à la ville de *Sorel*.

Du Révérend *V. Rousselot* et autres, le Curé et les Marguilliers de la Fabrique de Notre-Dame de *Montréal*; demandant la passation d'un acte pour amender l'acte 32ème *Victoria*, chapitre 72, concernant l'agrandissement du cimetière de Notre-Dame des Neiges, ainsi que l'acte 33ème *Victoria*, chapitre 52, intitulé : "Acte pour amender l'acte 32ème *Victoria*, chapitre 72, concernant le cimetière de Notre-Dame des Neiges," et pour autres fins.

De la compagnie du chemin de fer de la Vallée de la Rivière Noire et *Missisquoi* demandant de l'aide.

De la Société Bienveillante des Dames de *Montréal*; demandant que son allocation annuelle soit continuée et augmentée.

Du Révérend *Charles Hallé* et autres, des townships d'*Aylmer*, *Gayhurst* et *Spaulding*; demandant de l'aide pour un chemin dans le township de *Gayhurst*.

De *J. B. Varin* et autres, de la paroisse de *Laprairie*,—de *A. Pinsoneault* et

autres, de la paroisse de *Saint-Jacques le Mineur*,—du Révérend *P. T. Hurteau* et autres, de la paroisse de *Saint-Constant*,—et de *Joseph Normandin* et autres, de la paroisse de *Saint-Philippe*, toutes du comté de *Laprairie*; demandant respectivement de l'aide pour l'empierrement des chemins.

M. Marchand, seconde par l'honorable *M. Holton*, propose que la pétition de *Joseph-Michel Robillard*, cultivateur, de la paroisse de *Sainte-Anne du Bout de l'Isle*, dans le district électoral de *Jacques-Cartier*, dans la Province de *Québec*, dans la Puissance du *Canada*, soit maintenant reçue et lue.

M. Chupreau, secondé par *M. Mulhiet*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "*Canada*," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "ne soit pas maintenant reçue, en autant que cette pétition n'est pas une pétition d'élection; 1. Parce qu'elle se plaint de l'illégalité de l'élection de *Louis-Napoléon LeCavallier*, tandis qu'aucune telle personne n'a été élue pour le district électoral de *Jacques-Cartier*, et ne siège comme tel en cette Chambre. 2. Parcequ'il n'appert pas dans cette pétition qu'elle ait rapport à la dernière élection générale pour l'élection des membres de cette Assemblée, et par conséquent que cette pétition n'est pas une pétition d'élection dont cette Chambre ait droit de s'occuper" soient mis à la place.

Et objection étant faite que cette motion en amendement contient un point de loi, et ne peut être discutée ni prise en considération par la Chambre, en autant que c'est un sujet qui doit être décidé par le comité d'élection auquel la dite pétition devrait être renvoyée.

M. l'Orateur décide que, comme l'objection contient une exception en loi, il ne peut pas la décider, et que c'est une question qui doit être décidée par la Chambre.

Et l'amendement étant mis de nouveau aux voix, et des débats s'en suivant;

Sur motion de l'honorable *M. Chauveau*, secondé par l'honorable *M. le Solliciteur-Général Irvine*,

Ordonné, Que les débats soient ajournés jusqu'à mardi prochain.

M. Verreault, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le quatrième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit:

Votre comité a examiné la pétition de la Compagnie du Chemin de Fer de Jonction de *Missisquoi*, demandant la passation d'un acte pour prolonger le temps pour la construction et accomplissement du dit chemin, et pour d'autres pouvoirs, et trouve que les avis ont été donnés.

Votre comité a aussi examiné la pétition de la Compagnie Hydraulique et Manufacturière de *Chambly*, demandant la passation d'un acte pour prolonger le temps de sa charte, et trouve que nul avis n'a été donné.

Quant à la pétition de *George G. Smith*, de *Saint-Albans, Etats-Unis*, demandant la passation d'un acte l'autorisant à pratiquer comme avocat dans la Province de *Québec*, et trouve que tous les intéressés sont bien informés de la demande.

M. Cassidy, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le troisième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit:

Votre comité a examiné le bill pour incorporer "*L'Œuvre du Patronage de Québec*," et y a fait divers amendements, qu'il soumet à votre honorable Chambre.

Ordonné, Que *M. David* ait la permission d'introduire un bill pour amender les actes ayant rapport à la corporation de la cité de *Montréal* et pour d'autres fins.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

M. Joly, secondé par l'honorable *M. Holton*, propose que la Chambre désapprouve le mandat de l'honorable Orateur, nommant *Pierre Bachand*, écuyer, député du district électoral de *Saint-Hyacinthe*;—*Sydney Bellingham*, écuyer, député du district électoral de *Argenteuil*;—*Francis Cassidy*, écuyer, député du district électoral de *Montréal-Ouest*;—*Joseph-Hyacinthe Bellerose*, écuyer, député du district électoral de *Laval*;—*Pierre Fortin*, écuyer, député du district électoral de *Gaspé*;—et *Charles-François Roy*, écuyer, député du district électoral de *Kamouraska*, pour être mem-

bres du " Comité Général des Elections " pour la présente session, et déposé sur la table de cette Chambre, le vingt-deuxième jour du présent mois.

La Chambre se divise, et la proposition est résolue dans la négative.

Sur motion de l'honorable M. le Procureur-Général *Quimet*, secondé par l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*,

Résolu, Que mardi prochain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant les dépôts judiciaires et autres.

L'honorable M. *Robertson*, l'un des membres de l'honorable Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, remet à M. l'Orateur un message de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Excellence.

Et le dit message est lu par M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre étant découverts, et il est comme suit :

N. F. BELLEAU,

Le Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec*, transmet à l'Assemblée Législative un estimé des sommes requises pour la Province, pour les douze mois finissant le 30 juin 1873, et en conformité des dispositions de la 54^e clause de l'acte de l'*Amérique Britannique du Nord*, 1867, il recommande ces estimés à l'Assemblée Législative. (Documents de la Session, No. 14.)

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, 24 novembre 1871.

Ordonné, Que le dit message, ainsi que les estimés qui l'accompagnent, soient renvoyés au comité des subsides.

L'ordre du jour, pour que la Chambre se forme en comité des subsides, étant lu, la Chambre se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente-sept mille sept cent cinquante et une piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour l'indemnité des membres et leur allocation pour frais de route, et pour les salaires et dépenses contingentes, impressions et reliure comprises, etc., du Conseil Législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-treize mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour l'indemnité des membres et leur allocation pour frais de route, et les salaires et dépenses contingentes, impressions et reliure comprises, etc., de l'Assemblée Législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'élections, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour octroi à la bibliothèque du Parlement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer le salaire et les dépenses contingentes du Greffier de la Couronne en Chancellerie, savoir : salaire, la somme de \$600; dépenses contingentes, la somme de \$400, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'impressions, reliure et distribution des statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille quatre cent quarante-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires et dépenses contin-

gentes du bureau du Greffier en loi, savoir : salaire du bureau, la somme de \$2,600 ; dépenses contingentes, comprenant un commis surnuméraire et un messenger, la somme de \$845, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bellerose* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu mardi prochain.

M. *Bellerose* informe de plus la Chambre, qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que mardi prochain, la Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 27 Novembre 1871.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Ecole de Médecine et de Chirurgie de *Montréal*, Faculté Victoria, pour l'année 1871. (Documents de la Session, No. 6.)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*,—la pétition des Dames Religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon Pasteur de *Montréal*.

Par M. *Sylvestre*,—la pétition du Conseil de Ville de la ville de *Berthier*.

Par M. *Beaubien*,—la pétition de *J. H. Doré* et autres, des villages de *Delisle*, *Saint-Augustin* et *Saint-Henri*, dans la paroisse de *Montréal*.

Par M. *Brigham*,—la pétition de *Alfred K. Russell* et autres,—et la pétition de *William Donohue* et autres, du township de *Farnham-Ouest*.

Par M. *Dorion*,—la pétition de *Pierre D'Orvilliers* et autres, de la paroisse de *Saint-Aimé*,

Par l'honorable M. *Chauveau*,—la pétition du Révérend *Fr. Boucher* et autres, de la paroisse de *Saint-Ambroise* de la *Jeune Lorette*.

Par l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*,—la pétition de *W. J. Ward* et autres, du township d'*Ireland*, comté de *Mégantic*,—et la pétition du Synode du Diocèse de *Montréal*.

Par M. *Cassidy*,—la pétition de la Société d'Assurance Mutuelle des Fabriques des Diocèses de *Montréal* et de *Saint-Hyacinthe*,—la pétition de l'école de Médecine et de Chirurgie de la cité de *Montréal*,—et la pétition de l'Asile des Orphelins Protestants de la cité de *Montréal*.

Par M. *Tremblay*,—la pétition du Révérend *W. Barabé* et autres, des townships de *Harvey* et *Tremblay*,—la pétition de *C. Hébert* et autres, des townships *Labarre*, *Méry*, *Caron*, *Signai* et *Alma*,—et la pétition de *Frd. Gauthier* et autres, du township de *Laterrrière*, toutes du comté de *Chicoutimi*.

Par M. *Peltier* (*L'Assomption*),—la pétition de l'Hospice de Notre-Dame de l'*Assomption*.

Par l'honorable M. Cauchon,—la pétition des Révérends Pères *Pierre Point*, Supérieur et autres prêtres et religieux de l'ordre de Jésus, résidants à Québec.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De *E. B. Eddy* et autres; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Compagnie du chemin de fer d'*Ottawa* et de la *Vallée de Gatineau*."

De *Ralph Merry* et autres, du township de *Magog*, comté de *Stanstead*; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Compagnie du chemin de fer de *Waterloo* et *Magog*."

Du Révérendissime Evêque Catholique Romain de *Saint-Hyacinthe*; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Collège de *Sorel*."

Du dispensaire d'*Yamaska*; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De *Joseph Beauchêne* et autres, du township de *Sainte-Marie de Blandford*; demandant que leur paroisse soit érigée en une municipalité.

De *Amable Bernier* et autres, de la paroisse de *Saint-Onésime*; demandant des amendements à la loi concernant les Jurés.

De *Edouard Atwater* et autres, les syndics et les membres de l'Eglise Presbytérienne Américaine de *Montréal*; demandant à être placés sur le même pied que les autres Dénominations Religieuses Protestantes, en ce qui concerne la tenue des Registres de Baptêmes, Mariages et Sépultures, et pour autres fins.

De la Compagnie du chemin de fer International de *Saint-François* et *Mégantic*; demandant la passation d'un acte lui donnant le droit d'accepter un certain octroi de terre au lieu du subside en argent auquel elle a droit par l'acte pour l'encouragement des chemins à lisses de colonisation.

Du Révérend *A. Pelletier* et autres, de la paroisse de *Saint-Alexis* de la Grande Baie, comté de *Chicoutimi*; demandant la remise d'une partie des intérêts et rentes dus au Gouvernement sur les terres de leur localité, et un délai pour le paiement du capital fixé par les règlements actuellement en force.

De l'Hospice *Youville*, de la paroisse de *Saint-Benoît*; demandant que son allocation annuelle soit continuée et augmentée.

De *Ninias-Ignace Blais* et autres, de la paroisse de *Sainte-Claire*, comté de *Dorchester*; demandant de l'aide pour un pont.

Du Révérend *F. X. Méthot* et autres, de la paroisse de *Sainte-Germaine* du Lac Etchemin, comté de *Dorchester*; demandant de l'aide pour un chemin dans le township de *Cranbourne*.

Du Révérend *P. Kelly* et autres, de la paroisse de *Saint-Edouard* de *Frampton*, comté de *Dorchester*; demandant de l'aide pour un chemin dans le township de *Frampton*.

De *John Marrow* et autres, du township de *Cranbourne*, comté de *Dorchester*; demandant de l'aide pour un chemin dans le dit township.

Du Révérend *J. Z. Dumontier* et autres, de la paroisse de *Saint-Aimé*,—et de *Pierre Comeau* et autres, de la paroisse de *Saint-Ours*, toutes du comté de *Richelieu*,—et du Révérend *E. H. Blyth* et autres, de la paroisse de *Sainte-Martine*, comté de *Châteauguay*; demandant respectivement de l'aide pour l'empierrement des chemins.

L'honorable M. Chauveau, du comité nommé pour aider M. l'Orateur à préparer les règles, règlements et ordres permanents pour la régie de cette Chambre, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est la comme suit:

Votre comité a l'honneur de faire les recommandations suivantes:

Que la 49^{ème} règle soit amendée en insérant le mot "deux" à la place du mot "trois", dans la seconde ligne; le mot "trois" au lieu du mot "quatre" dans la quatrième ligne; et le mot "quatre" au lieu du mot "six" dans la sixième ligne.

Que la 51^{ème} règle soit amendée en insérant les mots "trente jours" au lieu des mots "deux mois."

Que les paragraphes ajoutés à la fin de la 52^{ème} règle soient retranchés.

Que la 56^{ème} règle se lise comme suit: "Tous les bills privés sont introduits

sur pétition et peuvent être présentés par une motion à cet effet, après qu'il a été fait un rapport favorable sur la pétition par le comité des ordres permanents."

Que le mot "première" dans la 58ème règle, soit remplacé par le mot "seconde."

Que le mot "première" dans la 59ème règle, soit aussi remplacé par le mot "seconde."

Que le mot "dix" dans la 60ème règle soit remplacé par le mot "sept."

Que les mots "lorsqu'il y en aura plus de trois" soient ajoutés à la fin de la 80ème règle.

Que les mots suivants soient ajoutés à la fin de la 107ème règle : "sujet aux ordres qu'il peut recevoir de temps à autre de M. l'Orateur ou de la Chambre, et dans l'absence de l'Orateur, du Greffier de la Chambre, et dans l'absence du Greffier, de l'Assistant-Greffier."

M. Verreault, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le cinquième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition de la compagnie du chemin à liesses de Québec à Gosford, demandant des amendements à sa charte, et trouve que les avis requis ont été donnés.

Votre comité a aussi examiné la pétition de l'honorable Gédéon Ouimet et autres, de la cité de Montréal, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "l'Institut Canadien-Français," et trouve qu'elle est de nature à ne pas exiger d'avis.

Ordonné, Que l'honorable M. le Solliciteur-Général Irvine ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte vingt-deux Victoria, chapitre 125, intitulé : "Acte pour incorporer l'Asile des Dames Protestantes de Québec."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer la Société Bienveillante des Cordonniers de Québec; et après y avoir siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cassidy fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer "The Trafalgar Institute," pour instruire et former les jeunes filles de moyenne et de haute condition; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chapleau fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

Le bill pour incorporer L'Œuvre du Patronage de Québec est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Le bill pour amender de nouveau les lois de chasse en cette Province est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité spécial composé de M. Marchand, l'honorable M. Chauveau, l'honorable M. le Procureur-Général Ouimet, M. Bellingham, M. Beaubien, M. Tremblay, M. Verreault, M. Fortin, M. Gill, M. Gérin, M. Eddy et M. Rhéaume, pour en faire rapport avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Mardi, 28 Novembre 1871.

Pierre Bachand, écuyer, *Joseph-Hyacinthe Hellerose*, écuyer, *Francis Cassidy*, écuyer, *Pierre Fortin*, écuyer, *Sydney Bellingham*, écuyer, *Charles-François Roy*, écuyer, étant les six membres nommés par M. l'Orateur pour servir dans le comité général des élections, et auxquels la Chambre n'a pas objecté, prêtent séparément le serment suivant :

" Je jure que je remplirai bien et fidèlement les devoirs qui sont dévolus à un membre du comité général des élections, et au meilleur de mon jugement et capacité, sans crainte ni faveur. Ainsi que Dieu me soit en aide. "

M. l'Orateur informe la Chambre qu'en conformité de la 39^e clause de l'acte de la ci-devant Province du *Canada*, concernant les élections parlementaires contestées, il fixe à demain, à deux heures après midi, dans la Chambre du comité des élections contestées, la première réunion du comité général des élections.

Ordonné, Que la liste alphabétique corrigée des noms des membres devant servir dans les comités d'élection, soit renvoyée au comité général des élections,

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Gendron*,—la pétition d'*Antoine Fafard* et autres, du rang appelé *Sainte-Julie*, dans la paroisse de *Saint-Hugues*,—et la pétition de *P. E. Roy* et autres, de la paroisse de *Saint-Pie*.

Par l'honorable M. *Langevin*, C. B.,—la pétition de *George-Benson Hall* et autres, de la cité de *Québec*.

Par M. *Dugas*,—la pétition de *D. Thérien* et autres, du township de *Kilkenny*, comté de *Montcalm*.

Par M. *Beaubien*,—la pétition du Révérendissime Evêque Catholique Romain de *Montréal* et autres.

Par M. *Hearn*,—la pétition de *William Fahey*, étudiant en droit de la cité de *Montréal*,—et la pétition de l'Association de l'Asile *Sainte-Brigitte* de la cité de *Québec*.

Ordonné, Que M. *Laurier* ait la permission d'introduire un bill pour amender le chapitre 78 des Statuts Refondus pour le *Bas-Canada*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

L'honorable M. *Chauveau*, l'un des membres de l'honorable Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, présente ;—Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 20 novembre 1871, demandant la pétition de *Théodore Robitaille* et autres, avec les autres pétitions et documents concernant le rachat, par le Gouvernement, des terres de la Compagnie des Pêcheries et des Mines de Charbon de Gaspé. (Documents de la Session, No 10.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 17 novembre 1871, demandant un état détaillé constatant le nombre de licences, pour vendre de la poudre, émanées depuis la passation de l'Acte 34 Vict., Chap. 2, intitulé : " Acte pour refondre et amender la loi relative aux licences, et aux droits et obligations des personnes tenues d'en être munies, " le nom des personnes qui ont pris ces licences et le montant payé par chacune d'elles, ainsi que copie des instructions données par le gouvernement aux officiers chargés de percevoir le paiement de ces licences ; de même que copie de tous règlements faits par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, conformément aux dispositions du dit acte, pour la réception, le transport, l'emmagasinage et la livraison de la poudre, et les pénalités infligées pour toutes infractions aux dispositions du dit acte. (Documents de la Session, No. 11.)

La Chambre reprend les débats ajournés sur l'amendement proposé, vendredi dernier, à la question ;—Que la pétition de *Joseph-Michel Robillard*, cultivateur, de la paroisse de *Sainte-Anne du bout de l'Isle*, dans le district électoral de *Jacques-Cartier*, dans la Province de *Québec*, dans la Puissance du *Canada*, soit maintenant lu et

reque; lequel amendement était que tous les mots après "*Canada*" soient retranchés et que les mots "ne soit pas maintenant reque en autant que cette pétition n'est pas une pétition d'élection. 1. Parce qu'elle se plaint de l'illégalité de l'élection de *Louis-Napoléon LeCavalier*, tandis qu'aucune telle personne n'a été élue pour le district électoral de *Jacques-Cartier*, et ne siège comme tel en cette Chambre. 2. Parce qu'il n'appert pas dans cette pétition, qu'icelle ait rapport à la dernière élection générale pour l'élection des membres de cette Assemblée, et par conséquent que cette pétition n'est pas une pétition d'élection dont cette Chambre ait droit de s'occuper," soient mis à la place.

Et l'amendement étant de nouveau mis aux voix;

L'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*, secondé par l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*, propose, sous forme d'amendement à l'amendement proposé, que les mots, "ne soit pas maintenant reque en autant que la dite pétition n'est pas une pétition d'élection. 1. Parce qu'elle se plaint de l'illégalité de l'élection de *Louis-Napoléon LeCavalier*, tandis qu'aucune telle personne n'a été élue pour le district électoral de *Jacques-Cartier*, et ne siège comme tel en cette Chambre. 2. Parce qu'il n'appert pas dans cette pétition, qu'icelle ait rapport à la dernière élection générale pour l'élection des membres de cette Assemblée, et par conséquent que cette pétition n'est pas une pétition d'élection dont cette Chambre ait droit de s'occuper," soient retranchés et que les mots, "tandis que la Chambre admet, que tout ce qui concerne les pétitions d'élection, soit quant à la forme ou à la substance, est de la juridiction du comité spécial d'élection, choisi conformément à la loi, cette Chambre ne peut cependant pas recevoir aucune pétition ni procéder sur aucune pétition, prétendue être une pétition d'élection, dont la teneur n'est point conforme à la première section du chapitre sept des Statuts Refondus du Canada; et en autant que la pétition de *Joseph M. Robillard*, maintenant devant la Chambre, se plaint de l'illégalité de l'élection et du rapport d'élection de *Louis-Napoléon LeCavalier*, y mentionné, comme étant membre siégeant de cette Chambre pour le district électoral de *Jacques-Cartier*, et qu'il n'y a aucune personne de ce nom, membre de cette Chambre, représentant le dit district ni aucun autre; que la dite pétition ne se plaint pas de l'illégalité ni du retour d'aucun membre de cette Chambre, et ne contient sous aucun rapport les allégues substantiels d'une pétition d'élection; qu'en conséquence, la dite pétition ne soit pas reque, et qu'aucune délibération ultérieure ne soit prise sur icelle," soient mis à la place.

Et l'amendement proposé à l'amendement ci-dessus étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR :

Messieurs

<i>Bellerose,</i>	<i>Fortin,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Rhéaume,</i>
<i>Brigham,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Locke,</i>	<i>Robert,</i>
<i>Cauchon,</i>	<i>Gendron,</i>	<i>Mailoux,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Mailhot,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Chauveau,</i>	<i>Houde,</i>	<i>Méthot,</i>	<i>Roy,</i>
<i>David,</i>	<i>Irvine, (Sol.-Gén.)</i>	<i>Ouimet, (Proc.-Gén.)</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>de Beaujeu,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Peltier (L'Assomp- tion,)</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Dorion,</i>	<i>Langevin,</i>	<i>Tremblay,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Pelletier (Belle- chasse,)</i>	<i>Verreault.—41.</i>
<i>Eddy,</i>	<i>LaRocque,</i>	<i>Picard,</i>	
<i>Esinhart,</i>	<i>LaRue,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Bachand,</i>	<i>Holton,</i>	<i>Laframboise,</i>	<i>Marchand,</i>
<i>Cassidy,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Laurier,</i>	<i>Molleur et</i>
<i>Daigle,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Sanders.—14</i>
<i>Gill,</i>	<i>Lafontaine,</i>		

Ainsi il est résolu dans l'affirmative.

Et l'amendement à la question principale, tel qu'amendé, étant mis aux voix, il est résolu dans l'affirmative.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix;

Résolu, Que tandis que la Chambre admet, que tout ce qui concerne les pétitions d'élection, soit quant à la forme ou à la substance, est de la juridiction du Comité Spécial d'Élection, choisi conformément à la loi, cette Chambre ne peut cependant pas recevoir aucune pétition ni procéder sur aucune pétition, prétendue être une pétition d'élection, dont la teneur n'est point conforme à la première section du chapitre sept des Statuts Révisés du Canada; et en autant que la pétition de *Joseph M. Robillard*, maintenant devant la Chambre, se plaint de l'illégalité de l'élection et du rapport d'élection de *Louis-Napoléon LeCavalier*, y mentionné, comme étant membre siégeant de cette Chambre pour le district électoral de *Jacques-Cartier*, et qu'il n'y a aucune personne de ce nom membre de cette Chambre représentant le dit district ni aucun autre; que la dite pétition ne se plaint pas de l'illégalité ni du retour d'aucun membre de cette Chambre, et ne contient sous aucun rapport les allégués substantiels d'une pétition d'élection; qu'en conséquence, la dite pétition ne soit pas reçue, et qu'aucune délibération ultérieure ne soit prise sur icelle.

Ordonné, Que la pétition de *Louis-Joseph-Elzéar Desjardins*, de la paroisse du *Cap Saint-Ignace*, dans le comté de *Montmagny*, écuyer, médecin, présentée le 20 novembre courant, soit maintenant reçue et lue.

Et la dite pétition est reçue et lue, alléguant:

Que votre requérant réside depuis au-delà de cinq ans dans le dit comté de *Montmagny*. Que lors de la dernière élection d'un membre pour la division électorale de *Montmagny*, pour représenter la dite division dans le Parlement, votre requérant était l'un des électeurs portés sur la liste électorale de la dite paroisse du *Cap Saint-Ignace*, en la dite division électorale de *Montmagny*, et qu'il était dûment qualifié à voter en la dite paroisse pour l'élection d'un membre pour représenter le dit comté de *Montmagny* dans ce présent Parlement, et que, de fait, votre requérant a voté à la dite élection.

Qu'à la dite élection, *Télesphore Fournier*, de la cité de *Québec*, écuyer, avocat et Conseil de la Reine, et *Joseph-Guillaume Bossé*, de la dite cité de *Québec*, écuyer, avocat, étaient candidats.

Que le dit *Joseph-Guillaume Bossé* était dûment qualifié, tel que voulu par la loi, comme tel candidat.

Qu'un poll ayant été demandé, icelui a été tenu pour la dite élection les cinquième et sixième jours de juillet mil huit cent soixante et onze.

Que le dit *Télesphore Fournier* a été, par l'officier-rapporteur de la dite division électorale de *Montmagny*, déclaré avoir obtenu la majorité des votes à la dite élection et être élu membre de cette assemblée pour la division électorale de *Montmagny*, et que le dit *Télesphore Fournier* siège maintenant comme tel.

Que, cependant, lors de l'émanation du Writ pour la dite élection, comme aussi le jour de la nomination, et aux jours de votation, le dit *Télesphore Fournier* n'était pas qualifié comme candidat à la dite élection.

Qu'à chacune des dites époques, de même qu'en tout temps avant et depuis, le dit *Télesphore Fournier* n'a pas été et n'était pas en possession et ne possédait pas comme franc-alleu, en loi ou en équité, à son propre usage et avantage, des terres ou tènements tenus en franc et commun socage, et qu'il n'était pas en bonne saisine et possession à son propre usage et avantage de terres ou tènements tenus en fief ou en roture dans la Province de *Québec*, de la valeur de cinq cents livres, argent sterling de la *Grande-Bretagne*, en sus de toutes rentes, charges, mort-gages et dettes hypothécaires qui peuvent être attachées, dues et payables sur telles terres ou auxquelles elles peuvent être affectées.

Que, de plus, le dit *Télesphore Fournier* n'a obtenu la dite majorité apparente des voix, dans la dite division électorale, que par violence, menaces et intimidation, qu'un grand nombre des électeurs, disposés à voter pour le dit *Joseph-Guillaume*

Bossé, ont été, pendant les jours de poll susdits, empêchés, par violence, menaces et intimidation, de s'approcher des polls et d'y donner leurs votes; que le nombre des dits électeurs qui n'ont pu ainsi donner leurs votes est et était plus que suffisant pour assurer la majorité des voix au dit *Joseph-Guillaume Bossé*, et que, de fait, ce dernier aurait obtenu la majorité des voix à la dite élection, si les violences, menaces et intimidation susdites n'avaient été employées.

Pourquoi votre requérant supplie humblement votre Honorable Assemblée prendre les présentes en considération, déclarer la dite élection et le retour du dit *Télesphore Lournier* absolument et entièrement nuls et de nul effet, accorder à votre requérant tel autre remède et faire autrement droit à sa requête, suivant que cette Assemblée le jugera à propos.

Un bill pour incorporer la Société Bienveillante des Cordonniers de *Quebec*, est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Un bill pour incorporer "*The Trafalgar Institute*," pour instruire et former les jeunes filles de moyenne et de haute condition est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : Acte pour incorporer le "*Trafalgar Institute*," pour instruire et former les filles de moyenne et de haute condition.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer "l'Œuvre du Patronage de *Québec*;" et après y avoir siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Rhéaume* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Rhéaume* fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

M. *Bellerose*, du comité des subsides, fait rapport de plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente-sept mille sept cent cinquante et une piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour l'indemnité des membres et leur allowance pour frais de route, et pour les salaires et dépenses contingentes, impressions et reliure comprises etc., du Conseil Législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-treize mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour l'indemnité des membres et leur allowance pour frais de route, et les salaires et dépenses contingentes, impressions et reliure comprises, etc., de l'Assemblée Législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'élections, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour octroi à la bibliothèque du Parlement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer le salaire et les dépenses contingentes du Greffier de la Couronne en Chancellerie, savoir : salaire, la somme de \$600 ; dépenses contingentes, la somme de \$400, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'impression, reliure et distribution des statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille quatre cent quarante-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires et dépenses contingentes du bureau du Greffier en Loi, savoir : salaire du bureau, la somme de \$2,600 ; dépenses contingentes, comprenant un commis surnuméraire et un messenger, la somme de \$845, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Les dites résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

Sur motion de l'honorable M. *Robertson*, secondé par l'honorable M. *Chauveau*,

Résolu, Que les mesures qui sont entre les mains des membres du Gouvernement soient placées sur les ordres du jour immédiatement après les mesures qui sont entre les mains des autres membres, tous les jours, pendant le reste de la Session, les jours du Gouvernement exceptés.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi 29 Novembre 1871.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues :

Des Révérends Pères *Pierre Point*, Supérieur, et autres Prêtres et Religieux de la Compagnie de *Jésus*, demeurant à *Québec* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de " Missionnaires de Notre-Dame S. J.," pour les fins de l'enseignement et autres.

De *Alfred K. Russell* et autres,—de *William Donahue* et autres, du township de *Farnham-Ouest*,—et de *Pierre D'Orvilliers* et autres, de la paroisse de *Saint-Aimé* ; demandant respectivement la passation d'un acte pour la construction d'un chemin de fer de la Baie *Missisquoi* jusqu'aux eaux du *Saint-Laurent*.

Du Conseil de-Ville de la ville de *Berthier*,—de l'association d'assurance mutuelle des fabriques des diocèses de *Montréal* et de *Saint-Hyacinthe*,—et de l'Asile des Orphelins Protestants de la Cité de *Montréal* ; demandant respectivement des amendements à leur acte d'incorporation.

De *W. J. Ward* et autres, du township d'*Ireland*, comté de *Mégantic* ; demandant que certains rangs du dit township soient détachés de la municipalité d'*Ireland*, et constitués en une municipalité séparée sous le nom de " Municipalité du Township d'*Ireland-Nord*. "

De *J. H. Doré* et autres, des villages *Delisle*, *Saint-Augustin* et *Saint-Henri*, dans la paroisse de *Montréal* ; demandant que les conclusions de la pétition du maire, des échevins et citoyens de la cité de *Montréal*, ne deviennent pas loi, du moins en ce qui concerne l'annexion à la dite cité des villages sus-mentionnés, sans avoir au préalable consulté et obtenu l'assentiment des deux tiers des intéressés.

Du Synode du Diocèse de *Montréal* ; demandant la passation d'un acte leur donnant le pouvoir de diviser certaines paroisses, et pour autres fins.

Des Dames Religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon Pasteur de *Montréal*,—

de l'Ecole de Médecine et de Chirurgie de la cité de *Montréal*,—et de l'Hospice de N. D. de l'Assomption ; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée.

Du Révérend *Frs. Boucher* et autres, de la paroisse de *Saint-Ambroise de la Jeune Lorette* ; demandant de l'aide pour un chemin dans la dite paroisse.

Du Révérend *W. Barabé* et autres, des townships de *Harvey* et *Tremblay*,—de *C. Hébert* et autres, des townships de *Labarre*, *Méry*, *Caron*, *Signaï* et *Alma*,—et de *Ferd. Gauthier* et autres, du township de *Laterrière*, toutes du comté de *Chicoutimi* ; demandant respectivement la remise d'une partie des intérêts et rentes dus au Gouvernement sur les terres de leur localité, et un délai pour le paiement du capital fixé par les règlements actuellement en force

M. Verreault, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le sixième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition d'*Edward Atwater* et autres, les syndics et les membres de l'Eglise Presbytérienne Américaine de *Montréal* ; demandant à être placés sur le même pied que les autres dénominations religieuses protestantes en ce qui concerne la tenue des registres de baptêmes, mariages et sépultures et pour autres fins, et trouve qu'elle est de la nature de celles qui n'exigent pas de publication d'avis.

Votre comité a aussi examiné la pétition de *Ralph Merry* et autres, du township de *Mayoy* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Compagnie de Chemin de Fer de *Waterloo* et *Mayoy*," et trouve que les avis requis ont été donnés.

L'honorable *M. le Procureur-Général Ouimet*, du comité permanent des privilèges et élections, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport :

Que le 22 novembre courant, il s'est réuni pour prendre en considération la pétition de *François Gingras* et de *François-Xavier Déry*, demandant que *Jean-Baptiste Célestin Hébert*, écuyer, notaire, de la cité de *Québec*, soit sommé de comparaître à la barre de la Chambre, pour là et alors rendre compte de sa conduite comme officier-rapporteur à l'occasion de la dernière élection pour la division électorale de *Québec-Centre*, qui lui a été renvoyée par votre honorable Chambre.

Qu'à des séances subséquentes de votre comité, plusieurs témoins ont été entendus au sujet des allégués mentionnés dans la dite pétition.

Que votre comité, à sa dernière réunion, a décidé d'entendre devant lui, au sujet de la dite pétition, l'honorable *Alexandre-René Chaussegros de Léry* et l'honorable *Thomas McGreevy*, deux des honorables membres du Conseil Législatif.

Pourquoi votre comité prie votre honorable Chambre de vouloir bien faire les démarches requises auprès de l'honorable Conseil Législatif, pour que permission soit donnée aux dits honorables *Alexandre-René Chaussegros de Léry* et l'honorable *Thomas McGreevy*, de comparaître devant votre comité pour rendre témoignage relativement à la dite pétition.

Résolu, Qu'il soit envoyé un message à l'honorable Conseil Législatif, demandant à leurs honneurs de vouloir bien permettre à l'honorable *Alexandre-René Chaussegros de Léry* et à l'honorable *Thomas McGreevy*, deux des membres de cet honorable Conseil, de comparaître et rendre témoignage devant le comité permanent des privilèges et élections, relativement à la pétition de *François Gingras* et *François-Xavier Déry*, demandant que *Jean-Baptiste Célestin Hébert*, écuyer, notaire, demeurant en la cité de *Québec*, soit sommé de comparaître à la barre de cette Chambre, pour alors et là rendre compte de sa conduite comme officier-rapporteur lors de la dernière élection pour la division électorale de *Québec-Centre*.

Ordonné, Que le Greffier porte le dit message au Conseil Législatif.

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le premier rapport du dit comité spécial nommé pour aider *M. l'Orateur* à préparer les règles, règlements et ordres permanents pour la règle de cette Chambre.

Ordonné, Que l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer l'Institut Canadien-Français de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. *Holton* ait la permission d'introduire un bill pour le soulagement de "*The American Presbyterian Society of Montreal*," et pour d'autres fins.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Locke* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer la compagnie du chemin à lisses de *Waterloo* et *Magog*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Bachand* ait la permission d'introduire un bill pour corriger certaines erreurs de traduction dans la version anglaise du chapitre 46, de la 34^e Victoria, concernant la société de passage du Pont neuf de *Saint-Hyacinthe*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. *Fortin*, du comité général des élections, fait rapport qu'en conformité de la 48^e clause de l'acte concernant les élections parlementaires contestées, le comité a choisi, sur la liste alphabétique des membres qui lui a été renvoyée, les six membres suivants pour composer la liste des présidents qui doivent servir comme présidents de comités d'élection pour la présente Session.

Jacques-Philippe Rhéaume, écuyer, *Félix G. Marchand*, écuyer, *William Warren Lynch*, écuyer, *Joseph-Adolphe Chapleau*, écuyer, *Henri-Gustave Joly*, écuyer, *Charles Gill*, écuyer.

Ordonné, Que le rapport reste sur la table.

M. *Fortin*, du comité général des élections, fait aussi rapport, en conformité de la 49^e clause de l'acte concernant les élections parlementaires contestées, que le comité a partagé les membres restant sur la liste alphabétique en trois listes marquées respectivement A. B. C., chacune contenant un égal nombre de noms.

Sur ce, le Greffier a tiré au sort, à la table, l'ordre des dites listes, et a désigné chacune d'elles par un numéro indiquant l'ordre dans lequel elles ont été respectivement tirées comme suit : Liste B, No. 1 ; A, No. 2 ; C, No. 3.

Ordonné, Que ces listes soient imprimées.

M. *Bellerose*, du comité permanent des dépenses contingentes, présente à la Chambre le troisième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a soumis à un sous-comité les rapports des officiers supérieurs de la Chambre, qui en a fait rapport.

Que votre comité a approuvé le dit rapport, et demande qu'il soit adopté par votre honorable Chambre.

Votre comité a l'honneur de soumettre à votre honorable Chambre la résolution suivante, et demande qu'elle soit adoptée :

Résolu, Que le rapport du sous-comité, ci-annexé et marqué "A," auquel a été soumis les rapports des officiers supérieurs de la Chambre, soit adopté.

A

Le sous-comité nommé pour examiner les rapports des officiers supérieurs de la Chambre a l'honneur de faire rapport :

Qu'il a examiné les rapports de *G. M. Muir*, écuyer, Greffier de cette Chambre,—de *E. Simard*, écuyer, Assistant-Greffier,—de *C. F. Langlois*, écuyer, Greffier

en chef des bureaux,—de *Pierre Chenet*, écuyer, Maître de Poste,—de *E. Simard*, écuyer, président du bureau des auditeurs,—de *M. Ol. Robitaille*, messager en chef.

Qu'il croit devoir attirer l'attention de votre comité sur les graves inconvénients qui résultent de l'exiguïté et du nombre beaucoup trop limité des chambres de comités.

Au sujet de l'augmentation des salaires de certains employés de cette Chambre, dont il est fait mention dans le rapport du Greffier, votre sous-comité est d'opinion de soumettre la décision de cette question à votre comité.

Quant à la question de la démission du Sergent-d'Armes de cette Chambre, votre sous-comité n'a pas à en faire rapport, vu qu'un autre comité de cette Chambre est chargé d'en faire l'examen.

Votre sous-comité approuve les motifs qui ont engagé M. le Greffier de cette Chambre à augmenter le tirage des journaux français et anglais de la dernière session, savoir : de 150 copies pour la version française et de 50 copies pour la version anglaise.

Votre sous-comité s'est assuré que l'achat de la papeterie, pour cette année, a été fait avec autant d'économie que pour les années passées.

J. S. BRIGHAM,
E. B. EDDY,
P. LARUE,
F. X. A. TRUDEL.

Chambre du Comité,

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE,

Québec, 24 novembre 1871.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent trente-deux mille trois cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires et dépenses contingentes des divers Départements du Gouvernement Civil, savoir : Bureau du Lieutenant-Gouverneur, la somme de \$2,800.00 ; Département du Conseil Exécutif, la somme de \$3,265.00 ; Département du Secrétaire, la somme de \$10,850 ; Département du Régistrare, la somme de \$2,900 ; Département des Officiers en loi de la Couronne, la somme de \$9,950.00 ; Département du Trésor, la somme de \$16,250.00 ; Département des Terres de la Couronne, la somme de \$31,060.00 ; Département de l'Agriculture et des Travaux Publics, la somme de \$15,250.00 ; Département de l'Instruction Publique, la somme de \$10,500.00 ; dépenses contingentes, la somme de \$29,500.00 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt-treize mille deux cent trente-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'administration de la justice, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la police, couvrant l'allocation autorisée par les statuts, et comprenant la force de police provinciale, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente-trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'entretien de la prison de réforme de *Saint-Vincent de Paul*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'inspection des prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bellerose* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

M. *Bellerose* informe de plus la Chambre, qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que demain cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Jeudi, 30 Novembre 1871.

M. l'Orateur met devant la Chambre, Etats des affaires des institutions suivantes : de l'Hôpital Saint-Jean, *Saint-Jean Dorchester*, de l'Hospice Lajemmerais, *Varencennes*, et de l'Hôpital de Sorel, tous pour l'année 1871. (Documents de la Session, No. 6.)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par l'honorable M. *Holton*,—la pétition de Sir *Hugh Allan* et autres, de la cité de *Montréal*.

Par M. *LaRue*,—la pétition de *Cyrille Anger* et autres, de la paroisse de la *Pointe-aux-Trembles* de *Neuveville*, comté de *Portneuf* ; et la pétition de *Joseph Rochette* et autres, de la paroisse de *Sainte-Jeanne de Neuville*, comté de *Portneuf*.

Par M. *Dorion*,—la pétition de l'Hôpital-Général du district de *Richelieu*.

Par M. *Brigham*,—la pétition de *E. H. Eaton* et autres.

Par M. *Pozzer*,—la pétition du Révérend *L. A. Martel* et autres, de la paroisse de *Saint-Joseph* ; la pétition de *J. Achille Fortin* et autres, de la paroisse de *Saint-Joseph* ; la pétition du Révérend *Frs. Ed. Moore* et autres, de la paroisse de *Saint-Frédéric* ; et la pétition de *F. X. Dulac* et autres, de la paroisse de *Saint-George* et du chemin de *Kennebec*, toutes du comté de *Beauce*.

Par M. *Joly*,—la pétition du conseil du bureau d'Agriculture de la Province de *Québec*.

Par M. *Laberge*,—deux pétitions de *François Céré* et autres, de la paroisse de *Sainte-Philomène* ; et deux pétitions de *Narcisse Barrette* et autres, de la paroisse de *Saint-Urbain Premier*, toutes du comté de *Châteauguay*.

Par M. *Molleur*,—la pétition de *F. Béchard* et autres, et deux pétitions de *A. L. Demers* et autres, de la paroisse de *Saint-George de Henriville*, toutes du comté de *Iberville*.

Par M. *Robert*,—la pétition du Révérend *P. L. Paré* et autres ; et la pétition de *Zéphirin Brodeur* et autres, toutes de la paroisse de *L'Ange-Gardien*, comté de *Rouville*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De *George-Benson Hall* et autres, de la cité de *Québec* ; demandant un acte d'incorporation pour construire un chemin de fer sur quelque point sur le Grand Tronc dans les paroisses de *Saint-Michel* ou de *Saint-Charles*, dans le comté de *Bellechasse*, en passant par la paroisse de *Saint-Joseph de Lévis*.

De *William Fahey*, étudiant en droit, de la cité de *Montréal* ; demandant la passation d'un acte l'autorisant à passer un examen devant la Chambre Provinciale des Notaires pour être admis à la pratique du notariat.

De *Antoine Fafard* et autres, du rang de *Sainte-Julie*, dans la paroisse de *Saint-*

Hugues ; demandant à être détachés de la paroisse de *Saint-Hugues* et annexés à la paroisse de *Saint-Marcel* pour les fins municipales, scolaires, judiciaires et autres.

De *P. E. Roy* et autres, de la paroisse de *Saint-Pie* ; demandant la passation d'un acte pour construire un chemin de fer de la Baie *Missisquoi* jusqu'aux eaux du *Saint-Laurent*.

De l'Association de l'Asile Sainte-Brigitte, de la cité de *Québec* ; demandant que son allocation annuelle soit continuée et augmentée.

Du Révérendissime Evêque Catholique Romain de *Montréal* et autres ; demandant de l'aide pour l'Institution des Sourds-Muets du Côteau *Saint-Louis*.

De *D. Thérien* et autres, du township de *Kilkenny*, comté de *Montcalm* ; demandant de l'aide pour un chemin dans le dit township.

M. Marchand, du comité spécial sur le bill pour amender de nouveau les lois de chasse en cette Province, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a nommé son président et recommande à votre honorable Chambre que son *quorum* soit réduit à cinq membres.

Ordonné, Que le *quorum* du dit comité soit réduit à cinq membres.

M. Verreault, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le septième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et trouve que des avis suffisants ont été donnés dans chaque cas :

1. De *J. W. Eaton* et autres, du village de *Philipsburg* ; demandant un acte d'incorporation pour construire un chemin de fer de la Baie de *Missisquoi* aux eaux du *Saint-Laurent*.

2. De *E. B. Eddy* et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de Chemin de fer d'*Ottawa* et de la *Vallée de Gatineau*.

3. Du Révérendissime Evêque de *Saint-Hyacinthe* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de " Collège de *Sorel*."

4. De la compagnie du chemin de fer des comtés de *Richelieu*, *Drummond* et *Arthabaska* ; demandant des amendements à sa charte.

5. De *Joseph Beauchêne* et autres, du township de *Sainte-Marie de Blandford* ; demandant que la paroisse de *Sainte-Marie* soit érigée en municipalité.

6. Des Révérends Pères *Pierre Point*, supérieur, et autres prêtres et religieux de la compagnie de *Jésus* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de Missionnaires de Notre-Dame S. J.

Votre comité a aussi examiné la pétition de *F. X. Cadioux* et autres, de la paroisse de *Saint-Simon* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de Chemin de fer de la Baie de *Missisquoi* aux eaux du *Saint-Laurent*, et trouve que les avis n'ont été publiés que depuis le quatre du courant, cependant, vu que la presque totalité des municipalités que ce chemin devra traverser, ont présenté des pétitions à l'appui de cette entreprise, votre comité recommande respectueusement à votre honorable Chambre la suspension de la 51^e règle ;

Quant à la pétition de l'Association de la Salle Saint-Patrice de *Montréal* ; demandant des amendements à sa charte,

Votre comité trouve que nul avis n'a été donné, mais attendu que les amendements demandés ne regardent que les actionnaires qui y ont donné leur assentiment dans une assemblée convoquée à cet effet, votre comité desiré recommander aussi dans ce cas la suspension de la 51^e règle.

Quant à la pétition de l'Asile des Orphelins Protestants de la cité de *Montréal* ; demandant des amendements à son acte d'incorporation, votre comité trouve qu'elle n'est pas de nature à exiger d'avis.

Quant à la pétition du dispensaire de *Yamaska* ; demandant des amendements à son acte d'incorporation, votre comité trouve que nul avis n'a été donné et ne peut recommander la suspension de la 51^e règle.

Votre comité a de plus examiné la pétition de l'Association d'Assurance Mutuelle des Fabriques des diocèses de *Montréal* et de *Saint-Hyacinthe* ; demandant un amen-

dement à sa charte, et trouve qu'il n'a pas été donné d'avis, mais votre comité est convaincu, d'après un document qui lui a été présenté, que tous les intéressés sont bien informés de la demande et recommande en conséquence à votre honorable Chambre la suspension de la 51^e règle de cette Chambre.

Ordonné, Que l'honorable M. *Holton* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte d'incorporation des Dames de l'Asile des Orphelins Protestants de la cité de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Joly* ait la permission d'introduire un bill pour amender la charte du chemin à lisses de *Québec* à *Gosford*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Brigham* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer la compagnie du chemin de fer de *Missisquoi* et du *Saint-Laurent*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer le Collège de *Sorel*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Houde* soit ajouté au comité sur le bill pour amender de nouveau les lois de chasse en cette Province.

Ordonné, Que M. *Méthot* ait la permission d'introduire un bill pour autoriser le conseil de comté de *Nicolet*, à ériger la paroisse de *Sainte-Marie de Blandford* en municipalité de paroisse.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Eddy* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer la compagnie du chemin de fer d'*Ottawa* et la *Vallée de Gatineau*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de M. *David*, secondé par M. *Cassidy*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre toute correspondance entre le Gouvernement Fédéral et le Gouvernement Provincial, relativement au transfert de la propriété à *Montréal*, située rue Notre-Dame, entre la rue Claude et la place *Jacques-Cartier*.

Sur motion de M. *Lalonde*, secondé par M. *LeCavalier*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur ; priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre tous les papiers concernant les avances faites aux municipalités sur le crédit du fonds d'emprunt municipal du *Bas-Canada*, pour l'achat de grains de semence, en vertu de l'acte de la ci-devant Province du *Canada*, 26 Victoria, chap. 2.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Ordonné, Que la réponse à une adresse du 20 du courant ; demandant les pétitions de *Théodore Robitaille* et autres, avec les autres pétitions et documents concernant le rachat, par le Gouvernement, des terres de la Compagnie des Pêcheries et des Mines de Charbon de *Gaspé*, soient renvoyés au comité conjoint des impressions.

Le bill pour incorporer l'Institut Canadien Français de *Montréal*, est, en con-

formité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Le bill pour incorporer la compagnie du chemin de fer de *Waterloo et Magog*, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufactures.

Le bill pour corriger certaines erreurs de traduction dans la version anglaise du chapitre 46 de la 34e Victoria, concernant la Société de Passage du Pont-neuf de St. Hyacinthe, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

M. *Bellerose*, du comité des subsides, fait rapport de plusieurs résolutions, les quelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent trente-deux mille trois cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires et dépenses contingentes des divers départements du Gouvernement Civil, savoir: Bureau du Lieutenant-Gouverneur, la somme de \$2,800.00; département du Conseil Exécutif, la somme de \$3,265.00; département du Secrétaire, la somme de \$10,850; Département du Régistrare, la somme de \$2,900; département des Officiers en loi de la Couronne, la somme de \$9,950.00; département du Trésor, la somme de \$16,250.00; département des terres de la Couronne, la somme de \$31,060.00; département de l'Agriculture et des Travaux Publics, la somme de \$15,250.00; département de l'Instruction Publique, la somme de \$10,500.00; dépenses contingentes, la somme de \$20,500.00, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt-treize mille deux cent trente-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'administration de la justice, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la police, couvrant l'allocation autorisée par les statuts, et comprenant la force de Police Provinciale, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente-trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'entretien de la prison de réforme de *Saint-Vincent de Paul*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'inspection des Prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Les dites résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

L'ordre du jour, pour que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant les dépôts judiciaires et autres, étant lu ;

L'honorable M. *Chauveau*, l'un des membres de l'honorable Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, informe la Chambre que Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur a été informé du sujet de cette motion et la recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre se forme alors en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Que lorsque le Trésorier aura constaté les profits qu'il peut tirer en sûreté des dépôts faits entre ses mains, en sus des dépenses qui s'y rapportent, il pourra accorder et payer aux déposants ou aux parties qui ont droit, en vertu d'un jugement de toute cour, de retirer tel argent ainsi déposé, suivant le cas, et ayant droit de recevoir les sommes d'argent restées dans ses mains pendant plus d'un mois, tel intérêt qu'il croira juste et équitable.

2. *Résolu*, Qu'à la fin de chaque année fiscale, le Trésorier de la Province pourra

accorder et payer à chacun des Protonotaires et à chacun des Shérifs en office, lors de la clôture de la présente session (autres que les Shérifs de Québec et de Montréal), telle somme qu'il croira convenable, n'excédant pas deux pour cent sur le montant déposé entre ses mains durant telle année, par le dit Protonotaire ou Shérif.

3. *Résolu*, Que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil pourra fixer le salaire du Shérif du District de Québec à une somme n'excédant pas \$3600, et le salaire du Shérif de Montréal, à une somme n'excédant pas \$3600 par année.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bachand* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

CONSEIL LÉGISLATIF,

Jeu*di*, 30 novembre 1871.

Résolu, Qu'il soit permis à l'honorable *Alexandre-René Chaussegros de Léry* et à l'honorable *Thomas McGreevy*, de comparaître et rendre témoignage, s'ils le jugent à propos, devant le comité permanent des privilèges et élections, relativement à la pétition de *Frs. Gingras* et *Frs. Xavier Déry*; demandant que *J. B. C. Hébert*, écuyer, notaire, de la cité de Québec, soit sommé de comparaître à la barre de la Chambre, pour alors et là rendre compte de sa conduite comme officier-rapporteur lors de la dernière élection du district électoral de Québec-Centre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-et-onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'Education Supérieure, couvrant les allocations autorisées par les Statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des Ecoles Communes, couvrant les allocations autorisées par les Statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles dans les municipalités pauvres, couvrant les allocations autorisées par les Statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles normales, couvrant les allocations autorisées par les Statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les traitements des inspecteurs d'écoles, couvrant les allocations autorisées par les Statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de livres pour donner en prix, couvrant les allocations autorisées par les Statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des journaux de l'Instruction Publique, couvrant les allocations autorisées par les Statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des instituteurs en retraite, couvrant les allocations autorisées par les Statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux *High Schools*, *Québec* et *Montréal*, couvrant les allocations autorisées par les Statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux Institutions Catholiques Romaines, pour l'octroi accordé aux *High Schools*, couvrant les allocations autorisées par les Statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Faculté Médicale, Université *McGill*, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école de médecine, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'Histoire Naturelle, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Historique, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Numismatique et d'Archéologie, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Historique et Littéraire, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la publication du *Naturaliste Canadien*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Académie de Musique, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la Chambre des Arts et Manufactures, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bellerose* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

M. *Bellerose* informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que demain cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Vendredi, 1er Décembre 1871.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *LaRocque*,—la pétition d'*Amable Dellière* et autres, de la paroisse de *Saint-Bruno*,—et la pétition de *L. Normandin* et autres, de la paroisse de *Boucherville*, toutes deux du comté de *Chambly*.

Par M. *Molleur*,—deux pétitions de *F. Bechard* et autres, du comté d'*Iberville*.

Par l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*,—la pétition du Révérendissime Evêque Catholique Romain de *Montréal* et autres, de la cité de *Montréal*.

M. *Cassidy*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le quatrième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill pour corriger certaines erreurs de traduction dans la version anglaise du chap. 46 de la 34e Victoria, concernant la Société de Passage du Pont neuf de *Saint-Hyacinthe*, et y a fait un amendement qu'il soumet à votre honorable Chambre.

M. *Méthot*, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le huitième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que des avis suffisants ont été donnés dans chaque cas :

1. Du conseil-de-ville de la ville de *Berthier* ; demandant des amendements à sa charte.

2. Du Synode du Diocèse de *Montréal* ; demandant la passation d'un acte lui donnant le pouvoir de diviser certaines paroisses et pour autres fins.

3. De *George-Benson Hall* et autres, de la cité de *Québec* ; demandant un acte d'incorporation pour construire un chemin de fer sur un point quelconque sur le Grand Tronc, dans les paroisses de *Saint-Michel* ou de *Saint-Charles*, en passant par la paroisse de *Saint-Joseph de Lévis*.

4. De *William Fahey*, de la cité de *Montréal*, étudiant en droit ; demandant la passation d'un acte l'autorisant à passer un examen devant la Chambre Provinciale des notaires pour être admis à la pratique du notariat.

Ordonné, Que l'honorable M. *Langevin*, C. B., ait la permission d'introduire un bill pour incorporer la compagnie du chemin de fer de jonction de la *Pointe-Lévis* et l'*Anse des Sauvages*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. *Cassidy* ait la permission d'introduire un bill pour amender de nouveau l'acte d'incorporation de l'association de la salle St. Patrice de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. *Gill* ait la permission d'introduire un bill pour amender de nouveau l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin à lisses des comtés de *Richelieu*, *Drummond* et *Arthabaska*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. *Lynch* ait la permission d'introduire un bill pour donner au Synode du Diocèse de *Montréal*, pouvoir de subdiviser des paroisses érigées pour des fins ecclésiastiques par lettres patentes.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

M. Bellerose, du comité des subsides, fait rapport de plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-et-onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'Éducation Supérieure, couvrant les allocations autorisées par les Statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des Ecoles Communes, couvrant les allocations autorisées par les Statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles dans les municipalités pauvres, couvrant les allocations autorisées par les Statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles normales, couvrant les allocations autorisées par les Statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les traitements des inspecteurs d'écoles, couvrant les allocations autorisées par les Statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de livres pour donner en prix, couvrant les allocations autorisées par les Statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des journaux de l'Instruction Publique, couvrant les allocations autorisées par les Statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des instituteurs en retraite, couvrant les allocations autorisées par les Statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux *High Schools, Québec* et *Montréal*, couvrant les allocations autorisées par les Statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux Institutions Catholiques Romaines, pour l'octroi accordé aux *High Schools*, couvrant les allocations autorisées par les Statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Faculté Médicale, Université *McGill, Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école de médecine, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'Histoire Naturelle, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à

Sa Majesté, comme une aide à la Société Historique, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Numismatique et d'Archéologie, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Historique et Littéraire, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la publication du *Naturaliste Canadien*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Académie de Musique, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la Chambre des Arts et Manufactures, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Ordonné, Que les dites résolutions soient maintenant lues une seconde fois.

Et la première résolution, étant lue une seconde fois, est adoptée.

La seconde résolution étant lue une seconde fois, et la question étant mise aux voix, que cette chambre concourt avec le comité dans la dite résolution, la Chambre se divise, et la question est résolue dans l'affirmative.

La troisième, jusqu'à la dix-neuvième inclusivement, étant lue une seconde fois, sont adoptées.

M. *Bachand*, du comité de toute la Chambre pour prendre en considération certaines résolutions, concernant les dépôts judiciaires et autres, fait rapport de plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Que lorsque le Trésorier aura constaté les profits qu'il peut tirer en sûreté des dépôts faits entre ses mains, en sus des dépenses qui s'y rapportent, il pourra accorder et payer aux déposants ou aux parties qui ont droit, en vertu d'un jugement de toute cour, de retirer tel argent ainsi déposé, suivant le cas, et ayant droit de recevoir les sommes d'argent restées dans ses mains pendant plus d'un mois, tel intérêt qu'il croira juste et équitable.

2. *Résolu*, Qu'à la fin de chaque année fiscale, le Trésorier de la Province pourra accorder et payer à chacun des protonotaires et à chacun des shérifs en office, lors de la clôture de la présente session (autres que les shérifs de *Québec* et de *Montréal*), telle somme qu'il croira convenable, n'excédant pas deux pour cent sur le montant déposé entre ses mains, durant telle année, par le dit protonotaire ou shérif.

3. *Résolu*, Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra fixer le salaire du shérif du district de *Québec* à une somme n'excédant pas \$3600, et le salaire du shérif de *Montréal* à une somme n'excédant pas \$3600 par année.

Les dites résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des sociétés d'agriculture, etc., et couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du bureau d'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles d'agriculture, deux françaises et une anglaise, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Bellerose* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu mardi prochain.

M. *Bellerose* informe, de plus, la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Qu'aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

Le bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de fer d'*Ottawa* et la *Vallée de Gatineau*, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières.

Ordonné, Que M. *Eddy* ait la permission de s'absenter pour huit jours, pour affaires urgentes.

Ordonné, Que M. *Gérin* ait la permission de s'absenter pour huit jours, pour affaires urgentes.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : " Acte concernant les licences de Mariage " sans amendement.

A sept heures et demie, conformément à la 19^e règle de cette Chambre, les ordres du jour concernant les bills privés sont lus.

Le bill pour incorporer le Collège de *Sorel* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'immigration, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des sociétés de colonisation, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, 1^{ère} classe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, 2^{me} classe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, 3^{me} classe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des chemins à lisses de colonisation, et comprenant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du chemin de *Sainte-Anne des Monts*, au chemin de la *Rivière au Renard* (Chemin de la *Côte du Golfe*), pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente-deux mille six cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des loyers, assurances et réparations, etc., des édifices publics, en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des inspections et examens, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour l'achat d'édifices et changements y opérés pour les départements publics, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du bureau d'enregistrement de *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des loyers des palais de justice et des prisons, imputable au fonds de bâtieses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des assurances des palais de justice et des prisons, imputable au fonds de bâtieses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des réparations des palais de justice et des prisons, imputable au fonds de bâtieses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la prison pour femmes, *Montréal*, imputable au fonds de bâtieses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour augmenter la hauteur des murs et pour une maison de garde de la prison de *Montréal*, imputable au fonds de bâtieses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour compléter le palais de justice et la prison dans le comté de *Konaventure*, imputable au fonds de bâtieses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour compléter le palais de justice et la prison dans le comté de *Gaspé*, imputable au fonds de bâtieses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour agrandir le palais de justice de *Québec*, (nouveau vote), imputable au fonds de bâtieses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour piliers en pierre, chaînes, etc., du palais de justice de *Québec*, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la construction d'un appartement pour une bibliothèque pour le palais de justice de *Sherbrooke*, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la construction d'une aile pour le palais de justice des *Trois-Rivières*, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des palais de justice et prisons dans les nouveaux districts, (nouveau vote), imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatorze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Aliénés de *Beauport*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Aliénés, *Saint-Jean*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Marine et des Emigrés, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Corporation de l'Hôpital-Général, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institution des Sourds-Muets catholiques, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institution des Sourds-Muets protestants, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St. Patrice, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de St. Vincent de Paul, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison Protestante d'industrie et de Refuge, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de St. Patrice pour les Orphelins, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité de l'Université, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Magdeleine (Bon Pasteur), *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins Catholiques Romains, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Montréal*, pour leur Hospice des enfants trouvés, (tant qu'il n'y en aura pas à *Québec*), pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins Protestants, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité, sous les soins des Sœurs de la Miséricorde, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

43. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

44. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Nazareth, pour les aveugles et les enfants pauvres, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

45. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

46. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Bienveillante des Dames pour les veuves et les orphelins, (comprenant la ci-devant maison de refuge), *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

47. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'École d'Industrie et Maison de Refuge, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

48. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Ste. Brigitte, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

49. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Frères de la Charité de St. Vincent de Paul, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

50. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Bethléem, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

51. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Miséricorde, rue Fullum, *Montreal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

52. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison de Refuge pour les Orphelins Protestants, *Montreal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

53. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames Charitables de l'Asile des Orphelins Catholiques Romains, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

54. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

55. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon Pasteur, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

56. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

57. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Dames Protestantes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

58. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

59. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Findlay, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

60. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelines Protestantes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

61. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

62. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Militaire du Canada, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

63. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

64. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Sauveur, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

65. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Trois-Rivières*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

66. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité (pour l'Asile des enfants trouvés), *Trois-Rivières*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

67. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa

Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, *Sorel*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

68. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Hyacinthe, *Saint-Hyacinthe*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

69. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Youville, *Saint-Benoît*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

70. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Côteau du Lac*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

71. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Joseph, *Beauharnois*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

72. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Sainte-Marie, *Sainte-Marie de Monnoir*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

73. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Mascouche*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

74. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Jean, *Saint-Jean*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

75. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Lajemmerais, *L'Arènes*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

76. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Providence, *Saint-Vincent de Paul*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

77. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Providence, *Joliette*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

78. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Laprairie, *Laprairie*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

79. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Joseph, *Chambly*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

80. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Sainte-Elizabeth*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

81. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence de l'Hospice de N. D. de l'Assomption, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

82. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Providence, *Sainte-Elizabeth*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

83. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Sainte-Ursule*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

84. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *Sainte-Anne Lapocatière*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

85. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles de réforme, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

86. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles d'industrie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

87. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la *Gazette Officielle de Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

88. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour l'arbitrage sous l'autorité de l'acte constitutionnel, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

89. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer diverses dépenses pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

90. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour allocations accordées sur le fonds des municipalités (Statuts Refondus, B. C., chap. 110, section 7), pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

91. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix-huit mille deux cent deux piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour le service des bureaux d'enregistrement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

92. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'arpentage, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

93. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses générales pour le Département des Terres de la Couronne, y compris les biens des Jésuites, les réserves du Clergé, le domaine de la Couronne, la seigneurie de *Lauzon*, et bois et forêts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

94. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour timbres, licences, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

95. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-trois mille cent cinquante-neuf piastres et trente deux centins soit accordée à Sa Majesté, pour couvrir les mandats spéciaux, pour défrayer les dépenses déjà faites imputables à l'année financière expirée le 30 juin 1871. (Voir comptes P. de 1871, p. 86), pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bellrose* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu mardi prochain.

M. *Bellrose* informe, de plus, la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, mardi prochain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

Le bill concernant les dépôts judiciaires et autres, est, en conformité de l'ordre,

lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour lundi prochain, et les résolutions concernant les dépôts judiciaires et autres, rapportées du comité de toute la Chambre aujourd'hui, sont renvoyées au dit comité.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 4 Décembre 1871.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Asile Ste. Brigitte, Québec, et rapport annuel de l'Académie de Musique de Québec, tous deux pour l'année 1871. (Documents de la Session, No. 6.)

M. l'Orateur fait rapport à la Chambre que le cautionnement dans l'affaire de la pétition de *Joseph-Marc Boucher* et *Louis-Marie Caron*, se plaignant de l'illégalité de l'élection de *Pamphile G. Verreault*, écuyer, pour le district électoral de l'Islet, n'est pas susceptible d'objection.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Pozzer*,—la pétition de *F. Xavier Pepin* et autres, des townships de *Tring* et *Adstock*,—la pétition de *Vital Cloutier* et autres, de *St. Victor de Tring*,—la pétition de *F. X. Rodrigue* et autres, de *St. Ephrem de Tring*,—la pétition de *Martin Machieu* et autres, des townships de *Tring*, *Watford* et *Cranbourne*,—la pétition du Révérend *J. R. Desjardins* et autres, du township de *Linère*,—et la pétition du Révérend *Frs. Ed. Moore* et autres, de la paroisse de *St. Frédéric*, et du township de *Broughton*, toutes du comté de *Beauce*.

Par M. *Houde*,—la pétition du Révérend *A. P. Bellemare* et autres, de la paroisse de *St. Didace*, comté de *Maskinongé*,—et la pétition de *D. Maignet* et autres, des paroisses de *St. Didace* et *St. Joseph*, comté de *Maskinongé*, et de *St. Gabriel de Brandon*, comté de *Berthier*.

Par l'honorable M. *Holton*,—la pétition de *Jno. Molson* et autres, de la cité de *Montréal*.

Ordonné, Que la pétition de *Jno. Molson* et autres, de la cité de *Montréal*, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue.

Et la dite pétition, demandant que l'article 497 du Code Municipal soit étendu à la cité de *Montréal* et pour d'autres fins, est reçu et lue.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De Sir *Hugh Allan* et autres, de la cité de *Montréal*; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*Montreal Credit Company*."

De *E. H. Eaton* et autres; demandant un acte d'incorporation pour construire un chemin de fer de la *Baie Missisquoi* jusqu'aux eaux du *Saint-Laurent*.

De *F. Béchard* et autres, du comté d'*Iberville*; demandant un acte d'incorporation pour construire un chemin de fer de la *Baie Missisquoi* à la rive du *Saint-Laurent*, en passant par *Saint-Jean* et *Chambly*, et de cette dernière place à *Sorel*.

De *Cyrille Auger* et autres, de la paroisse de la *Pointe-aux-Trembles de Neuville*, comté de *Portneuf*; se plaignant des pratiques frauduleuses des agents du Chemin

de Fer du Nord, au sujet du prétendu règlement des \$100,000 et demandant une enquête. Demandant aussi la modification de la sous-section 2 de la clause 32 du chap. 24 des Statuts Refondus pour le *Bas-Canada*, et pour expliquer la clause 17 du chap. 83 des Statuts du *Canada*.

De *Joseph Richette* et autres, de la paroisse de *Sainte-Jeanne de Neuville*, comté de *Portneuf*; se plaignant de pratiques frauduleuses par certaines personnes étrangères dans le comté, lors du vote sur le règlement demandant \$100,000 au comté de *Portneuf*, en faveur de la Compagnie du Chemin de Fer du Nord, et demandant l'intervention du Parlement et justice.

Du Révérend *L. A. Martel* et autres,—et de *J. Achille Fortin* et autres, tous de la paroisse de *Saint-Joseph*, comté de *Beauce*; demandant respectivement que le Juge de la Cour Supérieure, nommé pour ce district, soit tenu d'y résider, et qu'il ne soit pas nommé de magistrat stipendiaire pour le dit district.

De *François Céré* et autres, de la paroisse de *Sainte-Philomène*,—de *Narcisse Barette* et autres, de la paroisse de *Saint-Urbain Premier*, tous du comté de *Châteauguay*,—de *Zéphirin Brodeur* et autres, de la paroisse de *L'Ange-Gardien*, comté de *Rouville*,—de *A. L. Demers* et autres,—et de *F. Bechar* et autres, du comté de *Iberville*; demandant respectivement l'abolition du Conseil Législatif.

Du Révérendissime Evêque Catholique Romain de *Montréal*, et autres, de la cité de *Montréal*; demandant de l'aide pour le Collège *Molson*.

De l'Hôpital-Général du district de *Richelieu*; demandant de l'aide.

Du Conseil du Bureau d'Agriculture de la Province de *Québec*; demandant de vouloir bien prendre en considération la question du drainage, et aviser aux moyens à prendre pour l'introduire dans la Province de *Québec*.

De *F. X. Dulac* et autres, de la paroisse de *Saint-George* et du chemin de *Kennebec*, comté de *Beauce*; demandant l'abolition de la taxe sur les crèbleries.

Du Révérend *Mrs. Ed. Moore* et autres, de la paroisse de *Saint-Frédéric*, comté de *Beauce*; demandant de l'aide pour un chemin de colonisation dans le township de *Broughton*.

De *A. L. Demers* et autres, de la paroisse de *Saint-George de Henrieville*,—et de *F. Bechar* et autres, tous du comté d'*Iberville*; demandant de l'aide pour améliorer les chemins publics en cette province.

De *François Céré* et autres, de la paroisse de *Sainte-Philomène*,—de *Narcisse Barette* et autres, de la paroisse de *Saint-Urbain Premier*,—du Révérend *P. L. Paré* et autres, de la paroisse de *L'Ange-Gardien*, comté de *Rouville*,—de *Ls. Normandia* et autres, de la paroisse de *Boucherville*,—et de *Amable Dellère* et autres, de la paroisse de *Saint-Basile*, tous du comté de *Chamby*; demandant respectivement de l'aide pour l'empierrement des chemins.

M. Cassidy, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le sixième rapport du dit comité, lequel est la comme suit:

Votre comité a examiné le bill pour incorporer "l'Institut Canadien-Français" à *Montréal*, et à l'honneur d'en faire le rapport, avec des amendements, qu'il soumet humblement à votre honorable Chambre.

Votre comité, a de plus, examiné le bill pour amender l'acte vingt-deux Victoria, chapitre cent vingt-cinq, intitulé: "Acte pour incorporer l'Asile des Dames Protestantes de *Québec*," et à l'honneur de le rapporter sans amendements.

M. Cassidy, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le sixième rapport du dit comité, lequel est la comme suit:

Votre comité a examiné les bills suivants, auxquels il a fait certains amendements, qu'il soumet humblement à la considération de votre honorable Chambre:

1. Bill pour incorporer le "*Dominion Homestead Building Society*."
2. Bill pour incorporer le Collège de *Sorel*.

Votre comité a, de plus, examiné le bill pour permettre à la corporation de la ville de *Sherbrooke* de rendre valable une certaine contribution faite dans le but de venir en aide aux victimes de l'incendie de *Chicago*, et à l'honneur de le rapporter sans amendement.

M. *Bellinham*, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières, présente à la Chambre le second rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill pour amender l'acte incorporant la compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de *Montréal*, et le bill pour incorporer la compagnie du chemin de fer de *Montréal, Chambly et Sorel*, et à l'honneur d'en faire le rapport avec des amendements, qu'il soumet à votre honorable Chambre.

M. *Verreault*, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le neuvième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition du révérend *V. Rousselot* et autres, le Curé et les Murguilliers de la Fabrique de Notre Dame de *Montréal*, demandant la passation d'un acte pour amender la 32^e *Victoria*, chapitre 72, et la 33^e *Victoria*, chapitre 52, ayant rapport au cimetière de Notre-Dame des Neiges, et trouve que les avis requis ont été donnés.

Ordonné, Que la 60^e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport au bill pour incorporer la compagnie du chemin de fer d'*Ottawa* et la Vallée de *Gatineau*, du manière à permettre au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières de prendre le bill en considération immédiatement.

Ordonné, Que l'honorable M. *Cauchon* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer les Missionnaires de Notre Dame S. J.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Gendron* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer la compagnie du chemin de fer de *Philipsburg, Farnham et Yamaska*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Brigham* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte relatif à la compagnie du chemin de fer de jonction de *Missisquoi*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. *Laframboise* ait la permission d'introduire un bill concernant l'élection des membres de l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Sylvestre* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte vingt-neuf *Victoria*, chap. soixante-et-un, intitulé : " Acte pour incorporer le village de *Berthier*, et pour l'ériger en ville. "

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que toutes les pétitions d'élection présentées à cette Chambre, pendant la présente session, soient renvoyées au comité général des élections pour le choix des comités spéciaux pour décider telles élections.

Ordonné, Que l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet* ait la permission d'introduire un bill concernant le cimetière de Notre-Dame des Neiges, *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que le délai pour recevoir des pétitions pour bills privés soit prolongé jusqu'à mercredi, le sixième jour de décembre courant; pour recevoir des bills privés, jusqu'à samedi, le neuvième jour de décembre courant, et pour recevoir des rapports sur des bills privés, jusqu'à jeudi, le quatorzième jour de décembre courant.

L'honorable M. Chaurcau, l'un des membres de l'honorable Conseil Exécutif de la province de Québec, présente :—Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 14 novembre 1871, demandant copies de toutes correspondances entre les gouvernements de la Puissance et de la province de Québec, depuis le premier décembre dernier, relativement à l'immigration; aussi, copies de tous ordres en conseil sur le même sujet, et copies des décisions prises lors de la dernière conférence tenue au sujet de l'immigration, dont parle le discours du trône de la présente session, et aussi, les noms des officiers ou agents d'immigration; ainsi qu'un état des sommes payées à chacun d'eux. (Documents de la Session, No. 12.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 30 novembre 1871, demandant toute correspondance entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial, relativement au transfert de la propriété à Montréal, située rue Notre-Dame, entre la rue Claude et la Place Jacques-Cartier. (Documents de la Session, No. 13.)

Ordonné, Que la réponse à une adresse datée le 14 novembre dernier, demandant copies de toutes correspondances entre les gouvernements de la Puissance et de la province de Québec, depuis le premier de décembre dernier, relativement à l'immigration, soit renvoyée au comité conjoint des impressions de la Législature.

Ordonné, Que M. Hearn ait la permission d'introduire un bill pour autoriser la Chambre Provinciale des notaires à admettre, après examen, William Fahey comme notaire.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour corriger certaines erreurs de traduction dans la version anglaise du chapitre 46 de la 34e Victoria, concernant la Société de Passage du Pont neuf de St. Hyacinthe; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Marchand fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : Acte pour corriger certaines erreurs dans la version anglaise du chap. 46 de la 34e Victoria, concernant la Société de Passage du Pont-neuf de St. Hyacinthe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Le bill pour le soulagement de "The American Presbyterian Society of Montreal," et pour d'autres fins, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Le bill pour amender la charte du chemin à lisses de Québec à Gosford, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières, et la 60e règle de cette Chambre est suspendue, en autant qu'elle a rapport à ce bill.

Le bill pour incorporer la compagnie du chemin de fer de Jonction de la Pointe-Levis et l'Anse des Sauvages, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois,

et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières.

Le bill pour amender de nouveau l'acte d'incorporation de l'Association de la Salle St. Patrice de *Montréal* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Le bill pour amender de nouveau l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin à lisses des comtés de *Richelieu*, *Drummond* et *Arthabaska* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières.

Sur motion de M. *Fournier*, secondé par M. *Marchand*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de toute la correspondance concernant la résidence du juge nommé pour exercer les fonctions judiciaires dans les districts de *Montmagny* et de *Beauce*.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence par ceux des Membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. *Bellerose*, secondé par M. *David*,

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le troisième rapport du comité permanent des dépenses contingentes.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Mardi, 5 Décembre 1871.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par l'honorable M. *Langevin*, C. B.,—la pétition de *Michel Boyce* et autres, de la cité de *Québec*.

Par M. *Pozer*,—la pétition du Révérend *S. Dassylva* et autres, de *Saint-Ephrem* de *Tring* et du township d'*Adstock*, la pétition du Révérend *J. P. A. Chaperon* et autres, de la paroisse de *Sainte-Marie*,—la pétition de *Pierre Pâquet* et autres, et la pétition de *Reginald A. D. King* et autres, ces deux dernières de la paroisse de *Saint-George*, toutes du comté de *Beauce*.

Par M. *Cassidy*,—la pétition de *H. Taylor* et autres, de la cité de *Montréal*.

Par M. *Rhéaume*,—la pétition de la municipalité de la paroisse de *Saint-Roch* de *Québec-Sud*.

Par M. *La Rue*,—la pétition de *François X. Mathieu* et autres, de la paroisse de *Saint-Alban*, comté de *Portneuf*.

M. *Cassidy*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le septième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill pour le soulagement de "*The American Presbyterian Society of Montreal*," et pour d'autres fins, et y a fait des amendements qu'il soumet humblement à l'adoption de votre honorable Chambre.

M. Verreault, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre, le dixième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition de Sir *Hugh Allan* et autres, de la cité de *Montréal*, demandant un acte d'incorporation sous le nom "The *Montreal Credit Company*," et trouve que les avis requis ont été donnés.

Votre comité a, de plus, examiné la pétition d'*Antoine Fafard* et autres, du rang de *Sainte-Jube*, dans la paroisse de *Saint-Hugues*, demandant à être détachés de la paroisse *Saint-Hugues* et annexés à la paroisse de *Sainte-Marcel*, pour les fins municipales, scolaires et autres, et trouve que nul avis n'a été publié, et ne peut pas recommander la suspension de la 51e règle.

L'honorable M. *Holton*, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières, présente à la Chambre le troisième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill pour incorporer la compagnie du chemin de fer d'*Ottawa* et la Vallée de *Gatineau* ; et a l'honneur d'en faire rapport avec certains amendements, qu'il soumet respectueusement à la considération de votre honorable Chambre.

Ordonné, Que l'honorable M. *Holton* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer "La compagnie de crédit de *Montréal*."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. *Chauveau*, l'un des membres de l'honorable Conseil Exécutif de la province de *Quebec*, remet à M. l'Orateur un message de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Excellence.

Et ce message est lu par M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre étant déconvets, et il est comme suit :

N. F. BELLEAU.

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de *Quebec* transmet à l'Assemblée Législative copie du contrat intervenu entre le gouvernement de la ci-devant province du *Canada* et des propriétaires de l'Asile des Aliénés de *Beauport*, en date du seize mai mil huit cent cinquante-sept ; aussi, copie d'un contrat entre les mêmes parties, en date du vingt-et-un avril mil huit cent soixante-cinq ; aussi, copie de la correspondance échangée entre les propriétaires actuels du dit Asile et le gouvernement, au sujet du renouvellement du dit contrat ; aussi, copie d'un nouveau contrat en date du vingt-cinq octobre mil huit cent soixante-et-onze. (Documents de la Session, No. 17.)

Hôtel du Gouvernement, }
Québec, 5 décembre 1871. }

M. *Bellrose*, du comité des subsides, fait rapport de plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. Résolu, Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des sociétés d'agriculture, etc., et couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

2. Résolu, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du bureau d'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

3. Résolu, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles d'agriculture, deux françaises et une anglaise, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Les dites résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

M. Bellerose, du comité des subsides, fait rapport de plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'immigration, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des sociétés de colonisation, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, 1ère classe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, 2me classe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, 3me classe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des chemins à lisses de colonisation, et comprenant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du chemin de *Sainte-Anne des Monts*, au chemin de la *Rivière au Renard* (Chemin de la *Côte du Golfe*), pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente-deux mille six cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des loyers, assurances et réparations, etc., des édifices publics, en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des inspections et examens, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour l'achat d'édifices et changements y opérés pour les départements publics, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du bureau d'enregistrement de *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des loyers des palais de justice et des prisons, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des assurances des palais de justice et des prisons, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des réparations des palais de justice et des prisons, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante mille piastres soit accordée

à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la prison pour femmes, *Montréal*, imputable au fonds de bâties et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour augmenter la hauteur des murs et pour une maison de garde de la prison de *Montréal*, imputable au fonds de bâties et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour compléter le palais de justice et la prison dans le comté de *Bonaventure*, imputable au fonds de bâties et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour compléter le palais de justice et la prison dans le comté de *Gaspé*, imputable au fonds de bâties et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour agrandir le palais de justice de *Québec*, (nouveau vote), imputable au fonds de bâties et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour piliers en pierre, chaînes, etc., du palais de justice de *Québec*, imputable au fonds de bâties et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la construction d'un appartement pour une bibliothèque pour le palais de justice de *Sherbrooke*, imputable au fonds de bâties et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la construction d'une aile pour le palais de justice des *Trois-Rivières*, imputable au fonds de bâties et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des palais de justice et prisons dans les nouveaux districts, (nouveau vote), imputable au fonds de bâties et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatorze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Aliénés de *Beauport*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Aliénés, *Saint-Jean*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Marine et des Emigrés, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Corporation de l'Hôpital-Général, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institution des Sourds-Muets catholiques, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'institution des Sourds-Muets protestants, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St. Patrice, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de St. Vincent de Paul, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison Protestante d'industrie et de Refuge, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de St. Patrice pour les Orphelins, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité de l'Université, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Magdeleine (Bon Pasteur), *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins Catholiques Romains, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Montréal*, pour leur Hospice des enfants trouvés, (tant qu'il n'y en aura pas à *Québec*), pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins Protestants, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité, sous les soins des Sœurs de la Miséricorde, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

43. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

44. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Nazareth, pour les aveugles et les enfants pauvres, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

45. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée

à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

46. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Bienveillante des Dames pour les veuves et les orphelins, (comprenant la ci-devant maison de refuge), *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

47. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole d'Industrie et Maison de Refuge, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

48. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Ste. Brigitte, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

49. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Frères de la Charité de St. Vincent de Paul, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

50. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Bethléem, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

51. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Misericorde, rue Fullum, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

52. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison de Refuge pour les Orphelins Protestants, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

53. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames Charitables de l'Asile des Orphelins Catholiques Romains, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

54. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

55. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon Pasteur, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

56. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

57. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Dames Protestantes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

58. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

59. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

60. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelines Protestantes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

61. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa

Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

62. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Militaire du Canada, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

63. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

64. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Sauveur, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

65. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Trois-Rivières*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

66. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité (pour l'Asile des enfants trouvés), *Trois-Rivières*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

67. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, *Sorel*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

68. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Hyacinthe, *Saint-Hyacinthe*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

69. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Youville, *Saint-Benoit*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

70. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Côteau du Lac*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

71. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Joseph, *Beauharnois*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

72. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Sainte-Marie, *Sainte-Marie de Minnour*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

73. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Mascouche*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

74. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Jean, *Saint-Jean*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

75. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Lajemmerais, *Varenes*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

76. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Providence, *Saint-Vincent de Paul*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

77. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Providence, *Joliette*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

78. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Laprairie, *Laprairie*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

79. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Joseph, *Chambly*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

80. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Sainte-Elizabeth*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

81. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence de l'Hospice de N. D. de l'Assomption, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

82. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Providence, *Sainte-Elizabeth*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

83. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Sainte-Ursule*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

84. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *Sainte-Anne Lapocatière*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

85. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles de réforme, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

86. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles d'industrie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

87. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la *Gazette Officielle de Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

88. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour l'arbitrage sous l'autorité de l'acte constitutionnel, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

89. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer diverses dépenses pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

90. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour allocations accordées sur le fonds des municipalités (Statuts Refondus, B. C., chap. 110, section 7), pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

91. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix-huit mille deux cent deux piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour le service des bureaux d'enregistrement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

92. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'arpentage, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

93. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses générales pour le Département des Terres de la Couronne, y compris les biens des Jésuites, les réserves du Clergé, le domaine de la Couronne, la seigneurie de *Lauzon*, et bois et forêts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

94. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour timbres, licences, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

95. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-trois mille cent cinquante-neuf piastres et trente-deux centins soit accordée à Sa Majesté, pour couvrir les mandats spéciaux, pour défrayer les dépenses déjà faites imputables à l'année financière expirée le 30 juin 1871. (Voir comptes P. de 1871, p. 86), pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

La première résolution, étant lue une seconde fois, comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'immigration, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873 ;

M. *Marchand*, secondé par M. *Laberge*, propose que la dite résolution soit amendée en y ajoutant les mots suivants :

" Pourvu que cinq mille piastres sur ce subside soient employées à favoriser le rapatriement des Canadiens émigrés aux *Etats-Unis*. "

Et des débats s'en suivant ;

La dite motion est, avec la permission de la Chambre, retirée.

La première résolution est alors adoptée.

La seconde résolution, étant lue une seconde fois, est adoptée.

La troisième résolution, étant lue une seconde fois, comme suit :

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, première classe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873 ;

Et la question étant proposée, que cette Chambre concourt avec le comité dans la dite résolution ;

M. *Joly*, secondé par M. *Fournier*, propose, sous forme d'amendement à la question, que les mots " à condition que les travaux sur les chemins de colonisation soient donnés par soumission, " soient mis à la fin d'icelle ;

M. *David*, secondé par M. *Bachand*, propose, sous forme d'amendement au dit amendement déjà proposé, que les mots " à condition que les travaux sur les chemins de colonisation soient donnés par soumission, " soient effacés, et que les mots suivants : " dans tout chemin à construire, l'estime excédant \$400.00, l'ouvrage se fera par contrat, " soient mis à la place.

Et des débats s'en suivant ;

Et étant six heures, M. l'Orateur laisse le fauteuil.

A sept heures et demie, P. M., conformément à la 19^e règle de cette Chambre, les ordres concernant les bills privés sont lus.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer l'Institut Canadien Français de *Montréal* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Malhiot* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer le collège de *Sorel* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Dorion* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Le bill pour amender l'acte 22 Victoria, chap. 125, intitulé : " Acte pour incorporer l'Asile des Dames Protestantes de Québec " est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Brigham* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Le bill pour incorporer la "*Dominion Homestead Building Society*" est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Laurier* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Le bill pour permettre à la corporation de la ville de *Sherbrooke*, de rendre valable une certaine contribution faite dans le but de venir en aide aux victimes de l'incendie de *Chicago* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lynch* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : Acte pour permettre à la corporation de la ville de *Sherbrooke* de rendre valable une certaine contribution faite pour venir en aide aux victimes de l'incendie de *Chicago*.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Le bill pour amender l'acte incorporant la compagnie de chemin de fer à passagers de la cite de *Montréal* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. *Laframboise* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Le bill pour incorporer la compagnie du chemin de fer de *Montréal, Chambly et Sorel* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cassidy fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Le bill pour autoriser le conseil de comté de Nicolet à ériger la paroisse de Sainte-Marie de Blandford en municipalité de paroisse est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

La Chambre reprend les débats sur l'amendement proposé aujourd'hui à un amendement déjà proposé à la question que cette Chambre concourt avec le comité dans la dite résolution, (3. *Résolu*. Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, première classe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873); lequel amendement était que les mots "à condition que les travaux sur les chemins de colonisation soient donnés par soumission," soient ajoutés à la fin d'icelle; et lequel amendement au dit amendement déjà proposé était, que tous les mots "à condition que les travaux sur les chemins de colonisation soient donnés par soumission" soient effacés, et que les mots "dans tout chemin à construire, l'estimé excédant \$400, l'ouvrage se fera par contrat," soient mis à la place.

Et l'amendement au dit amendement déjà proposé étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR:

Messieurs

<i>Bachand,</i>	<i>Esinhart,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Marchand,</i>
<i>Cassidy,</i>	<i>Fournier,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Molleur,</i>
<i>Daigle,</i>	<i>Gill,</i>	<i>Laframboise,</i>	<i>Robert et</i>
<i>David,</i>	<i>Holton,</i>	<i>LaRocque,</i>	<i>Sylvestre.—19.</i>
<i>de Beaujeu,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Laurier,</i>	

CONTRE:

Messieurs

<i>Beaubien,</i>	<i>Gérin,</i>	<i>Mailloux,</i>	<i>Pozar,</i>
<i>Bellerose,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Milhiot,</i>	<i>Rhéaume,</i>
<i>Bellingham,</i>	<i>Houde,</i>	<i>M'hot,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Brigham,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Ouimet, (Proc.-Gén.)</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Cauchon,</i>	<i>Langevin,</i>	<i>Peltier (L'Assomp-</i>	<i>Roy,</i>
<i>Chauveau,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>tion,)</i>	<i>Sanders,</i>
<i>Dorion,</i>	<i>LaRue,</i>	<i>Pelletier (Belle-</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Dugas,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>chasse,)</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Fortin,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Picard,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Gaynon,</i>	<i>Locke,</i>	<i>Poupore,</i>	<i>Verreault.—40.</i>
<i>Gendron,</i>	<i>Lynch,</i>		

Ainsi il est résolu dans la négative.

L'amendement à la question principale étant mis aux voix, la Chambre se divise et il est résolu dans la négative.

La troisième résolution est alors adoptée.

La quatrième résolution et toutes les autres, jusqu'à la vingt-troisième inclusive-ment, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

La vingt-quatrième résolution, étant lue une seconde fois,

Ordonné, Que la considération de cette résolution soit remise.

La vingt-cinquième résolution et toutes les autres, jusqu'à la quatre-vingt-neuvième, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

La quatre-vingt-dixième résolution, étant lue une seconde fois, et la question étant mise aux voix, que cette Chambre concourt avec le comité dans la dite résolution, la Chambre se divise, et elle est résolue dans l'affirmative.

La quatre-vingt-onzième résolution et les autres, jusqu'à la quatre-vingt-treizième résolution inclusivement, étant lues une seconde fois,

Ordonné, Que la considération de ces résolutions soit remise.

La quatre-vingt-quatorzième résolution, ainsi que la quatre-vingt-quinzième, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Mercredi, 6 Décembre 1871.

M. l'Orateur met devant la Chambre, Etat des affaires de la maison de refuge et d'école d'industrie, *Montréal*, pour l'année mil huit cent soixante et onze. (Documents de la Session, No. 6.)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *David*, — la pétition de *Thomas Wilson* et autres, de la cité de *Montréal*.

Par M. *Hearn*, — la pétition du maire, des échevins et citoyens de la cité de *Québec*.

Par M. *Larochelle*, — la pétition du révérend *F. X. Méthot* et autres, du township de *Standon*, — la pétition de *Patrick O'Reiley* et autres, de la paroisse de *Saint-Edouard de Frampton*, — et la pétition de *Bellarmin Lapierre* et autres, de la paroisse de *Sainte-Germaine du Lac Etchemin*, toutes du comté de *Dorchester*.

Par l'honorable M. *Holton*, — la pétition de *Andrew Allan* et autres, de la cité de *Montréal*, — et la pétition de M. *W. Simpson* et autres, de la paroisse de *Montréal*.

Par M. *Mailloux*, — la pétition du révérend *Jos. Alf. Perusse* et autres, du township de *Cabans* et de la seigneurie de *Madawaska et Témiscouata*, dans le comté de *Témiscouata*.

Par M. *Trudel*, — la pétition de *René-Auguste-Richard Hubert*, *Louis-Joseph-Amédée P.-pincou* et *John Sleep Honey*, protonotaire conjoint de la Cour Supérieure et greffier de la Cour de Circuit, pour le district de *Montréal*.

Par M. *Pozor*, — la pétition du révérend *J. B. Villeneuve* et autres, de la paroisse de *Saint-Victor de Tring*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De *P. Xavier Pepin* et autres, des townships de *Tring* et *Adstock*, — de *Vital Cloutier* et autres, de *Saint-Victor de Tring*, — de *P. X. Rodrigue* et autres, de *Saint-Ephrem de Tring*, — de *Martin Mathieu* et autres, des townships de *Tring*, *Watford* et *Cranbourne*, — du révérend *J. R. Desjardins* et autres, du township de *Linière*, — et du révérend *Mrs. Ed. Moore* et autres, de la paroisse de *Saint-Frédéric* et du township de *Broughton*, toutes du comté de *Beauce* ; demandant respectivement la remise d'une partie des intérêts et rentes dus au gouvernement sur les terres de leur localité et un délai pour le paiement du capital fixé par les règlements actuellement en force.

De *D. Maigré* et autres, des paroisses de *Saint-Didace* et *Saint-Joseph*, comté de *Maskinongé*, et de *Saint-Gabriel de Brandon*, comté de *Berthier* ; demandant de l'aide pour construire un canal de la rivière *Mastigouche* à la rivière *Maskinongé*.

Du révérend A. P. Bellemare et autres, de la paroisse de *Saint-Didace*, comté de *Maskinongé*; demandant de l'aide pour un chemin dans la dite paroisse.

Ordonné, Que la pétition de *Thomas Wilson* et autres, de la cité de *Montréal*, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue;

Et la dite pétition, demandant que la seconde section du bill pour amender la charte de la cité de *Montréal*, soit amendée de manière à décréter que le mode de votation suivi dans l'élection du maire et des conseillers soit employé dans les cas de règlements des chemins de fer et pour d'autres fins, est reçue et lue.

Ordonné, Que la pétition du Maire, des échevins et citoyens de la cité de *Québec*, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue;

Et la dite pétition, demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la dite cité, est reçue et lue.

M. *Marchand*, du comité spécial sur le bill pour amender de nouveau les lois de chasse en cette Province, présente à la Chambre le second rapport du dit comité, lequel est lu comme suit:

Votre comité a examiné le bill intitulé: "Acte pour amender de nouveau les lois de chasse en cette Province, et à l'honneur d'en faire rapport avec certains amendements, qu'il soumet respectueusement à la considération de votre honorable Chambre.

M. *Billingham*, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières, présente à la Chambre le quatrième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit:

Votre comité a examiné le bill pour amender la charte du chemin à lisses de *Québec à Gosford*, et à l'honneur d'en faire rapport avec certains amendements, qu'il soumet respectueusement à la considération de votre honorable Chambre.

L'honorable M. *Chauveau*, l'un des membres de l'honorable Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, présente—Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 17 novembre 1871, demandant la requête des franc-tenanciers du comté de *Montmagny* demandant la remise des arrérages qu'ils doivent au Gouvernement sur le prix de leurs terres; et demandant aussi des octrois gratuits de terre pour faciliter le développement de la colonisation dans ce comté. (Documents de la Session, No. 15.)

Ordonné, Que la 60e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport au bill pour incorporer la compagnie du chemin de fer de jonction de la *Pointe-Lévis* et l'*Anse aux Sauvages*.

Ordonné, Que M. *David* ait la permission d'introduire un bill pour rendre saisissable une partie du salaire des officiers publics.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Cassidy* ait la permission d'introduire un bill pour amender la loi relative aux assurances mutuelles des fabriques ou ce qui concerne les diocèses de *Montréal* et de *Saint-Hyacinthe*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. *Fortin*, du comité général des élections, fait rapport que le comité a fixé vendredi, le quinzième jour de décembre courant, à 11 heures A. M., de la liste B. No. 1. pour choisir le comité spécial chargé de décider du mérite de la pétition se plaignant de l'élection et rapport irréguliers de *Pamphile G. Verreault*, écuyer, pour le district électoral de l'*Islet*.

Ordonné, Que M. *Fournier* ait la permission d'introduire un bill concernant les arrérages dus sur les terres de la couronne et du clergé vendues avant le premier de juillet 1867, et pour amender l'acte relatif à la vente et l'administration des terres publiques.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Fournier* ait la permission d'introduire un bill pour limiter l'application des articles 298 et 299 du code civil et le titre cinquième du code de procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Molleur* ait la permission d'introduire un bill pour amender les articles 2123 et 2124 du Code Civil du *Bas-Canada*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. *Robertson* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte de cette province, trente-deux Victoria, chapitre cinquante-deux, concernant la subvention à être accordée à certains chemins de fer de colonisation.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. *Chauveau*, l'un des membres de l'honorable Conseil Exécutif de la province de *Québec*, met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur,—Rapport du commissaire des terres de la Couronne de la province de *Québec*, pour les douze mois qui ont fini le 30 juin 1871. (Documents de la Session, No. 2.)

M. *Gendron*, secondé par M. *Trudel*, propose qu'il soit nommé un comité spécial, composé de l'honorable M. *Chauveau*, l'honorable M. *Robertson*, l'honorable M. *Langevin*, C. B., M. *David*, M. *Molleur*, M. *Laurier*, M. *Eddy*, M. *Roy*, M. *Marchand*, M. *Laroche*, M. *Esinhart*, M. *Trudel*, M. *Fortin*, M. *Cassidy* et du moteur, pour prendre en considération les meilleurs moyens de développer et d'encourager l'industrie en cette province, pour en faire rapport de temps à autre, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

M. *Joly*, secondé par M. *Bachand*, propose, sous forme d'amendement à la question, que les mots "et que le dit comité s'enquière spécialement s'il ne serait pas nécessaire, pour assurer le développement de notre industrie, que le *Canada* ait le droit de régler lui-même ses relations commerciales avec les pays étrangers," soient ajoutés à la fin d'icelle.

M. *Trudel*, secondé par M. *Bellerose*, propose, sous forme d'amendement à l'amendement déjà proposé, que tous les mots après "comité," jusqu'à la fin du dit amendement, soient retranchés et que les mots "soit plus spécialement chargé de s'enquérir :

- "1. Des différentes industries qui sont à créer dans la province de *Québec* ;
- "2. Celles qui étant créées ont besoin de recevoir des développements ;
- "3. Quelles sont les causes qui empêchent le développement de ces industries, et les moyens de faire disparaître ces causes ;
- "4. Quels sont les meilleurs moyens à prendre pour favoriser la création et le développement des dites industries," soient mis à la place.

Et l'amendement à l'amendement déjà proposé, étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Beaubien</i> ,	<i>Gagnon</i> ,	<i>Laurier</i> ,	<i>Picard</i> ,
<i>Bellerose</i> ,	<i>Gendron</i> ,	<i>Lavallée</i> ,	<i>Poupoire</i> ,
<i>Bellingham</i> ,	<i>Gérin</i> ,	<i>LeCavalier</i> ,	<i>Robertson</i> ,
<i>Cauchon</i> ,	<i>Gosselin</i> ,	<i>Lynch</i> ,	<i>Roy</i> ,
<i>Chauveau</i> ,	<i>Houde</i> ,	<i>Mailoux</i> ,	<i>Sanders et</i>
<i>de Beaujeu</i> ,	<i>Irvine</i> , (Sol.-Gén.)	<i>Mathiot</i> ,	<i>Trudel</i> .—32.
<i>Dugas</i> ,	<i>Latonde</i> ,	<i>Ouimet</i> (Proc.-Gén.),	
<i>Esinhart</i> ,	<i>Langevin</i> ,	<i>Peltier</i> (L'Assomp-	
<i>Fortin</i> ,	<i>LaRue</i> ,	tion),	

CONTRE :
Messieurs

<i>Bachand,</i>	<i>Hearn,</i>	<i>Pelletier (Belle-</i>
<i>Cassidy,</i>	<i>Holton,</i>	<i>chasse,)</i>
<i>Daigle,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Robert,</i>
<i>Dorion,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Sylvestre et</i>
<i>Fournier,</i>	<i>Laframboise,</i>	<i>Tremblay.—18.</i>
	<i>La Rocque,</i>	
	<i>Marchand,</i>	
	<i>Méthot,</i>	
	<i>Molleur,</i>	

Ainsi, il est résolu dans l'affirmative.

L'amendement à la question principale, ainsi amendé, étant mis aux voix ;

Et des débats s'en suivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur laisse le fauteuil.

A sept heures et demie P. M., conformément à la 19^e règle de cette Chambre, les ordres du jour concernant les bills privés sont lus.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour le soulagement de "*The American Presbyterian Society of Montreal,*" et pour d'autres fins ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Laberge* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : "Acte pour amender un acte pour le soulagement d'une certaine congrégation religieuse à *Montréal*, connue sous la dénomination de Presbytériens, et pour d'autres fins."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer la compagnie du chemin de fer d'*Ottawa* et la *Vallée de Gatineau* ; et après y avoir siégé pendant quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lavallée* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

Le bill pour donner au Synode du diocèse de *Montréal* pouvoir de subdiviser des paroisses érigées pour des fins ecclésiastiques par lettres patentes est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Le bill pour incorporer la compagnie de chemin de fer de *Philipsburg*, *Farnham* et *Yamaska* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières.

Le bill pour amender l'acte relatif à la compagnie du chemin de fer de jonction de *Missisquoi* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières, et la 60^e règle de cette Chambre est suspendue en autant qu'elle a rapport à ce bill.

Le bill concernant le cimetière de Notre-Dame des Neiges, *Montréal*, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

La Chambre reprend les débats sur l'amendement, tel qu'amendé, qui a été aujourd'hui proposé à la question, qu'il soit nommé un comité spécial, composé de l'honorable M. *Chauveau*, l'honorable M. *Robertson*, l'honorable M. *Langevin*, C. B., M.

David, M. Molleur, M. Lawrier, M. Eddy, M. Roy, M. Marchand, M. Larochelle, M. Esinhardt, M. Trudel, M. Fortin, M. Cassidy, et M. Gendron, pour prendre en considération les meilleurs moyens pour développer et encourager l'industrie en cette Province, pour en faire rapport de temps à autre, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records ; lequel amendement, tel qu'amendé, était que les mots " et que le dit comité soit plus spécialement chargé de s'enquérir :

- " 1. Des différentes industries qui sont à créer dans la Province de Québec ;
- " 2. De celles qui, étant créées, ont besoin de recevoir des développements ;
- " 3. Quelles sont les causes qui empêchent le développement de ces industries, et les moyens de faire disparaître ces causes ;
- " 4. Quels sont les meilleurs moyens à prendre pour favoriser la création et les développements des dites industries," soient ajoutés à la fin d'icelui.

Et l'amendement, tel qu'amendé, étant mis aux voix, il est résolu dans l'affirmative.

La question printipale, ainsi amendée, étant alors mise aux voix,

Résolu, Qu'il soit nommé un comité spécial, composé de l'honorable M. Charveau, l'honorable M. Robertson, l'honorable M. Langevin C. B., M. David, M. Molleur, M. Lawrier, M. Eddy, M. Roy, M. Marchand, M. Larochelle, M. Esinhardt, M. Trudel, M. Fortin, M. Cassidy et M. Gendron, pour prendre en considération les meilleurs moyens de développer et encourager l'industrie en cette Province, pour en faire rapport de temps à autre, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records, et que le dit comité soit plus spécialement chargé de s'enquérir :

1. Des différentes industries qui sont à créer dans la Province de Québec ;
2. Celles qui, étant créées, ont besoin de recevoir des développements ;
3. Quelles sont les causes qui empêchent le développement de ces industries, et les moyens de faire disparaître ces causes ;
4. Quels sont les meilleurs moyens à prendre pour favoriser la création et le développement des dites industries.

M. Tremblay, secondé par M. Gagnon, propose que toutes les pétitions présentées à cette Chambre, pendant la présente Session, demandant la remise d'une partie des rentes et intérêts dus au Gouvernement, sur les terres dans différents townships du comté de *Chicoutimi*, et un délai pour le paiement du capital fixé par les règlements actuellement en force, soient renvoyées au comité permanent de l'Agriculture, l'Immigration et la Colonisation ;

Et objection étant faite que la motion n'est pas dans l'ordre ;

M. l'Orateur décide qu'elle n'est pas dans l'ordre, en autant qu'elle affecte le revenu public.

M. Fournier, secondé par M. Molleur, propose que la réponse à une adresse concernant la pétition des franc-tenanciers du comté de *Montmagny* ; demandant que les arrérages dus par eux au Gouvernement sur le prix de leurs terres, leur soient remis ; et de plus, des octrois gratuits de terre pour faciliter le développement de la colonisation dans le dit comté, soit référée au comité d'Agriculture, Immigration et Colonisation ;

Et objection étant faite que la dite motion n'est pas dans l'ordre ;

M. l'Orateur décide que cette motion n'est pas dans l'ordre, en autant qu'elle affecte le revenu public.

Sur motion de M. Fournier, secondé par M. Marchand,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état indiquant le nombre de limites accordées à divers individus dans les districts de *Chicoutimi* et de *Saguenay*, depuis 1850 jusqu'à ce jour, le nom des localités où sont ces limites, l'étendue de chacune d'elles, la date de l'octroi de chaque licence, les conditions auxquelles elles ont été accordées, les sommes d'argent payées pour chaque limite, la quantité des diverses espèces de bois coupés, les sommes payées pour droits de coupe, les dates des paiements pour rentes de terrain et coupe de

bois, et tous autres droits imposés par les règlements en force aux diverses époques où les licences ont été accordées; si quelques sommes d'argent restent dues au Gouvernement ou n'ont pas été payées, et pourquoi; si le Gouvernement a fait des remises sur telles sommes dues, et à qui ces remises ont été faites, et pour quelles raisons.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son-Excellence, par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Le bill pour amender le chapitre 78 des statuts refondus pour le Bas-Canada est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Sur motion de l'honorable M. *Robertson*, secondé par l'honorable M. *Chauveau*,

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant la subvention à être accordée à certaines compagnies de chemins de fer.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Quo nonobstant ce qui peut être contenu dans l'acte de cette province, trente-deuxième Victoria, chapitre cinquante-deux, à ce contraire, lorsqu'une moitié non interrompue d'aucun des chemins de fer désignés dans le dit acte ou de la partie du Chemin de fer International de *Saint-François* et *Mégantic*, désigné dans la section treizième de l'acte de cette province, trente-quatre Victoria, chapitre vingt-et-un, ou qu'aucune section de pas moins de vingt-cinq milles en longueur, aura été achevée et mise en opération, le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra, sur la demande de la compagnie, payer pour telle moitié, ou pour telle partie de chemin, le montant entier du subside converti, accordé par le dit acte en proportion du nombre de milles ainsi achevés.

2. *Résolu*, Que tel paiement pourra être fait soit en argent, ou en débentures capitalisées du Gouvernement, et que les dispositions des sous-sections quatrième, cinquième, sixième, septième et huitième, de la cinquième section du dit acte, s'appliqueront aux dites débentures en la même manière qu'aux débentures converties et mentionnées dans les dites sous-sections et assujettira la compagnie et le chemin de fer, et toutes propriétés et dépendances de la dite compagnie, aux mêmes obligations, conditions auxquelles elle eut été obligée, si le subside annuel eut été payé, ou des débentures émises en vertu du dit acte.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bellerose* fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

Sur motion de l'honorable M. *Chauveau*, secondé par l'honorable M. *Robertson*,
Résolu, Quo, demain, les ordres du jour du Gouvernement aient préséance sur tous autres ordres.

Résolu, Que lorsque cette Chambre s'ajournera demain, elle soit ajournée jusqu'à samedi prochain, à 2 heures P. M.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Jeudi, 7 Décembre 1871.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Asile Militaire du Canada, pour l'année 1871, (Documents de la Session, No. 6.)

Et de plus—Etat des affaires de la compagnie des chemins à barrières de l'Isle-Jésus, dans le comté de *Laval*, pour l'année 1871, (Documents de la Session, No. 16.)

Les pétitions suivantes, sont separement présentées et déposées sur la table :

Par M. *Dorion*,—la pétition du Conseil-de-Ville de la ville de *Sorel*.

Par M. *Trudel*,—la pétition de *J. Bte. Garneau* et autres, de la paroisse de *Sainte-Anne de Lapérade*, comté de *Champlain*.

Par M. *Gendron*,—la pétition de *P. B. Benoit* et autres, officiers et directeurs de la Société d'Agriculture du comté de *Chamblly*.

Par l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*,—la pétition des Révérendes Sœurs du Couvent du Sacré-Cœur de *Somerset*.

Par M. *Larochelle*,—la pétition de *Jean Vallière* et autres, des townships de *Frampton* et *Cranbourne*,—la pétition de *John Brennan* et autres, des townships de *Frampton*, *Standon*, *Cranbourne*, *Ware* et *Longevin*,—la pétition de *P. Cassidy* et autres, du township de *Cranbourne*, toutes du comté de *Dorchester*,—et la pétition de *James McLintack* et autres, du township de *Cranbourne*, comté de *Dorchester*, et de la paroisse de *Saint-François*, comté de *Beauce*.

Par M. *Pozar*,—la pétition du Révérend *Frs. Ed. Moore* et autres, de la paroisse de *Saint-Frédéric*, comté de *Beauce*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De *H. Taylor* et autres, de la cité de *Montréal*; demandant qu'un droit d'appel leur soit accordé dans les affaires d'expropriation pour la construction d'un parc à *Montréal*.

De *Michel Boyce* et autres, de la cité de *Quebec*; demandant que la loi qui concerne la vente des boissons par les épiciers, soit amendée.

De la municipalité de la paroisse de *Saint-Roch de Québec-Sud*; demandant que le nom de la dite municipalité soit changé en celui de "Municipalité de *Saint-Sauveur de Québec*," et pour d'autres fins.

De *François X. Mathieu* et autres, de la paroisse de *Saint-Alban*, comté de *Portneuf*, se plaignant des fraudes et menées corruptrices de la part des représentants de la compagnie du chemin de fer de la rive Nord, lors de la votation sur le règlement accordant \$100,000 à la dite compagnie.

Du Révérend *S. Dassylva* et autres, de la paroisse de *Saint-Ephrem de Tring* et du township d'*Adstock*; demandant de l'aide pour un chemin de *Forsyth* à *Adstock*.

De Révérend *J. P. A. Chaperon* et autres, de la paroisse de *Sainte-Marie*, de *Pierre Pâquet* et autres, et de *Reginald A. D. King* et autres, de la paroisse de *Saint-George*, tous du comté de *Beauce*; demandant que le juge de la cour supérieure pour les districts de *Montmagny* et *Beauce*, soit tenu de résider dans le district de *Beauce*, et qu'un magistrat stipendiaire ne soit pas nommé pour et dans le district de *Beauce*.

M. *Bellingham*, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières, présente à la Chambre le cinquième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit:

Votre comité a examiné le bill pour incorporer la "compagnie du chemin de fer de Jonction de la *Pointe Lévis* et l'*Anse des Sauvages*, et y a fait certains amendements qu'il soumet respectueusement à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité a aussi examiné le bill pour amender l'acte concernant la compa-

gnie du chemin de fer de Jonction de *Missisquoi*, et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

L'honorable M. *Chauveau*, l'un des membres de l'honorable Conseil Exécutif de la province de *Québec*, présente,—Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative datée le 4 décembre 1871, demandant toute correspondance relative à la résidence du juge nommé pour exercer les fonctions judiciaires dans les districts de *Montmagny* et de *Beauce*. (Documents de la Session, No. 18.)

La Chambre procède à prendre en considération la vingt-quatrième résolution qui a été rapportée mardi, le cinq du courant, du comité des subsides, et elle est de nouveau lue comme suit :

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatorze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide à l'Asile des aliénés, *Beauport*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873;

Et la question étant mise aux voix, que cette Chambre concourt avec le comité dans la dite résolution;

M. *Joly*, secondé par l'honorable M. *Holton*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "cette Chambre est prête à voter toute somme raisonnable pour donner aux aliénés dans cette province les soins que leur triste condition requiert, mais qu'elle regrette que le Gouvernement ait passé un contrat qui lie la Province pour dix ans pour un montant de près d'un million et un quart de piastres, quinze jours seulement avant le commencement de cette session, et sans vouloir attendre l'ouverture des Chambres pour demander le consentement du Parlement, ce qui aurait pu se faire sans difficulté, puisque le présent contrat n'expire que le premier mai 1873," soient mis à la place.

Et des débats s'en suivant;

Et étant six heures, M. l'Orateur laisse le fauteuil.

A sept heures et demie P. M., conformément à la 19^e règle de cette Chambre, les ordres du jour concernant les bills privés sont lus.

L'honorable M. *Robertson*, du comité conjoint des deux Chambres sur les impressions de la Législature, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité recommande que son *quorum* soit réduit à cinq membres.

Que la réponse à une adresse, demandant les pétitions concernant l'acquisition des terres de la compagnie des pêcheries et des mines de charbon de *Gaspé*, soit imprimée condensée pour l'usage des membres de cette Chambre.

Votre comité recommande de plus :

Que les départements publics se conforment à une résolution adoptée le 2 décembre 1869.

Que l'Imprimeur de la Reine soit chargé de faire faire les impressions des différents départements du service public, sujets aux instructions de leur chef respectif.

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le dit rapport.

Un bill pour incorporer la compagnie du chemin de fer d'*Ottawa* et la *Valée de Gatineau* est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender la charte du chemin à li-ses de *Québec* à *Gosford*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Fortin* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Fortin fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le bill pour incorporer les missionnaires de Notre-Dame S. J. est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Le bill pour autoriser la Chambre Provinciale des Notaires à admettre, après examen, *William Fahey* comme notaire, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

La Chambre reprend les débats ajournés sur l'amendement, qui a été proposé aujourd'hui à la question, Que cette Chambre concourt avec le comité dans la vingt-quatrième résolution qui a été rapportée du comité des subsides, mardi, le cinq du courant, lequel amendement était que tous les mots après "que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et que les mots "cette Chambre est prête à voter toutes sommes raisonnables pour donner aux aliénés dans cette Province les soins que leur triste condition requiert, mais qu'elle regrette que le Gouvernement ait passé un contrat qui lie la Province pour dix ans, pour un montant de près d'un million et un quart de piastres, quinze jours seulement avant le commencement de cette Session, et sans vouloir attendre l'ouverture des Chambres pour demander le consentement du Parlement, ce qui aurait pu se faire sans difficulté, puisque le présent contrat n'expiré que le premier mai 1873," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :
Messieurs

<i>Bachand,</i>	<i>de Beaujeu,</i>	<i>Laberge.</i>	<i>Marchand,</i>
<i>Cassidy,</i>	<i>Fournier,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Mottur,</i>
<i>Daigle,</i>	<i>Holton,</i>	<i>Laframboise,</i>	<i>Sanders et</i>
<i>David,</i>	<i>Joly,</i>	<i>LaRoque,</i>	<i>Sylvestre.—16.</i>

CONTRE :
Messieurs

<i>Beaubien,</i>	<i>Gosselin.</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Ponpore,</i>
<i>Bellerose,</i>	<i>Hearn,</i>	<i>Mailbourg,</i>	<i>Pozar,</i>
<i>Brigham,</i>	<i>Houle,</i>	<i>Malhot,</i>	<i>Rhéaume.</i>
<i>Cauchon,</i>	<i>Irvine (Sol.-Gén.),</i>	<i>Metcal,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Chauveau,</i>	<i>Lauvin,</i>	<i>Ouimet (Proc.-Gén.),</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Dorion,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Pettier (L'Assomp- tion),</i>	<i>Sauyer et</i>
<i>Dugas,</i>	<i>LaRue,</i>		<i>Verreault.—35.</i>
<i>Fortin,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Pelletier (Belle- chasse),</i>	
<i>Gagnon,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Picard,</i>	
<i>Gendron,</i>	<i>Locke,</i>		

Ainsi il est résolu dans la négative.

La dite vingt-quatrième résolution est alors adoptée.

La Chambre procède à prendre en considération les 91^e, 92^e et 93^e résolutions, qui ont été rapportées du comité des subsides, mardi, le 5 du courant, lesquelles sont lues de nouveau comme suit :

91. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix huit mille deux cent deux piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des bureaux d'enregistrement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

92. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'arpentage, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

93. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer des dépenses générales pour le département des terres de la couronne, y compris les biens des Jésuites, les réserves du clergé, le domaine de la couronne, la seigneurie de Lauzon et bois et forêts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

La quatre-vingt-onzième et la quatre-vingt-douzième résolutions sont adoptées.

Et la question étant mise aux voix, que cette Chambre concourt avec le comité dans la quatre-vingt-treizième résolution, la Chambre se divise, et elle est résolue dans l'affirmative.

M. Bellerose, du comité de toute la Chambre pour prendre en considération certaines résolutions proposées, concernant la subvention à être accordée à certaines compagnies de chemins de fer, fait rapport de deux résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Que nonobstant ce qui peut être contenu dans l'acte de cette Province, trente-deuxième Victoria, chapitre cinquante-deux, à ce contraire, lorsqu'une moitié non interrompue d'aucun des chemins de fer désignés dans le dit acte ou de la partie du chemin de fer international de *Saint-François* et *Mégantic*, désigné dans la section treizième de l'acte de cette province, trente-quatre Victoria, chapitre vingt et un, ou qu'aucune section de pas moins de vingt cinq milles en longueur, aura été achevée et mise en opération, le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra, sur la demande de la compagnie, payer pour telle moitié, ou pour telle partie de chemin, le montant entier du subside converti, accordé par le dit acte en proportion du nombre de milles ainsi achevés.

2. *Résolu*, Que tel paiement pourra être fait soit en argent, ou en débetures capitalisées du Gouvernement, et que les dispositions des sous-sections quatrième, cinquième, sixième, septième et huitième, de la cinquième section du dit acte, s'appliqueront aux dites débetures en la même manière qu'aux débetures converties et mentionnées dans les dites sous-sections et assujettira la compagnie et le chemin de fer, et toutes propriétés et dépendances de la dite compagnie, aux mêmes obligations, conditions auxquelles elle eut été obligée, si le subside annuel eut été payé, ou des débetures émises en vertu du dit acte.

Les dites résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

Le bill pour amender l'acte de cette province, trente-deux Victoria, chapitre cinquante-deux, concernant la subvention à être accordée à certains chemins de fer de colonisation est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à samedi prochain, à 2 heures P. M.

Samedi, 9 Décembre 1871.

2 heures P. M.,

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Bachand*,—la pétition du Révérendissime Evêque Catholique Romain de *Saint-Hyacinthe* et autres.

Par M. *Tremblay*, la pétition de *Job Bilodeau* et autres, des townships de *Metabetchouan* et *Charlevoix* ; et la pétition de *David Tessier* et autres, des townships de *Tremblay* et *Simard*, toutes du comté de *Chicoutimi*.

Par M. *Lafontaine*,—la pétition du Révérend J. B. *Champeau* et autres, de la paroisse de *Saint-Michel Archange*, comté de *Napierville*.

Par l'honorable M. le Procureur-Général *Quimet*,—la pétition des Sœurs de l'Asile de la Providence, de la cité de *Montréal*.

Par M. *Mailloux*,—la pétition du Révérend J. B. *Gagnon* et autres, des paroisses de *Trois-Pistoles* et *Sainte-Françoise*.

Par M. *Picard*,—la pétition de R. H. G. *Chapman* et autres.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De *René-Auguste-Richard Hubert*, *Louis-Joseph-Amédée Papineau* et *John-Sleep Honey*, Protonotaire conjoint de la Cour Supérieure et Greffier de la Cour de Circuit pour le district de *Montréal* ; demandant qu'il soit ajouté un certain *proviso* au bill concernant les dépôts judiciaires et autres.

De *Andrew Allan* et autres, de la cité de *Montréal* ; demandant que le bill concernant le cimetière de *Notre-Dame des Neiges* ne devienne pas loi, et pour autres fins.

De M. W. *Simpson* et autres, de la paroisse de *Montréal* ; demandant certaines restrictions, dans le cas où l'acte concernant le cimetière de *Notre-Dame des Neiges* serait adopté.

Du Conseil-de-Ville de la ville de *Sorel* ; demandant que les deniers provenant de l'octroi des licences pour la vente des liqueurs spiritueuses dans les limites de la ville de *Sorel*, soient imputés comme fonds d'amortissement sur l'emprunt effectué par la dite ville de *Sorel* du fonds consolidé d'emprunt municipal.

De J. Bte. *Garneau* et autres, de la paroisse de *Sainte-Anne de la Pérade*, comté de *Camplain* ; demandant de l'aide pour "l'Académie de Garçons du village de *Sainte-Anne de la Pérade*."

Des Révérendes Sœurs du Couvent du Sacré-Cœur de *Somerset* ; demandant de l'aide.

Du Révérend Frs. *Ed. Moore* et autres, de la paroisse de *Saint-Frédéric*,—et du Révérend J. B. *Villeneuve* et autres, de la paroisse de *Saint-Victor de Tring*, tous du comté de *Beauce* ; demandant respectivement que le Juge nommé pour les districts de *Beauce* et *Montmagny*, soit tenu de résider dans les limites du district de *Beauce*, et demandant qu'il ne soit pas nommé magistrat stipendiaire pour le district de *Beauce*.

De P. B. *Benoit* et autres, les officiers et directeurs de la société d'agriculture du comté de *Chambly* ; demandant de l'aide pour l'empierrement des chemins.

Du Révérend Jos. *Alfred Pirasse* et autres, du township de *Cabans* et de la seigneurie de *Madawaska* et *Témiscouata*, dans le comté de *Témiscouata* ; demandant de l'aide pour le chemin *Mellouze*.

De *Billarmin Lapierre* et autres, de la paroisse de *Sainte-Germaine du Lac Etchemin*, comté de *Dorcheser* ; demandant de l'aide pour la continuation du chemin *Dorchester* entre les townships *Laujean*, *Ware* et *Metgermette*.

Des *James McLintock* et autres, du township de *Cranbourne*, comté de *Dorchester*,

et de la paroisse de *Saint-François*, comté de *Beauce* ; demandant de l'aide pour un chemin du dit township de *Cranbourne* à la paroisse de *Saint-François*.

De *John Brennan* et autres, des townships de *Frampton*, *Standon*, *Cranbourne*, *Ware* et *Langevin*, comté de *Dorchester* ; demandant de l'aide pour un chemin du township de *Frampton* à l'église de *Sainte-Marie*.

De *Jean Vallière* et autres, des townships de *Frampton* et *Cranbourne*, comté de *Dorchester* ; demandant de l'aide pour un chemin dans le dit township de *Frampton*.

De *P. Cassidy* et autres, du township de *Cranbourne*, comté de *Dorchester* ; demandant de l'aide pour un chemin dans le dit township de *Cranbourne*.

De *Patrick O'Reiley* et autres, de la paroisse de *Saint-Edouard de Frampton*, comté de *Dorchester* ; demandant de l'aide pour le chemin de la 3^{me} et 4^{me} concessions de *Saint-Edouard de Frampton*.

Du Révérend *F. X. Méthot* et autres, du township de *Standon* ; demandant l'ouverture d'un chemin entre les 3^{me} et 4^{me} rangs du township de *Standon*.

Ordonné, Que la pétition du Révérendissime Evêque Catholique Romain de *Saint-Hyacinthe* et autres, présentée ce jour, soit maintenant reçue et lue.

Et la dite pétition, demandant des dispositions spéciales pour la construction d'une église paroissiale dans la paroisse de *Saint-Hyacinthe le Confesseur*, et pour d'autres fins, est reçue et lue.

M. Marchand, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le onzième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et trouve que les avis requis ont été donnés :

La pétition de *W. J. Warr* et autres, du township d'*Ireland*, dans le comté de *Mégantic*, demandant la pas-sation d'un acte pour détacher certains rangs du dit township d'*Ireland* et d'en former une municipalité distincte.

La pétition de la corporation de la cité de *Québec*, demandant des amendements à sa charte.

Votre comité a, de plus, examiné la pétition du conseil municipal de la paroisse de *Saint-Roch de Québec-Sud*, demandant que le nom de cette municipalité soit changé et pour d'autres fins, et trouve que les avis n'ont pas été donnés et ne peut recommander la suspension de la 51^e règle.

Ordonné, Que l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine* ait la permission d'introduire un bill pour amender la loi concernant la souscription de parts ou l'aide à donner aux chemins de fer par les municipalités.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill concernant les dépôts judiciaires et autres ; et après y avoir siégé pendant quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bachand* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit reçu mardi prochain.

Ordonné, Que le bill, ainsi amendé, soit ré-imprimé.

Ordonné, Que cette partie du onzième rapport du comité permanent des ordres permanents qui a rapport à la pétition de la municipalité de la paroisse de *Saint-Roch de Québec-Sud*, soit renvoyée de nouveau au dit comité, pour y être re-considérée.

L'honorable M. *Chauveau*, l'un des membres de l'honorable Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, remet à M. l'Orateur un message de Son Excellence le Lieutenant Gouverneur, revêtu de la signature de Son Excellence.

Et le dit message est lu par M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre étant découverts, et il est comme suit :

N. F. BELLEAU.

Le Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec* transmet à l'Assemblée Législative des estimés supplémentaires des sommes requises pour les services de

L'année fiscale finissant le trente juin mil huit cent soixante-et-treize, et en conformité des dispositions de la 54^{ème} section de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, il recommande ces estimés supplémentaires à l'Assemblée Législative. (Document, de la Session, No. 14.)

Hôtel du Gouvernement, }
Québec, 9 Décembre 1871. }

Ordonné, Que le dit message, ainsi que les estimés supplémentaires qui l'accompagnent, soient renvoyés au comité des subsides.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en le comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Palais de Justice et de la Prison de *Bonaventure*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Palais de Justice et de la Prison de *Gaspé*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institution Catholique des Sourds-Muets, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Frères de la Charité de Saint-Vincent de Paul, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir de *Saint-Hyacinthe*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles d'industrie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'arpentage d'exploration spéciale pour la continuation du chemin de *Gosford*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Belmont (*Wakeham*), *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice d'Yamachiche, *Yamachiche*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bellerose* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu lundi prochain.

M. *Bellerose* informe, de plus, la Chambre, qui lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que lundi prochain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

Le bill pour amender de nouveau la loi concernant les magistrats de district en

cette Province est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour mardi prochain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer la compagnie du chemin de fer de Jonction de la *Pointe-Lévis* et l'*Anse des Sauvages*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Malhiot* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte relatif à la compagnie du chemin de fer de Jonction de *Missisquoi*; et après y avoir siégé pendant quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *LeCavalier* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que la Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le bill pour amender l'acte 29e Victoria, chapitre 61, intitulé: Acte pour incorporer le village de *Berthier*, et pour l'ériger en ville est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité des bills privés; et la 60e règle de cette Chambre est suspendue en autant qu'elle a rapport à ce bill.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil Législatif a passé un bill, intitulé: Acte pour amender la loi concernant les plans et livres de renvois des Cadastres, auquel il demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de l'honorable M. *Chauveau*, secondé par l'honorable M. le Procureur Général *Ouimet*,

Ordonné, Que le bill du Conseil Législatif, intitulé: Acte pour amender la loi concernant les plans et livres de renvois des Cadastres, soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonné pour lundi prochain.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 11 Décembre 1871.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. *Joly*,—la pétition de *F. X. Déry* et autres, de la cité de *Québec*.

Par M. *Gendron*,—la pétition de *Jos. Sabourin* et autres, de la paroisse de *Saint-Hubert*, comté de *Chambly*.

Par M. *Pozar*,—la pétition de la municipalité de la paroisse de *Saint-Vital de Lambton*,—la pétition du Révérend *J. R. Desjardins* et autres, de la paroisse de *Saint-Côme*,—la pétition du Révérend *Charles Hallet* et autres, des townships d'*Aylmer* et *Gayhurst*,—la pétition du Révérend *J. B. Villeneuve* et autres, de la paroisse de *Saint-Victor de Tring*,—et la pétition de *P. Cadieux* et autres, des townships de *Lambton* et *Price*, toutes du comté de *Beauce*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De *Job Bilodeau* et autres, des townships de *Métabetchovan* et *Charlevoix*,—et de *David Tessier* et autres, des townships de *Tremblay* et *Simard*, toutes du comté de *Chicoutimi*; demandant la remise d'une partie des rentes et intérêts dus au gouvernement sur les terres de leur localité, et un délai pour le paiement du capital fixé par les règlements actuellement en force.

Des Sœurs de l'Asile de la Providence, de la cité de *Montréal*; demandant que l'allocation annuelle en faveur de l'Institution des Sourdes-Muettes de la dite cité, soit continuée et augmentée.

Du Révérend *J. B. Champeaux* et autres, de la paroisse de *Saint Michel Archange*, comté de *Napierville*; demandant de l'aide pour l'empierrement des chemins.

De *R. H. G. Chapman* et autres; demandant de l'aide pour un chemin dans le township de *Kingsbury*.

Du Révérend *J. B. Gagnon* et autres, des paroisses de *Trois-Pistoles* et *Sainte-Françoise*; demandant de l'aide pour l'ouverture d'une route dans la seigneurie de *Trois-Pistoles* et le township *Bégin*.

M. *Bellingham*, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques, compagnies de mines ou manufacturières, présente à la Chambre le sixième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill pour incorporer la compagnie du chemin à lisses de *Waterloo* et *Mayag*, et a l'honneur de le rapporter avec certains amendements, qu'il soumet respectueusement à la considération de votre honorable Chambre.

M. *Marchand*, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le douzième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition de la municipalité de la paroisse de *Saint-Roch de Québec Sud*, qui a été référée de nouveau à ce comité pour reconsidération, et trouve, malgré les explications qui lui ont été données par le maire de la dite municipalité, qu'il ne peut recommander la suspension de la 51^e règle de cette Chambre.

Votre comité a, de plus, examiné la pétition du Révérendissime Evêque Catholique Romain de *Saint-Hyacinthe*, et autres, demandant des dispositions spéciales pour la construction d'une église paroissiale dans la paroisse de *Saint-Hyacinthe le Confesseur*, et pour autres fins, et trouve qu'il n'y a pas eu d'avis de publics dans les journaux, mais il a été démontré à votre comité que les intéressés ont été suffisamment informés de la demande, et votre comité, en conséquence, recommande humblement à votre honorable Chambre la suspension de la 51^e règle.

Ordonné, Que la 51^e règle de cette Chambre soit suspendue, en autant qu'elle a rapport à un bill pour établir un ordre de choses exceptionnel et particulier à la paroisse de *Saint-Hyacinthe le Confesseur*, pour la construction d'une église paroissiale, qui deviendra la cathédrale de l'Evêque de *Saint-Hyacinthe*.

Ordonné, Que M. *Bachand* ait la permission d'introduire le dit bill

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. *Robertson* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte des licences de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine* ait la permission d'introduire un bill pour autoriser les directeurs des écoles d'industrie et de réforme, et de certaines institutions de charité, de mettre en apprentissage ou de placer au dehors les enfants qui sont sous leur direction.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte de cette Province, 32 Victoria, chapitre 22, concernant les Jurés et Jurys.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte trente-quatrième Victoria, chapitre 8, concernant les registres de l'état civil dans une certaine partie du district de *Saguenay*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que la 60^e règle de cette Chambre soit suspendue, en autant qu'elle a rapport au bill pour donner au Synode du diocèse de *Montréal*, pouvoir de subdiviser des paroisses érigées pour des fins ecclésiastiques par Lettres-Patentes.

Sur motion de M. *Fournier*, secondé par M. *Joly*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, toute correspondance entre les départements de l'Instruction Publique et certaines personnes qui ont offert de se charger de faire une série de livres d'enseignement pour l'usage des écoles communes.

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un état de toutes demandes ou applications actuellement pendantes devant le Gouvernement ou le département des Terres de la Couronne, dans le but d'obtenir des licences pour l'exploitation de limites à bois; indiquant les noms, résidences, l'occupation, genre d'industrie ou de commerce des personnes faisant telles demandes; l'étendue et la situation des limites mentionnées dans leurs applications; et si le Gouvernement a fait faire ou se propose de faire faire l'exploitation qui doit précéder l'octroi des dites limites.

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un état du nombre de livres choisis par le Conseil de l'Instruction Publique et approuvés conformément à la loi, pour l'usage des écoles communes de cette Province.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Excellence, par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender de nouveau les lois de chasse en cette Province; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Pelletier (Bellechasse)*, fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit: "Acte pour amender de nouveau les lois de la chasse en cette province."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le bill pour amender la loi relative aux assurances mutuelles des fabriques en

ce qui concerne les diocèses de *Montréal* et de *Saint-Hyacinthe* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Sur motion de l'honorable M. *Robertson*, secondé par l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*,

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant les poudrières et l'emmagasinage de la poudre.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil peut, par l'entremise de tel officier ou de telle personne qu'il nommera à cette fin, acquérir du Gouvernement de la Puissance du *Canada*, ou d'aucune autre personne ou personnes, ou ordonner de bâtir un ou plusieurs magasins à poudre, en dedans des limites de cette Province.

2. *Résolu*, Que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil peut aussi nommer, employer ou salarier tels officiers ou telles personnes selon qu'il le jugera nécessaire pour faire le service de la garde, du maintien et du service d'aucun magasin, à tel montant de salaire ou de gages qu'il jugera convenable.

3. *Résolu*, Que de tels magasins peuvent être tenus et gardés, au compte de la Province, par les officiers et les personnes mentionnés dans la section précédente, ou peuvent être loués à des personnes privées ou à des compagnies, à tels termes, pour telle rente et en telle manière, qui pourra être fixé par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil ; sujet dans chaque cas aux dispositions de l'acte de cette Province, trente-et-unième *Victoria*, chapitre vingt-sept, excepté la seconde et la sixième sections du dit acte qui ne s'y rapportera point.

4. *Résolu*, Que les taux qui peuvent être demandés et reçus pour l'emmagasinage de la poudre dans tels magasins, peuvent être réglés par l'ordre du Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

5. *Résolu*, Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil peut, aux termes et aux conditions qu'il jugera à propos, autoriser le paiement par le trésorier, d'un subside, à une ou à plusieurs personnes, pour venir en aide à la construction, dans ou près de la cité de *Québec* ou de la cité de *Montréal*, d'aucun magasin ou magasins, en vertu des dispositions de la dite 31e *Victoria*, chapitre 27, pourvu que nul tel subside n'exécède le montant d'un tiers du prix de revient de tel magasin ; et que les plans, devis, demande de soumission et le contrat pour telle bâtisse aient été préalablement approuvés par le Commissaire d'Agriculture et des Travaux Publics.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Trudel* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Trudel* fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil peut, par l'entremise de tel officier ou de telle personne qu'il nommera à cette fin, acquérir du Gouvernement de la Puissance du *Canada*, ou d'aucune autre personne ou personnes, ou ordonner de bâtir un ou plusieurs magasins, en dedans des limites de cette Province.

2. *Résolu*, Que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil peut aussi nommer, employer ou salarier tels officiers ou telles personnes selon qu'il le jugera nécessaire pour faire le service de la garde, du maintien et du service d'aucun magasin, à tel montant de salaires ou de gages qu'il jugera convenable.

3. *Résolu*, Que de tels magasins peuvent être tenus et gardés, au compte de la Province, par les officiers et les personnes mentionnés dans la section précédente, ou peuvent être loués à des personnes privées ou à des compagnies, à tels termes, pour telle rente et en telle manière, qui pourra être fixé par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil ; sujet dans chaque cas aux dispositions de l'acte de cette Province, trente-et-unième Victoria, chapitre vingt-sept, excepté la seconde et la sixième sections du dit acte qui ne s'y rapportera point.

4. *Résolu*, Que les taux qui peuvent être demandés et reçus pour l'emmagasinage de la poudre dans tels magasins, peuvent être réglés par l'ordre du Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

5. *Résolu*. Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil peut, aux termes et aux conditions qu'il jugera à propos, autoriser le paiement par le trésorier, d'un subside, à une ou à plusieurs personnes, pour venir en aide à la construction, dans ou près de la cité de Québec ou de la cité de Montréal, d'aucun magasin ou magasins, en vertu des dispositions de la dite 31e Vict., Chap. 27, pourvu que nul tel subside n'exécède le montant d'un tiers du prix de revient de tel magasin ; et que les plans, devis, demande de soumission et le contrat pour telle bâtisse aient été préalablement approuvée par le Commissaire d'Agriculture et des Travaux Publics.

Les dites résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

Sur motion de l'honorable M. Robtson, secondé par l'honorable M. Chauveau,

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération les voies et moyens de prélever les subsides accordés à Sa Majesté.

M. Bellerose, du comité des subsides, fait rapport de plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'exécédant pas neuf cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Palais de Justice et de la Prison de Bonaventure, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'exécédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Palais de Justice et de la Prison de Gaspé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'exécédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institution Catholique des Sourds-Muets, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'exécédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Frères de la Charité de Saint Vincent de Paul, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'exécédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir de Saint-Hyacinthe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'exécédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles d'industrie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'exécédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'arpentage d'exploration spéciale pour la continuation du chemin de Gosford, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'exécédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Belmont (Wakeham), Québec, pour l'année financière finissant le 30 1873.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'exécédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice d'Yamachiche, Yamachiche, pour l'année financière finissant le 30 juin 1873.

Les dites résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

Le bill du Conseil Législatif, intitulé : "Acte pour amender la loi concernant les plans et livres de renvois des endastres," est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Mardi, 12 Décembre 1871.

M. l'Orateur, du comité spécial nommé pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque de la Législature, en ce qui concerne les intérêts de cette Chambre, et pour agir comme membre du comité conjoint de la bibliothèque, présente à la Chambre le rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les comptes de la Bibliothèque, et les a trouvés parfaitement bien tenus et exactement justifiés.

Qu'il a aussi examiné le catalogue que M. le Bibliothécaire a préparé pendant la vacance. Ce catalogue est bien complet et d'après une excellente méthode. Votre comité a cru devoir en ordonner l'impression.

Votre comité désire qu'un règlement soit adopté pour faire observer le silence dans la bibliothèque, c'est-à-dire, empêcher qu'on y tienne des conversations à voix haute, et empêcher aussi que les comités, excepté le comité de la Bibliothèque, y tiennent leurs séances.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*,—la pétition du Révérend P. *Brunet* et autres, du township de *Halifax-Nord*, comté de *Mégantic*.

Par M. *Méthot*,—la pétition de *Moïse Mathiot* et autres, de la paroisse de *Sainte-Gertrude* et du township de *Maddington*.

Par l'honorable M. *Laframboise*,—la pétition de *Henry Copping* et autres, du township d'*Ely*, comté de *Shefford*.

Par M. *Molleur*, la pétition d'*Augustin Choivrière* et autres, de la paroisse de *Saint-Athanase*, et la pétition de *John Latimer* et autres, toutes du comté d'*Iberville*.

Par M. *Chapleau*,—la pétition du Révérend L. A. *Charlebois* et autres, de la paroisse de *Sainte-Thérèse de Blainville*,—la pétition du Révérend T. J. *Prud'homme* et autres, de la paroisse de *Sainte-Sophie*,—la pétition du Révérend T. *Dayenais* et autres, de la paroisse de *Saint-Sauveur*, la pétition d'*Ovide Gauthier* et autres, de la paroisse de *Sainte-Anne des Plaines*, toutes du comté de *Terrebonne*,—la pétition d'*Henry Hoggan* et autres, des cites de *Québec*, *Montréal*, et d'autres places.

M. *Cassidy*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le huitième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, auxquels il a fait des amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill pour amender les actes ayant rapport à la corporation de la cité de *Montreal*, et pour d'autres fins.

Bill pour donner au synode du diocèse de *Montréal* pouvoir de subdiviser des paroisses érigées pour des fins ecclésiastiques, par lettres-patentes.

Votre comité a, de plus, examiné les bills suivants, et a l'honneur d'en faire le rapport sans amendement :

Bill pour amender l'acte 29 *Victoria*, chapitre 61, intitulé : "Acte pour incorporer le village de *Berthier* et pour l'ériger en ville."

Bill pour amender de nouveau l'acte d'incorporation de l'Association de la Salle Saint-Patrice de *Montréal*.

Votre comité désire recommander humblement à votre honorable Chambre que l'honoraire dû sur le bill en dernier lieu mentionné ne soit pas exigé, pour cette raison que l'emprunt demande dans ce bill est pour rencontrer les dépenses occasionnées par un accident survenu à la bâtisse de l'Association de la Salle Saint-Patrice à *Montréal*.

L'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières, présente à la Chambre le second rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill pour amender de nouveau l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin à lisses des comtés de *Richelieu*, *Drummond* et *Arthabaska*, et a l'honneur d'en faire rapport sans amendement.

L'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*, du comité permanent des privilèges et élections, présente à la Chambre le second rapport du dit comité, lequel est lu. (Appendice No. 1.)

M. *Molleur*, du comité spécial nommé pour s'enquérir des moyens les plus efficaces pour pourvoir à l'amélioration des chemins publics en cette Province, présente à la Chambre le second rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a passé les résolutions suivantes, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

1. Une subvention provinciale jusqu'à concurrence de cent mille piastres, sera payée annuellement pendant cinq années consécutives, de la manière et conditions ci-après mentionnées pour promouvoir le macadam, le gravoyage ou l'empierrement des chemins publics en cette Province.

2. Tout chemin pour donner droit à une subvention, en vertu de ces résolutions, devra être macadamisé, gravoyé ou empiercé sur une largeur d'au moins neuf pieds, et sur une épaisseur d'au moins six pouces, de pierres d'un volume de pas plus de deux pouces.

3. Lorsqu'un conseil municipal aura, d'après les dispositions du code municipal de la Province de *Québec*, fait macadamiser, gravoyer, ou empiercer un chemin qui ne devra pas être chemin de péage, et pour lequel il voudra obtenir une subvention, il devra faire un rapport au lieutenant-gouverneur, ce rapport devra constater la largeur de chemin ainsi macadamisé, gravoyé ou empiercé, la description et la valeur de tels travaux, et être certifié sous serment par l'officier principal et le secrétaire de tel conseil, et être accompagné d'une copie du règlement ordonnant tels travaux.

4. Tout propriétaire de chemin de péage qui désirera obtenir une subvention, devra convertir tel chemin de péage en chemin libre et en faire rapport au Lieutenant-Gouverneur ; ce rapport devra constater la longueur de tel chemin, la description et la valeur des travaux, et être certifié sous serment par tel propriétaire.

5. Les travaux faits pour macadamiser, gravoyer ou empiercer un chemin, ne pourront être considérés, pour les fins des présentes résolutions, valoir plus que dix-huit cent piastres par mille de chemin, lors même que le coût des dits travaux serait d'une plus haute valeur.

6. Le lieutenant-Gouverneur en conseil, dans le mois de décembre de chacune des cinq années à compter du premier janvier mil huit cent soixante-troize, pourra ordonner que la dite subvention annuelle de cent mille piastres soit payée à même le fonds consolidé du revenu de cette Province aux municipalités et aux personnes y ayant droit, proportionnellement à la valeur des travaux faits par chacune d'elles.

7. Cependant la subvention à être accordée aux dites municipalités et aux personnes y ayant droit, ne devra dans aucun cas, excéder le tiers de la valeur des travaux faits pas chacune d'elles.

Ordonné, Que l'honorable M. *Chauveau* ait la permission d'introduire un bill pour déterminer le temps où les statuts de cette Province deviendront en force.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet* ait la permission d'introduire un bill pour continuer pendant un temps limité les divers actes y mentionnés.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité des voies et moyens.

(EN COMITÉ.)

Résolu, Que pour faire face aux subsides octroyés à Sa Majesté, la somme de un million sept cent cinquante-deux mille quatre cent quarante piastres et trente-deux centins soit accordés à même le fonds du revenu consolidé de cette Province.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bellerose* fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

M. *Bellerose*, de plus, informe la Chambre que le comité lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que demain cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender la loi relative aux assurances mutuelles des fabriques en ce qui concerne les diocèses de *Montréal* et de *Saint-Hyacinthe*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. *Laframboise* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Résolu, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer la compagnie du chemin à lisses de *Waterloo* et *Mayoq*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Gill* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le bill pour incorporer la Compagnie de crédit de *Montréal* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés, et la 6^{de} règle de cette Chambre est suspendue en autant qu'elle a rapport à ce bill.

Ordonné, Que le délai pour recevoir des rapports sur des bills privés soit prolongé jusqu'à lundi, le dix-huit du présent mois, inclusivement.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Mercredi, 13 Décembre 1871.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Gosselin,—la pétition du Révérend *Luc Rouleau* et autres, de la partie Est du comté de *Rimouski*,—la pétition de *Cyrille Blanchette* et autres,—la pétition du Révérend *Joseph Dumas* et autres,—et la pétition du Révérend *Luc Rouleau* et autres, de la paroisse de *Matane*, toutes du comté de *Rimouski*.

Par M. *LaRoque*,—la pétition de *P. B. Benoit* et autres, de la paroisse de *Chambly* et d'autres lieux.

Par M. *Dorion*,—la pétition de *Et. Boucher* et autres, du comté d'*Yamaska*.

Par M. *Pozar*,—deux pétitions de *Pierre Bégin* et autres, du township de *Shenley*,—et la pétition de *T. S. A. Bélanger* et autres, de la paroisse de *Saint-Vital de Lambton*, toutes du comté de *Beauce*.

Par l'honorable M. *Chauveau*,—la pétition de la municipalité du township de *Stoneham*,—et la pétition de *Henry Crawford* et autres, de la paroisse de *Saint-Gabriel-Ouest*, toutes du comté de *Québec*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De *F. X. Déry* et autres, de la cité de *Québec* ; demandant que le siège de l'honorable *Joseph Cauchon*, représentant le district électoral de *Montmorency*, soit déclaré vacant.

Du Révérend *J. R. Desjardins* et autres, de la paroisse de *Saint-Côme*, comté de *Beauce* ; demandant que le Juge nommé pour les districts de *Beauce* et *Montmagny*, soit tenu de résider dans les limites du district de *Beauce*, et demandant de plus qu'il ne soit pas nommé de Magistrat Stipendiaire pour le district de *Beauce*.

Du Révérend *Chs. Hallé* et autres, des townships d'*Aylmer* et *Gayhurst*,—du Révérend *J. B. Villeneuve* et autres, de la paroisse de *Saint-Victor de Tring*,—et de *P. Cadiéux* et autres, des townships de *Lambton* et *Price*, toutes du comté de *Beauce* ; demandant respectivement la remise d'une partie des rentes et intérêts dûs au Gouvernement sur les terres de leur localité, et un délai pour le paiement du capital fixé par les règlements actuellement en force.

De *Jos. Sabourin* et autres, de la paroisse de *Saint-Hubert*, comté de *Chambly* ; demandant de l'aide pour l'empierrement des chemins.

De la municipalité de la paroisse de *Saint-Vital de Lambton*, comté de *Beauce* ; demandant de l'aide pour des chemins dans la dite paroisse.

M. *Joly*, secondé par l'honorable M. *Holton*, propose que la pétition de *F. X. Déry* et autres, de la cité de *Québec*, demandant que le siège de l'honorable *Joseph Cauchon*, représentant le district électoral de *Montmorency*, soit déclaré vacant, soit renvoyée au comité permanent des privilèges et élections.

Et des débats s'en suivant ;

Ordonné, Que les débats soient ajournés jusqu'à demain.

Ordonné, Que la dite pétition soit traduite en anglais et imprimée pour l'usage des membres de cette Chambre.

L'honorable M. *Chauveau*, du comité permanent de l'Agriculture, l'Immigration et la Colonisation, présente à la Chambre le second rapport du dit comité, lequel est lu. (Appendice, No. 2.)

Ordonné, Que le dit rapport soit imprimé pour l'usage des membres de cette Chambre.

L'honorable M. *Chauveau*, l'un des membres de l'honorable Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur,—Rapport du Ministre de l'Instruction Publique pour l'année 1870 et partie de l'année 1871. (Documents de la Session, No. 3.)

Ordonné, Que le dit rapport soit renvoyé au comité conjoint des impressions de la Législature.

M. *Cassidy*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le neuvième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill pour autoriser le conseil de comté de *Nicolet* à ériger la paroisse de *Sainte-Marie de Blandford* en municipalité de paroisse, et rapporte le dit bill sans amendement.

Votre comité a aussi examiné le bill concernant le Cimetière de Notre-Dame des Neiges, *Montréal*, et a l'honneur de le rapporter avec divers amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Ordonné, Que l'honoraire payé au sujet du bill pour amender de nouveau l'acte d'incorporation de l'association de la Salle Saint-Patrice, de *Montréal*, soit remboursé, conformément à la recommandation du comité permanent des bills privés.

Ordonné, Que M. *Hearn* ait la permission d'introduire un bill pour amender les dispositions de l'acte 33 Vic., chap. 46, concernant l'incorporation de la cité de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain, et la 60^e règle de cette Chambre est suspendue en autant qu'elle a rapport à ce bill.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour donner au Synode du Diocèse de *Montréal*, pouvoir de subdiviser des paroisses érigées pour des fins ecclésiastiques par Lettres-Patentes; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Cassidy* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en fait rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte 29^e Victoria, chap. 61, intitulé: "Acte pour incorporer le Village de *Berthier* et pour l'ériger en Ville;" et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bachand* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender de nouveau l'acte d'incorporation de l'association de la Salle Saint-Patrice de *Montréal*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Beaubien* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender de nouveau l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin à lisses des comtés de *Richelieu*, *Drummond* et *Arthabaska*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Verreault* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Verreault* fait rapport du bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le bill pour amender les actes ayant rapport à la corporation de la cité de *Montréal* et pour d'autres fins, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Le bill pour établir un ordre de choses exceptionnel et particulier à la paroisse de *Saint-Hyacinthe le Confesseur*, pour la construction d'une église paroissiale qui deviendra la cathédrale de l'Evêque de *Saint-Hyacinthe* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés, et la 60e règle de cette Chambre est suspendue en autant qu'elle a rapport à ce bill.

Sur motion de l'honorable M. *Chauveau*, secondé par l'honorable M. *Robertson*,

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant la vente de certaines propriétés appartenant au Gouvernement de *Québec*, dans la cité de *Montréal*.

L'honorable M. *Chauveau*, l'un des membres de l'honorable Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, informe alors la Chambre que Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, ayant été informé du sujet de ces résolutions, les recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en Conseil de faire vendre, par encan public, les propriétés appartenant au Gouvernement de cette Province, dans la cité de *Montréal*, sur la rue Notre-Dame, entre la ruelle Claude et la place *Jacques-Cartier* et sur la dite place, et toutes propriétés situées au même lieu qui pourront être transportées et cédées au Gouvernement de cette Province par celui du *Canada*.

2. *Résolu*, Que l'ordre en Conseil établira la division par lots des dites propriétés, la mise à prix de chacun des lots, l'époque à laquelle possession en sera donnée à l'acquéreur et les termes de paiement, et il en sera donné avis au moins trois mois avant la vente, dans la *Gazette Officielle* et dans au moins quatre autres journaux, dont deux en langue française et deux en langue anglaise; et s'il est jugé à propos, la dite vente pourra être ajournée et annoncée de nouveau de la même manière, mais un mois d'avance, dans ce cas, suffira.

3. *Résolu*, Que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil pourra employer le produit de la dite vente à l'achat de terrains et à la construction d'édifices convenables, en premier lieu pour l'Ecole Normale *Jacques-Cartier*, à, ou près de *Montréal*, et en second lieu pour l'Ecole Normale *Laval*, à, ou près de *Québec*, si le montant le permet.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bellerose* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

L'ordre du jour, pour recevoir le rapport du comité de toute la Chambre sur le bill concernant les dépôts judiciaires et autres, étant lu;

L'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*, secondé par l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*, propose que le rapport soit maintenant reçu;

L'honorable M. *Laframboise*, secondé par M. *Joly*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "le" jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et que les mots "bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre,

pour en amender la 18e clause, de manière à déclarer que dans tous les cas, l'intérêt, a raison de pas moins de quatre pour cent par an, sera payé par le gouvernement aux personnes qui auront droit à l'argent entre ses mains, en vertu de ce bill, à compter d'un mois après la date de tel dépôt fait entre les mains du gouvernement" soient mis à la place.

Et objection étant faite que cette motion n'est pas dans l'ordre ;

M. l'Orateur décide que cette motion n'est pas dans l'ordre, en autant qu'elle affecte le revenu de la Province, et qu'elle n'a pas été recommandée à la Chambre par un message de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur.

Et la question étant de nouveau proposée, que le rapport soit maintenant reçu ;

M. *Marchand*, secondé par l'honorable M. *Laframboise*, propose, sous forme d'amendement que tous les mots après "le" jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender en substituant aux clauses 18, 19 et 20, la clause suivante :

" 18. Le trésorier devra placer en banque tous les montants qu'il recevra en consignation, en vertu du présent acte, et il devra payer entre les mains des personnes ayant droit de recevoir les sommes ainsi déposées, aux termes du présent acte, le capital des dites sommes, ainsi que le montant des intérêts qu'elles auront produit, à compter d'un mois après la date de leur dépôt, chez le trésorier, déduction faite d'un montant n'excédant pas ce qui sera nécessaire pour rencontrer les dépenses s'y rapportant," soient mis à la place.

La Chambre se divise, et l'amendement est résolu dans la négative.

La question étant de nouveau proposée, que le rapport soit maintenant reçu ;

M. *Marchand*, secondé par l'honorable M. *Holton*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "le" jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots suivants : "bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender en ajoutant à la douzième section ce qui suit, savoir :

" Le shérif et le protonotaire dans chaque district seront, par le seul fait de leurs charges, agents du trésorier de la Province pour les fins du présent acte, et tout paiement fait en vertu du présent acte, excédant cent piastres, entre les mains du protonotaire ou du shérif, sera censé fait entre les mains du trésorier," soient mis à la place.

La Chambre se divise, et l'amendement est résolu dans la négative.

La question principale étant alors mise aux voix,

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Bachand* fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit lu, la troisième fois, demain.

M. *Bellerose*, du comité des voies et moyens, fait rapport d'une résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Que pour faire face aux subsides octroyés à Sa Majesté, la somme de un million sept cent cinquante-deux mille quatre cent quarante piastres et trente-deux centins soit accordée à même le fonds du revenu consolidé de cette Province.

La dite résolution, étant lue une seconde fois, est adoptée.

Ordonné, Que l'honorable M. *Robertson* ait la permission d'introduire un bill pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes d'argent nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil, pour l'année financière expirant le trente de juin mil huit cent soixante et treize, et à certaines autres fins du ressort du service public.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Jeudi, 14 Décembre 1871.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Trudel*, —la pétition de la municipalité de la paroisse de *Notre-Dame de la Visitation*, dans le comté de *Champlain*.

Par M. *Gérin*, —la pétition d'*Antoine Gélinas* et autres, des paroisses de *Saint-Barnabé*, *Saint-Sévère* et *Saint-Elie*, dans le comté de *Saint-Maurice*.

Par M. *Sanders*, —la pétition de la Société Bienveillante des Ouvriers Protestants-Unis, *Montréal*.

Par l'honorable M. *Laframboise*, —la pétition de *E. H. King* et autres, de la cité de *Montréal*.

Par M. *Pozzer*, —la pétition de *Cyrille Vallée* et autres, de la paroisse de *Saint-Pierre de Broughton*, comté de *Beauce*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De *Henry Hogan* et autres, des cités de *Québec* et *Montréal*, et d'autres lieux ; demandant des amendements à l'acte des licences de 1870.

De *Ovide Gauthier* et autres, de la paroisse de *Sainte-Anne des Plaines*, —et du Révérend *T. J. Prud'homme* et autres, de la paroisse de *Sainte-Sophie*, toutes du comté de *Terrebonne* ; demandant que l'on fasse droit à la pétition de la compagnie des chemins de péage de l'*Isle Jésus*, demandant des amendements à son acte d'incorporation.

Du Révérend *L. A. Charlebois* et autres, de la paroisse de *Sainte-Thérèse* de *Blainville*, comté de *Terrebonne* ; demandant que les conclusions de la pétition de la compagnie des chemins de péage de l'*Isle-Jésus*, ne soient pas accordées.

Du Révérend *F. Brunet* et autres, du township de *Halifax Nord*, comté de *Mégantic* ; demandant des amendements au code municipal.

De *John Latimer* et autres, du comté d'*Iberville* ; demandant l'abolition du Conseil Législatif.

De *Moïse Malhiot* et autres, de la paroisse de *Sainte-Gertrude* et du township de *Maddington* ; demandant de l'aide pour un pont sur la Rivière *Bécanour*.

De *Augustin Choinière* et autres, de la paroisse de *Saint-Athanase*, comté d'*Iberville* ; demandant de l'aide pour améliorer les chemins publics en cette Province.

De *Henry Copping* et autres, du township d'*Ely*, comté de *Shefford* ; demandant de l'aide pour un chemin dans le dit township.

Du Révérend *T. Dagenais* et autres, de la paroisse de *Saint-Sauveur*, comté de *Terrebonne* ; demandant de l'aide pour un chemin dans les townships de *Howard* et *Montcalm*.

M. *Bellerose*, du comité des dépenses contingentes, présente à la Chambre le quatrième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de soumettre à votre honorable Chambre les résolutions suivantes, et demande respectueusement qu'elles soient adoptées :

Résolu, 1.—Que l'*Observer*, de *Cowensville*, l'*Opinion du Peuple*, et "*The Huntingdon Gleaner*" soient ajoutés à la liste des journaux, pour le Chambre de Lecture du Parlement, avec le nombre d'exemplaires ordinaire.

2. Que le comité recommande que les services du journalier surnuméraire, *Narcisse Vachon*, employé durant la présente session, soient discontinués à sa clôture.

3. Qu'il soit alloué, pour cette session, deux écrivains sessionnels surnuméraires avec salaires, le Greffier de cette Chambre ayant fait rapport que leurs services sont nécessaires par rapport aux comités d'élections.

4. Que les règles ci-devant rédigées par le comité des dépenses contingentes, et

adoptées par la Chambre pendant le dernier Parlement, soient maintenues pendant le présent Parlement pour la régie des employés de cette Chambre.

L'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières, présente à la Chambre le huitième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill pour incorporer "La Compagnie de Chemin de Fer de *Philipsburg*, *Farnham* et *Yamaska*," et a l'honneur de le rapporter avec certains amendements, qu'il soumet respectueusement à la considération de votre honorable Chambre.

L'honorable M. *Chauveau*, l'un des membres de l'honorable Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, présente,—Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 15 novembre 1871, demandant un état indiquant l'étendue des terres du domaine public aujourd'hui sous licence pour le commerce de bois, une liste des licences en possession de chaque marchand de bois, et les noms de ces marchands, ainsi que la prime payée au Gouvernement pour chaque licence, cet état devant indiquer l'étendue de terre comprise dans chaque licence. (Documents de la Session, No. 19.)

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour amender la loi concernant les élections parlementaires contestées, et pour pourvoir plus efficacement aux moyens de prévenir les menées corruptrices aux élections des membres de l'Assemblée Législative de *Québec*, étant lu ;

M. *Fournier*, secondé par M. *Joly*, propose que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

Et des débats s'en suivant ;

L'honorable M. *Chauveau*, secondé par l'honorable M. le Procureur-Général *Quimet*, propose, et la question préalable étant mise, que cette question soit maintenant mise aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :
Messieurs.

<i>Bachand,</i>	<i>Holton,</i>	<i>Laurier,</i>	<i>Pozar,</i>
<i>Daigle,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Mailloux,</i>	<i>Robert,</i>
<i>de Beaujeu,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Sanders,</i>
<i>Esinhart,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Sylvestre et</i>
<i>Fournier,</i>	<i>Laframboise,</i>	<i>Pelletier (Belle-</i>	<i>Tremblay.—22.</i>
<i>Hearn,</i>	<i>LaRoque,</i>	<i>chasse,)</i>	

CONTRE :
Messieurs.

<i>Beaubien,</i>	<i>Eddy,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Bellerose,</i>	<i>Fortin,</i>	<i>LaRue,</i>	<i>Rheame,</i>
<i>Brigham,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Gendron,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Cauchon,</i>	<i>Gérin,</i>	<i>Locke,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Gill,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Chauveau,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Mathiot,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>David,</i>	<i>Houde,</i>	<i>Mithot,</i>	<i>Verreault.—38.</i>
<i>Dorion,</i>	<i>Irvine, (Sol.-Gén.)</i>	<i>Quimet, (Pro.-Gén.)</i>	
<i>Dugas,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Picard,</i>	

Ainsi, elle est résolue dans la négative.

Un bill pour donner au Synode du Diocèse de *Montréal* pouvoir de subdiviser des paroisses érigées pour des fins ecclésiastiques par Lettres Patentes est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte pour donner au Synode du Diocèse de *Montréal* pouvoir de subdiviser des paroisses érigées pour des fins ecclésiastiques par Lettres Patentes Royales."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender les actes ayant rapport à la corporation de la cité de *Montréal* et pour d'autres fins ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Trudel* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour autoriser le conseil de comté de *Nicolet* à ériger la paroisse de *Sainte-Marie de Blandford* en une municipalité de paroisse ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Brigham* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill concernant le cimetière de Notre-Dame des Neiges, *Montréal* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Chapleau* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Chapleau* fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois demain.

Le bill pour incorporer la compagnie du chemin de fer de *Missisquoi* et du *Saint-Laurent* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Le bill pour amender les dispositions de l'acte 33 Victoria, chap. 46, concernant l'incorporation de la cité de *Québec* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

M. *Bellerose*, du comité de toute la Chambre pour prendre en considération certaines résolutions, concernant la vente de certaines propriétés appartenant au gouvernement de *Québec*, dans la cité de *Montréal*, fait rapport de plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de faire vendre, par encan public, les propriétés appartenant au gouvernement de cette Province, dans la cité de *Montréal*, sur la rue *Notre-Dame*, entre la ruelle *Claude* et la Place *Jacques-Cartier* et sur la dite Place, et toutes propriétés situées au même lieu qui pourront être transportées et cédées au gouvernement de cette Province par celui du *Canada*.

2. *Résolu*, Que l'ordre en conseil établira la division par lots des dites propriétés, la mise à prix de chacun des lots, l'époque à laquelle possession en sera donnée à l'acquéreur et les termes de paiement, et il en sera donné avis au moins trois mois avant la vente, dans la *Gazette Officielle* et dans au moins quatre autres journaux, dont deux en langue française et deux en langue anglaise ; et, s'il est jugé à propos, la dite vente pourra être ajournée et annoncée de nouveau de la même manière, mais un mois d'avis, dans ce cas, suffira.

3. *Résolu*, Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra employer le produit

de la dite vente à l'achat de terrains et à la construction d'édifices convenables, en premier lieu pour l'Ecole Normale Jacques-Cartier, à, ou près de *Montréal*, et en second lieu pour l'Ecole Normale Laval, à, ou près de *Québec*, si le montant le permet.

Les dites résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

Ordonné, Que l'honorable M. *Chauveau* ait la permission d'introduire un bill pour pourvoir à la vente de certaines propriétés dans la cité de *Montréal*, et à la construction d'édifices pour les Ecoles Normales Jacques-Cartier et Laval.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. le Procureur-Général *Quimet* ait la permission d'introduire un bill pour amender certains articles du Code Municipal de la Province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Vendredi, 15 Décembre 1871.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Sawyer*,—la pétition de *James Ross* et autres, des townships de *Lingwick*, *Hampden* et *Marston*.

Par M. *Dugas*,—la pétition de *Michael M. Kelly* et autres, du township de *Rawdon*.

Par M. *Picard*,—la pétition du Révérend *V. Charest* et autres, des townships de *Sainte-Camille* et *Stoke*, dans les comtés de *Wolfe* et *Richmond*.

Par M. *Poupore*,—la pétition de *Chs. P. Treadwell*, de l'*Original*.

Par M. *Pozar*,—la pétition de *Martin Mathieu* et autres, de la paroisse de *Saint-François*, comté de *Beauce*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De *Et. Boucher* et autres, du comté de *Yamaska*; demandant que les conclusions de la pétition de la compagnie du chemin à lisses des comtés de *Richelieu*, *Drummond* et *Arthabaska*, pour amendements à l'acte d'incorporation de la dite compagnie, ne soient pas accordées.

Du Révérend *Joseph Dumas* et autres, du comté de *Rimouski*; demandant que l'agence des terres à *Rimouski* soit divisée en deux.

Du Révérend *Luc Rouleau* et autres, de la partie est du comté de *Rimouski*; demandant de l'aide pour l'érection d'une bâtisse pour la cour de circuit à *Matane*.

De *P. B. Benoit* et autres, de la paroisse de *Chambly* et autres lieu; demandant de l'aide pour une nouvelle maison d'éducation à *Chambly*.

De *Pierre Bégin* et autres, du township de *Shenley*; demandant la remise d'une partie des intérêts et rentes dus au Gouvernement, sur les terres de leur localité, et un délai pour le paiement du capital fixé par les règlements actuellement en force.

De *F. S. A. Bélanger* et autres, de la paroisse de *Saint-Vital* de *Lambton*, comté de *Beauce*; demandant que le juge de la cour supérieure nommé pour les districts de *Montmagny* et *Beauce*, soit tenu de résider dans le district de *Beauce*, et qu'il ne soit pas nommé de magistrat stipendiaire pour le district de *Beauce*.

De *Henry Crawford* et autres, de la paroisse de *Saint-Gabriel Ouest*, comté de *Québec*; demandant de l'aide pour un pont sur la Rivière *Jacques-Cartier*.

Du Révérend *Luc Rouleau* et autres, de la paroisse de *Matane*, comté de *Rimouski*; demandant de l'aide pour un chemin de *Saint-Jérôme* au chemin de fer Intercolonial.

De *Pierre Bégin* et autres, du township de *Shenley*; demandant de l'aide pour un chemin dans le dit township.

De *Cyrille Blanchette* et autres, du comté de *Rimouski*; demandant de l'aide pour un chemin le long de la Rivière *Matane*.

De la municipalité du township de *Stoneham*, comté de *Québec*; demandant de l'aide pour un chemin du village de *Saint-Pierre* au chemin du *Lac Saint-Jean*.

M. Fortin, du comité général des élections fait rapport des noms des membres du comité spécial nommé pour juger et décider du mérite de la pétition se plaignant d'une élection et rapport irréguliers pour le district électoral de l'*Islet*, auquel il a annexé la pétition y relative à lui renvoyée par la Chambre, et les noms des membres du comité ont été lus comme suit: *Andrew Esinhart*, écuyer; *Emery Lalonde*, écuyer; *Edouard Laberge*, écuyer; *H. G. Malhiot*, écuyer; président, *Charles Gill*, écuyer.

M. Marchand, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le dixième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit:

Votre comité a examiné les bills suivants, auxquels il a fait des amendements qu'il soumet respectueusement à la considération de votre honorable Chambre:

Bill pour incorporer les "Missionnaires de Notre-Dame S. J."

Bill pour autoriser la Chambre Provinciale des Notaires à admettre, après examen, *William Fahey*, comme notaire.

Bill pour incorporer "La Compagnie du Crédit de Montréal."

Bill pour amender les dispositions de l'acte 33 *Victoria*, chapitre 46, concernant l'incorporation de la cité de *Quebec*.

Ordonné, Que l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine* ait la permission d'introduire un bill pour amender le chapitre 66 des Statuts Refondus du *Canada*, concernant les chemins de fer.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. Pelletier (Bellechasse)*, ait la permission d'introduire un bill pour détacher le comté de *Bellechasse* du district judiciaire de *Montmagny* pour l'annexer à celui de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de l'honorable M. *Robertson*, secondé par l'honorable M. *Chauveau*,

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant les licences.

L'honorable M. *Chauveau*, l'un des membres de l'honorable Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, informe alors la Chambre que Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur a été informé du sujet de ces résolutions et les recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

1. Résolu, Qu'il sera payé aux officiers du revenu, par chaque personne qui, dans aucune des cités de *Québec* ou de *Montréal*, prendra une licence pour détailler dans aucun magasin, boutique ou place, des liqueurs spiritueuses, vineuses ou fermentées, en quantité non moindre qu'un demiard à la fois, la somme de vingt piastres, en sus et au-dessus du montant payable par elle pour une licence de bou-

tique, sous l'autorité de la section cent vingt-cinquième de l'acte des licences de Québec.

2. *Résolu*, Que les dispositions de l'acte des licences de Québec concernant l'émission, la forme, la durée et l'annulation des licences, l'honoraire payable sur icelles, et l'application des droits, s'appliqueront de la même manière aux et envers les dites licences mentionnées dans la résolution précédente.

3. *Résolu*, Que tout conseil municipal, autre que ceux des corporations de Québec et de Montréal, pourront demander et recevoir de l'applicant une somme n'excédant pas vingt piastres pour chaque certificat ratifié par tel conseil en vertu des dispositions des sections septième et vingtième de l'acte des licences de Québec.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Malhiot fait rapport de plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Malhiot fait rapport des dites résolutions, en conséquence, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'il sera payé aux officiers du revenu, par chaque personne qui, dans aucune des cités de Québec ou de Montréal, prendra une licence pour détailler dans aucun magasin, boutique ou place, des liqueurs spiritueuses, vineuses ou fermentées, en quantité non moindre qu'un demiard à la fois, la somme de vingt piastres, en sus et au-dessus du montant payable par elle pour une licence de boutique, sous l'autorité de la section cent vingt-cinquième de l'acte des licences de Québec.

2. *Résolu*, Que les dispositions de l'acte des licences de Québec concernant l'émission, la forme, la durée, et l'annulation des licences, l'honoraire payable sur icelles, et l'application des droits, s'appliqueront de la même manière aux et envers les dites licences mentionnées dans la résolution précédente.

3. *Résolu*, Que tout conseil municipal, autre que ceux des corporations de Québec et de Montréal, pourront demander et recevoir de l'applicant une somme n'excédant pas vingt piastres pour chaque certificat ratifié par tel conseil en vertu des dispositions des sections septième et vingtième de l'acte des licences de Québec.

Les dites résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

L'ordre du jour, pour la troisième lecture du bill concernant les dépôts judiciaires et autres, étant lu ;

L'honorable M. le Procureur-Général Ouimet, secondé par l'honorable M. le Solliciteur-Général Irvine, propose que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

M. Marchand, secondé par M. Fournier, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après " soit " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots " renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre, avec instruction d'en retrancher les 20e et 21e clauses, " soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis au voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs.

Bachand,
Daigle,
Fournier,
Holton,

Joly,
Laberge,
Lafontaine,
Laframboise,

Laurier,
Marchand,
Molleur,
Pozer,

Robert et
Sylvestre.—14.

CONTRE :

Messieurs.

<i>Beaubien,</i>	<i>Dugas,</i>	<i>LaRoque,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Bellerose,</i>	<i>Eddy,</i>	<i>LaRue,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Bellingham,</i>	<i>Fortin,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Rheume,</i>
<i>Brigham,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Gendron,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Cauchon,</i>	<i>Gérin,</i>	<i>Mailloux,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Gill,</i>	<i>Malthiot,</i>	<i>Sanders,</i>
<i>Chauveau,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Méthot,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>David,</i>	<i>Houde,</i>	<i>Ouimet, (Pro.-Gén.)</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>de Beaujeu,</i>	<i>Irvine, (Sol.-Gén.)</i>	<i>Pelletier (Belle-</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Dorion,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>chasse,)</i>	<i>Verreault.—43.</i>

Ainsi, il est résolu dans la négative.

La question étant de nouveau proposée, que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

M. *Marchand*, secondé par M. *Molleur*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "soit," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender comme suit :

Clause 24, ligne 2, retrancher les mots "tout tuteur ou administrateur judiciaire."

Après la clause 24, insérer la suivante comme clause 25 :

"25. Tout curateur à une succession vacante, héritier bénéficiaire ou autre administrateur nommé par autorité de justice, devra déposer immédiatement au bureau du trésorier de la Province, les sommes perçues par lui dans l'exécution de ses devoirs comme curateur ou administrateur, toutes les fois que les sommes ainsi perçues s'élèveront collectivement à un montant de cent piastres ou plus," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

Et la question étant de nouveau proposée, que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. *Trudel*, secondé par M. *Chapleau*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "soit," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender en ajoutant les mots suivants à la fin de la 22e section :

"Mais le Lieutenant-Gouverneur en Conseil ne pourra ainsi augmenter les salaires des dits shérifs qu'en autant que le salaire de chacun des protonotaires de *Montréal* ne soit augmenté dans la même proportion," soient mis à la place.

Et objection étant faite, que cet amendement n'est pas dans l'ordre, M. l'Orateur décide qu'il n'est pas dans l'ordre.

Et la question, étant de nouveau proposée,

Que le bill soit maintenant lu la troisième fois,

M. *Bachand*, secondé par l'honorable M. *Laframboise*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "soit," jusqu'à la fin de la question, soient effacés et que les mots "renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender comme suit :

Section 5, ligne 1, retrancher les mots "ou huissier."

Section 7, ligne 11, retrancher les mots "ou huissier,"

Et l'amendement, étant alors mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs.

<i>Bachand,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Laurier,</i>	<i>Robert,</i>
<i>Doigle,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Malhiot,</i>	<i>Sanders,</i>
<i>de Beaujeu,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Dorion,</i>	<i>Laframboise,</i>	<i>Méthot,</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Fournier,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Gill,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Pozzer,</i>	<i>Verreault.—26.</i>
<i>Holton,</i>	<i>LaRoque,</i>		

CONTRE :

Messieurs.

<i>Beaubien,</i>	<i>Dugas,</i>	<i>LaRue,</i>	<i>Pelletier, (Belle-</i>
<i>Bellerose,</i>	<i>Eddy,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>chasse.)</i>
<i>Brigham,</i>	<i>Fortin,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Locke,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Cauchon,</i>	<i>Gendron,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Rheume,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Mailoux,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Chauveau,</i>	<i>Houde,</i>	<i>Ouimet, (Proc.-Gén.)</i>	<i>Robitaille, et</i>
<i>David,</i>	<i>Irvine, (Soll. Gén.)</i>		<i>Sawyer.—30.</i>

Ainsi, il est résolu dans la négative.

La question principale, étant alors mise aux voix,

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Sur motion de l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*, secondé par l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*, les amendements suivants sont faits au bill.

Insérez les mots suivants à la fin de la huitième section ; " Et l'effet de ce dépôt sera de libérer à l'avenir, celui qui aura fait des offres du paiement des intérêts sur telles sommes de deniers, si, toutefois, son créancier a, sans droit, refusé d'accepter telles offres, et les deniers déposés pour un créancier absent du lieu, où la dette est payable, cesseront aussi de porter intérêt contre les débiteurs, si le montant déposé est suffisant. "

Insérez les mots suivants à la fin de la section 14 : " Et les dits agents pour tout ce qui concerne les devoirs qui leur sont ainsi prescrits par cet acte ou par le trésorier, seront réputés officiers de la cour, en rapport avec laquelle ces devoirs doivent être exécutés. "

Résolu, Que le bill, avec les amendements, passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*, secondé par l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*, propose, que cette Chambre concourt dans le second rapport du comité permanent des privilèges et élections.

M. *Fournier*, secondé par M. *Joly*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après " que, " jusqu'à la fin de la question, soient effacés, et que les mots " le dit rapport soit amendé en en retranchant toutes les résolutions après la première qui sont contenues dans le dit rapport, et que les suivantes leur soient substituées :

" 1. Que le neuf juin dernier, jour fixé pour la nomination des candidats à la dite élection, le dit *Jean-Baptiste-Celestin Hébert*, officier-rapporteur, s'étant rendu au husting, y a, d'après son propre avoué, reçu des mains de M. *Jérôme Gingras*, électeur de la dite division, environ une demi-heure avant-midi, et après l'arrivée au husting de l'honorable *Hector-Louis Langevin*, candidat à la dite élection, et maintenant le membre siégeant pour la dite division, une proposition faite par *Pierre Baillargeon*, écuyer, médecin, l'honorable *François Evanturel*, *Olivier Côté*, marchand, *Charles*

Joseph-Louis Lafrance, instituteur, et secondée par *Pierre-Célestin Déry*, sellier, *François-Xavier Déry*, ferblantier, *Honoré Mailloux*, menuisier, *Jean-Baptiste Martel*, pharmacien, tous électeurs de la dite division, demandant la mise en nomination de *Charles-Alphonse-Pantaléon Pelletier*, de la cité de Québec, écuyer, avocat, comme l'un des candidats à la dite élection.

"2. Que le dit *Jean-Baptiste-Célestin Hébert*, officier-rapporteur à la dite élection, admet aussi dans son témoignage, qu'il a cru devoir considérer le document à lui ainsi remis, comme une mise en demeure ou information qui lui était donnée par les électeurs dont les noms étaient signés sur ce document, qu'eux, les dits électeurs seraient encore au husting en temps opportun pour dire s'ils entendaient mettre *M. Charles-Alphonse-Pantaléon Pelletier* en nomination; que le dit officier-rapporteur déclare aussi qu'après avoir interpellé les électeurs pour savoir quelle était la personne qu'ils choisissaient pour les représenter, il a attendu quelques minutes, pour donner aux signataires de la dite proposition le temps de venir proposer *M. Pelletier*, si telle était leur intention.

"3. Qu'en réponse à l'interpellation du dit officier-rapporteur, des électeurs crièrent le nom de *Pelletier! Poll!* dans le but de mettre en nomination, comme candidat à la dite élection, *Charles-Alphonse-Pantaléon Pelletier*, écuyer, avocat, de la cité de Québec.

"4. Que ces cris de *Pelletier! Poll!* poussés par des électeurs de la division, et que le dit officier-rapporteur admet avoir entendus avant la lecture du writ d'élection et après la proclamation, et qu'il a dû nécessairement entendre en réponse à son interpellation, constituaient une demande de *poll* suivant la loi, et qu'un *poll* aurait dû être accordé par le dit officier-rapporteur.

"5. Que la mention du nom de *M. Pelletier* fut pour une bande de fiers-à-bras organisée d'avance, et dirigée par un certain *Ignace Fortier*, le mot d'ordre de recourir à la violence, et que de fait, cette bande de fiers-à-bras commit alors des actes de violence sur des électeurs, et en repoussa un grand nombre d'autres à une certaine distance du husting.

"6. Que le dit officier-rapporteur, quoique revêtu par la loi des pouvoirs les plus étendus pour maintenir la paix et le bon ordre pendant toute la durée des procédés de la dite élection, n'a fait aucune démarche quelconque pour calmer la foule et rétablir l'ordre; qu'au contraire, le dit officier-rapporteur, à la suggestion des amis de l'honorable *Hector-Louis Langevin*, profitant du moment du tumulte causé par les fiers-à-bras, s'est hâté de proclamer élu le dit honorable *Hector-Louis Langevin*, malgré la demande d'un *poll* et les protestations d'un nombre d'électeurs.

"7. Qu'en agissant ainsi, le dit *Jean-Baptiste-Célestin Hébert* s'est rendu coupable d'une négligence grossière de ses devoirs comme officier-rapporteur à la dite élection, et a enfreint les privilèges de la Chambre d'Assemblée Législative.

"8. Qu'en conséquence, le dit *J. B. C. Hébert* soit assigné à comparaître à la barre de cette Honorable Chambre, pour y répondre de sa conduite comme officier-rapporteur à la dite élection," soient mis à la place.

Et des débats s'en suivant;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur laisse le fauteuil.

A sept heures et demie P. M. conformément à la 19^e règle de cette Chambre, les ordres du jour concernant les bills privés sont lus.

Un bill, concernant le Cimetière de Notre-Dame des Neiges, *Montréal*, est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Sur motion de l'honorable M. *Laframboise*, secondé par l'honorable M. *Holton*, le

bill est amendé en ajoutant à la fin de la 11e clause les mots "et à titre de propriété absolu."

Résolu, Que le bill, avec l'amendement, passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les bills suivants, sans amendement.

Bill intitulé : "Acte pour incorporer le "Trafalgar Institute" pour instruire et former les filles de moyenne et de haute condition.

Bill intitulé : "Acte pour incorporer "La Société Bienveillante des Cordonniers de Québec."

Bill intitulé : "Acte pour incorporer "The Dominion Homestead Building Society."

Bill intitulé : "Acte pour amender l'acte incorporant la Compagnie de Chemin de fer à Passagers de la cité de *Montréal*."

Bill intitulé : "Acte pour permettre à la corporation de la ville de *Sherbrooke*, de rendre valable une certaine contribution faite pour venir en aide aux victimes de l'incendie de *Chicago*."

Bill intitulé : "Acte pour corriger certaines erreurs dans la version anglaise du chap. 46, de la 34e Victoria, concernant la Société de Passage du Pont Neuf de *Saint-Hyacinthe*."

Bill intitulé : "Acte pour amender l'acte vingt-deux Victoria, chap. cent vingt-cinq, intitulé : Acte pour incorporer l'Asile des Dames Protestantes de *Québec*."

Bill intitulé : "Acte pour incorporer l'Institut Canadien-Français de *Montréal*."

Bill intitulé : "Acte pour incorporer le Collège de *Sorel*."

Bill intitulé : "Acte pour amender "un acte pour le soulagement d'une certaine congrégation religieuse à *Montréal*, connue sous la dénomination de Presbytériens, et pour d'autres fins."

Bill intitulé : "Acte pour amender la charte du chemin à lisses de *Québec à Gosford*."

Bill intitulé : "Acte pour amender l'acte de cette Province, trente-deux Victoria, chapitre cinquante-deux, concernant la subvention à être accordée à certains chemins de fer de colonisation."

Et aussi, le Conseil Législatif a passé un bill intitulé : "Acte pour autoriser le Barreau du Bas-Canada, Province de *Québec*, à admettre *George Gregory Smith* comme avocat et procureur," auquel il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, un bill intitulé : "Acte pour amender l'acte concernant le département de l'Agriculture et des Travaux Publics," auquel il demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de l'honorable M. le Procureur-Général *Quimet*, secondé par l'honorable M. *Chauveau*,

Ordonné, Que le bill, du Conseil Législatif, intitulé : "Acte pour autoriser le Barreau du Bas-Canada, Province de *Québec*, à admettre *George Gregory Smith* comme avocat et procureur," soit maintenant lu la première fois.

La bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Résolu, Que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée jusqu'à demain, à 2 heures P. M.

Sur motion de l'honorable M. le Procureur-Général *Quimet*, secondé par l'honorable M. *Chauveau*,

Ordonné, Que le bill du Conseil Législatif, intitulé : "Acte pour amender l'acte concernant le département de l'Agriculture et des Travaux Publics," soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer la compagnie du chemin de fer de *Philipsburg, Farnham et Yamaska*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Robitaille* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'ordre du jour, pour la troisième lecture du bill pour amender les actes ayant rapport à la corporation de la cité de *Montréal* et pour d'autres fins, étant lu;

M. *David*, secondé par l'honorable M. *Holton*, propose que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

M. *Chapleau*, secondé par M. *Bachand*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "soit," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre pour qu'il y soit amendé, comme suit:

Section 2, ligne 33, retrancher les mots "révisées."

Section 2, ligne 34, insérer les mots "pour les élections parlementaires" après le mot "force."

Section 2, ligne 34, retrancher les mots "et qui ne sera pas qualifié à voter à l'élection d'un membre du dit Conseil" et insérer à la place les mots "pourvu qu'aucun tel voteur n'ait le droit de voter à plus d'un poll, lors de la dite votation, et."

Et objection étant faite, que la motion n'est pas dans l'ordre, en autant qu'aucun avis n'a été donné de l'intention de proposer le présent amendement au bill, qui est un bill privé, et qui a passé par toutes les phases requises par les règles de cette Chambre;

M. l'Orateur décide que le bill devrait être renvoyé au comité permanent des ordres permanents, pour faire rapport si les pouvoirs qui doivent être accordés, excèdent les avis qui ont été donnés, ou si ces pouvoirs y sont renfermés en substance.

Sur motion de M. *David*, secondé par l'honorable M. *Holton*,

Ordonné, Que le dit ordre soit déchargé et que le bill soit renvoyé au comité permanent des ordres permanents.

La Chambre reprend les débats sur l'amendement qui a été proposé, ce jour, à la question "Que cette Chambre concourt dans le second rapport du comité permanent des privilèges et élections," lequel amendement était que tous les mots après "que" jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "le dit rapport soit amendé en en retranchant toutes les résolutions après la première, qui sont contenues dans le dit rapport, et que les suivantes leur soient substituées:

"1. Que le neuf juin dernier, jour fixé pour la nomination des candidats à la dite élection, le dit *Jean-Baptiste-Célestin Hébert*, officier-rapporteur, s'étant rendu au husting, y a, d'après son propre aveu, reçu des mains de M. *Jérôme Gingras*, électeur de la dite division, environ une demi-heure avant-midi, et après l'arrivée au husting de l'honorable *Hector-Louis Langevin*, candidat à la dite élection, et maintenant le membre siégeant pour la dite division, une proposition faite par *Pierre Baillargeon*, écuyer, médecin, l'honorable *François Evanturel*, *Olivier Côté*, marchand, *Charles-Joseph-Louis Lafrance*, instituteur, et secondée par *Pierre-Célestin Déry*, sellier, *François-Xavier Déry*, forblantier, *Honoré Mailloux*, menuisier, *Jean-Baptiste Martel*, pharmacien, tous électeurs de la dite division; demandant la mise en nomination de *Charles-Alphonse-Pantaleon Pelletier*, de la cité de *Québec*, écuyer, avocat, comme l'un des candidats à la dite élection.

" 2. Que le dit *Jean-Baptiste-Célestin Hébert*, officier-rapporteur à la dite élection, admet aussi dans son témoignage, qu'il a cru devoir considérer le document à lui ainsi remis, comme une mise en demeure ou information qui lui était donnée par les électeurs dont les noms étaient signés sur ce document, qu'eux, les dits électeurs seraient encore au husting en temps opportun pour dire s'ils entendaient mettre *M. Charles-Alphonse-Pantaléon Pelletier* en nomination; que le dit officier-rapporteur déclare aussi qu'après avoir interpellé les électeurs pour savoir quelle était la personne qu'ils choisissaient pour les représenter, il a attendu quelques minutes, pour donner aux signataires de la dite proposition le temps de venir proposer *M. Pelletier*, si telle était leur intention.

" 3. Qu'en réponse à l'interpellation du dit officier-rapporteur, des électeurs crièrent le nom de *Pelletier ! Poll !* dans le but de mettre en nomination, comme candidat à la dite élection, *Charles-Alphonse-Pantaléon Pelletier*, écuyer, avocat, de la cité de Québec.

" 4. Que ces cris de *Pelletier ! Poll !* poussés par des électeurs de la division, et que le dit officier-rapporteur admet avoir entendus avant la lecture du writ d'élection et après la proclamation, et qu'il a dû nécessairement entendre en réponse à son interpellation, constituaient une demande de *poll* suivant la loi, et qu'un *poll* aurait dû être accordé par le dit officier-rapporteur.

" 5. Que la mention du nom de *M. Pelletier* fut pour une bande de fiers-à-bras organisée d'avance, et dirigée par un certain *Ignace Fortier*, le mot d'ordre de recourir à la violence, et que de fait, cette bande de fiers-à-bras commit alors des actes de violence sur des électeurs, et en repoussa un grand nombre d'autres à une certaine distance du husting.

" 6. Que le dit officier-rapporteur, quoique revêtu par la loi des pouvoirs les plus étendus pour maintenir la paix et le bon ordre pendant toute la durée des procédés de la dite élection, n'a fait aucune démarche quelconque pour calmer la foule et rétablir l'ordre; qu'au contraire, le dit officier-rapporteur, à la suggestion des amis de l'honorable *Hector-Louis Langevin*, profitant du moment du tumulte causé par les fiers-à-bras, s'est hâté de proclamer élu le dit-honorable *Hector-Louis Langevin*, malgré la demande d'un *poll* et les protestations d'un nombre d'électeurs.

" 7. Qu'en agissant ainsi le dit *Jean-Baptiste-Célestin Hébert* s'est rendu coupable d'une négligence grossière de ses devoirs comme officier-rapporteur à la dite élection et a enfreint les privilèges de la Chambre d'Assemblée Législative.

" 8. Qu'en conséquence, le dit *J. B. C. Hébert* soit assigné à comparaître à la barre de cette honorable Chambre, pour y répondre de sa conduite comme officier-rapporteur à la dite élection," soient mis à la place.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions du chapitre 4 des statuts de la Province de Québec, appelle *Joseph-Hyacinthe Bellerose*, écuyer, membre pour le district électoral de *Laval*, pour le remplacer temporairement au fauteuil.

M. Bellerose prend, en conséquence, le fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Et la Chambre continuant à siéger jusqu'après minuit, samedi matin.

Samedi, 16 décembre 1871.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :
Messieurs

*Bachand,
Daigle,
Fournier,
Holton,*

*Joly,
Laberge,
Laframboise,*

*Laurier,
Marchand,
Molleur,*

*Pozzer,
Robert et
Tremblay.—13.*

CONTRE :

Messieurs

<i>Beaubien,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>LaRue,</i>	<i>Rhéaume,</i>
<i>Bellerose,</i>	<i>Gendron,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Gérin,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Cauchon,</i>	<i>Gill,</i>	<i>Locke,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Sanders,</i>
<i>Chauveau,</i>	<i>Hearn,</i>	<i>Malhiot,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>David,</i>	<i>Houde,</i>	<i>Méthot,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>de Beaujeu,</i>	<i>Irvine, (Sol.-Gén.),</i>	<i>Ouimet, (Proc.-Gén.)</i>	<i>Verreault.—43.</i>
<i>Dorion,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Pelletier (Belle-</i>	
<i>Dugas,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>chasse,)</i>	
<i>Eddy,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Picard,</i>	
<i>Fortin,</i>	<i>LaRoque,</i>	<i>Poupore,</i>	

Ainsi, il est résolu dans la négative.

Alors, la question principale étant mise aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Beaubien,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>La Rue,</i>	<i>Rhéaume,</i>
<i>Bellerose,</i>	<i>Gendron,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Gérin,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Robitaille,</i>
<i>Cauchon,</i>	<i>Gill,</i>	<i>Locke,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Sanders,</i>
<i>Chauveau,</i>	<i>Hearn,</i>	<i>Malhiot,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>David,</i>	<i>Houde,</i>	<i>Méthot,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>de Beaujeu,</i>	<i>Irvine, (Sol.-Gén.)</i>	<i>Ouimet (Proc.-Gén.),</i>	<i>Verreault.—43.</i>
<i>Dorion,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Pelletier (Belle-</i>	
<i>Dugas,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>chasse,)</i>	
<i>Eddy,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Picard,</i>	
<i>Fortin,</i>	<i>LaRoque,</i>	<i>Poupore,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Bachand,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Laurier,</i>	<i>Pozzer,</i>
<i>Daigle,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Robert et</i>
<i>Fournier,</i>	<i>Laframboise,</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Tremblay.—13.</i>
<i>Holton,</i>			

Ainsi, elle est résolue dans l'affirmative.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour amender la loi concernant les plans et livres de renvois des cadastres ; " et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Rhéaume* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Rhéaume* fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus comme suit :

Section 1, ligne 1, après " section " dans la version anglaise, insérez " seventy "

Section 3, ligne 8, après " renvoi " insérez " en autant que sont concernées les proclamations émanées depuis le quinzième jour de juin mil huit cent soixante et dix, ou qui pourront être émanées à l'avenir, en vertu des dispositions de l'article

2169 du code civil ou de la section cinq de l'acte de cette Province, trente-deux Victoria, chapitre vingt-cinq, le délai de dix huit mois fixé par l'article 2172 du dit code, pour le renouvellement de l'enregistrement des droits réels, est prolongé par le présent acte à la période de deux ans à dater du jour de telles proclamations".

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill, avec les amendements, passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill avec plusieurs amendements, auxquels elle demande leur concours.

Et la Chambre ayant continué à siéger jusqu'à une heure après minuit, samedi matin, s'ajourne à aujourd'hui à 2 heures P. M.

Samedi, 16 Décembre 1871.

2 heures P. M.,

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Laurier*,—la pétition de M. *E. Wadleigh* et autres, du township de *Kingsey*, comté de *Drummond*.

Par l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*,—la pétition de *Janvier Auger* et autres, du township d'*Ireland*, comté de *Mégantic*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De *E. H. King* et autres, de la cité de *Montréal* ; demandant des amendements aux lois d'éducation, en autant qu'elles ont rapport à la dite cité.

De la Société Bienveillante des Ouvriers Protestants Unis, *Montréal* ; demandant que le bill concernant le Cimetière de Notre-Dames-des-Neiges ne devienne pas loi, et pour autres fins.

De *Cyrille Vallée* et autres, de la paroisse de *St. Pierre de Broughton*, comté de *Beauce* ; demandant que le juge de la cour supérieure pour les districts de *Montmagny* et *Beauce*, soit tenu de résider dans les limites du district de *Beauce*, et qu'un magistrat stipendiaire ne soit pas nommé pour le dit district de *Beauce*.

De la municipalité de la paroisse de Notre-Dame de la Visitation, dans le comté de *Champlain* ; demandant de l'aide pour la construction d'un pont sur la rivière *Champlain*.

De *Antoine Gélinais* et autres, des paroisses de *St. Barnabé*, *St. Sévère* et *St. Elie*, comté de *St. Maurice* ; demandant de l'aide pour un chemin dans le township de *Caxton*.

L'honorable M. *Chauveau*, l'un des membres de l'honorable Conseil Exécutif de la province de *Québec*, présente—Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, datée le 11 décembre 1871 ; demandant un état du nombre de livres choisis par le Conseil de l'Instruction Publique et approuvés, conformément à la loi, pour l'usage des écoles communes en cette province. (Documents de la Session, No. 20.)

Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, datée le 6 décembre 1871, demandant un état indiquant le nombre de limites accordées à divers individus dans les districts de *Chicoutimi* et de *Saguenay*, depuis 1850 jusqu'à ce jour,

le nom des localités où sont ces limites, l'étendue de chacune d'elles, la date de l'octroi de chaque licence, les conditions auxquelles elles ont été accordées, les sommes d'argent payées pour chaque limite, la quantité des diverses espèces de bois coupes, les sommes payées pour droits de coupe, les dates des paiements pour rentes de terrain et coupe de bois, et tous autres droits imposés par les règlements en force aux diverses époques où les licences ont été accordées; et de plus si quelques sommes d'argent restent dues au Gouvernement ou n'ont pas été payées, et pourquoi; si le Gouvernement a fait des remises sur telles sommes dues, et à qui ces remises ont été faites, et pour quelles raisons. (Documents de la Session, No. 19.)

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender de nouveau la loi concernant les magistrats de district en cette province, et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Gendron* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit reçu lundi prochain.

M. l'Orateur informe la chambre que le greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : "Acte pour amender l'acte relatif à la compagnie du chemin de fer de Jonction de *Missisquoi*" sans amendement.

Aussi, le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : "Acte pour incorporer l'Œuvre du Patronage de *Québec*," avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : "Acte pour incorporer l'Œuvre du Patronage de *Québec*," lesquels sont lus comme suit :

Page 2, ligne 9, après le mot "*Québec*," ajouter les mots suivants : "ou par la personne chargée de l'administration à sa place".

Page 2, ligne 24, après le mot "*Québec*," ajouter les mots suivants : "ou par la personne chargée de l'administration à sa place".

Page 2, lignes 24 et 25, retrancher les mots suivants : "ou par la personne tenant sa place".

Ordonné, Que les dits amendements soient lus une seconde fois, lundi prochain.

M. *Bachand*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le onzième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill pour établir un ordre de choses exceptionnel et particulier à la paroisse de *Saint-Hyacinthe* le Confesseur, pour la construction d'une église paroissiale qui deviendra la cathédrale de l'évêque de *Saint-Hyacinthe*, et y a fait divers amendements, qu'il soumet humblement à la considération de votre Honorable Chambre.

Le bill pour amender certains articles du code de procédure civile et pour pourvoir à la nomination d'un juge de district à *Montréal*, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour lundi prochain.

Le bill pour autoriser les directeurs des écoles d'industrie et de réforme et de certaines institutions de charité de mettre en apprentissage ou de placer au dehors les enfants qui sont sous leur direction est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Picard* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu, la troisième fois, lundi prochain.

Le bill pour amender l'acte de cette Province, trente-deuxième Victoria, chapitre vingt-deux, concernant les jurés et jurys, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour lundi prochain.

Le bill pour amender l'acte 34e Victoria, chapitre 8, concernant les registres de l'état civil dans une certaine partie du district de *Saguenay*, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Verreault* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le bill pour déterminer le temps où les statuts de cette Province deviendront en force est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Trudel* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le bill pour continuer, pendant un temps limité, les divers actes y mentionnés, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des lois expirantes.

Le bill pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes d'argent nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du Gouvernement civil, pour l'année financière expirant le trente de juin, mil huit cent soixante-et-treize, et à certaines autres fins du ressort du service public est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et la troisième lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Sur motion de M. *deBeaujeu*, secondé par M. *Lalonde*,

Résolu, Qu'il soit nommé un comité spécial, composé de l'honorable M. *Chauveau*, M. *Lalonde*, M. *deBeaujeu*, M. *Bachand*, M. *David*, M. *Joly* et M. *Bellingham*, afin d'étudier le plan qui aurait été adopté par le Gouvernement d'*Ontario*, dans le but de créer de nouveaux pouvoirs d'eau en détournant une partie des eaux du *St. Laurent*, pour les faire couler dans la rivière *La Nation* et autres petites rivières; et voir si ce plan peut s'appliquer avec avantage dans les comtés avoisinants, tels que *Soulanges*, *Vaudreuil* et autres, en faisant continuer l'écoulement de ces eaux aux rivières à *Delisle* et à la *Grasse*, pour faire rapport de temps à autre, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Sur motion de M. *Bellingham*, secondé par M. *Pouppere*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre tous retours ou rapports en possession du département des Terres de la Couronne, concernant la valeur des terres et la quantité de pin dans le bloc A, plus particulièrement décrit dans le Chap. 21, 34 Viet., intitulé: "Acte pour pourvoir à l'octroi de certaines terres pour venir en aide aux compagnies de chemins à lisses y mentionnées."

Sur motion de M. *Lafontaine*, secondé par M. *Molleur*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état indiquant le nombre d'aliénés actuellement dans l'asile de *Beauport*, le nombre de ceux qui sont à la charge du Trésor de la province, et le nombre

de ceux qui ne le sont pas, le montant payé par chacun de ces derniers, à qui ce montant a été payé, et au profit de qui.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

M. *Bellerose*, secondé par M. *Beaubien*, propose que cette Chambre concourt dans le quatrième rapport du comité permanent des dépenses contingentes ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

M. *Pournier*, secondé par M. *Marchand*, propose que le bill pour amender la loi concernant les élections parlementaires contestées, et pour pourvoir plus efficacement aux moyens d'empêcher les menées corruptrices aux élections des membres de l'Assemblée Législative de Québec, soit mis sur les ordres du jour de lundi prochain, pour la seconde lecture du dit bill.

Et des débats s'en suivent ;

L'honorable M. *Chauveau*, secondé par l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*, propose que les débats soient ajournés jusqu'à mardi, le 26 du présent mois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

La Chambre reprend les débats ajournés, sur la question qui a été proposée, mercredi dernier que la pétition de F. X. *Déry* et autres, de la cité de Québec, demandant que le siège de l'honorable *Joseph Cauchon*, représentant le district électoral de *Montmorency*, soit déclaré vacant, soit renvoyée au comité permanent des privilèges et élections.

Et la question étant mise aux voix, elle est résolue dans l'affirmative.

Sur motion de M. *Bellerose*, secondé par M. *Roy*,

Ordonné, Que la 76e section de l'acte concernant les élections parlementaires contestées, soit maintenant lue.

Et la dite section étant lue ;

Ordonné, Que la prestation du serment requise des membres du comité spécial nommé pour juger et décider du mérite de la pétition se plaignant d'une élection et rapport irréguliers pour le district électoral de l'*Islet*, soit ajournée jusqu'à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer les Missionnaires de Notre-Dame S. J. ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Trudel* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour autoriser la Chambre Provinciale des notaires à admettre, après examen, *William Fahey* comme notaire ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Marchand* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer la Compagnie de Credit de *Montréal* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. *Laframboise* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender les dispositions de l'acte 33 Victoria, chapitre 46, concernant l'incorporation de la cité de *Québec*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *LeCavalier* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le bill du Conseil Législatif, intitulé: "Acte pour autoriser le barreau du Bas-Canada, Province de *Québec*, à admettre *Gorge Gregory Smith* comme avocat et procureur" est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour rendre saisissable une partie des salaires des officiers publics, étant lu,

M. *David*, secondé par M. *Trudel*, propose que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

Et des débats s'en suivent;

Ordonné, Que les débats soient ajournés jusqu'à lundi prochain.

La Chambre s'ajourne, alors, jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 18 Décembre 1871.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Gérin*,—la pétition de *Joseph Desautniers* et autres, de la paroisse de *Saint-Boniface de Shawanegan*, et la pétition du Révérend *F. Trahan* et autres, des paroisses de *Saint-Sévère*, *Saint-Barnabé* et *Saint-Elie*, toutes du comté de *Saint-Maurice*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De *Chas. P. Treadwell*, de l'Original; demandant un octroi de terres pour la colonisation et pour autres fins.

De *Janvier Auger* et autres, du township d'*Ireland*, comté de *Mégantic*; demandant que le dit township d'*Ireland* ne soit pas divisé en deux municipalités séparées.

De *Martin Mathieu* et autres, de la paroisse de *Saint-François*, comté de *Beauce*; demandant que le Juge de la cour supérieure pour les districts de *Montmagny* et *Beauce* soit tenu de résider dans les limites du district de *Beauce*, et qu'un magistrat stipendiaire ne soit pas nommé pour le dit district.

De *M. E. Wadleigh* et autres, du township de *Kingsey*, comté de *Drummond*; demandant un octroi égal à la somme qu'ils sont obligés de payer pour le chemin à lisses de *Richelieu*, *Drummond* et *Arthabaska*.

De *Michael S. Kelly* et autres, du township de *Rawdon* ; demandant de l'aide pour un pont sur la rivière *Lac Ouareau*.

Du Révérend *V. Charest* et autres, des townships de *Sainte-Camille* et *Stoke*, dans les comtés de *Wolfe* et *Richmond* ; demandant de l'aide pour un chemin de *Sainte-Camille* à *Brompton Falls*.

De *James Ross* et autres, des townships de *Lingwick*, *Hampden* et *Marston*, comté de *Compton* ; demandant de l'aide pour un chemin dans les dits townships.

M. Bachand, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le douzième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour autoriser le Barreau du *Bas-Canada*, Province de *Quebec*, à admettre *George-Gregory Smith* comme avocat et procureur, " et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

M. Verreault, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le treizième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a pris en considération la motion faite dans votre honorable Chambre, que l'amendement proposé à la deuxième section du bill pour amender les actes concernant la corporation de la cité de *Montréal* et pour d'autres fins, soit renvoyé à ce comité afin de faire rapport si le dit amendement contient des dispositions qui outrepassent les avis données ; et votre comité est d'opinion que le comité permanent des bills privés, ayant rapporté la deuxième section du dit acte qui, de fait, contient des dispositions qui outrepassent, en certaine manière, les dits avis, comme suffisamment compris dans ces avis, le dit amendement ainsi référé est en accord avec la dite deuxième section, tel que rapporté par le comité des bills privés.

Ordonné, Que l'honorable *M. Chauveau* ait la permission d'introduire un bill pour amender de nouveau les lois de l'éducation en cette Province.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que le bill pour amender les actes ayant rapport à la corporation de la cité de *Montréal* et pour d'autres fins, soit lu la troisième fois aujourd'hui, et qu'il soit remis sur les ordres du jour dans le même ordre dans lequel il se trouvait lorsque la troisième lecture du dit bill a été proposée la première fois.

Ordonné, Que *M. Tremblay* ait la permission d'introduire un bill pour diviser le comté de *Chicoutimi* en deux divisions d'enregistrement.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. l'Orateur met devant la Chambre un rapport du Greffier de la Couronne en Chancellerie, prépare d'après les régistres des élections, pour la présente Assemblée Législative de la province de Québec, indiquant le nombre de votes enregistrés pour chaque candidat, dans chaque division électorale, township, cité, ville ou paroisse où un poll a été tenu ; le nombre de votes enregistrés dans chaque division, et le nombre d'électeurs entrés sur les listes électorales, et la population de chaque division d'après le dernier recensement, tel que demandé par un ordre de l'honorable Assemblée Législative, daté le 17 novembre 1871. (Documents de la Session, No. 21.)

Un bill pour autoriser les directeurs des écoles d'industrie et de réforme, et de certaines institutions de charité, de mettre en apprentissage ou de placer au dehors les enfants qui sont sous leur direction, est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Sur motion de l'honorable *M. le Solliciteur-Général Irvine*, secondé par l'honorable *M. le Procureur-Général Ouimet*, les amendements suivants sont faits au bill :

Section 2, sous-section 1, lignes 19 et 20, effacer les mots " à dater du jour de leur décharge, jusqu'à la date de leur, " et remplacer par les mots " qui ne dépassera pas son âge de."

Section 2, sous-section 2, lignes 29, 30 et 31, effacer les mots "mais aucun enfant ne pourra être ainsi engagé pour un terme dépassant l'âge atteint par lui, de dix-huit ans".

Résolu, Que le bill, avec les amendements, passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour, pour la réception du rapport du comité de toute la Chambre sur le bill pour amender de nouveau la loi concernant les magistrats de districts en cette Province, étant lu ;

L'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*, secondé par l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*, propose que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Bachand*, secondé par M. *Marchand*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "le," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre pour en retrancher la première clause," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

La question principale, étant alors mise aux voix,

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Gendron* fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Et la question étant mise aux voix, que le bill soit maintenant lu la troisième fois, la Chambre se divise, et elle est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix, que le bill passe, la Chambre se divise, et elle est résolue dans l'affirmative.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'honorable M. *Robertson*, du comité conjoint des impressions de la Législaturet présente à la Chambre le deuxième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de présenter comme son deuxième rapport, le rapport de son sous-comité, et le recommande à la considération de Votre Honorable Chambre.

Votre comité ayant pris communication d'une résolution du comité conjoint des impressions du Parlement Fédéral, demandant qu'un échange des documents parlementaires ait lieu entre les Législatures Fédérale et Locale, pour l'usage des membres de leurs Chambres respectives, approuve la suggestion contenue dans la dite résolution, et recommande l'échange des documents de la Session, Journaux et Appendices, et Statuts.

Votre comité recommande que le Greffier des impressions soit autorisé à transmettre la présente résolution à l'hon. comité conjoint des impressions du Parlement d'Ottawa, lors de la prochaine session, et à le prier de bien vouloir faire les démarches nécessaires pour obtenir du Gouvernement Fédéral, que les documents échangés soient transmis franc de port.

CONSEIL LÉGISLATIF, QUÉBEC,

Chambre de Comité, No. 3,

13 Décembre 1871.

Au Président du comité conjoint des impressions.

Monsieur le Président,

Votre sous-comité nommé pour examiner les comptes d'impressions de l'année écoulée, a l'honneur de faire rapport :

Qu'il est satisfait de l'exactitude des comptes en général, quoiqu'il n'ait pas fait un examen minutieux de toutes les pièces justificatives qui sont au nombre de plus de six cents.

Qu'il a remarqué avec plaisir l'amélioration du système de la tenue des comptes, la manière de les établir, et l'adoption complète des suggestions du sous-comité de la dernière session.

Qu'après avoir pris communication des contrats pour les impressions des statuts et des documents de la Législature, il reste évident que les articles qui ont trait au temps où les impressions doivent être terminées n'ont pas été exécutés, savoir : " Que l'impression des statuts devra être complétée dans l'espace d'un mois après chaque session." Et les documents : " dans les deux mois après la fin des sessions."

Votre sous-comité est d'avis que, dans l'intérêt du public, il est urgent que les officiers en charge de tels devoirs, fassent en sorte de livrer à temps l'ouvrage aux imprimeurs pour que les conditions des contrats reçoivent leur pleine exécution.

Votre sous-comité est aussi d'avis : Qu'il ne soit payé aux imprimeurs qui ont des contrats avec le Gouvernement, ou avec les Chambres, aucune indemnité *extra* pour travail de nuit, travail du dimanche, etc., etc., sous ces contrats. Votre sous-comité étant convaincu qu'il est de l'intérêt public de s'en tenir strictement à la lettre des contrats, en laissant aux parties contractantes le droit de résilier leurs engagements.

Votre sous-comité croit devoir recommander encore que la *Gazette Officielle* soit envoyée aux municipalités pour y être conservée et servir de record.

Votre sous-comité a aussi examiné les documents suivants, et recommande que l'impression du rapport de l'honorable ministre des terres de la couronne, par son ordre, pour l'usage de ce département, et pour les documents de la session, de même que l'impression des *estimates* et *états* des dépenses de la Province de *Québec*, pour l'année fiscale devant finir le 30 juin 1873, par ordre de l'honorable trésorier, pour l'usage de son département, soit approuvée.

Que les deux documents suivants soient imprimés comme documents de la session, savoir :

"Etat des affaires de la compagnie des chemins de péage de l'*Isle Jésus*."

"Estimés et états des dépenses de la Province de *Québec*, pour l'année fiscale devant finir le 30 juin 1873."

Que les deux suivants soient imprimés en partie comme documents de la session :

"Réponse à une adresse :—Correspondance échangée entre le Gouvernement de la Puissance et celui de la Province de *Québec*, au sujet de l'immigration."

"Copies des contrats entre le Gouvernement de la Province de *Québec*, et les propriétaires de l'Île de *Beauport*, du 16 mai 1857, du 21 avril 1865 et du 25 octobre 1871, et la correspondance y ayant rapport.

"Que le deuxième rapport du comité des privilèges et élections le soit aussi en partie comme Appendice du Journal."

Votre sous-comité recommande, en outre, que les documents suivants ne soient pas imprimés :

1° Rapport des municipalités.

2° Etats des affaires des institutions de bienfaisance et de charité,

3° Etats des baptêmes, mariages et sépultures, pour l'année 1869, district de *Rimouski*.

4° Réponse à une adresse :—Correspondance échangée entre le Gouvernement Fédéral et celui de la Province de *Québec* au sujet du transfert de la propriété située à *Montréal*, entre les rues Notre-Dame, Claude et le quarré *Jacques-Cartier*.

5° Réponse à une adresse :—Correspondance au sujet de la résidence du juge nommé pour les districts de *Montmagny* et de *Beauce*.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE,

Quebec, 5 Décembre 1871.

Bureau des Impressions.

Au Président et aux membres du comité conjoint sur les impressions pour les deux Chambres :

Monsieur le Président,

Conformément à l'ordre permanent du comité, j'ai l'honneur de vous soumettre les comptes d'impressions, papier et reliure pour les deux Chambres, pour le temps écoulé depuis la dernière session.

Les comptes sont accompagnés de pièces justificatives numérotées de 1 à 682, en tout; 132 pour l'Honorable Conseil Législatif, et 550 pour l'Assemblée Législative.

Le montant se divise comme suit :

Pour l'Honorable Conseil Législatif.....	\$ 732 79
Pour l'Assemblée Législative.....	7304 41
	<hr/> \$ 8037 20

D'après les instructions du Greffier de l'Assemblée Législative, le tirage du Journal et Appendices de la dernière session a été augmenté de 150 exemplaires français, et 50 exemplaires anglais, en vue de pouvoir l'expédier aux députés du premier Parlement qui ne font pas partie de la représentation actuelle.

Je dois déclarer à votre comité qu'il n'a pas été en mon pouvoir de faire exécuter les articles des contrats qui ont trait au temps où les impressions doivent être terminées.

Ces retards peuvent être attribués à deux causes; certains documents ne sont pas livrés à temps aux imprimeurs, et certains imprimeurs prennent plus que le temps voulu pour faire l'ouvrage.

Le tout respectueusement soumis.

C. F. LANGLOIS,
G. C. C. I.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender certains articles du code de procédure civile, et pour pourvoir à la nomination d'un juge de district à *Montréal*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Malhiot* fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau aujourd'hui.

Andrew Esinhart, écuyer, *Emery Lalonde*, écuyer, *Edouard Laberge*, écuyer, *H. G. Malhiot*, écuyer, président, *Charles Gilt*, écuyer, composant le comité spécial nommé pour juger et décider du mérite de la pétition se plaignant d'une élection et rapport irréguliers pour le district électoral de l'*Islet*; leurs noms sont appelés et *Andrew Esinhart* ne comparait pas.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité sur le bill pour amender certains articles du code de procédure civile, et pour pourvoir à la nomination d'un juge de district à *Montréal*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Malhiot* fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte de cette province, trente-deux Victoria, chapitre vingt-deux, concernant les jurés et jurys; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le

fauteuil, et M. Malhiot fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Et la question étant proposée, que le rapport soit maintenant reçu ;

M. Bachand, secondé par l'honorable M. Laframboise, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "le" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et que les mots "bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre pour l'y amender en ajoutant la clause suivante comme clause 3 :

Clause 3. Le paragraphe 12, de la section 15, du chapitre 109, des statuts refondus pour le *Bas-Canada*, est abrogé," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le bill, pour pourvoir à la vente de certaines propriétés dans la cité de *Mont-réal*, et à la construction d'édifices, pour les écoles Normales *Jacques-Cartier* et *Laval*, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour amender certains articles du code municipal de la province de Québec, étant lu ;

L'honorable M. le Procureur Général *Quimet*, secondé par l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*, propose, Que le bill soit maintenant lu une seconde fois ; la Chambre se divise, et la question est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Le bill pour amender le chapitre soixante-et-six des statuts refondus du *Canada*, concernant les chemins de fer, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières.

L'ordre du jour, pour la troisième lecture du bill pour amender les actes ayant rapport à la corporation de la cité de *Montréal* et pour d'autres fins, étant lu ;

M. David, secondé par l'honorable M. *Holton*, propose que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. Chapleau, secondé par M. *Bachand*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "soit," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre pour l'y amender en la manière qui suit :

Page 2, section 2, ligne 9, retrancher le mot "révisés."

Page 2, section 2, ligne 10, insérer les mots "pour les élections parlementaires" après le mot "force."

Page 2, section 2, lignes 10 et 11, retrancher les mots "et qui ne sera pas qualifié à voter à l'élection d'un membre du dit Conseil" et insérer les mots "pourvu qu'aucun tel voteur n'ait le droit de voter à plus d'un poll lors de la dite votation," soient mis à la place.

Et des débats s'en suivant ;

Le dit amendement est, avec la permission de la Chambre, retiré.

La question principale, étant alors mise aux voix,

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Sur motion de M. *David*, secondé par l'honorable M. *Holton*, l'amendement suivant est fait au bill :

Page 3, clause 5, ligne 18, après le mot "expropriation," insérer les mots "ou à l'amiable."

Page 7, clause 16, ligne 42, après les mots "à cette fin," insérer les mots "à l'amiable ou."

L'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*, secondé par l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*, propose que le bill soit de nouveau amendé en ajoutant le proviso suivant à la fin de la clause 5 : "Pourvu que ce montant n'excède pas \$300,000."

La Chambre se divise, et la proposition est résolue dans la négative.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour établir un ordre de choses exceptionnel et particulier à la paroisse de *Saint-Hyacinthe le Confesseur*, pour la construction d'une église paroissiale qui deviendra la cathédrale de l'évêque de *Saint-Hyacinthe*; et après y avoir siégé pendant quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Fournier* fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau aujourd'hui.

A 5 heures p. m., les noms des membres composant le comité spécial nommé pour juger et décider du mérite de la pétition se plaignant d'une élection et rapport irréguliers pour le district électoral de l'*Islet*, étant de nouveau appelés, et *Andrew Eschhart*, cénier, ne comparaisant pas.

Sur motion de M. *Fortin*, secondé par M. *Belleroose*,

Ordonné, Que la 7^e section de l'acte concernant les élections parlementaires contestées soit maintenant lue.

Et la dite section étant lue ;

Ordonné, Que la pétition se plaignant d'une élection et d'un rapport irréguliers pour le district électoral de l'*Islet*, soit de nouveau renvoyée au comité général des élections.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité sur le bill pour établir un ordre de choses exceptionnel et particulier à la paroisse de *Saint-Hyacinthe le Confesseur*, pour la construction d'une église paroissiale qui deviendra la Cathédrale de l'évêque de *Saint-Hyacinthe*; et après y avoir siégé pendant quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Fournier* fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, aujourd'hui.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : "Acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer d'*Ottawa* et la vallée de *Gatineau*," sans amendement.

Aussi, le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : "Acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer de Jonction de la *Pointe Lévis* et l'*Anse aux Sauvages*," avec un amendement, auquel il demande le concours de cette Chambre.

Et aussi, le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : "Acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer de *Montréal, Chambly* et *Sorel*" avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Et aussi, le Conseil Législatif a adopté les amendements faits par l'Assemblée Législative au bill intitulé : "Acte pour amender la loi concernant les plans et livres de renvois des Cadastres," sans amendement.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif, au bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer de Jonction de la *Pointe Lévis* et l'*Anse aux Sauvages*," lequel est lu comme suit:

Page 2, ligne 47, section 6, retrancher le mot "cinq" et le remplacer par le mot "neuf."

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif, au bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer de *Montréal*, *Chambly* et *Sorel*," lesquels sont lus comme suit:

1. Page 1, ligne 12, section 1, remplacer le mot "Russwood" par les mots "Russ Wood."

2. Page 2, ligne 8, section 4, remplacer le mot "Russwood" par les mots "Russ Wood."

3. Page 5, ligne 12, section 16, retrancher le mot "et" avant le mot "*Montréal*" et après le mot "*Montréal*" ajouter les mots suivants "et *Philipsburg*, ou à une distance moindre qu'un demi mille du dit village."

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité sur le bill pour établir un ordre de choses exceptionnel et particulier à la paroisse de *Saint-Hyacinthe le Confesseur*, pour la construction d'une église paroissiale qui deviendra la cathédrale de l'évêque de *Saint-Hyacinthe*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Gill* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le rapport soit reçu maintenant.

M. *Gill* fait rapport du bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Les amendements faits par le Conseil Législatif, au bill intitulé: "Acte pour incorporer l'*Oeuvre du Patronage de Québec*," sont, en conformité de l'ordre, lus une seconde fois, et adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre, en conformité de l'ordre, reprend les débats ajournés sur la question qui a été proposée samedi dernier, que le bill pour rendre saisissable une partie des salaires des officiers publics, soit maintenant lu une seconde fois.

Et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et elle est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité spécial, composé de l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*, l'honorable M. *Robertson*, l'honorable M. *Holton*, M. *David*, M. *Rhéaume*, M. *Belingham*, et M. *Trudel*, pour en faire rapport avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Le bill pour limiter l'application des articles 298 et 299 du code civil, et le titre cinquième du code de procédure civile, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain,

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Mardi, 19 Décembre 1871.

M. l'Orateur fait rapport à la Chambre que le cautionnement à la pétition de *Simon-Xavier Cimon*, écuyer, se plaignant de l'élection et du rapport de *Adolphe Gagnon*, écuyer, pour le district électoral de *Charlevoix*, est susceptible d'objection.

M. l'Orateur fait aussi rapport à la Chambre que le cautionnement à la pétition de *Télesphore-Eusèbe Normand*, écuyer, se plaignant de l'élection et du rapport de *François-Xavier-Auselme Trudel*, écuyer, pour le district électoral de *Champlain*, est susceptible d'objection.

M. l'Orateur fait aussi rapport que le cautionnement à la pétition de *Louis-Joseph-Elzéar Desjardins*, écuyer, se plaignant de l'élection et du rapport de *Télesphore Fournier*, écuyer, pour le district électoral de *Montmagny*, est susceptible d'objection.

M. l'Orateur fait aussi rapport à la Chambre, que le cautionnement à la pétition de *John Robinson Hamilton*, écuyer, *Bélonie LeBlanc* dit *Bourquette* et *Normand McLeod Carswell*, se plaignant de l'élection et du rapport de *Théodore Robitaille*, écuyer, pour le district électoral de *Bonaventure*, est susceptible d'objection.

M. l'Orateur fait aussi rapport à la Chambre que le cautionnement à la pétition de *François-Benjamin Godin*, écuyer, se plaignant de l'élection et rapport de *Vincent-Paul Lavallée*, écuyer, pour le district électoral de *Joliette*, n'est pas susceptible d'objection.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Asile de la Providence, *Sainte Elizabeth*, pour l'année 1871. (Documents de la Session, No. 6.)

L'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*, du comité permanent des lois expirantes, présente à la Chambre le second rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport à votre Honorable Chambre qu'il a examiné le bill pour continuer, pour un temps limité, les divers actes y mentionnés, et en recommande l'adoption sans amendement.

M. *Fortin*, du comité général des élections, fait rapport des noms des membres composant le nouveau comité spécial nommé pour juger et décider du mérite de la pétition, se plaignant d'une élection et rapport irréguliers pour le district électoral de *l'Islet*, auquel il a annexé la pétition y relative à lui renvoyée par la Chambre ; et les noms des membres du dit comité sont les comme suit : *Louis-J.-B. Beaubien*, écuyer, *Victor Robert*, écuyer, *P. David*, écuyer, *Elie Mailloux*, écuyer ; président, *Charles Gill*, écuyer.

Sur motion de l'honorable M. *Laframboise*, secondé par M. *Bachand*, Ordonné, Que la pétition de *E. H. King* et autres, de la cité de *Montréal* ; demandant des amendements aux lois d'éducation, en ce qui concerne la dite cité, présentée à cette Chambre, le 14 du présent mois, soit retirée.

Sur motion de l'honorable M. *Robertson*, secondé par l'honorable M. *Chauveau*, Résolu, Que cette Chambre concourt dans le second rapport du comité conjoint des impressions de la Législature.

Sur motion de M. *Molleur*, secondé par M. *Marchand*, Ordonné, Que le rapport du comité spécial nommé pour s'enquérir des moyens les plus propres à promouvoir l'amélioration des chemins publics en cette Province, soit renvoyé au comité conjoint des impressions de la Législature.

Sur motion de M. *Fortin*, secondé par M. *Bellerose*, Ordonné, Que la pétition de *François Benjamin Godin*, écuyer, se plaignant de l'élection et du rapport de *Vincent Paul Lavallée*, écuyer, pour le district électoral de *Joliette*, soit renvoyée au comité général des élections.

Un bill pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes d'argent nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du Gouvernement civil, pour l'année financière expirant le trente de juin, mil huit cent soixante-et-treize, et à certaines autres fins du ressort du service public, est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité sur le bill pour amender certains articles du code de procédure civile, et pour pourvoir à la nomination d'un juge de district à *Montréal*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Malhiot* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Et la question étant proposée, que le bill soit maintenant reçu;

M. *Fournier*, secondé par M. *Bachand*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, pour l'amender comme suit:

Page 5, clause 24, ligne 14, après le mot "*Montréal*" insérer les mots "et de *Québec*."

Page 5, clause 24, ligne 16, substituer les mots "les dites cités" aux mots "la dite cité," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

Et la question étant de nouveau proposée, que le rapport soit maintenant reçu;

M. *Fournier*, secondé par l'honorable M. *Laframboise*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender comme suit:

"Dans toute cause de la cour supérieure dans les districts de *Québec* et de *Montréal*, après l'enquête close, il sera loisible à l'une ou à l'autre partie de déclarer par écrit qu'elle entend inscrire la dite cause pour audition finale au mérite, devant trois juges de la cour supérieure; alors telle cause sera inscrite sur le rôle de la cour supérieure siégeant en revision," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

Et la question étant de nouveau proposée, que le rapport soit maintenant reçu;

M. *Lynch*, secondé par M. *Picard*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender en y ajoutant ce qui suit après la 20e section:

"Nonobstant l'article 1061 du dit code, de procédure, la cour de circuit pour tout district, n'aura pas juridiction sur aucun comté dans lequel elle n'est pas tenue, s'il y a une cour de circuit dans et pour le dit comté," soient mis à la place.

M. *Brigham*, secondé par M. *Bellingham*, propose, sous forme d'amendement au dit amendement, que les mots:

"Et il est de plus pourvu, qu'il n'y aura pas de circuit au chef-lieu du district de *Bedford*, que les cours de circuit des différents comtés compris dans le district, auront une juridiction exclusive dans les circuits respectifs de tels comtés," soient ajoutés à la fin d'icelui.

Et l'amendement à l'amendement déjà proposé étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

Et l'amendement à la question principale étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR :

Messieurs

<i>Bellerose,</i>	<i>Dugas,</i>	<i>Larochele,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Bellingham,</i>	<i>Holton,</i>	<i>Locke,</i>	<i>Robert,</i>
<i>Brigham,</i>	<i>Irvine (Sol.-Gén.),</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Sanders,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Mailloux,</i>	<i>Sauyer et</i>
<i>de Beaujeu,</i>	<i>Laframboise,</i>	<i>Pettier (L'Assomp- tion),</i>	<i>Sylvestre.—20.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Bachand,</i>	<i>Fournier,</i>	<i>LaRue,</i>	<i>Pelletier (Belle- chasse),</i>
<i>Beaubien,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Laurier,,</i>	<i>Pozer,</i>
<i>Cartier,</i>	<i>Gendron,</i>	<i>Lavallee,</i>	<i>Rhéaume,</i>
<i>Chauveau,</i>	<i>Gill,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Daigle,</i>	<i>Gosselin,</i>	<i>Malhiot,</i>	<i>Roy,</i>
<i>David,</i>	<i>Houde,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Dorion,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Eddij,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Ouinet (Proc.-Gén.),</i>	<i>Verreault.—34.</i>
<i>Fortin,</i>	<i>Lalonde,</i>		

- Ainsi, il est résolu négativement.

La question principale étant alors mise aux voix ;

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Malhiot* fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

L'honorable M. le Procureur-Général *Ouinet*, secondé par l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*, propose que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. *Trudel*, secondé par M. *David*, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre pour l'amender de la manière suivante :

Page 1, section 1, ligne 1, après le mot "l'article" insérer les mots suivants :

" 53 du code de procédure civile est par le présent amendé en ajoutant ce qui suit, à la fin du dit article : mais les protonotaires et greffiers pourront toujours en tout temps avant la signification d'un bref d'assignation l'amender de manière à en changer le jour de retour ou corriger toutes irrégularités qui pourraient s'y trouver, pourvu que la date de tel changement soit constaté au bas du renvoi contenant le dit amendement : l'article 556 est amendé, en ajoutant après les mots trente piastres dans le sixième paragraphe, les mots suivants : "et si le débiteur est cultivateur, il devra lui être laissé une charrue, une herse, une bêche, une pioche, une charrette à foin, un sleigh de travail, une paire de bœufs et un cheval de travail, avec leurs harnais, et l'article" soient mis à la place.

Et des débats s'en suivant ;

Les mots suivants de la dite motion sont, avec la permission de la Chambre, retirés : l'article 556 est amendé en ajoutant après les mots "trente piastres," dans le sixième paragraphe, les mots, "et si le débiteur est cultivateur, il devra lui être laissé une charrue, une herse, une bêche, une pioche, une charrette à foin, un sleigh de travail, une paire de bœufs et un cheval de travail avec leurs harnais."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

La question principale étant alors mise aux voix,

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le bill pour amender l'acte des licences de *Québec* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : "Acte pour incorporer la compagnie du chemin à lisses de *Waterloo* et *Magog*."

Bill intitulé : "Acte pour amender la loi relative aux assurances mutuelles des fabriques, en ce qui concerne les diocèses de *Montréal* et de *Saint-Hyacinthe*."

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Mercredi, 20 Décembre 1871.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De *Joseph Desaulniers* et autres, de la paroisse de *Saint-Boniface* de *Shawenegan*, comté de *Saint-Maurice*; demandant de l'aide pour reconstruire le pont *Lavergne*.

Du Révérend *F. Trahan* et autres, des paroisses de *Saint-Séver*, *Saint-Barnabé* et *Saint-Elie*, comté de *Saint-Maurice*, demandant de l'aide pour un chemin dans les dites paroisses.

M. *David*, du comité spécial nommé pour examiner le bill pour rendre saisissable une partie du salaire des officiers publics, présente à la Chambre le rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a pris le dit bill en considération, mais qu'il n'a pu procéder sur ce bill, parce que la présente session tire à sa fin. Cependant, vu l'importance de la mesure, votre comité a l'honneur de suggérer que d'ici à la prochaine session, le Gouvernement avise aux moyens qu'il croira les plus convenables, par législation ou autrement, de régler cette question dans la vue de protéger le créancier des officiers publics d'une manière équitable sans nuire à l'efficacité du service public.

M. *de Beaujeu*, du comité spécial nommé pour étudier le système qu'on se propose d'adopter dans le Gouvernement d'*Ontario*, dans le but de créer de nouveaux pouvoirs d'eau en détournant une partie des eaux du *Saint-Laurent*, pour les faire couler dans la rivière *La Nation* et autres petites rivières; et voir si ce plan peut s'appliquer avec avantage dans les comtés avoisinants, tels que *Soulanges*, *Vaudreuil* et autres, en faisant continuer l'écoulement de ces eaux aux rivières à *Delisle* et à la *Graisse*, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il s'est assemblé et a nommé M. *de Beaujeu* son président, et ayant été informé que M. *Page* a déjà été chargé, en 1857

ou 1858, de faire un examen des lieux dont il est question dans la motion qui a fait former ce comité, et qu'un rapport avait été fait en conséquence, le comité étant de plus informé que ce rapport serait dans les archives du Gouvernement, à *Ottawa*, il est d'avis qu'il devrait être mis en possession de ce rapport, s'il existe, afin de faciliter au comité l'examen de la question.

Le comité recommande, en conséquence, que le Greffier de cette Chambre reçoive instruction d'écrire au Gouvernement à *Ottawa*, pour se procurer une copie du dit rapport.

L'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*, du comité permanent des privilèges et élections, présente à la Chambre le troisième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport :

Qu'il s'est réuni ce jour pour prendre en considération la requête de *F. X. Déry* et autres, de la cité de *Québec*, demandant que le siège de l'honorable *Joseph Cauchon*, représentant de la division électorale de *Montmorency*, soit déclaré vacant, qui lui a été référée par votre honorable Chambre.

Sur proposition, —

Que des témoins, dont la liste est fournie, reçoivent l'ordre de comparaître demain devant ce comité.

La motion suivante en amendement fut adoptée sur division.

Vu qu'il a été déclaré devant le comité qu'il était de notoriété publique que *François Elzéar Roy* était absent de la Province et devait être ainsi absent durant cette session, et que les pétitionnaires devaient connaître ces faits lors de la présentation de cette pétition, qu'il a été déclaré que le dit *F. E. Roy* était le témoin principal et essentiel sur cette pétition, que ce comité ne procède pas outre sur la dite pétition.

En conséquence, votre comité recommande à votre honorable Chambre qu'il ne soit pas procédé outre sur la dite pétition.

L'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*, secondé par l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*, propose que la Chambre concourt dans le dit rapport ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

L'honorable M. *Chauveau*, l'un des membres de l'honorable Conseil Exécutif de la province de *Québec*, met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur : — Rapport du commissaire de l'agriculture et des travaux publics, pour l'année finissant le 31 décembre 1871. (Documents de la Session, No. 4.)

Ordonné, Que le dit rapport soit renvoyé au comité conjoint des impressions de la Législature.

Louis-J.-B. Beaubien, écuyer, *Victor Robert*, écuyer, *F. David*, écuyer, *Elie Mailoux*, écuyer, président, *Charles Gull*, écuyer, composant le comité spécial, nommé pour juger et décider du mérite de la pétition se plaignant d'une élection et rapport irréguliers pour le district électoral de *l'Islet*, leurs noms sont appelés, et étant venus à la table, ils sont assermentés par le Greffier.

Ordonné, Que la dite pétition soit renvoyée au dit comité.

Ordonné, Que le comité s'assemble demain dans l'une des chambres de comité de la Chambre, à onze heures de l'avant-midi.

Sur motion de l'honorable M. *Chauveau*, secondé par l'honorable M. *Robertson*,

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant des octrois de terre en faveur de certaines compagnies de chemins à lisses.

L'honorable M. *Chauveau*, l'un des membres de l'honorable Conseil Exécutif de la province de *Québec*, informe alors la Chambre que Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, ayant été informé du sujet de cette motion, la recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Résolutions proposées :

1. *Résolu*, Qu'il est expédient d'autoriser le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, d'accorder à la compagnie de chemin à lisses international de *Saint-François* et de *Mégantic*, pour la construction de cette partie de son chemin à lisses dans les limites de cette province depuis l'endroit où le dit chemin à lisses s'éloigne de la ligne du Grand-Tronc de chemin de fer, et de la ligne provinciale, dix mille acres de terre par mille de la dite partie du chemin à lisses, les dites terres seront choisies dans les limites du territoire désigné sur la carte ci-annexée par la lettre E, et décrites de la manière suivante :

Le territoire s'étendant sur la rive sud-ouest de la rivière *Saint-Maurice*, et étant situé, partie dans les comtés de *Portneuf* et de *Champlain*, et borné et décrit comme suit :

Commençant à l'embouchure de la rivière à la *Truite*, une des tributaires de l'ouest de la rivière *Saint-Maurice* susdite, au poteau du 127^e mille planté par l'arpenteur *Bignell*, en 1847, au point marqué e, sur le plan ci-annexé, par une ligne courant astronomiquement sud 45° ouest, jusqu'à une distance de 28 milles au point f; de là, dans la direction astronomique nord 45° ouest, 46 milles jusqu'à g; de ce dernier point à angle droit, jusqu'à cette ligne en dernier lieu mentionné, et dans la direction nord 45° astronomiquement, 19 milles plus ou moins jusqu'à son intersection avec la rive ouest du lac *Travers*, une des sources de la rivière *Saint-Maurice*, au point marqué h, étant plein ouest, depuis le poteau du 190^e mille, planté par le dit arpenteur *Bignell*, sur le côté est du dit lac *Travers*; de là, suivant la rive ouest des lacs *Travers* et *Shamgois*, et continuant dans une direction sud-est le long de la rive de la dite rivière *Saint-Maurice* jusqu'au point de départ comme à e. Le dit block E contenant une superficie de 752,000 acres plus ou moins.

2. *Résolu*, Qu'il est expédient que le dit octroi de terres soit fait aux conditions suivantes :

i. Que le gouvernement ne soit pas tenu à faire le dit octroi avant que la dite partie du chemin à lisses ait été complétée jusqu'à la ligne provinciale, et mise en opération à son entière satisfaction.

ii. Qu'il sera néanmoins loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil, lorsqu'il sera démontré que la dite compagnie est activement engagée à la construction de ses travaux, de lui accorder, pour chaque vingt-cinq milles de la dite partie de chemin complétée, un octroi de terres correspondant à la longueur de tel chemin.

3. *Résolu*, Nul octroi ne sera néanmoins fait sous l'autorité du présent acte, à la dite compagnie, le ou avant le premier jour de janvier mil huit cent soixante-et-troize, et qu'elle ait signifié au secrétaire de la province son acceptation de tel octroi, au lieu de tout subside auquel elle pouvait avoir droit sous l'autorité de l'acte des chemins à lisses de colonisation de 1869, et de la section treize, de l'acte trente-quatre Victoria, chapitre vingt.

4. *Résolu*, Qu'il est expédient d'autoriser le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, d'accorder à la compagnie du chemin à lisses de *Québec* à *Gosford*, dans le but d'aider à la construction de cette partie du chemin en question restant à construire, du terminus actuel de *Gosford* jusqu'au lac *Saint-Jean*, à l'embouchure de la rivière *Métabetchouan*, dix mille acres de terre par chaque mille en longueur de la dite partie du dit chemin à lisses et que cet octroi devra être pris dans cette section des terres vacantes de la Couronne, portant la désignation de bloc F, sur la carte ci-annexée.

Le territoire compris sous cette désignation formant partie des terres vacantes de la Couronne, gisant dans les comtés de *Québec*, *Montmorency* et *Chicoutimi* est limité comme suit, savoir : commençant sur la ligne d'exploration de *Stoneham* au lac *Saint-Jean*, établie en 1847 par l'arpenteur *F. W. Blacklock*, au poteau planté par lui pour désigner le 29^e mille de l'angle sud-ouest du dit canton *Stoneham*, au lieu indiqué par la lettre g, au plan ci-annexé, de là suivant la dite ligne sur le rumb de vent astronomique nord 15° ouest, la distance de 12 milles jusqu'au poteau marquant le 41^e mille de cette même exploration.

De cet endroit marqué H, sur le diagramme ci-joint par une ligne courant nord 70 ° Est, la distance de 18 milles jusqu'en I, ce point étant situé à un mille du chemin de colonisation de Québec au lac *Saint-Jean*, puis longeant parallèlement les diverses sinuosités de la dite voie de communication toujours à la même distance d'un mille dans la direction générale nord 18 ° ouest jusqu'au 48^e degré de latitude nord, lequel forme la limite entre les comtés de *Montmorency* et *Québec*, et celui de *Chicoutimi* au point J, distance de 27 milles : et delà se poursuivant parallèlement au chemin précité sur la course générale nord 36 ° ouest environ 9 milles jusqu'au point K ; de cet endroit suivant une ligne courant nord 73 ° 50 ouest la distance de 45 milles jusqu'à ce qu'elle rencontre la branche principale de la rivière *Croche* en L.

De là, descendant le cours de la dite rivière vers le sud-ouest environ 14 milles jusqu'en M.

Le dit bloc F étant en cet endroit borné à la ligne nord-est des dernières limites à bois octroyées sur le côté Est de la rivière *Croche* courant sud 75 ° est la distance de 10 milles et en prolongation d'icelle un mille et demi jusqu'à son intersection avec la ligne d'exploration tirée en 1854 par l'arpenteur *P. W. Blaiklock*, de *Tatouque* au lac *Saint-Jean*, au point désigné par la lettre N au plan ci-annexé. De là sur la dite ligne d'exploration sud 22 ° ouest, astronomiquement, la distance de 4 milles et demi jusqu'en O, au 48^e degré de latitude nord déjà cite, et suivant ce parallèle, vers l'Est la distance de 15 milles jusqu'en P, là où il coupe la rivière *Waguyamakasis*.

Remontant cette dite rivière qui se décharge dans le lac des Commissaires et suivant sa rive est, et celle correspondante du lac *Najaoualank* (une des sources de la grande rivière *Bostonnais*) et en continuation celle de la rivière *Pequouaquouasoui* jusqu'à la lettre D, laquelle désigne l'angle nord-ouest du bloc B octroyé aux compagnies du chemin de fer de la rive nord du *Saint-Laurent* et de la colonisation du nord de *Montréal*, distance d'environ 24 milles. Ensuite, vrai Est suivant la limite nord du dit bloc B, sur une longueur de 2 milles jusqu'en E. De cet endroit s'appuyant pendant 23 milles à la ligne Est et sud-est du dit bloc B jusqu'au point Q laquelle ligne doit suivre à environ six milles le cours général de la rivière *Metabetchouan* et le tracé établi par l'arpenteur *Eugène Casgrain*, marquant la position du chemin de fer projeté de Québec au lac *Saint-Jean*.

Enfin, de ce dernier point sur la course Est astronomique, six milles jusqu'en R, à l'intersection du dit tracé ci-dessus désigné, et en continuation sur le même rumb de vent 10 milles jusqu'en G, au point de départ indiqué en premier lieu.

Le dit bloc F contenant 1,183,000 acres en superficie. Le tout tel que représenté sur la carte ci-annexée de la Province de Québec.

5. *Résolu*, Que le Gouvernement ne soit point tenu de faire cet octroi avant que la dite section (de *Gosford* au Lac *Saint-Jean*,) du dit chemin à lisses ait été complétée et mise en opération à son entière satisfaction.

6. *Résolu*, Qu'il sera néanmoins loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil, lorsqu'il sera démontré que la dite compagnie est activement engagée à la construction de ses travaux, de lui accorder, à mesure que vingt-cinq milles de cette voie auront été terminés, une partie des dites terres proportionnée à cette longueur de Chemin.

7. *Résolu*, Que dans le cas où la dite compagnie ci-dessus désignée n'aurait pas *bona fide* commencé la construction de la partie du dit chemin de *Gosford* au Lac *Saint-Jean*, dans le cours de deux ans après le premier jour de mai prochain, elle perdra tous droits au dit octroi de terre.

Et étant six heures, M. l'Orateur laisse le fauteuil.

À sept heures et demie, P. M., conformément à la 19^e règle de cette Chambre, les ordres du jour concernant les bills privés sont lus.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill du

Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour autoriser le Barreau du Bas-Canada, Province de Québec, à admettre *George Gregory Smith* comme avocat et procureur ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Rhéaume* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs honneurs que cette Chambre a passé le bill sans amendement.

La Chambre se reforme en comité sur les résolutions concernant des octrois de terres en faveur de certaines compagnies de chemins à lisses.

(EN COMITÉ.)

Les résolutions, proposées ce jour en comité, sont adoptées.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bellerose* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Bellerose* fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'il est expédient d'autoriser le Lieutenant-Gouverneur en conseil, d'accorder à la compagnie de chemin à lisses international de *Saint-François* et de *Mégantic*, pour la construction de cette partie de son chemin à lisses dans les limites de cette province, depuis l'endroit où le dit chemin à lisses s'éloigne de la ligne du Grand-Tronc de chemin de fer et de la ligne provinciale, dix mille acres de terre par mille de la dite partie du chemin à lisses, les dites terres seront choisies dans les limites du territoire désigné sur la carte ci-annexée par la lettre E, et décrites de la manière suivante :

Le territoire s'étendant sur la rive sud-ouest de la rivière *Saint-Maurice*, et étant situé, partie dans les comtés de *Portneuf* et de *Champlain*, et borné et décrit comme suit :

Commencant à l'embouchure de la rivière à la *Truite*, une des tributaires de l'ouest de la rivière *Saint-Maurice* susdite, au poteau du 127^e mille planté par l'arpenteur *Bignell*, en 1847, au point marqué *e*, sur le plan ci-annexé, par une ligne courant astronomiquement sud 45° ouest, jusqu'à une distance de 28 milles au point *f* ; de là, dans la direction astronomique nord 45° ouest, 46 milles jusqu'à *g* ; de ce dernier point à angle droit, jusqu'à cette ligne en dernier lieu mentionnée, et dans la direction nord 45° astronomiquement, 19 milles plus ou moins jusqu'à son intersection avec la rive ouest du lac *Travers*, une des sources de la rivière *Saint-Maurice*, au point marqué *h*, étant plein ouest, depuis le poteau du 190^e mille, planté par le dit arpenteur *Bignell*, sur le côté Est du dit lac *Travers* ; de là, suivant la rive ouest des lacs *Travers* et *Shamoyois*, et continuant dans une direction sud-est le long de la rive de la dite rivière *Saint-Maurice*, jusqu'au point de départ comme à *e*. Le dit bloc E contenant une superficie de 752,000 acres plus ou moins.

2. *Résolu*, Qu'il est expédient que le dit octroi de terres soit fait aux conditions suivantes :

i. Que le gouvernement ne soit pas tenu à faire le dit octroi avant que la dite partie du chemin à lisses ait été complétée jusqu'à la ligne provinciale, et mise en opération à son entière satisfaction.

ii. Qu'il sera néanmoins loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil, lorsqu'il sera démontré que la dite compagnie est activement engagée à la construction de

ses travaux, de lui accorder, pour chaque vingt-cinq milles de la dite partie de chemin complétée, un octroi de terres correspondant à la longueur de tel chemin.

3. *Résolu*, Nul octroi ne sera néanmoins fait sous l'autorité du présent acte, à la dite compagnie, le ou avant le premier jour de janvier mil huit cent soixante-et-treize, et qu'elle ait signifié au secrétaire de la province, son acceptation de tel octroi, au lieu de tout subside auquel elle pouvait avoir droit sous l'autorité de l'acte des chemins à lisses de colonisation de 1869, et de la section treize, de l'acte trente-quatre Victoria, chapitre vingt.

4. *Résolu*, Qu'il est expédient d'autoriser le Lieutenant-Gouverneur en conseil, d'accorder à la compagnie du chemin à lisses de *Québec* à *Gosford*, dans le but d'aider à la construction de cette partie du chemin en question restant à construire, du terminus actuel de *Gosford* jusqu'au lac *Saint-Jean*, à l'embouchure de la rivière *Métabetchouan*, dix mille acres de terre par chaque mille en longueur de la dite partie du dit chemin à lisses, et que cet octroi devra être pris dans cette section des terres vacantes de la Couronne, portant la désignation de bloc F sur la carte ci-annexée.

Le territoire compris sous cette désignation formant partie des terres vacantes de la Couronne gisant dans les comtés de *Québec*, *Montmorency* et *Chicoutimi* est limité comme suit, savoir: commençant sur la ligne d'exploration de *Stoneham* au lac *Saint-Jean*, établie en 1847 par l'arpenteur *F. W. Blaiklock*, au poteau planté par lui pour désigner le 29e mille de l'angle sud-ouest du dit canton *Stoneham*, au lieu indiqué par la lettre *g*, au plan ci-annexé, de là suivant la dite ligne sur le rumb de vent astronomique nord 15° ouest, la distance de 12 milles jusqu'au poteau marquant le 41e mille de cette même exploration.

De cet endroit marqué *H*, sur le diagramme ci-joint par une ligne courant nord 70° Est, la distance de 18 milles jusqu'en *I*, ce point étant situé à un mille du chemin de colonisation de *Québec* au lac *Saint-Jean*, puis longeant parallèlement les diverses sinuosités de la dite voie de communication toujours à la même distance d'un mille dans la direction générale nord 18° ouest jusqu'au 48e degré de latitude nord, lequel forme la limite entre les comtés de *Montmorency* et *Québec*, et celui de *Chicoutimi* au point *J*, distance de 27 milles: et de là se poursuivant parallèlement au chemin précité sur la course générale Nord 36° ouest environ 9 milles jusqu'au point *K*; de cet endroit suivant une ligne courant nord $73^{\circ} 50'$ ouest la distance de 45 milles jusqu'à ce qu'elle rencontre la branche principale de la rivière *Croche* en *L*.

De là, descendant le cours de la dite rivière vers le sud-ouest environ 14 milles jusqu'en *M*.

Le dit block F étant en cet endroit borné à la ligne nord-est des dernières limites à bois octroyées sur la côte Est de la rivière *Croche* courant sud 75° Est la distance de 10 milles et en prolongation d'icelle un mille et demi jusqu'à son intersection avec la ligne d'exploration tirée en 1854 par l'arpenteur *F. W. Blaiklock*, de *Latuque* au lac *Saint-Jean*, au point désigné par la lettre *N* au plan ci-annexé. Delà sur la dite ligne d'exploration sud 22° ouest, astronomiquement, la distance de 4 milles et demi jusqu'en *O*, au 48e degré de latitude nord déjà cité, et suivant ce parallèle vers l'Est la distance de 15 milles jusqu'en *P*, là où il coupe la rivière *Wagauagamakasis*.

Remontant cette dite rivière qui se décharge dans le lac des commissaires et suivant sa rive Est, et celle correspondante du lac *Najaonalank* (une des sources de la grande rivière *Bostomais*) et en continuation celle de la rivière *Pegouagouasouï* jusqu'à la lettre *D*, laquelle désigne l'angle nord-ouest du bloc B octroyé aux compagnies du chemin de fer de la Rivière Nord et de la colonisation du nord de *Montreal*, distance d'environ 24 milles. Ensuite, vrai Est suivant la limite nord du dit bloc B, sur une longueur de 2 milles jusqu'en *E*. De cet endroit s'appuyant pendant 23 milles à la ligne Est et sud-est du dit B jusqu'au point *Q*, laquelle ligne doit suivre à environ six milles le cours général de la rivière *Métabetchouan* et le tracé établi par l'arpenteur *Eugène Casgrain*, marquant la position du chemin de fer projeté de *Québec* au lac *Saint-Jean*.

Enfin, de ce dernier point sur la course Est astronomique, six milles jusqu'en R, à l'intersection du dit tracé ci-dessus désigné, et en continuation sur le même rumb de vent 10 milles jusqu'en G, au point de départ indiqué en premier lien.

Le dit bloc F contenant 1,183,000 acres en superficie. Le tout tel que représenté sur la carte ci-annexée de la Province de Québec.

5. *Résolu*, Que le Gouvernement ne soit point tenu de faire cet octroi avant que la dite section (de Gosford au Lac Saint-Jean) du dit chemin à lisses ait été complétée et mise en opération à son entière satisfaction.

6. *Résolu*, Qu'il sera néanmoins loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil, lorsqu'il sera démontré que la dite compagnie est activement engagée à la construction de ses travaux, de lui accorder, à mesure que vingt-cinq milles de cette voie auront été terminés, une partie des dites terres proportionnées à cette longueur de chemin.

7. *Résolu*, Que dans le cas où la dite compagnie ci-dessus désignée n'aurait pas *bona fide* commencé la construction de la partie du dit chemin de Gosford au Lac Saint-Jean, dans le cours de deux ans après le premier jour de mai prochain, elle perdra tous droits au dit octroi de terre.

Les dites résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

Ordonné, Que l'honorable M. Chauv-au ait la permission d'introduire un bill pour pourvoir à l'octroi de certaines terres pour venir en aide à la compagnie du chemin de fer international de Saint-François et Mégantic, et de la compagnie du chemin à lisses de Québec et Gosford.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Un bill pour continuer, pendant un temps limité, les divers actes y mentionnés, est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son cours.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill, du Conseil Législatif, intitulé : "Acte pour amender l'acte concernant le département de l'agriculture et des travaux publics," étant lu,

Ordonné, Que le dit ordre soit déchargé.

Le bill pour amender de nouveau les lois de l'éducation en cette Province est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité; et la Chambre continuant à sieger en comité jusqu'après minuit, jeudi matin.

Jeudi, 21 décembre 1871.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Chapleau fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Chapleau fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son cours.

Sur motion de M. Gérin, secondé par M. Houde,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Cham-

bre un état détaillé indiquant les dépenses du bureau du protonotaire des *Trois-Rivières*, depuis le 1er juillet 1867.

Sur motion de M. *Pozzer*, secondé par M. *Laroche*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état montrant les montants reçus sous l'autorité du chap. 16 de la 31e Viet., pour le paiement des petits jurés; aussi, les montants payés aux dits jurés, distinguant les montants payés aux jurés de chaque municipalité et les montants reçus de chaque municipalité.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour limiter l'application des articles 298 et 299 du code civil et le titre cinquième du code de procédure civile; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bachand* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Bachand* fait rapport du bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour amender les articles 2123 et 2124 du code civil du Bas-Canada, étant lu,

Ordonné, Que le dit ordre soit déchargé.

Ordonné, Que le bill soit retiré.

Le bill pour diviser le comté de *Chicoutimi* en deux divisions d'enregistrement, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour sa prochaine séance aujourd'hui.

Ordonné, Que la réponse à une adresse datée le 20 novembre dernier, demandant un rapport spécifiant quelles municipalités, dans la Province de *Québec*, ont emprunté sur le crédit du fonds consolidé d'emprunt municipal du Bas-Canada, les montants ainsi empruntés par chaque municipalité, la date de chaque emprunt, et la balance due par chaque municipalité sur les intérêts et le capital, jusqu'au 30 juin dernier, soit renvoyée au comité conjoint des impressions de la Législature.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : "Acte pour amender de nouveau l'acte d'incorporation de l'Association de la Salle de Saint-Patrice de *Montréal*."

Bill intitulé : "Acte pour amender de nouveau l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin à lisses des comtés de *Richelieu*, *Drummond* et *Arthabaska*."

Bill intitulé : "Acte pour donner au synode du diocèse de *Montréal* pouvoir de subdiviser des paroisses érigées pour des fins ecclésiastiques par lettres patentes royales."

Bill intitulé : "Acte pour autoriser le Conseil du comté de *Nicolet*, à ériger la paroisse de *Sainte-Marie de Blandford*, en une municipalité de paroisse."

Et aussi, le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : "Acte pour amender l'acte 29e Victoria, chap. 61, intitulé : "Acte pour incorporer le village de *Berthier* et pour l'ériger en ville," avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé: "Acte pour amender l'acte 29e Victoria, chap. 61, intitulé: "Acte pour incorporer le village de *Berthier* et pour l'ériger en ville," lesquels sont lus comme suit:

1. Page 6, ligne 47, après le mot "ivres" retrancher le mot "et" et insérer à sa place le mot "ou."

2. Page 8, ligne 17, après le mot "rien" retrancher les mots "d'ici contenu," et insérer les mots "de contenu au présent acte."

3. Page 9, ligne 4, après le mot "employés" retrancher la virgule et le mot "sur" et le remplacer par le mot "de."

4. Page 10, ligne 26, après le mot "faire" insérer le mot "construire."

5. Page 11, ligne 10, après le mot "section" insérer les mots "telle qu'amendée."

6. Page 12, ligne 8, après le mot "contrevenant" retrancher le mot "toute" et le remplacer par le mot "une."

7. Page 12, ligne 9, après le mot "piastres" ajouter les mots "pour chaque infraction."

8. Page 15, ligne 31, après le mot "comment" ajouter les mots "dans quel temps."

9. Dans la version anglaise, page 4, ligne 25, retrancher le mot "city" et le remplacer par le mot "town."

Les dits amendements étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Et la Chambre ayant continuée à siéger jusqu'à minuit et trois-quarts, jeudi matin, s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Jeudi, 21 Décembre 1871.

M. l'Orateur communique à la Chambre la lettre suivante :

L'honorable J. G. Blanchet,

Orateur de l'Assemblée Législative.

MONSIEUR,

Je vous informe que c'est mon intention, si l'état des affaires publiques le permet, de proroger la présente session de la Législature de cette province, samedi, le 23e courant, à 1 heure P. M.

Je suis, Monsieur l'Orateur,

Votre serviteur,

N. F. BELLEAU.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 21 Décembre 1871. }

Ordonné, Que le comité spécial, nommé pour juger et décider du mérite de la pétition se plaignant d'une élection et rapport irréguliers, pour le district électoral de l'*Islet*, ait la permission de s'ajourner jusqu'au deuxième jour de la prochaine session du présent parlement, à 10 heures A. M., et ce, avec le consentement des pétitionnaires et du membre siégeant.

Résolu, Que cette Chambre s'ajourne pour l'espace de cinq minutes.

La Chambre s'ajourne en conséquence.

3 heures 35, P. M.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Larochelle*,—la pétition du Révérend *Jos. Bourassa* et autres, de la paroisse de *Saint-Bernard*,—la pétition du Révérend *P. Kelly* et autres, de la paroisse de *Saint-Edouard de Frampton*,—la pétition de *C. E. Genest* et autres, de la paroisse de *Sainte-Marguerite*,—la pétition de *Damase Roy* et autres, du township de *Cranbourne*,—deux pétitions du Révérend Père *François-Xavier* et autres, de la paroisse de *Sainte-Justine* et du township *Langevin*,—la pétition de *Joseph Fournier* et autres, de la paroisse de *Sainte-Claire*,—et la pétition de *Jacques Girard* et autres, du township de *Ware*, toutes du comté de *Dorchester*.

M. *Gendron*, du comité permanent des comptes publics, présente à la Chambre le second rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport, qu'il a examiné les comptes qui ont été soumis à sa considération, autant qu'il a été en son pouvoir de le faire, et prend la liberté de suggérer,

Qu'il soit pris des moyens pour obtenir un état plus satisfaisant, du fonds de bâtisses et de jurés, particulièrement à ce qui a trait aux arrérages dûs par les municipalités.

Les réponses à certaines questions, soumises au département de l'Instruction Publique, concernant les écoles Normales, comprenant le nombre de personnes qui y ont reçu instruction jusqu'à ce jour, et le nombre de celles qui sont maintenant engagées dans l'enseignement.

Aussi, réponse du département des Terres de la Couronne aux questions sou-
mises par le comité.

Quo plusieurs comptes relatifs à l'administration de la justice ont été examinés, et qu'on devrait pratiquer l'économie dans cette partie importante du service public, en autant que peut le permettre la régie convenable de ce département. Les comptes et les pièces justificatives sont très corrects, et le comité ne croit pas nécessaire de faire aucune suggestion à ce sujet.

M. *Gendron*, du comité spécial nommé pour prendre en considération les moyens les plus propres pour favoriser l'industrie en cette Province, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu. (Appendice, No. 3.)

M. *Fortin*, du comité général des élections, fait rapport que le comité a fixé le deuxième jour de janvier prochain, à 11 A. M. pour choisir sur la liste No. 3, les membres devant composer le comité spécial pour juger et décider du mérite de la pétition se plaignant d'une élection et rapport irréguliers pour le district électoral de *Joliette*.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : "Acte pour amender de nouveau la loi concernant les magistrats de district en cette Province."

Bill intitulé : "Acte pour autoriser les directeurs des écoles d'industrie et de réforme, et de certaines institutions de charité, de mettre en apprentissage ou de placer au dehors les enfants qui sont sous leur direction."

Bill intitulé : "Acte pour amender l'acte de cette Province, 32 Victoria, chap. 22, concernant les jurés et jurys."

Bill intitulé ; "Acte pour pourvoir à la vente de certaines propriétés dans la cité de *Montréal*, et à la construction d'édifices pour les Ecoles Normales *Jacques-Cartier* et *Laval*."

Bill intitulé : "Acte pour déterminer le temps où les statuts de cette Province deviendront en force."

Bill intitulé : "Acte pour autoriser la Chambre, provinciale des notaires, à admettre, après examen, *William Fahey*, comme notaire."

Bill intitulé : "Acte pour amender l'acte 34 Victoria, chap. 8, concernant les registres de l'état civil dans une certaine partie du district de *Saguenay*."

Bill intitulé : "Acte pour amender les actes relatifs à la corporation de la cité de *Montréal*, et pour d'autres fins."

Et aussi, le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : "Acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer de *Philipsburg*, *Farnham* et *Yamaska*," avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Et aussi, le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : "Acte concernant les dépôts judiciaires et autres," avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Et aussi, le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : "Acte pour incorporer les missionnaires de Notre-Dame *S. J.*," avec un amendement, auquel il demande le concours de cette Chambre.

Et aussi, le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : "Acte pour incorporer "La Compagnie de Crédit de *Montréal*," avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : "Acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer de *Philipsburg*, *Farnham* et *Yamaska*," lesquels sont lus comme suit :

1. Page 1, ligne 22, après le mot "*Dessaulles*" insérer les mots "*William Wilhard Smith, Josiah Sandford Brigham et Thomas Russell Roberts.*"

2. Après le dernier mot de la clause 2, ajouter les mots suivants "et la dite compagnie aura aussi le pouvoir de construire un ou des embranchements de pas plus de cinquante milles de long depuis toute station ou gare ou tout autre point sur la dite ligne principale à la discretion des directeurs en suivant les conditions ci-dessous établies pour la ligne principale du dit chemin, pourvu toujours qu'aucun embranchement ne sera construit avant que la ligne principale ne soit construite et mise en opération."

3. Page 2, ligne 32, après le mot "*Dessaulles*" insérer les mots "*William Wilhard Smith, Josiah Sandford Brigham et Thomas Russell Roberts.*"

4. Page 4, section 11, ligne 37, effacer tous les mots après le mot "pas" jusqu'à la fin de la section, et insérer les mots "la proportion de seize mille piastres pour chaque mille de longueur du dit chemin."

Ordonné, Que les dits amendements soient lus une seconde fois, demain.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : "Acte concernant les dépôts judiciaires et autres, lesquels sont lus comme suit :

Page 1, ligne 22, retrancher les mots "ou huissier."

Page 2, ligne 7, retrancher les mots "ou huissier."

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au bill intitulé : "Acte pour incorporer les missionnaires de Notre-Dame *S. J.*," lequel est lu comme suit :

Ajouter à la fin du dit bill la clause suivante :

4. "La dite corporation sera tenue de faire un rapport de ses affaires à la Législature, lorsqu'elle en sera requise par le Lieutenant-Gouverneur en conseil."

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, et la question étant proposée,

Que cette Chambre concourt dans l'amendement fait par le Conseil Législatif, il est résolu dans la négative.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : "Acte pour incorporer la Compagnie de Crédit de *Montréal*," lesquels sont lus comme suit :

1. Page 2, ligne 41, retrancher le mot "possédée" et insérer les mots "communément appelée propriété Brewster acquise."

2. Après le dernier mot de la clause 8, ajouter les mots suivants : "et la compagnie incorporée par le présent acte aura immédiatement après la passation d'ice-lui, le pouvoir d'aliéner la dite propriété ainsi acquise en vertu du dit acte, après en avoir reçu les transports ou les titres, ou tous les droits attachés à la dite propriété ou en dépendant, les réalisant et en distribuant les produits quoique le présent acte puisse ne pas être mis en force pour aucune autre fin."

3. Page 4, ligne 47, effacer le mot "trois" et le remplacer par le mot "cinq."

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender certains articles du Code Municipal de la Province de Québec; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Malhiot fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Malhiot fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

L'honorable M. le Procureur-Général Ouimet, secondé par l'honorable M. Chauveau, propose,

Que le bill soit maintenant lu la troisième fois,

M. Larochelle, secondé par M. LeCavalier, propose sous forme d'amendement, que tous les mots après "soit," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender en y ajoutant la section suivante : "Article 783 du dit code est amendé, en retranchant tous les mots après le mot "répartis" dans la 3ème ligne, et en insérant les mots, "suivant et d'après le rôle d'évaluation alors en force dans la municipalité," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

La question principale étant alors mise aux voix, la Chambre se divise, et elle est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour octroyer certaines terres pour venir en aide à la compagnie du chemin de fer international de Saint-François et Megantic, et de la compagnie du chemin à lisses de Québec à Gosford, étant lu;

L'honorable M. Chauveau, secondé par l'honorable M. Robertson, propose que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

M. Malhiot, secondé par M. Houde, propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "le," jusqu'à la fin de la question, soient effacés, et que les mots "dit bill ne soit pas lu une seconde fois, parce qu'il est à propos que les octrois proposés dans ce bill ne soient pas faits, à moins qu'un semblable octroi de dix mille acres de terre par mille ne soit accordé en même temps à toute compagnie qui entreprendra de construire un chemin à lisses depuis le, ou vers l'endroit appelé *La Tuque*, sur le *Saint-Maurice*, jusqu'au *Lac Saint-Jean*, dans le but de relier les eaux navigables du *Saint-Maurice*, avec le *Lac Saint-Jean*," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

La question principale, étant alors mise aux voix,

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité; et après y avoir siégé

quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Picard* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Picard* fait rapport du bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Sur motion de M. *Fournier*, secondé par l'honorable M. *Holton*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un état des terres occupées et concédées en vertu de permis d'occupations du Département des Terres de la Couronne, enlevées aux colons par le Département ou les Agents, dans les comtés de *Montmagny* et de *Bellechasse*, depuis le quinze avril dernier, spécialement les raisons pour lesquelles ces terres ont été reprises; si elles ont été revendues ou concédées, à qui, pour quel prix et à quelle époque; aussi, un état des colons, qui, dans les mêmes comtés, sont en arriérages avec le Département pour le prix de leurs terres.

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un état détaillé du montant des sommes remises depuis le 15 juillet 1867, aux personnes endettées pour le prix de terres achetées du Gouvernement, soit avant soit après le 1er juillet 1867, indiquant à qui et à quelle époque ces remises ont été faites et pour quelles raisons; le montant dû par chaque personne et le montant qui lui a été remis; les numéros des lots et aussi les rangs, townships et comtés où sont situés les lots à raison desquels telles réductions ont été faites.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Excellence, par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour diviser le comté de *Chicoutimi* en deux divisions d'enregistrement; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Larochelle* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Larochelle* fait rapport du bill, en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le bill, pour détacher le comté de *Bellechasse* du district judiciaire de *Montmagny*, pour l'annexer à celui de *Québec*, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Vendredi, 22 Décembre 1871.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : " Acte pour établir un ordre de choses exceptionnel et particulier à la paroisse de *Saint-Hyacinthe-le-Confesseur*, pour la construction d'une église paroissiale qui deviendra la cathédrale de l'Evêque de *Saint-Hyacinthe*," avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour établir un ordre de choses exceptionnel et particulier à la paroisse de *Saint-Hyacinthe-le-Confesseur*, pour la construction d'une église paroissiale qui deviendra la cathédrale de l'Evêque de *Saint-Hyacinthe*," lesquels sont lus comme suit :

La clause 26, est retranchée.

La clause 27, devient la clause 26.

La clause 28, devient la clause 27.

La clause 29, devient la clause 28.

La clause 30, devient la clause 29.

La clause 31, devient la clause 30.

La clause 32, devient la clause 31.

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. *Chapleau*,—la pétition de *E. Simard*, Greffier-Assistant de l'Assemblée Législative.

Ordonné, Que la pétition de *E. Simard*, Greffier-Assistant de l'Assemblée Législative, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue; et la dite pétition demandant le paiement d'arrangés de salaire, est reçue et lue.

Sur motion de M. *Bellcrose*, secondé par M. *Chapleau*,

Résolu, Que M. l'Orateur soit autorisé à prendre en considération les réclamations de plusieurs officiers et employés, pour compensation telle que demandée par la pétition de *E. Simard*, et qui a déjà été accordée à un certain nombre d'officiers et serviteurs de cette Chambre, et de rendre justice en cette matière.

Sur motion de l'honorable M. *Cauchon*, secondé par l'honorable M. *Holton*,

Résolu, Que l'entrée faite dans les journaux de cette Chambre, exprimant le refus de concourir dans l'amendement fait par le Conseil Législatif au bill intitulé : " Acte pour incorporer les Missionnaires de Notre-Dame S. J.," soit rescindée.

Le dit amendement est alors adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

L'honorable M. *Chauveau*, l'un des membres de l'honorable Conseil Exécutif de la province de *Québec*, présente,—Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 16 décembre 1871; demandant un état indiquant le nombre des aliénés actuellement dans l'Asile de *Beauport*, le nombre de ceux qui sont à la charge du trésor de la Province et le nombre de ceux qui ne le sont pas, le montant payé par chacun de ces derniers, à qui ce montant a été payé et au profit de qui. (Documents de la Session, No. 22.)

Et aussi, par ordre de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, le quatrième rapport des inspecteurs de Prisons, Asiles, etc., pour l'année 1871. (Documents de la Session, No. 23.)

Ordonné, Que la dite réponse et le dit rapport soient renvoyés au comité conjoint des impressions de la Législature.

Ordonné, Que les documents suivants soient imprimés pour l'usage des membres :

Le second rapport du comité spécial nommé pour s'enquérir des moyens les plus propres pour promouvoir l'amélioration des chemins publics en cette Province ;

Le premier rapport du comité spécial nommé pour s'enquérir des moyens les plus propres à développer et à encourager l'industrie en cette Province ;

Réponse à une adresse datée le 6 décembre 1871 ; demandant un état indiquant le nombre de limites accordées à divers individus dans les districts de *Chicoutimi* et de *Saguenay*, depuis 1850 jusqu'à ce jour, le nom des localités où sont ces limites, l'étendue de chacune d'elles, la date de l'octroi de chaque licence, les conditions auxquelles elles ont été accordées, les sommes d'argent payées pour chaque limite, la quantité des diverses espèces de bois coupés, les sommes payées pour droits de coupe, les dates des paiements pour rentes de terrain et coupe de bois, et tous autres droits imposés par les règlements en force aux diverses époques où les licences ont été accordées ; si quelques sommes d'argent restent dues au Gouvernement ou n'ont pas été payées, et pourquoi ; si le Gouvernement a fait des remises sur telles sommes dues, et à qui ces remises ont été faites, et pour quelles raisons.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les bills suivants, sans amendement.

Bill intitulé : "Acte pour amender l'acte 32^e Victoria, chapitre 72, concernant l'agrandissement du Cimetière de *Notre-Dame des Neiges*," ainsi que l'acte 33^e Victoria, chapitre 52, intitulé : "Acte pour amender l'acte 32^e Victoria, chapitre 72, concernant le Cimetière de *Notre-Dame des Neiges*, et pour autres fins généralement."

Bill intitulé : "Acte pour amender de nouveau les lois de l'éducation en cette Province."

Bill intitulé : "Acte pour continuer, pendant un temps limité, les divers actes y mentionnés."

Aussi, le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : "Acte pour amender les dispositions de l'Acte trente-trois Victoria, chapitre quarante-six, concernant l'incorporation de la cité de *Québec*," avec un amendement, auquel il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : "Acte concernant l'amendement de certains articles du Code de Procédure Civile, la nomination d'un Juge additionnel de la Cour Supérieure à *Montréal*, et l'administration de la Justice, sous d'autres rapports," avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : "Acte pour amender la loi concernant l'érection civile des paroisses, dans le but de favoriser la confection des Cadastres," auquel il demande le concours de cette Chambre, et aussi, le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : "Acte pour amender de nouveau la loi concernant le Notariat," auquel il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au bill intitulé : "Acte pour amender les dispositions de l'Acte trente-trois Victoria, chapitre quarante-six, concernant l'incorporation de la cité de *Québec*," lequel est lu comme suit :

1. Dans la 2^e ligne du titre, après le mot "quarante-six," ajouter les mots "et l'acte trente-et-un Victoria, chapitre trente-trois."

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : "Acte concernant l'amendement de certains articles du Code de Procédure Civile, la nomination d'un Juge additionnel de la

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour détacher le comté de *Bellechasse* du district judiciaire de *Montmagny*, pour l'annexer à celui de *Québec*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Robitaille* fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill concernant l'élection des membres de l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*, étant lu;

L'honorable M. *Holton*, secondé par M. *Joly*, propose que le bill soit maintenant lu une seconde fois; la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans la négative.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill concernant les arrérages dus sur les terres de la Couronne et du Clergé, vendues avant le 1er de juillet 1867, et pour amender l'acte relatif à la vente et à l'administration des terres publiques, étant lu;

M. *Fournier*, secondé par l'honorable M. *Holton*, propose que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

Et objection étant faite que le dit bill n'est pas dans l'ordre;

M. l'Orateur décide que ce bill n'est pas dans l'ordre, en autant qu'il affecte le revenu de la province, et qu'il n'a pas été recommandé à la considération de la Chambre par Son Excellence le Lieutenant Gouverneur.

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le rapport du comité conjoint de la bibliothèque du Parlement.

L'ordre du jour pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie du Chemin de Fer de *Philipsburg*, *Farnham* et *Yamaska*", étant lu.

Le premier de ces amendements est, en conséquence, lu une seconde fois et adopté.

Le second de ces amendements, étant lu une seconde fois, comme suit:

"2. Après le dernier mot de la section 2, ajoutez les mots suivants:

"Et la dite compagnie aura le pouvoir de construire un ou des embranchements de pas plus de cinquante milles de long, depuis toute station ou gare, ou tout autre point sur la dite ligne principale, à la discretion des directeurs, suivant les conditions ci-dessous établies pour la ligne principale du dit chemin, pourvu toujours qu'aucun embranchement ne sera construit avant que la ligne principale ne soit construite et mise en opération."

Sur motion de l'honorable M. le Solliciteur-Général *Irvine*, secondé par l'honorable M. le Procureur-Général *Ouimet*,

Résolu, Que cette Chambre ne concourt pas dans le dit amendement fait par le Conseil Législatif, parce que dans l'opinion de cette Chambre, il ne convient pas d'accorder des pouvoirs généraux semblables, de construire des embranchements semblables à ceux qui sont proposés comme devant être construits, par le dit amendement;

Les troisième, quatrième et cinquième amendements étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le dit bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements, en y faisant un amendement auquel il demande leur concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil Législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour pourvoir à l'octroi

de certaines terres, pour venir en aide à la Compagnie du Chemin de fer international de *Saint-François* et de *Mégantic*, et de la Compagnie du Chemin à Lisses de *Québec* et *Gosford*," sans amendement.

Sur motion de l'honorable M. *Holton*, secondé par l'honorable M. *Robertson*,
Résolu, Que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée jusqu'à demain à onze heures A. M.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain, à onze heures.

Samedi, 23 Décembre 1871.

Onze heures A. M.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. *Pelletier*, (*Bellechasse*),—la pétition du révérend E. *Dufour* et autres, de la paroisse de *Saint-Lazare*, comté de *Bellechasse*.

Ordonné, Que la pétition du révérend E. *Dufour* et autres, de la paroisse de *Saint-Lazare*, comté de *Bellechasse*, présentée ce jour, soit maintenant reçue et lue.
Et la dite pétition, demandant de l'aide pour un chemin, dans la dite paroisse, est reçue et lue.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : "Acte pour amender certains articles du Code Municipal de la Province de *Québec*."

Bill intitulé : "Acte pour diviser le comté de *Chicoutimi* en deux divisions d'enregistrement, et pour le séparer du comté de *Saguenay* pour les fins des sociétés d'agriculture."

Bill intitulé : "Acte pour limiter l'application des articles 298 et 299 du Code Civil, et du titre cinquième de la troisième partie du Code de Procédure Civile."

Bill intitulé : "Acte pour amender l'acte des licences de *Québec*."

Et aussi, le Conseil Législatif informe cette Chambre, qu'il n'insiste pas sur son second amendement au bill intitulé : "Acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer de *Philipsburg*, *Farnham* et *Yamaska*."

Message de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, par *Samuel-Stanton Hatt*, écuyer, gentilhomme, huissier de la Verge Noire.

M. L'ORATEUR,

Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur m'a ordonné d'informer cette Chambre, que c'est le plaisir de Son Excellence que les membres de cette Chambre se rendent immédiatement auprès d'elle, dans la salle des séances du Conseil Législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se sont rendus auprès de Son Excellence, qui a donné, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills publics et privés qui suivent :

Acte concernant les Licences de Mariage.

Acte pour incorporer "la Société Bienveillante des Cordonniers de *Québec*."

Acte pour incorporer "l'Œuvre du Patronage de *Québec*."

Acte pour incorporer le "*Trafalgar Institute*" pour instruire et former les jeunes filles de moyenne et de haute condition.

Acte pour amender l'acte incorporant la Compagnie de chemin de Fer à Passagers, de la cité de *Montréal*.

Acte pour incorporer l'Institut Canadien Français de *Montréal*.

Acte pour incorporer le Collège de *Sorel*.

Acte pour permettre à la corporation de la ville de *Sherbrooke* de rendre valable une certaine contribution faite pour venir en aide aux victimes de l'incendie de *Chicago*.

Acte pour amender l'acte vingt-deux Victoria, chapitre cent vingt-cinq, intitulé : "Acte pour incorporer l'Asile des Dames Protestantes de *Québec*."

Acte pour corriger certaines erreurs dans la version anglaise du chapitre 46, de la 34^{ième} Victoria, concernant la Société de Passage du Pont-neuf de *Saint-Hyacinthe*.

Acte pour amender la loi concernant les plans et livres de renvois des cadastres.

Acte pour incorporer la "*Dominion Homestead Building Society*."

Acte pour amender l'acte de cette Province trente-deux Victoria, chapitre cinquante-deux, concernant la subvention à être accordée à certains chemins de fer de colonisation.

Acte pour amender un acte pour le soulagement d'une certaine congrégation religieuse à *Montréal*, connue sous la dénomination de "Presbytériens," et pour d'autres fins.

Acte pour amender la Charte du Chemin à Lisses de *Québec* à *Gosford*.

Acte pour amender l'acte relatif à la Compagnie du Chemin de Fer de Jonction de *Missisquoi*.

Acte pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer de Jonction de la *Pointe-Lévis* et l'*Anse des Sauvages*.

Acte pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer d'*Ottawa* et la vallée de *Gatineau*.

Acte pour incorporer la Compagnie du Chemin à Lisses de *Waterloo* et *Magog*.

Acte pour amender la loi relative aux Assurances Mutuelles des Fabriques en ce qui concerne les diocèses de *Montréal* et de *Saint-Hyacinthe*.

Acte pour incorporer la Compagnie de Chemin de Fer de *Montréal, Chambly* et *Sorel*.

Acte pour amender de nouveau l'acte d'incorporation de la Compagnie du Chemin à Lisses des comtés de *Richelieu, Drummond* et *Arthabaska*.

Acte pour donner au synode du diocèse de *Montréal*, pouvoir de subdiviser des paroisses érigées pour des fins ecclésiastiques par Lettres-Patentes Royales.

Acte pour amender de nouveau l'acte d'incorporation de "l'Association de la Salle *Saint-Patrice* de *Montréal*."

Acte pour autoriser le conseil de comté de *Nicolet*, à ériger la paroisse de *Sainte-Marie de Blandford* en une municipalité de paroisse.

Acte pour amender l'acte trente-quatrième Victoria, chapitre huit, concernant les Régistres de l'Etat Civil dans une certaine partie du district de *Saguenay*.

Acte pour déterminer le temps où les statuts de cette Province deviendront en force.

Acte concernant les Dépôts Judiciaires et autres.

Acte pour incorporer les "Missionnaires de Notre-Dame, S. J."

Acte pour autoriser la Chambre Provinciale des Notaires à admettre, après examen, *William Fahey* comme notaire.

Acte pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer de *Philipsburg, Farnham* et *Yamaska*.

Acte pour amender l'acte de cette Province, 32 Victoria, chapitre 22, concernant les Jurés et Jurys.

Acte pour pourvoir à la vente de certaines propriétés dans la cité de *Montréal*, et à la construction d'édifices pour les écoles Normales *Jacques-Cartier* et *Laval*.

Acte pour incorporer la Compagnie de Crédit de *Montréal*.

Acte pour amender de nouveau la loi concernant les Magistrats de District en cette Province.

Acte pour autoriser les Directeurs des Ecoles d'Industrie et de Réforme et de certaines Institutions de Charité, de mettre en apprentissage, ou de placer au dehors, les enfants qui sont sous leur direction.

Acte pour amender les actes ayant rapport à la corporation de la cité de *Montréal*, et pour d'autres fins.

Acte pour établir un ordre de choses exceptionnel et particulier à la paroisse de *Saint-Hyacinthe-le-Confesseur*, pour la construction d'une église paroissiale qui deviendra la cathédrale de l'Evêque de *Saint-Hyacinthe*.

Acte pour amender l'acte 32 Victoria, chapitre 72, concernant l'agrandissement du cimetière de *Notre-Dame-des-Neiges*, ainsi que l'acte 33e Victoria, chapitre 52, intitulé : "Acte pour amender l'acte 32e Victoria, chapitre 72, concernant le Cimetière de *Notre-Dames-des-Neiges*," et pour autres fins généralement.

Acte pour amender les dispositions de l'acte 33 Victoria, chapitre 46, et l'acte trente-et-un Victoria, chapitre trente-trois, concernant l'incorporation de la cité de *Québec*.

Acte concernant l'amendement de certains articles du Code de Procédure Civile, la nomination d'un juge additionnel de la cour supérieure à *Montréal*, et l'administration de la justice sous d'autres rapports.

Acte pour continuer, pendant un temps limité, les divers actes y mentionnés.

Acte pour amender de nouveau les Lois de l'Éducation en cette Province.

Acte pour amender l'acte vingt-neuf Victoria, chapitre soixante-et-un, intitulé : "Acte pour incorporer le Village de *Berthier* et pour l'ériger en ville."

Acte pour amender l'acte des Licences de *Québec*.

Acte pour autoriser le Barreau du *Bas-Canada*, Province de *Québec*, à admettre *George-Gregory Smith*, comme avocat et procureur.

Acte pour amender la loi concernant l'érection civile des paroisses dans le but de faciliter la confection des cadastres.

Acte pour limiter l'application des articles 298 et 299 du Code Civil et du titre cinquième de la troisième partie du Code de Procédure Civile.

Acte pour diviser le comté de *Chicoutimi* en deux divisions d'enregistrement et le séparer du comté de *Saguenay* pour les fins des sociétés d'agriculture.

Acte pour amender certains articles du Code Municipal de la Province de *Québec*.

Acte pour pourvoir à l'octroi de certaines terres pour venir en aide à la Compagnie du chemin de fer international de *Saint-François* et *Mégantic*, et de la compagnie du chemin à liesses de *Québec* à *Gosford*.

Alors l'honorable Orateur de l'Assemblée Législative a adressé la parole à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, comme suit :

PLAISE A VOTRE EXCELLENCE,

Au nom de l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*, je présente un bill intitulé : "Acte pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes d'argent nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil, pour l'année financière "expirant le trente de juin mil huit cent soixante-et-treize, et à certaines autres fins "du ressort du service public," auquel je prie humblement Son Excellence de donner sa sanction.

À ce bill la sanction royale a été donnée dans les termes suivants :

Au nom de Sa Majesté, Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill.

Après quoi il a plu à Son Excellence de prononcer le discours suivant aux deux Chambres :

Honorables Messieurs du Conseil Législatif,

Messieurs de l'Assemblée Législative,

Je suis heureux de vous-féliciter sur vos travaux et sur l'importance de vos délibérations. Je vois avec plaisir que vous avez jugé à propos de continuer la politi-

que inaugurée par le dernier Parlement au sujet de la colonisation et des chemins de fer, et que vous n'avez rien négligé pour assurer le développement rapide des ressources de notre Province. Les diverses lois que vous avez adoptées dans le but d'améliorer l'administration de la justice et pour divers autres objets d'utilité publique, et les mesures d'intérêt local et privé qui ont été sanctionnées, seront bien vues, je n'en doute pas, du peuple de cette province.

Messieurs de l'Assemblée Législative,

Je vous remercie de la libéralité avec laquelle vous avez voté les subsides, et je verrai à ce que le meilleur usage soit fait des sommes que vous avez mises à la disposition du gouvernement.

Honorables Messieurs du Conseil Législatif,

Messieurs de l'Assemblée Législative,

Au moment de vous séparer pour rentrer dans vos foyers, acceptez les vœux que je forme pour votre bonheur et celui de vos familles.

Alors l'honorable Orateur du Conseil Législatif a dit :

Honorables Messieurs du Conseil Législatif, et

Messieurs de l'Assemblée Législative,

C'est la volonté et le plaisir de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, de proroger cette Législature Provinciale jusqu'à jeudi, le premier jour de février prochain, pour être alors ici tenue ; et cette Législature Provinciale est, en conséquence, prorogée jusqu'à jeudi, le premier jour de février prochain.

LISTE DES APPENDICES.

- N° 1.—SECOND RAPPORT du Comité Spécial Permanent des Privilèges et Elections.
- N° 2.—SECOND RAPPORT du Comité Permanent de l'Agriculture, l'Immigration et la colonisation.
- N° 3.—PREMIER RAPPORT du Comité Spécial pour prendre en considération les meilleurs moyens de développer l'industrie en cette Province.

SECOND RAPPORT

DU

COMITÉ SPÉCIAL PERMANENT

DES

PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE,

Québec, 12 décembre 1871.

Votre comité a l'honneur de faire rapport :

Que le 22 novembre dernier il s'est réuni pour prendre en considération la pétition de François Gingras et de François-Xavier Déry ; demandant que Jean-Baptiste Célestin Hébert, écuyer, notaire, de la cité de Québec, soit sommé de comparaître à la barre de la Chambre, pour là et alors rendre compte de sa conduite comme officier-rapporteur à l'occasion de la dernière élection pour la division électorale de Québec-Centre, qui lui a été référée par votre honorable Chambre.

Qu'à des séances subséquentes de votre comité, les témoins suivants ont été entendus : Louis Honoré Huot, Jérôme Gingras, Jean-Baptiste Célestin Hébert, Louis Bourget, Jean-Baptiste Martel, Marc-Aurèle Plamondon, Honoré Mailloux, Lawrence A. Cannon, Charles Côté, Hilarion Blanchet, Rodolphe Tanguay, Charles Joseph L. Lafrance, François Régiste Lepage, Noël Dubord, Joseph Caouette, Louis Honoré Fréchette, Henri Thomas Taschereau, Joseph Octave Fontaine, Mathias Chouinard, Elisée Beaudet, George Hall, Pierre Garneau, Pierre Gauvreau, J. D. C. Lyonnais, Louis Fortier, George Honoré Simard, l'honorable Thomas McGreovy, Thomas Gilchen, Robert George Patton, l'honorable A. R. C. de Léry, Léon Philippe Vohl et R. Pamphile Vallée.

Que votre comité, à sa dernière séance, a adopté les résolutions suivantes :

Que Jean-Baptiste Célestin Hébert, de la cité de Québec, écuyer, notaire, ayant été nommé officier-rapporteur, a, conformément au bref d'élection émané le 29 mai dernier, et rapportable le 14e jour de juillet dernier, procédé à une élection pour la division électorale de Québec-Centre.

Que le jour fixé pour la nomination des candidats, c'est-à-dire le 9 juin dernier, le dit Jean-Baptiste Célestin Hébert, officier-rapporteur, s'étant rendu au husting, y reçut des mains de M. Jérôme Gingras, environ une demi-heure avant midi, une proposition faite par Pierre Baillargeon, écuyer, médecin, l'honorable François Évanturel, Olivier Côté, marchand, Charles Joseph Louis Lafrance, instituteur, et secondé par Pierre Célestin Déry, sellier, François-Xavier Déry, ferblantier, Honoré Mailloux,

menuisier, Jean-Baptiste Martel, pharmacien ; demandant la mise en nomination de Charles Alphonse Pantaléon Pelletier, de la cité de Québec, écuyer, avocat, comme l'un des candidats à la dite élection.

Que le dit M. Jérôme Gingras se retira ensuite, et que ni les signataires de la proposition ci-dessus, ni d'autres électeurs ne mirent M. Pantaléon Pelletier en nomination, lors de l'appel nominal des candidats par l'officier-rapporteur.

Que le seul mode reconnu par la loi pour la mise en nomination des candidats à l'Assemblée Législative veut que ceux-ci soient proposés nominativement par des électeurs présents au moment de l'appel nominal par l'officier-rapporteur, et qu'un poll soit demandé lorsque plusieurs candidats sont mis en nomination.

Que l'honorable Hector Louis Langevin, ayant été le seul candidat nominativement proposé à la dernière élection de la division de Québec-Centre, ce comité est d'opinion que l'officier-rapporteur a fait son devoir en le proclamant élu, et qu'en conséquence la pétition qui se plaint de la conduite de cet officier n'est nullement fondée.

Que votre comité, pour l'information de votre honorable Chambre, produit avec le présent rapport, les documents suivants :

Bref de la division électorale de Québec-Centre.

Commission nommant un officier-rapporteur pour la division électorale de Québec-Centre.

Proclamation.

Rapport.

Serment d'office.

Serment de clerc d'élection

Proclamation pour l'ouverture de l'élection.

Papier comportant une mise en nomination de M. C. A. Pantaléon Pelletier.

Témoignages pris devant le dit comité.

Listes électorales pour les quartiers St. Jean, St. Louis, du Palais et Montcalm.

Série de résolutions présentées devant le dit comité.

C'est pourquoi votre comité prend la liberté de recommander à votre honorable Chambre de ne prendre aucune action ultérieure sur la dite pétition, qu'il déclare nullement fondée.

Le tout respectueusement soumis.

GÉDÉON OUMET,

Président.

N. F. BELLEAU.

CANADA,

Province de Québec.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A JEAN-BAPTISTE C. HÉBERT, écuyer, notaire, officier-rapporteur de la division électorale de Québec-Centre, en la Province de Québec,—Salut :

CONSIDÉRANT que, par l'avis du Conseil Exécutif de notre Province de Québec, nous avons ordonné que notre Assemblée Législative de Québec s'assemblât dans notre cité de Québec, mercredi, le deuxième jour d'août prochain, pour délibérer sur les grandes et importantes affaires qui nous concernent ainsi que notre dite Province de Québec.

NOUS VOUS COMMANDONS, en conséquence, et vous enjoignons fortement, après avoir lancé une proclamation dans la division électorale de Québec-Centre, en notre dite Province de Québec, sur réception de ce bref, fixant un jour et un lieu pour

l'élection d'un membre devant représenter la dite division électorale de Québec-Centre, dans notre Assemblée Législative de Québec, de faire choisir en toute liberté et franchise, aux dits jour et lieu, un membre ou représentant, le plus habile et le plus digne, pour représenter la dite division électorale de Québec-Centre, dans notre Assemblée Législative de Québec, par ceux qui seront présents au dit jour d'élection qui sera fixé par telle proclamation, et d'enjoindre à la dite personne ainsi élue de se rendre à la dite Assemblée Législative, de manière à ce que le dit membre ou représentant soit muni d'amples et suffisants pouvoirs pour lui-même et les bourgeois de la dite division électorale de Québec-Centre, pour faire et approuver tout ce qui, par la faveur de Dieu, pourra à et alors être prescrit par le Conseil Commun de notre dite Province à l'égard des dites affaires, afin que, à défaut de tels pouvoirs, ou à raison de l'élection irrégulière de tel membre ou représentant, les dites affaires ne puissent en aucune manière rester inachevées.

Et nous voulons que, après que ce choix aura été fait comme susdit, vous fassiez et transmettiez avec toute la diligence convenable et conformément à la loi promulguée à cet égard, votre rapport à notre Greffier de la Couronne en Chancellerie pour la Province de Québec, avec notre présent bref.

EN FOI DE QUOI, nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand sceau de notre dite Province de Québec : Témoin, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable Sir Narcisse-Fortunat Belleau, Chevalier, Lieutenant-Gouverneur de notre Province de Québec.

A notre Hôtel du Gouvernement, en notre cité de Québec, en notre dite Province, le vingt-neuvième jour de mai, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante-onze, et dans la trente-quatrième année de notre règne.

(Par ordre,) L. H. HUOT,
Greffier de la Couronne en Chancellerie, Québec.

Reçu ce bref le 31ème jour de mai 1871.

J. B. C. HÉBERT,
Officier-Rapporteur.

CANADA.

Province de Québec.

Par Son Excellence l'Honorable SIR NARCISSE FORTUNAT BELLEAU, Chevalier, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A JEAN-BAPTISTE C. HÉBERT, Ecr., notaire, et à tous ceux à qui ces présentes parviendront, Salut:

ATTENDU que par un acte de la Législature de la ci-devant Province du Canada, fait et passé dans la vingt-troisième année du Règne de Sa Majesté, intitulé: "Acte pour amender l'acte concernant la représentation du peuple dans l'Assemblée Législative," il est entre autres choses statué: "Que la cité de Québec sera partagée en trois divisions électorales respectivement dénommées Québec-Est, Québec-Centre et Québec-Ouest; que "le shérif du district de Québec, sera officier-rapporteur pour chaque division-électorale de la cité de "Québec;" et de plus "qu'à toute élection générale, ou chaque fois qu'il arrivera que des writs d'élection émanent en même temps, ou à des dates si rapprochées que l'un n'est pas rapportable avant que l'autre ou les autres n'émanent pour différentes divisions électorales pour lesquelles le même shérif serait, en vertu des dispositions précédentes, officier-rapporteur *ex-officio*, alors un seul de ces writs sera adressé à tel shérif, et l'autre ou les autres à telle autre personne ou personnes ayant la qualité prescrite par la vingt-cinquième section du chapitre six des Statuts Refondus du Canada, que le Gouverneur nommera officier-rapporteur ou officiers-rapporteurs; et lorsqu'il surviendra plus d'une vacance dans la représentation d'une des dites cités, alors les writs d'élection pour remplir

l'écrit devant le comte des privilèges et élections par le Greffier de la Couronne en Chancellerie, ce 24 novembre 1871.
(Signé) Chs. P. L.
G. C. B.

ces vacances émaneront le même jour, et il sera du devoir des officiers-rapporteurs, auxquels ils auront été respectivement adressés, de se réunir, et aussi de déterminer et fixer le même jour pour l'ouverture des polls dans chaque division électorale de telle cité dans laquelle une élection doit avoir lieu sous l'autorité des writs susdits ;"

ET ATTENDU que des writs d'élection pour chaque division électorale de la cité de Québec, portant la même date, savoir : le vingt-neuvième jour de mai, rapportable le même jour, savoir : le quatorzième jour de juillet prochain, ont émané en même temps pour chacune des dites divisions électorales, le shérif du district de Québec, sous l'autorité des dispositions de l'acte sus-cité est officier-rapporteur *ex-officio* ; mais comme en vertu du même acte, un seul des writs peut être adressé au dit shérif et que le dit shérif a été nommé officier-rapporteur pour la division électorale de Québec-Ouest.

EN CONSÉQUENCE, sachez que, ayant confiance dans votre loyauté, intégrité, et habileté, moi, Narcisse Fortunat Belleau, Chevalier, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, en vertu du pouvoir à moi conféré, vous ai nommé et constitué et par ces présentes vous nomme et constitue, vous, le dit Jean-Baptiste C. Hébert, officier-rapporteur pour la division électorale de Québec-Centre.

Pour par vous tenir et occuper la dite charge d'officier-rapporteur jusqu'au quatorzième jour de juillet prochain, inclusivement, avec tous les droits, pouvoirs, privilèges, autorités et émoluments qui appartiennent et sont inhérents, doivent appartenir et être inhérents à la dite charge.

Donné sous mon seing et le sceau de mes armes, en la cité de Québec, dans la dite Province de Québec, le vingt-neuvième jour de mai, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent soixante-onze, et dans la trente-quatrième année du Règne de Sa Majesté.

N. F. BELLEAU.

Par Ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

PROCLAMATION.

District Electoral de Québec-Centre, dans la Province de Québec, Canada, savoir :—

Avis public est par la présente Proclamation donné aux Electeurs de la Division Electorale de Québec-Centre, qu'en obéissance au Writ de Sa Majesté, à moi adressé, daté à Québec, le vingt-neuvième jour du mois de mai courant, je requiers la présence des dits Electeurs à la maison de poll érigée sur le terrain immédiatement devant la maison du Parlement, en la haute-ville de Québec, le neuvième jour du mois de juin prochain, à midi, aux fins d'élire une personne pour les représenter dans l'Assemblée Législative de cette Province de Québec ; et qu'en cas de demande et octroi d'un Poll en la manière voulue par la loi, tel Poll sera ouvert le seizième et dix-septième jour du mois de juin prochain, entre neuf heures avant-midi et cinq heures de l'après-midi chaque jour, dans chacun des quartiers et lieux suivants, savoir :

Le quartier du Palais, le quartier Saint-Louis, le quartier Saint-Jean et la partie du quartier Montcalm et de la Banlieue qui n'est pas enclavée dans Québec-Ouest ou Québec-Est. Et du contenu de la présente Proclamation toute personne est requise de prendre connaissance et de se gouverner en conséquence.

Donné sous mon seing, en la cité de Québec, ce trente-et-unième jour du mois de mai de l'année de notre Seigneur, mil huit cent soixante-et-onze.

J. B. C. HÉBERT,

Officier-Rapporteur.

PROCLAMATION.

Electoral District of Quebec-Centre, in the Province of Quebec, Canada, to-wit—

Public notice is hereby given to the Electors of the Electoral District of Quebec-Centre, that in obedience to Her Majesty's Writ to me directed, and bearing date at the city of Quebec, the twenty-ninth day of the month of May instant, I require the presence of the said Electors at the Husting erected on the open space immediately in front of the Parliament House, in the upper town of Quebec, on the ninth day of the month of June next, at twelve o'clock noon, for the purpose of electing a person, to represent them in the Legislative Assembly of this Province of Quebec; And that in case a Poll be demanded and allowed in the manner by law prescribed, such poll will be open on the sixteenth and seventeenth days of the month of June next, between the hours of nine in the forenoon and five o'clock in the afternoon on each of the said days, in each of the following wards and places, viz :

Palace Ward, St. Lewis Ward, St. John's Ward and in that part of Montcalm Ward and of the Banlieue which are not within Quebec West or Quebec East. Of all which every person is hereby required to take notice and govern himself accordingly.

Given under my hand, at the city of Quebec, this thirty-first day of the month of May, in the year of Our Lord one thousand eight hundred and seventy-one.

J. B. C. HÉBERT,

Returning Officer.

RAPPORT.

P. Garneau,
Thomas McGreevy,
Henry Fry,
D. C. Thomson,
W. W. Scott,
George Hall,

En vertu d'un bref d'élection pour la division électorale de Québec-Centre, dans la Province de Québec, dans la Puissance du Canada, daté le vingt-neuvième jour de mai mil huit cent soixante-et-onze, à moi adressé, je déclare par le présent l'honorable Hector-Louis Langevin, C. B., écuyer, dûment élu à l'Assemblée Législative de Québec, pour la division électorale de Québec-Centre.

Signé et scellé ce neuvième jour de juin mil huit cent soixante-et-onze.

(L. S.)

J. B. C. HÉBERT,

Officier-Rapporteur.

Je, soussigné, Jean-Baptiste-Célestin Hébert, officier-rapporteur pour le district électoral de Québec-Centre, jure solennellement, que je suis qualifié suivant la loi pour agir en la qualité d'officier-rapporteur pour le dit district électoral de Québec-Centre et que j'agirai en cette qualité fidèlement, sans partialité, crainte, faveur ou affection. Ainsi Dieu me soit en aide.

JEAN BAPTISTE CELESTIN HÉBERT,

Officier-Rapporteur.

Je, soussigné, certifie par les présentes que le trente-unième jour du mois de mai, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent soixante-et-onze, Jean-Baptiste-Célestin Hébert, officier-rapporteur, pour le district électoral de Québec-Centre, a

prêté et signé devant moi le serment d'office requis en pareil cas d'un officier-rapporteur par la trente-deuxième section du sixième chapitre des statuts refondus du Canada.

En foi de quoi, je lui ai délivré sous mon seing le présent certificat.
Québec, ce trente-unième jour de mai 1871.

P. A. DOUCET,
J. S. C.

Je soussigné, certifie par les présentes que le septième jour du mois de juin, Roch-Pamphile Vallée, clerc d'élection pour la division électorale de Québec-Centre, a prêté et signé devant moi le serment d'office requis en pareil cas d'un clerc d'élection, par la trente-troisième section du sixième chapitre des Statuts Refondus du Canada.

En foi de quoi, je lui ai délivré sous mon seing le présent certificat.

J. B. C. HÉBERT,
Officier-Rapporteur.

Je soussigné, R. Pamphile Vallée, nommé clerc d'élection pour la division électorale de Québec-Centre, jure solennellement que j'agirai en la qualité de clerc d'élection, et aussi en la qualité d'officier-rapporteur, si le cas y échet, fidèlement, sans partialité, crainte, faveur ou affection, ainsi Dieu me soit en aide.

R. PAMPHILE VALLÉE,
Clerc d'élection.

PROCLAMATION.

OYEZ, OYEZ, OYEZ.

Il est strictement enjoint et ordonné à toutes personnes de garder le silence pendant la lecture qui va être publiquement faite du Writ de Sa Majesté pour la présente élection, sous les peines et pénalités qui peuvent en résulter.

J. B. C. HÉBERT,
Officier-Rapporteur.

Vendredi, 24 nov. 1871.
Produit devant le Comité des Pri-
vilèges et Elections par J. B. C.
Hébert, écr.

(Signé) Chs. P. L.

Proposé par
P. Baillargeon, M. D.,
F. Evanturel,
O. Côté,
C. J. L. Lafrance,
Jérôme Gingras,

Secondé par
J. B. Martel,
P. C. Déry,
F. X. Déry,
H. D. Mailloux.

Que Mons. C. A. Pantaléon Pelletier, avocat, soit nommé pour représenter la division Centre de Québec, dans la Législature Provinciale.

Produit devant le Comité des Privi-
lèges et Elections par Chs. Côté, ce
27 nov. 1871. (Signé) Chs. P. L.

Proposé par
P. Baillargeon, M. D.,
F. Évanturel,
O. Côté,
C. J. L. Lafrance,
Jérôme Gingras,

Secondé par
J. B. Martel,
P. C. Déry,
F. X. Déry,
H. D. Mailloux.

Que Mons. C. A. Pantaléon Pelletier, avocat, soit nommé pour représenter la division Centre de Québec dans la Législature Provinciale.

Québec, 9 juin 1871.

PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS.

Séance du 24 novembre 1871.

Louis-Honoré Huot, Greffier de la Couronne en Chancellerie, étant dûment assermenté, dit :

Je produis devant le comité des privilèges et élections le bref pour la division électorale de Québec-Centre ; la commission nommant un officier-rapporteur pour la division électorale de Québec-Centre ; la proclamation aux électeurs, signée par l'officier-rapporteur, le rapport de l'officier-rapporteur, le serment de l'officier-rapporteur et la proclamation pour l'ouverture de l'élection.

L. H. HUOT,

G. C. C.

TÉMOIGNAGE DE M. JÉRÔME GINGRAS.

Jérôme Gingras, marchand, de la cité de Québec, est assermenté.

Question, par M. Fournier.—Déclinez vos noms et prenez connaissance de ce papier ?

Réponse.—Je me nomme Jérôme Gingras. Je reconnais ce document ; c'est cette motion ou semblable, car il y en a quatre identiques entre les mains de quatre personnes différentes, que j'ai présentée à l'officier-rapporteur, dans l'élection de Québec-Centre, le 9 juin 1871.

Question.—M. Fournier.—Racontez ce qui s'est passé alors ?

Réponse.—Je suis parti de chez moi avec M. Martel ; en arrivant près du Palais Législatif, j'aperçus une bande d'hommes à tristes figures et mal habillés, qui me paraissaient organisés pour ne pas laisser approcher du husting les amis de M. Pelletier ; le premier qui me parla fut Ignace Fortier, chef des cabaleurs ; il me dit : Vous êtes bien chaud aujourd'hui, on dit que vous proposez Pelletier ? Alors je

marchais pour rester près du husting ; après l'arrivée de M. Langevin, ces hommes ont entouré le husting. M. Martel me dit alors : je crois qu'il est impossible de présenter la motion, il n'y a pas moyen d'arriver au husting ? Lorsque M. Martel me fit cette observation, M. Langevin était sur le husting avec ses amis. L'indignation qui s'empara de moi alors me décida à y monter ; je fus obligé de demander passage aux gens qui gardaient le poll ; on me laissa passer, et je remis ma motion à M. Hébert en disant : "Voilà une motion." Je lui remettais cette motion en sa qualité d'officier-rapporteur, et je descendis, car je ne croyais pas prudent pour moi d'y rester ; je n'ai pas remarqué d'amis de M. Pelletier sur le husting, il n'y en avait certainement pas ; j'affirme qu'il n'y en avait pas. Sitôt descendu, je vis M. Hébert ouvrir la motion ; je demeurai en face du husting ; il la passa à M. Langevin tout en la tenant, je vis M. Langevin tirer un livre à couverture bleue de sa poche, et le consulter. Je vins rejoindre mes amis groupés au nord du husting, à gauche de l'officier-rapporteur ; je dis à M. Martel : j'ai remis ma motion à l'officier-rapporteur. Je fus signalé par Ignace Fortier, qui paraissait agir comme chef de la bande. Un autre individu vint me dire : "Partez d'ici !" Je lui répondis : Non ! Je suis électeur, et vous de Saint-Sauveur, Fortier m'a signalé en me montrant du doigt ; je ne l'ai pas vu me signaler. Après la lecture des writs, on a crié : "Pelletier !" à grand cris, d'une voix que l'officier-rapporteur n'a pu s'empêcher d'entendre.

Question.—M. Fournier.—Pour qui était la majorité des électeurs ? Je crois qu'il y avait plus d'électeurs favorables à M. Pelletier qu'à Langevin.

Question.—M. Cauchon. — Y avait-il beaucoup de monde à cette assemblée ?

Réponse.—Je ne sais, je ne sais pas le nombre. J'ai pu déterminer le grand nombre par le cri de voix. J'ai entendu crier "Pelletier !" mais je n'ai pas entendu crier "poll !"

Réponse à M. Fournier.—Le cri "Pelletier" a été répété à plusieurs intervalles, j'ai crié moi-même, je n'ai pas entendu la voix de l'officier-rapporteur ; j'ai supposé, après la lecture des writs, que c'était le temps où l'officier-rapporteur demandait les noms des candidats, j'ai cru que c'était le temps de répondre, alors je criais : "Pelletier ! Pelletier !" dans le but de le mettre en nomination et de demander le poll. Ceux qui demandaient le poll et Pelletier étaient sincères dans leur demande. Si nous avons placés quatre résolutions dans les mains de quatre personnes différentes, c'est parce que nous avons craint de ne pouvoir mettre M. Pelletier en nomination ; nous voulions avoir plusieurs chances de réussir. Je sais qu'il y avait une détermination parmi un grand nombre d'électeurs de mettre Pelletier en nomination, malgré sa réponse adressée aux électeurs, réponse dans laquelle il avait décliné la candidature. On m'a présenté cette résolution en me disant que Pelletier consentait à se laisser mettre en nomination. C'est le docteur Baillargeon qui m'a remis chez lui cette motion, le jour de la nomination, et c'est ce jour-là que j'ai signé les motions. C'était après la réponse de M. Pelletier à ses amis ; on m'a dit cela. Je connais les signataires de ce document, ce sont tous des électeurs. Lorsqu'est venu le temps de nommer les candidats, Côté a crié "Pelletier ! Pelletier !" et, il a été frappé par trois ou quatre individus qui se sont rués sur lui, et dans le brouhaha, j'ai aperçu M. Langevin qui se déclarait élu ; je n'ai pas entendu l'officier-rapporteur le déclarer élu. En portant la moindre attention l'officier-rapporteur ne pouvait s'empêcher d'entendre les cris de "Pelletier ! Pelletier !" Dans l'après-midi du neuf, je suis allé chez M. Hébert avec M. Martel, pour lui demander pourquoi il n'avait pas présenté ma motion ; il me répondit qu'il l'avait encore, et qu'il l'avait reçue comme avis de motion ; voilà la réponse qu'il me fit ; il ajouta : "j'ai fait mon devoir." Deux jours après, il me rencontra ; il me dit que j'avais voulu lui tendre un piège ; je l'assurai du contraire. Lorsque je remis la motion à M. l'officier-rapporteur il pouvait être midi moins le quart ou vingt minutes ; je ne puis préciser d'avantage, je l'ai remis avant-midi parce que je croyais qu'il était impossible de le faire plus tard, et même alors on me disait que c'était impossible, mais malgré cela, j'ai voulu la remettre.

Question.—M. Chapleau.—Vous avez dit que vous avez entendu M. Langevin se proclamer élu ; comment s'est-il exprimé ?

Réponse.—M. Langevin a dit : “M. l'officier-rapporteur vient de me proclamer élu, je vous remercie de la confiance que vous avez en moi.” La foule a continué à crier Pelletier ! Pelletier ! J'étais à une distance de vingt pieds du husting, il y avait encore des personnes qui criaient Pelletier ! Pelletier ! Il s'est écoulé cinq à dix minutes entre le temps où j'ai compris que l'officier-rapporteur faisait la demande de nommer les candidats, à aller au moment où M. Langevin a déclaré qu'il était élu et pendant ce temps-là, j'ai entendu la foule crier Pelletier ! Pelletier ! M. F. X. Déry était présent et a été tout le temps au même endroit, jusqu'au moment qu'il a été forcé de s'éloigner ainsi que moi ; avant de m'éloigner j'ai crié Pelletier ! et aussi après la lecture des documents, avant le temps et après, et au temps où je croyais convenable de le faire.

JÉRÔME GINGRAS.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE,

No. 2, Vendredi, 24 Novembre 1871.

COMITÉ DES PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS.

Jean-Baptiste-Célestin Hébert, N. P., de la cité de Québec, étant assermenté, dépose :

Question par M. Fournier.—Voulez-vous prendre connaissance de ce document ?

Réponse.—Je suis la personne nommée par le Greffier de la Couronne en Chancellerie. Cet autre document est le retour de l'élection fait par moi pour l'élection de Québec-Centre, le 9 juin 1871.

Question.—Vous a-t-on remis une motion le jour de l'élection ?

Réponse.—Je l'ai conservé, la voici. Le document que je présente est le même qui m'a été présenté le 9 juin 1871 par M. Jérôme Gingras, à environ une demi-heure avant-midi.

M. Chapleau demande que le comité siège à huis clos.

M. Holton.—Ceci est une proposition discutable et qui doit être décidée par le comité.

Il est décidé que le comité siégerait à huis clos.

M. Hébert reprend son témoignage.

Lorsque le document m'a été remis, M. Langevin était rendu au husting avec ses amis. Je lus ce document et je le passai à l'honorable M. Langevin, qui le lut aussi et me le remit, après quoi je le passai à mon député pour savoir ce que nous devions faire avec le document en question. Il me le remit et je le gardai sur moi ; et je réfléchis sur ce que je devais en faire plus tard.

Question par M. Fournier.—A-t-il été question d'autre candidat à cette élection ? a-t-on crié Pelletier ! Pelletier !

Réponse.—Lorsque midi est arrivé, je donnai lecture des documents dans les deux langues, et après cette lecture, je me suis adressé aux électeurs pour leur demander, en anglais et en français, quels étaient les candidats qu'ils choisissaient suivant la loi pour les représenter au parlement local.

M. Chapleau demande que les journalistes soient exclus du comité.

Après quelques remarques de MM. Fournier, Holton, Langevin, la proposition est acceptée.

M. Hébert continue :—Plusieurs personnes, amis de l'honorable M. Langevin, tel que MM. Hall et Hamel, m'ont alors proposé l'honorable M. Langevin comme devant représenter Québec-Centre, dans l'Assemblée Législative de la Province de Québec. J'ai ensuite attendu quelques minutes dans le but de donner aux signataires du document le temps de proposer leur candidat ; car je ne reconnaissais pas ce document comme légal. Rien n'établissait son authenticité, et il ne m'avait pas été présenté en ma qualité d'officier-rapporteur. Il n'était pas renfermé dans une enveloppe, cependant, j'ai cru devoir le considérer comme une mise en demeure et j'ai attendu quelques minutes pour donner aux signataires le temps de venir proposer M. Pelletier, si telle était leur intention. Après avoir attendu un temps plus que suffisant pour donner aux signataires et aux électeurs alors présents le temps de proposer leur candidat, un seul nom m'étant présenté, celui de l'honorable M. Langevin, j'ai dû proclamer et j'ai proclamé l'honorable M. Langevin élu pour représenter Québec-Centre au Parlement.

M. Fournier.—Connaissez-vous M. François-Xavier Déry ?

Réponse.—Je l'ai vu l'avant-midi, dans les environs du *husting* ; je ne l'ai pas vu à midi. Je ne dis pas qu'il n'y était pas. J'ai aussi vu M. Lafrance. Je crois M. Déry électeur et je crois qu'il ne se serait pas présenté sans être qualifié.

Question par M. Holton.—J'ai compris que vous disiez que ce document ne vous avait pas été présenté en votre qualité d'officier-rapporteur.

Réponse.—Pour la raison qu'il ne portait pas de marque d'authenticité. C'est M. Jérôme Gingras qui m'a remis ce document.

Question par M. Holton.—Ce document n'était-il pas une motion ordinaire pour mettre un candidat en nomination ?

Réponse.—Je l'ai considéré seulement comme une mise en demeure par les électeurs dont les noms y étaient apposés, qu'ils seraient là en temps convenable, pour dire s'ils avaient l'intention de mettre M. Pelletier en nomination.

Question par M. Holton.—Avez-vous consulté quelque personne, ou un avocat, entre le moment où la motion vous a été mise entre les mains et midi, ou avez-vous agi selon votre propre jugement.

Réponse.—J'examinai le document avec mon député, et nous fîmes d'accord qu'il n'était pas authentique d'après la loi. Mon opinion était que les signataires de ce document devaient être présents ; leur devoir était d'être présents et de dire si c'était bien leur document : j'attendis quelques minutes après avoir lu le writ et refusai deux fois de proclamer M. Langevin élu, lorsque quelqu'un de ses amis me dirent que le temps était écoulé.

Question par M. Holton.—Vous n'aviez pas consulté d'autre personne que votre député ?

Réponse.—J'eus une consultation avant midi. J'ai eu une conversation avec mon député. En réponse à votre question je dois déclarer que.....

M. Holton.—Qui avez-vous consulté ?

Réponse.—Je passai le document à MM. Langevin et Hall.

M. Holton.—Quelle fût leur réponse ?

Réponse.—Je leur dis que j'avais une demi-heure pour prendre avis.

M. Holton.—Que vous conseillèrent-ils de faire ?

Réponse.—Ils ne me donnèrent pas de conseil. Ils me demandèrent ce que j'allais faire. Je répondis que je réfléchirais. Ces messieurs m'ont paru très-inquiets.

M. Holton.—Vous avez dit que vous aviez consulté M. Langevin et ses amis ?

Réponse.—Je n'ai pas été aussi loin que cela. J'ai dit que je lui avais passé le document qui m'avait été remis ; et que je me suis consulté avec mon député. L'opinion de ce dernier a été que ce document n'était pas authentique, que nous ne pouvions

pas en juger ; et que si les signataires ne venaient pas, nous ne pouvions pas en tenir compte.

M. Holton — Qui est votre député ?

Réponse. — Son nom est Pamphilo Vallée, il est clerc dans mon bureau, et étudie le notariat.

Question par M. Joly. — Il y a une distinction entre mes questions et celle de M. Holton. Les messieurs dont vous avez parlé ont-ils exprimé une opinion ?

Réponse. — Tout ce que j'ai pu comprendre, c'est qu'ils étaient très-inquiets. Au meilleur de ma connaissance, je ne me rappelle pas que M. Langevin et M. Hall aient exprimé une opinion, mais je me rappelle qu'ils paraissaient très-inquiets.

Question par M. Holton. — Les expressions dont ils se sont servis étaient-elles de nature à vous engager à mettre le document de côté.

Réponse. — Ils me posèrent différentes questions.

Question. — Quelles étaient ces questions ?

Réponse. — Elles voulaient dire, ou signifiaient ceci : Quelle est votre intention ? Qu'allez-vous faire ? C'est la signification de leurs paroles, sinon les mots propres dont ils se sont servis.

Question par M. Joly. — Avez-vous vu M. Déry ?

Réponse. — J'ai vu M. Déry, le pétitionnaire, dans la foule avant midi.

Question. — Était-il proche ?

Réponse. — À soixante-dix pas environ. Je le voyais très-bien et je l'ai salué.

Question. — L'avez-vous vu l'après-midi ?

Réponse. — Après la lecture je ne l'ai pas vu précisément pour le distinguer.

Question. — Pouvez-vous dire que vous ne l'avez pas vu du tout ?

Réponse. — Je ne peux pas dire qu'il n'était pas là. J'ai considéré qu'il était du devoir des électeurs de se trouver là.

Question. — N'avez-vous pas vu M. Déry vous regarder en levant le doigt, et n'avez-vous pas entendu crier Pelletier ! Pelletier !

Réponse. — Je ne l'ai pas vu, ni entendu.

Question par M. Holton. — Avez-vous entendu les personnes dans la foule crier Pelletier ! Pelletier !

Réponse. — Oui, avant le moment de m'adresser aux électeurs pour leur demander de nommer leur candidat.

Mais au temps convenable, quand je leur dis de nommer un candidat, j'entendis un seul nom, celui de M. Langevin. Après que M. Langevin fut proclamé élu, j'entendis des personnes crier Pelletier ! Pelletier !

Question par M. Holton. — Vous avez dit que M. Langevin était sur la plateforme avec un certain nombre de ses amis. N'est-il pas vrai que les amis de M. Langevin étaient en nombre considérable sur le husting ; et que les amis de M. Pelletier n'y étaient pas ?

Réponse. — Les portes du husting étaient ouvertes ; j'avais raison de croire que les amis de M. Pelletier étaient autour.

Question. — Quelle raison aviez-vous de vous rendre au husting une demi-heure avant le temps ?

Réponse. — Je m'y suis rendu parceque je croyais qu'il était de mon devoir d'être là à temps.

Question. — Était-ce pour vous consulter avec quelqu'un ?

Réponse.—J'étais là en ma qualité d'officier-rapporteur, mais je n'ai pas agi comme officier-rapporteur avant midi.

Question par M. Joly.—A quelle distance avez-vous vu M. Déry, est-ce à cinquante pas ?

Réponse.—Quand j'ai vu M. Déry, il était à cinquante ou soixante pas, plus ou moins.

Question.—Avez-vous vu M. Gingras l'après-midi ?

Réponse.—Non.

Question.—Vous avez dit que vous avez attendu quelques minutes afin de donner aux électeurs le temps de venir auprès du husting ?

Réponse.—J'ai dit que j'avais attendu quelques minutes afin de donner aux signataires du document le temps de venir me proposer M. Pelletier, dans le but de confirmer la motion que je ne considérais pas suffisante.

Réponse.—Aucun des signataires n'est venu. J'ai regardé partout pour voir s'il en venait.

Question.—Avez-vous regardé à l'endroit où vous avez vu M. Déry avant de lire la proclamation ?

Réponse.—J'ai cru avoir regardé à l'endroit où j'avais vu M. Déry, je ne l'ai pas vu ; j'ai regardé avec l'intention de le rencontrer, j'ai fait le tour de l'assemblée des yeux.

Question par M. Langevin.—J'ai cru comprendre que vous avez dit que la motion qui vous avait été présentée vous a été remise une demi-heure environ avant le temps fixé pour la nomination ; est-ce cela ?

Réponse.—Oui, le temps fixé pour la nomination était midi.

Question.—Lorsque ce document vous a été présenté, ce n'était pas le temps de la nomination ?

Réponse.—Certainement. Un seul candidat m'a été présenté, l'hon. M. Langevin, c'est celui que j'ai proclamé élu plus tard. Il n'y a pas eu de poll demandé dans le temps voulu ; par le temps voulu, je veux dire depuis midi jusqu'après la proclamation y incluse.

Question par M. Joly.—Combien de temps avez-vous attendu ?

Réponse.—J'ai attendu deux ou trois minutes entre le temps où j'ai fait l'appel aux électeurs pour nommer un ou deux candidats et le temps où j'ai proclamé l'hon. M. Langevin élu membre pour Québec-Centre.

Question par M. Holton.—De quelle manière l'avez-vous proclamé élu ?

Réponse.—Je le proclamai élu dans les deux langues. J'ai prononcé les paroles en usage et requises par la loi.

Question par M. Langevin.—Vous avez posé aux électeurs les questions ordinaires ?

Réponse.—J'ai dit aux électeurs qu'ils devaient proposer leurs candidats ; après avoir lu les documents ordinaires, je leur ai demandé de nommer leur candidat ; après cela M. Hall et plusieurs autres ont dit qu'ils mettaient M. Langevin en nomination, et j'ai annoncé cela aux électeurs.

Question par M. Langevin.—Après avoir annoncé qu'ils me mettaient en nomination, combien avez-vous attendu de temps ?

Réponse.—J'ai dit tout à l'heure que j'avais attendu deux ou trois minutes entre le temps où j'ai demandé aux électeurs de nommer leurs candidats et le temps où j'ai proclamé l'hon. M. Langevin élu.

Question par M. Joly.—Comment divisez-vous ce temps ?

Réponse.—Je suppose que ce moment d'attente ait été de trois minutes ; la première partie, celle où j'ai fait l'appel a pu durer une demie-minute ; le temps que j'ai accordé aux électeurs a dû être de deux minutes et demie. Lorsque j'ai annoncé que M. Langevin était proposé comme candidat, je n'ai entendu que le nom de M. Langevin, comme venant de la foule.

Question par M. Chapleau.—Avez-vous laissé aux électeurs le temps raisonnable et suffisant pour mettre d'autres candidats en nomination ?

Réponse.—Je leur ai laissé un temps plus que suffisant suivant la lettre et l'esprit de la loi. Si un ami de M. Pelletier avait voulu le proposer, il aurait pu le faire. J'ai refusé deux fois pendant ce temps de proclamer M. Langevin élu.

Question par M. Fournier.—Comment M. Hall a-t-il mis M. Langevin en nomination ?

Réponse.—M. Hall a dit : Je propose conjointement avec MM. secondé par MM. l'hon. M. Langevin candidat pour Québec-Centre. Il s'est adressé à moi ; je parle de M. George Hall, épiciier. Il s'est tourné vers moi pour parler. Ceux qui ont voulu l'écouter ont pu l'entendre.

Question par M. Fournier.—A qui avez-vous refusé de proclamer M. Langevin ?

Réponse.—J'ai refusé une fois à la demande de M. Hall, une autre fois je ne sais pas à qui. J'ai peut-être refusé trois fois.

Question par M. Chapleau.—Était-il possible et facile de proposer d'autres candidats ?

Réponse.—Tous ceux qui ont voulu monter sur le husting, ou s'en approcher, ont eu la possibilité de le faire.

Question par M. Joly.—Avez-vous vu aucun des amis politiques de M. C. A. P. Pelletier sur le husting ?

Réponse.—Je ne me rappelle pas avoir vu spécialement des amis politiques de M. Pelletier sur le husting.

Question par M. Joly.—N'est-il pas vrai que toutes les personnes sur le husting étaient arrivées à la suite de M. Langevin ?

Réponse.—Il est arrivé plusieurs personnes à la suite de M. Langevin au husting ; mais il en est arrivé d'autres plus tard qui y ont eu accès.

Question par M. Joly.—Parmi les personnes arrivées au husting, y avait-il des signataires de la motion qui vous a été remise ?

Réponse.—Parmi les personnes que je connais, il y en avait pas. Il y a sur la requête les noms de six personnes que je connais et qui n'étaient pas sur le husting. Il pouvait y avoir d'autres personnes signataires de la requête.

Ceux qui n'y étaient pas et que je connais sont MM. Dr. Baillargeon, F. Evan-turel, E. J. Lafrance, Jérôme Gingras et F. X. Déry. Le husting était près du parlement.

J. B. C. HÉBERT.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE,

25 novembre 1871.

SECONDE SÉANCE.

COMITÉ DES PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS.

Louis Bourget, épiciier, de la cité de Québec, étant dûment assermenté, propose et dit : J'étais à l'élection de Québec-Centre, qui a eu lieu le 9 juin dernier, auprès du Parlement. Je suis arrivé avant l'heure de la nomination, environ une demi-heure

avant midi. Je vis une bande d'individus qui paraissaient être en possession du husting; ils bousculaient tous ceux qui voulaient s'en approcher. Ces individus n'étaient pas des électeurs; c'étaient des gens qu'on n'aime pas à rencontrer. En ma présence ils ont repoussé les électeurs en disant qu'ils n'avaient pas d'affaire là. Je n'ai vu personne remettre des papiers à l'officier-rapporteur. Après la lecture des documents terminée, l'officier-rapporteur a demandé le nom des candidats. Les noms de Langevin et de Pelletier ont été criés en même temps; puis il se fit un tumulte dans la foule (riot) qui a duré quelques secondes, puis M. Langevin s'avança sur le bord du husting disant à la foule de ne pas se chicaner. Cela m'a autant surpris que le tumulte; car j'ai vu des appels nominaux où l'on a eu le temps de se prononcer et de nommer des candidats, mais là, rien de semblable. M. Langevin a remercié l'assemblée. Je suis électeur de Québec-Centre; je suis venu à l'élection en ma qualité d'électeur dans le but de nommer M. Pelletier comme candidat. Il y avait bon nombre d'électeurs en faveur de M. Pelletier. Ils n'avaient pas la liberté de s'approcher du husting, qui était entouré par les gens dont j'ai parlé. Les partisans de Pelletier criaient Pelletier! Pelletier! Poll! Poll! pour le mettre en nomination. Les cris de Pelletier! Pelletier! étaient assez hauts pour être entendus de l'officier-rapporteur s'il eut voulu, aussi bien que les cris de Langevin! Langevin! Les gens qui entouraient le poll paraissaient s'entendre et agir de concert; ils venaient nous reculer avec menaces et violence, disant qu'ils faisaient leurs devoirs. Ils juraient et disaient qu'ils buvaient depuis trois jours et qu'ils étaient payés pour faire leur devoir. Il n'y avait pas de police auprès du Parlement. J'ai vu seulement M. Bureau qui a protégé Jérôme Gingras, qui a mis M. Pelletier en nomination. Ces gens étaient rois et maîtres dans cette circonstance. Je ne me rappelle pas avoir vu des amis de M. Pelletier sur le husting. Nos amis ont dit qu'ils n'avaient pu y monter. J'ai vu M. Déry à une petite distance du husting, à 12 ou 15 pieds environ.

En réponse à M. Langevin.—Je suis arrivé environ une demi-heure avant l'appel nominal; un quart d'heure avant la lecture du document on m'a dit qu'un papier avait été remis entre les mains de l'officier-rapporteur.

Pendant l'appel nominal, j'étais devant le husting à vingt-cinq pieds de distance. Il y avait autour du husting des gens de première classe, c'est-à-dire des gens du élos; nous étions plusieurs amis à cette distance.

LOUIS BOURGET.

Jean-Baptiste Martel, de la cité de Québec, pharmacien, étant dûment assermenté, dépose et dit :

En réponse à M. Fournier.—J'étais à l'élection de Québec-Centre, le 9 juin dernier; je suis venu à l'appel nominal avec Jérôme Gingras, comme moi électeur. En arrivant près de l'édifice du Parlement nous avons rencontré Ignace Fortier qui nous a dit, en paraissant très-animé, qu'il savait que nous voulions faire de l'opposition à M. Langevin. Nous avons vu un rassemblement près de la clôture du Parlement. Il était alors onze heures et quart. Vers onze heures et demie, nous avons vu l'honorable M. Langevin, avec ses partisans, qui se rendait au husting; aussitôt les individus qui étaient près de la clôture entourèrent le husting. M. Gingras et moi nous étions porteurs d'une motion pour proposer M. Pelletier. J'ai dit à M. Gingras qu'il serait difficile d'approcher du husting; je lui dis que je pensais qu'il y aurait probablement du danger à le faire parce que ces gens qui paraissaient menaçants entouraient le husting. Alors Gingras me laissa et se rendit au husting. Quelques minutes plus tard j'entendis M. Lepage dire: Gingras donne la motion à Hébert. Je me retournai et je vis Hébert avec un papier en main. Gingras descendit ensuite du husting et vint me trouver et nous dit qu'il avait donné la motion à l'officier-rapporteur. Au même instant je vis arriver M. François-Xavier Déry, et Ignace Fortier aller au-devant de lui. Fortier l'apostropha violemment pour l'inter-

mider. Je vis ensuite Fortier parler bas à l'oreille à un individu, qui ensuite vint se précipiter sur Gingras et lui dire de s'éloigner, qu'il n'avait pas d'affaire à cet endroit. Un deuxième et un troisième individu se précipitèrent aussi vers Gingras, et ce n'est qu'à l'intervention de M. Boisseau et M. Bureau, de la police, qu'il fut protégé. Mes amis et moi nous avons crié Pelletier ! Pelletier ! Le nom de M. Pelletier fut crié aussi fort que celui de M. Langevin. J'ai crié dans l'intention d'obtenir un poll. Je suis électeur et les autres qui criaient avec moi étaient aussi électeurs. Je puis en nommer plusieurs ; MM. Lafrance, Picard, Lepage et Gingras. Je pense que le nombre de ceux qui criaient Pelletier était plus considérable que ceux qui criaient Langevin. Je pense que le nombre des amis de M. Pelletier était le double de celui de M. Langevin, en laissant de côté la bande d'individus qui entouraient le husting. Quelques instants après les cris de Pelletier et Langevin, je vis Charles Côté assailli par quatre ou cinq individus. C'est après cela que j'entendis M. Langevin remercier les électeurs, disant qu'il était élu. Je ne puis certifier sur mon serment que j'ai crié le nom de M. Pelletier au temps convenable. Je n'ai pas entendu l'officier-rapporteur demander aux électeurs de mettre leurs candidats en nomination. Je suis certain que chaque fois qu'on a crié Langevin, on a crié Pelletier. L'officier-rapporteur devait entendre ces cris à moins d'être sourd. Les individus que j'ai d'abord vus près de la clôture et qui ont ensuite entouré le husting étaient des gens de mauvaise mine que l'on craint de rencontrer ; car ils paraissaient dangereux, et on n'aime pas à les voir s'approcher de soi. Nous avions prévu qu'ils seraient là et nous avions craint de les rencontrer, c'est pourquoi M. Gingras et moi nous avions laissé nos montres chez nous. Ce n'était pas des électeurs ; ils n'appartenaient pas à la division de Québec-Centre. Ils paraissaient agir de concert. D'après ce que j'ai vu, Ignace Fortier était le chef de la bande. Malgré la lettre de M. Pelletier dans les journaux, dans laquelle il déclinait la candidature pour Québec-Centre, nous avions décidé dans une assemblée de poser sa candidature ; nous ne voulions pas faire de l'opposition quand même ; à cette assemblée le Dr. Baillargeon nous avait dit : j'ai vu M. Pelletier, et il m'a dit qu'il avait résigné dans sa lettre sur les journaux, mais que si nous voulions poser sa candidature il nous laisserait faire ; c'est alors que fut rédigée la motion que nous avons remise à l'officier-rapporteur ; il y en avait trois autres semblables mises entre les mains de trois personnes différentes, afin d'avoir plus de chance d'en faire arriver une entre les mains de l'officier-rapporteur ; nous étions sincèrement décidés à poser la candidature de M. Pelletier et à faire la lutte.

En réponse à l'honorable M. Langevin.—J'étais environ à quinze pas du husting, je n'ai pas vu M. Bourget. Frs.-Xavier Déry et Jérôme Gingras étaient près de moi.

En réponse à M. Joly.—C'est ma signature qui est sur ce papier, et c'est la motion proposant la candidature de M. Pelletier ; je ne puis certifier que j'ai vu signer les autres signataires ; cette motion a été remise environ un quart d'heure avant midi à M. Hébert, l'officier-rapporteur, qui était sur la plateforme lorsque ce papier lui a été remis ; je n'ai pas remarqué combien il s'est écoulé de temps entre l'appel nominal et le discours de M. Langevin.

J. B. MARTEL.

Marc-Aurèle Plamondon, écuyer, avocat, de la cité de Québec, étant dûment assermenté, dépose comme suit :

Je suis parti le neuf juin dernier avec le Dr. Blanchet, vers onze heures et demie, pour voir ce qui allait se passer à l'élection de Québec-Centre ; vers le palais de justice j'ai rencontré l'honorable M. Langevin avec son escorte (quelqu'un dit avec ses amis). Je ne sais pas si c'était ses amis ; j'ai suivi l'escorte jusqu'au Parlement. L'honorable M. Langevin est monté sur le husting avec les messieurs qui l'accompagnaient, il y avait vingt-cinq personnes dans l'escorte que j'ai reconnues pour être des repris de justice ; ces individus ont entouré le husting ; ils paraissaient être sous l'influence de la boisson ; il était environ onze heures trente-cinq, quand ils entou-

rèrent le husting; il y avait bon nombre d'électeurs sur le terrain; je circulais à travers les groupes et je remarquais une pré-disposition à la violence pour le cas où Pelletier serait mis en nomination. Je puis donner quelques détails, si le comité le désire, à l'appui de ce que je dis.

Me tournant près de Déry, dix minutes avant midi, je vis un nommé Ignace Fortier qui paraissait le chef des individus qui entouraient le husting. Il s'adressait violemment à Déry, en lui disant: "Si vous venez ici pour proposer Pelletier ou faire des motions, je vous dis que vous ne le ferez pas." Ceci se passait sous les yeux des personnes qui se trouvaient sur le husting, et sous les yeux de l'officier. Parmi ces personnes, j'ai remarqué MM. Chauveau, Hall, Peters, deux messieurs Hamel. M. F. X. Déry dut reculer, et moi je dis à Fortier: "Est-ce vous qui êtes le peuple de Québec?" Quelques minutes après, il y eut une rixe au centre de la foule; je n'ai pas distingué quels étaient ceux qui y prenaient part. J'étais alors placé dans une fenêtre d'un bureau du Conseil Législatif, dans celui de M. Légaré; de cet endroit, la vue dominait le husting; j'ai pu parfaitement voir tout ce qui s'y est passé. A midi, l'officier-rapporteur, par l'entremise de son député, M. Vallée, a procédé et lu la proclamation, et le reste. Avant que l'officier-rapporteur eut demandé aux électeurs quel candidat ils choisissaient, les cris de Langevin! Langevin! et Pelletier! ont retenti; ces cris étaient aussi forts les uns que les autres; parfois ils se mêlaient, parfois ils se succédaient et étaient distincts les uns des autres; ces cris ont continué pendant cinq ou six minutes au moins. Je puis jurer qu'une personne placée à cinq cents pas de cet endroit ne pouvait s'empêcher de les entendre. M. Charles Côté, maçon, se trouvait dans un groupe où l'on criait Pelletier! Pelletier! d'une façon remarquable. Alors les gens placés près du poll, et qui obéissaient à un contrôle facile à voir, se sont précipités dans la direction de Côté pour le maltraiter, mais il a été protégé; beaucoup de gens s'étaient éloignés; ce tumulte opéra une diversion, et lorsque les gens revinrent, je vis M. Langevin qui disait à la foule: "Il est trop tard, il est trop tard! Je suis élu, je suis élu! L'officier-rapporteur m'a proclamé!" En ce moment, M. Hébert n'était pas au premier rang, non plus que quelques minutes avant. Je puis jurer qu'il n'y a pas eu de proclamation publique; si elle a été faite, c'est dans les rangs en arrière sur le husting, où personne d'en bas ne pouvait entendre; j'étais à dix-huit pieds du husting, en ligne horizontale avec la tête des gens qui s'y trouvaient. Je m'étais mis dans cette fenêtre pour voir, et j'ai pu voir. M. Langevin a remercié les électeurs. Je peux donner les noms des gens qui entouraient le husting; la plupart n'étaient pas de Québec-Centre, d'autres étaient du Brass-Castle, c'est-à-dire les Five-Points de Québec. Un des principaux, le plus grand, était Robert, de St. Sauveur. J'ai obtenu un jugement devant la cour de police contre cet individu, pour avoir battu sa femme. Les personnes qui avaient le contrôle étaient Fortier, qui se tenait à droite du husting; au centre, Charles Bélanger, qui était sans situation alors et en a maintenant une à la douane; Olivier Plamondon, alors et encore au bureau de poste de Québec, était avec eux; ces trois personnes contrôlaient la bande organisée et faisaient avec elle partie de l'escorte qui a suivi l'honorable M. Langevin. Après le discours de M. Langevin, la foule s'est dispersée, et j'ai considéré cette élection comme une farce ignoble et un escamotage. J'ai vu la motion entre les mains de M. Déry; il m'a dit qu'il y en avait quatre entre les mains de quatre personnes différentes, afin que l'on eût plus de chance de la faire parvenir à l'officier-rapporteur. Le M. Chauveau dont j'ai parlé tantôt était l'honorable premier ministre de Québec. Je dois ajouter que les personnes sur le husting n'ont fait nuls efforts pour empêcher les actes de violence. Je n'ai pas remarqué d'amis de M. Pelletier sur le husting; il était du reste difficile d'y monter, car l'issue en était gardée par des gens que l'on n'aime pas à affronter; il y avait une organisation dans le but d'empêcher les amis de M. Pelletier de faire parvenir son nom à l'officier-rapporteur; c'était évident et prévu. Je ne sais pas si M. Hébert a cabulé pour M. Langevin. J'ai remarqué un fait que je veux soumettre au comité: dans l'escorte qui suivait M. Langevin, il y avait entre les gens dont j'ai parlé, des ouvriers employés aux travaux du bureau de poste, et

qui chômaient ce jour-là ; c'était, du reste, pour la plupart, des électeurs. M. Chauveau faisait partie de l'escorte ; il m'a salué en passant et fait signe d'entrer dans les rangs, honneur que j'ai refusé.

En réponse à M. Langevin. J'ai vu Jérôme Gingras se rendre au husting ; je ne l'ai pas vu donner la motion à l'officier-rapporteur ; il y avait alors plusieurs rangs de personnes entre moi et le husting ; je ne l'ai pas vu sur le husting ; je l'ai remarqué lorsque je l'ai vu attaqué par quinze ou vingt individus ; je l'ai admiré alors, il m'a eu l'air solide ; je ne le connaissais pas de nom alors, mais je l'avais vu souvent.

En réponse à M. Bachand.—Les occupations de M. Fortier consistent à s'occuper beaucoup d'élections ; il était alors et est encore employé à la corporation ; j'ai vu Fortier servir de trait-d'union entre les personnes placées sur le husting et les gens d'en bas que Fortier avait engagés ; c'était des fiers-à-bras non électeurs, ce qui se faisait en bas venait d'ordres d'en haut, il y avait co-relations entre le haut et le bas du husting ; Fortier, Plamondon, Bélanger, ne sont pas des repris de justice, je ne les confonds pas avec les autres ; je n'ai pas entendu les conversations entre les amis de M. Langevin et Fortier ; je n'étais pas assez près pour entendre ; il a parlé à Peters, à M. Chauveau ; j'ai vu qu'il y avait des pourparlers, il y a eu échange de paroles entre ces messieurs et Fortier ; Ignace Fortier a parlé avec M. Chauveau, il y avait de la part de M. Chauveau des coups de tête d'approbation, et il n'a pas empêché Fortier d'agir. Je n'ai pas entendu l'officier-rapporteur demander le silence, les gens autour du husting hurlaient, sa voix se serait perdue s'il eut crié ; je ne l'ai pas vu non plus faire de signes ; il était tellement serré qu'il ne pouvait pas remuer ; je ne l'ai pas vu faire d'efforts pour empêcher le tumulte ; ces gens auraient pu être empêchés. J'ai vu des constables spéciaux, mais très-peu, ils n'ont pas essayé d'empêcher la démonstration contre les amis de M. Pelletier ; la police était à deux rangs devant le bureau du *Journal de Québec*, devant la Place-d'Armes. Jérôme Gingras est un homme de six pieds.

M. A. PLAMONDON.

Honoré Mailloux, menuisier, de la cité de Québec, étant dûment assermenté, dépose comme suit :

En réponse à M. Fournier.—J'étais présent à l'élection de Québec-Centre, je suis arrivé au Parlement vingt minutes avant midi ; quelque temps après, je vis Jérôme Gingras présenter un papier à Hébert, officier-rapporteur ; à midi sonnant M. Hébert a lu la proclamation, la lecture a été très-courte. J'ai assisté à l'appel nominal du comté de Québec, et les choses s'y sont passées plus régulièrement. Et alors on a crié Langevin et puis Pelletier, ces cris ont été séparés. Je puis nommer nombre de personnes qui voulaient mettre M. Pelletier en nomination ; du moment qu'on a crié le nom de M. Pelletier, un individu qui voulait nous empêcher de crier, Ignace Fortier, qui commandait une bande d'hommes, vint nous dire que si nous voulions faire de l'opposition à M. Langevin, nous serions maltraités. J'ai vu donner des coups à M. Côté ; c'est ma signature que je vois sur cette motion, on en avait signé plusieurs parce qu'on savait qu'il serait difficile d'en faire arriver une à l'officier-rapporteur. Fortier ne l'avait dit auparavant. Gingras a présenté une motion quinze ou vingt minutes avant midi. Fortier nous a dit qu'il nous ferait maltraiter par les gens qui étaient autour du husting ; ces individus étaient mal vêtus et on ne les voit qu'en temps d'élections ou à la Cour du Recorder. Ce n'était pas des électeurs, c'étaient des gens du *clos* de Saint-Sauveur, il y en avait beaucoup de ces gens là. M. Hébert n'a fait aucun signe, ni parlé pour maintenir la paix. Je crois que Déry avait une motion, mais il lui aurait été impossible de la présenter parce que Ignace Fortier lui avait dit de prendre garde, ni d'avancer. Après la lecture des documents, il était impossible d'aller au husting qui était entouré par 150 individus ; il était impossible de s'y rendre, il n'y avait point de police pour se faire protéger. Il n'y avait qu'une porte au husting, elle était gardée par Plamondon et sa bande. Bélanger était vers le milieu du husting et Fortier au sud-ouest ; il allait et venait au

milieu de la foule. J'ai entendu les cris de Pelletier, Pelletier, Poll, Poll. Messieurs Boivin, Charles Côté, F. Gingras, électeurs, ont demandé le poll. Je n'ai pas entendu l'officier-rapporteur demander aux électeurs de nommer leur candidat. Nous avions crié le nom de M. Pelletier après la lecture des papiers. Après cette lecture M. Langevin s'est proclamé lui-même; l'officier-rapporteur ne l'a pas proclamé; il n'est pas venu sur le devant du husting pour faire sa proclamation à tous. Lorsque j'ai crié le nom de M. Pelletier je pensais que c'était le temps convenable de le faire. J'ai distingué quelques mots de la lecture de l'officier-rapporteur, j'étais 18 à 20 pieds du husting. Je puis jurer que M. Hébert n'a pas fait de proclamation. S'il a proclamé M. Langevin élu, il l'a proclamé en dedans du husting. Je ne suis pas allé dans le comté de Québec, comme électeur, j'ai seulement assisté à l'appel nominal de Charlesbourg. M. Déry, le pétitionnaire, était près de moi, à 20 ou 22 pieds du husting de Québec.

HONORÉ MAILLOUX.

Témoignage de L. A. Cannon.—Lawrence A. Cannon, greffier de la cité de Qubec, étant dûment assermenté, dépose ce qui suit:

Je suis Greffier de la cité, et gardien des archives.

Je produis une copie certifiée de la dernière liste électorale pour Québec-Centre, liste en force lors de l'élection du 9 juin dernier.

Je connais F. X. Déry, le pétitionnaire, il est ferblantier, et est un électeur qualifié comme locataire pour la division de Québec-Centre. Je ne connais pas F. X. Gingras, ce nom se trouve sur la liste du quartier-Montcalm comme propriétaire, aubergiste, il est électeur qualifié. Je ne connais pas Honoré Mailloux, ce nom se trouve sur la liste qui dit qu'il est menuisier, propriétaire, et qualifié comme électeur.

Je ne connais pas M. Jérôme Gingras; ce nom se trouve sur la liste, il est électeur qualifié comme propriétaire.

Je connais M. le Dr Baillargeon, l'hon François Evanturel; tous sont électeurs qualifiés. Je connais Olivier Côté; il est électeur qualifié, comme propriétaire.

Je connais J. B. Martel, pharmacien, il est locataire et électeur qualifié de Québec-Centre. Pierre Célestin Déry, sellier, est un électeur qualifié comme propriétaire. Je connais C. A. Lafrance, instituteur, il est électeur qualifié comme propriétaire pour Québec-Centre; j'ai vu sa signature.

Je connais M. Louis Bourget; il est un électeur qualifié comme locataire.

L. A. CANNON,

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

Séance du 27 novembre 1871.

COMITÉ PERMANENT DES PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS.

Témoignage de Charles Côté, entrepreneur. Charles Côté, étant dûment assermenté, dit:

En réponse à M. Joly.—Je suis électeur pour la division électorale de Québec-Centre. La motion produite devant le comité et que l'on me montre est semblable à une motion dont j'étais porteur. Il y en avait quatre semblables, distribuées à quatre personnes différentes, dans le but d'avoir plus de chance d'en faire parvenir une à l'officier-rapporteur. Du moment où je vis M. Jérôme Gingras remettre une de ces motions à M. Hébert, l'officier-rapporteur, qui l'a lu et la passa à M. Langevin. Ces motions ont été préparées la veille au soir de l'élection, dans une assemblée des citoyens du quartier Saint-Jean et Montcalm, de quelques personnes de la Haute-

Ville, tous électeurs de Québec-Centre. Cette assemblée a eu lieu chez M. Lafrance. Le but de l'assemblée était de proposer M. Charles Pantaléon Pelletier comme candidat pour la division électorale de Québec-Centre. Il y fut décidé de le mettre en nomination, et les quatre motions furent préparées. Nous avions craint de ne pas pouvoir arriver au husting, c'est pour cela que nous avions quatre motions. Nous savions qu'il y avait une organisation préparée dans le but d'empêcher les électeurs de se prononcer contre M. Langevin. Il y avait vingt-cinq ou trente personnes dans l'assemblée d'ont j'ai parlé plus haut. Cette assemblée n'a pas été convoquée par un avis public. Quelques amis m'ont prié de m'y rendre, et ensuite de prendre une des motions.

M. Joly.—Racontez ce qui s'est passé le jour de l'élection ?

Réponse.—Je suis arrivé sur le terrain du Parlement le 9 juin dernier à onze heures et demie. M. Langevin et ses amis étaient déjà sur le terrain et je l'ai vu entrer sur le husting. Alla suite de M. Langevin, j'ai vu son honneur le Maire de Québec, M. Chauveau, premier ministre, M. Simard, M. Beaudet M. George Hall, M. Louis Amiot, les entrepreneurs du bureau de poste avec leurs hommes. Ces messieurs sont montés sur le husting avec M. Langevin. J'ai vu une bande d'assommeurs, sous le commandement d'Ignace Fortier; j'en connais quelques-uns, les nommés Doyer et Roy, je reconnais les autres pour les avoir vus à la prison, à la Cour du Recorder, à la Cour de Police. Ils se tenaient autour du husting d'un côté à l'autre, comme une rangée de soldats. Ils étaient là pour assommer les électeurs. Lorsque l'officier-rapporteur, M. Hébert, eût lu les papiers qu'on a coutume de lire à l'appel nominal, il dit aux électeurs: Qui voulez-vous nommer pour vous représenter à l'Assemblée Législative de Québec? Alors la foule a crié Langevin! Langevin! Pelletier! Pelletier! Ceux qui criaient le nom de M. Pelletier pouvaient se faire entendre de l'officier-rapporteur et des autres personnes sur le husting. Je crois que l'hon. M. Langevin a fort bien entendu. Les cris de Pelletier! Pelletier! Langevin! Langevin! ont duré dix à quinze minutes; j'ai crié assez fort pour me faire remarquer; car plusieurs des gens qui se trouvaient près du husting se jetaient sur moi pour m'assommer. Sans un des hommes de cette bande qui m'a protégé j'aurais été fort maltraité. C'est un nommé Doyer qui m'a sauvé, lequel j'avais connu autre fois à l'école et que j'ai employé en différent temps; sans lui j'aurais couru risque d'être assommé; ceux qui sont venus se jeter sur moi faisaient partie de la bande commandée par Ignace Fortier. Doyer m'avait averti le matin devant le bureau de *L'Événement*, qu'il y avait une organisation payée par l'hon. M. Langevin, directement et indirectement, et qu'elle était commandée par Ignace Fortier; et puis se tournant vers deux hommes, il leur dit en me montrant: "Vous voyez cet homme, il ne faut pas qu'il soit battu." Il me montrait des gens qui buvaient chez Nollet. Il me dit c'est Fortier qui les fait boire. C'est un nommé Villeneuve qui m'a attaqué en disant "Vous n'avez pas d'affaires ici, elles vous-en." Je lui ai dit: "Laissez-moi tranquille, allez avec votre chef." Il revint une seconde fois, et je lui dis de retourner à son poste. Alors il m'empoigna et d'autres sont venus se jeter sur moi; je ne pouvais me défendre, ils me tenaient les bras. Ils ont blessé celui qui voulait me défendre, Doyer. Je n'ai pas vu attaquer Jérôme Gingras; après ce tumulte, je vis l'hon. M. Langevin s'avancer et dire: "Je suis élu, je suis représentant, je vous remercie." L'officier-rapporteur n'a rien dit du tout après avoir lu les papiers et demandé au peuple de choisir leurs candidats. C'est M. Langevin qui s'est proclamé, et non pas l'officier-rapporteur qui l'a proclamé; j'ai vu F. X. Déry, je ne sais pas à quelle distance il était du husting. J'étais à une dizaine de pieds, et il en était un peu plus loin que moi; je suis positif à dire que je n'ai pas entendu l'officier-rapporteur proclamer l'hon. M. Langevin. J'étais assez près pour entendre parler l'officier-rapporteur.

En réponse à M. Langevin.—Je suis arrivé vers onze heures et demie près du parlement, j'étais alors environ à dix pieds du centre du husting. On m'a bousculé après que l'officier-rapporteur eût demandé quel candidat nous voulions avoir pour

nous représenter ; on m'a bousculé trois fois ; ce tumulte a duré une ou deux minutes ; les deux premières fois, un seul homme vint m'attaquer ; la troisième fois une bande vint se jeter sur moi, chacun cherchant à me frapper. J'essayais de parer les coups ; cette dernière bagarre a duré quelques minutes, je n'ai pas remarqué le temps ; dans une affaire comme celle-là on ne regarde pas à sa montre.

En réponse à M. Joly.—C'est après la lecture du writ et de la question de l'officier-rapporteur que j'ai été attaqué ; j'étais porteur d'une des quatre motions ; je produis ici devant le comité celle dont j'étais chargé et qui est en tout semblable aux autres.

En réponse à M. Bachand.—J'ai vu Fortier dire à ses gens : "Tenez-vous en ligne," je l'ai vu s'allonger le cou pour parler aux gens sur le husting ; mais je ne sais pas à qui il a parlé. Si je n'avais pas été défendu par Doyer, j'aurais été battu et j'aurais pu en remercier M. Langevin. Ces individus sont des gens du *clos*, du *Brass Castle*, de la *Pointe aux Lièvres* et du *Coin Flambant*.

CHARLES COTÉ, Contracteur.

Déposition de Hilarion Blanchet, écuyer, M. D.

M. le docteur Hilarion Blanchet, étant dûment assermenté, dépose ce qui suit :

En réponse à M. Joly.—J'ai assisté à l'élection de Québec-Centre, le 9 juin dernier. Le matin de ce jour je me rendis chez M. Plamondon, avocat, pour affaires personnelles. Il me demanda si j'allais à l'élection. Je lui dis que non, et m'engagea à l'y accompagner, en me disant qu'on y verrait de jolies farces. Pendant que nous nous rendions au Parlement, nous avons rencontré l'Hon. M. Langevin et son cortège, dans lequel il y avait un assez grand nombre de personnes marquantes. J'y ai vu M. Glover, l'Hon. M. Chauveau, qui nous a salué, M. Renaud, M. Hamel, d'autres amis de M. Langevin et des charretiers. Nous sommes arrivés au Parlement un peu après le cortège ; nous avons vu une bande d'individus près de la clôture, c'était ce que l'on appelle des gens d'élections, qui font métier de s'engager dans ce temps-là ; comme j'en ai engagé moi-même pour me protéger, il y a quatre ans, contre les coups de mains. Plus tard ces individus sont venus environner le poll ; ils étaient commandés par plusieurs individus. Je crois que Fortier était à leur tête. Il y avait là aussi Charles Bélanger, boucher, aujourd'hui à la Douane et exerçant encore son métier. Il commandait une bande à l'élection de M. Tourangeau, à Saint-Roch ; c'est lui qui a donné le signal pour m'assommer. Je le connais bien, ayant été son médecin. Je suis sous l'impression que Bélanger et Plamondon du bureau de Poste, devaient commander. Fortier jouait le rôle de très-zélé partisan politique ; il était au milieu de la bande d'assommeurs, et au premier rang, ce qui me fait croire qu'il devait être un de leurs chefs, parce qu'il faisait souvent des signes. J'ai vu Plamondon prendre un homme et le sortir hors de la foule ; il est ensuite allé se placer sur les marches du husting. Je ne l'ai pas vu parler à M. Langevin, je l'ai vu faire des signes. Après la lecture du writ, l'on commença à vociférer des deux côtés ; alors j'ai vu M. Langevin faire signe de sa main pour calmer les gens. Je n'ai pas vu Gingras remettre de papier à M. Hébert, l'officier-rapporteur. Après la lecture des writs, l'officier-rapporteur posa au peuple les questions ordinaires : "Qui voulez-vous pour vous représenter ?" C'est alors que commença la vocifération, les deux partis criaient les noms de leur candidat. Les partisans de M. Langevin se trouvaient les plus rapprochés du poll, et ceux de M. Pelletier plus au large. J'étais environné à six pas du husting. Tout le monde a pu entendre les cris poussés pour M. Pelletier, ces cris continuèrent une quinzaine de minutes. Lorsque M. Langevin et ses amis eurent réussi à les calmer, j'ai vu l'Hon. Langevin s'adresser à la foule et dire : "Messieurs, je suis élu par acclamation, l'officier-rapporteur vient de me proclamer élu." Pendant tout le temps j'ai eu les yeux sur M. Langevin, sur l'officier-rapporteur et sur les personnes qui se trouvaient sur le husting. Je n'ai pas vu l'officier-rap-

porteur remuer les lèvres avant que M. Langevin se fut proclamé. Il y avait à côté de moi un jeune notaire auquel j'ai dit : "Avez-vous eu connaissance de la chose, avez-vous entendu M. Hébert proclamer M. Langevin, et quand ?" Il répondit qu'il n'avait pas entendu, quoiqu'il eût eu les yeux sur le husting. J'étais à six ou huit pas du husting. J'ai entendu M. Langevin dire qu'il était élu et que l'officier-rapporteur l'avait proclamé. Je suis allé en amateur à cette élection, je n'ai pas voulu m'en mêler. Lorsqu'on faisait circuler une réquisition demandant M. Langevin de se porter candidat, M. Hébert, l'officier-rapporteur, m'a demandé si je n'avais pas d'objection à signer cette réquisition. Il n'était pas alors officier-rapporteur. C'était au moins trois semaines avant l'élection ; il n'avait pas de réquisition à la main en me faisant cette demande. Je n'ai plus rien vu d'important après les scènes que j'ai décrites ; j'ai entendu ensuite le discours de M. Langevin. Le même jour je suis allé chez M. Hébert, et je lui ai dit : "Que diable avez-vous fait ?" Il me répondit : "J'ai fait la proclamation, impossible de faire autrement." Je repris : "Il me semble que vous avez reçu une motion demandant de mettre M. Pelletier en nomination ?" Il me répondit : "Je l'avais dans ma poche, mais cette motion m'a été remise avant le temps." Alors j'ajoutai : "Est-ce qu'on n'a pas fait d'efforts pour monter sur le husting et donner une nouvelle motion ?" Il me dit qu'il n'en savait rien, et qu'après avoir pris l'avis de gens de profession, il avait cru devoir proclamer M. Langevin, parce qu'il n'avait rien par devers lui. Je lui dis qu'il devait avoir entendu les cris de Pelletier ! Pelletier ! Il me répondit qu'il avait entendu des cris et qu'il n'avait pas distingué le nom de M. Pelletier, et qu'il ne lui restait d'autre chose à faire qu'à proclamer M. Langevin. La veille de la nomination je suis allé chez lui, il examinait sa commission, les writs, et me demanda si j'avais quelque expérience de ces choses. Je lui fis remarquer que ces documents n'étaient qu'en français et qu'il devait les avoir aussi en anglais ; quand il m'a dit qu'il avait pris des opinions légales, j'ai compris qu'il avait consulté les officiers en loi de la Couronne, la veille de l'élection, qui était un jour de fête. M. Hébert me dit aussi qu'il avait vu M. Langevin et qu'il avait reçu des instructions de lui sur la manière de procéder.

Ceux qui ont donné l'ordre de m'assassiner à Saint-Roch, étaient tous là, excepté Duquet, que je n'ai pas vu, malgré qu'il y fut présent.

H. BLANCHET.

Rodolphe Tanguay, écuyer, avocat, de Lévis, étant dûment assermenté, dit :

En réponse à M. Joly.—J'étais présent à l'élection de Québec-Centre le 9 juin dernier, j'étais à vingt-cinq ou trente pieds du husting. Je suis arrivé avant onze heures, j'ai attendu longtemps avant l'appel nominal ; tout le personnel de l'élection était arrivé sur le husting, la foule était en silence, et s'est tenue calme, jusqu'au moment de l'appel nominal ; cependant j'avais remarqué un remue-ménage quelques minutes avant la nomination. J'ai vu l'officier-rapporteur, M. Hébert, et son député, lire les documents, après quoi j'ai vu l'officier-rapporteur se lever et annoncer qu'il proposait, c'est-à-dire mettait en nomination M. Langevin. En ce moment là il y eut des cris de Pelletier ! Poll ! J'étais au milieu de ceux qui criaient Pelletier ! Je crois qu'on pouvait les entendre de fort loin. Il y avait deux cents personnes à l'entour de moi qui criaient le nom de M. Pelletier ; c'est quand ces cris ont commencé que nous avons été refoulés vers la clôture, par les gens qui entouraient le husting. Je ne connais pas ces gens, je n'ai pu les juger qu'à leur extérieur, et j'ai compris qu'ils étaient là pour éloigner du husting les partisans de M. Pelletier. Ce qui m'a confirmé dans cette croyance, c'est qu'avant la nomination, j'ai vu de ces gens amener M. Gingras vers la clôture et d'autres le délivrer. Je ne suis pas électeur de Québec, je suis certain que c'est M. Gingras que j'ai vu traîner par ces gens ; quand nous avons été refoulés, beaucoup de personnes passèrent de l'autre côté de la clôture. M. L. Bourget, qui était près de moi, sortit par la barrière qui

regarde l'Evêché. Je suis resté en dedans de la clôture, et je me suis dirigé vers l'aile du Conseil Législatif; je n'ai pas osé avancer parce que je n'avais pas de confiance dans les gens qui étaient près du husting.

On m'avait dit avant l'appel nominal : " Allez donc voir les gens qui entourent le husting." Et alors je rencontrai M. Gingras que l'on ramenait : je n'ai pas cru devoir avancer plus loin. Quand je suis revenu après avoir été repoussé par les gens dont j'ai parlé, j'ai vu l'Hon. Langevin demander à la foule de faire silence et dire : " J'ai le plaisir de vous annoncer que je suis élu." Ces paroles m'ont surpris, j'ai dit à Alexandre Chauveau, je crois : " Quant a-t-il été élu, il y a une ou deux minutes que nous avons laissé le husting ! " J'ai eu les yeux fixés sur le husting, à part le moment où la foule a été repoussée, je n'ai pas entendu l'officier-rapporteur proclamer M. Langevin.

En réponse à M. Langevin.—Je suis positif à dire que l'officier-rapporteur a annoncé que M. Langevin avait été proposé ; c'est ce que j'ai compris. Lorsque j'ai été écarté par la foule, j'étais sur la partie pavée du terrain du Parlement, à vingt-cinq ou trente pieds du husting. Quand M. Gingras a été entraîné, il était au bout du sud-ouest, c'était avant le commencement des procédés. Pendant que l'on se bousculait, je me suis dirigé vers la barrière du côté de l'évêché ; je ne suis pas sorti de l'enceinte, je suis allé du côté du Conseil Législatif ; j'étais à cent pieds du husting après le tumulte.

En réponse à M. Chapleau.—J'ai vu M. Langevin tâcher de faire faire silence à la foule. Lorsque l'on a crié je n'ai pas distingué le nom de M. Langevin parmi les cris ; quand M. Langevin a parlé, le silence s'est rétabli un peu. Les individus qui avaient éloigné les partisans de M. Pelletier s'étaient rapprochés du husting. M. Gingras a été refoulé quinze ou vingt pieds du husting, quelques minutes après je l'ai vu en liberté. Le bousculement a commencé lorsque l'on a crié le nom de M. Pelletier ; quand les partisans de ce dernier ont vu que l'on ne le proposait pas, ils ont crié son nom ; les gens qui entouraient le husting après les premiers cris se précipitèrent en s'éloignant du centre vers la circonférence comme projetés par une mine. Je veux dire que ces gens ont balayé du terrain les partisans de M. Pelletier, et les honnêtes gens qui se trouvaient au milieu ; j'étais à vingt-cinq ou trente pieds du husting ; je n'ai pas entendu le nom de M. Langevin pendant la nomination. Les gens qui se trouvaient autour de moi criaient le nom de M. Pelletier.

R. C. TANGUAY, avocat.

Témoignage de M. C. J. L. Lafrance.

Charles Joseph L. Lafrance, étant dûment assermenté, dit :—J'étais présent le jour de l'élection de Québec-Centre, le neuf juin dernier. La veille de l'élection des amis de M. Pelletier sont venus chez moi ; nous, les amis de M. Pelletier, savions qu'il y aurait beaucoup de difficultés à mettre M. Pelletier en nomination. Nous avons préparé quatre motions qui devaient être remises à quatre personnes différentes afin d'avoir plus de chance d'en faire arriver une à l'officier-rapporteur. La motion qui m'est présentée ici est une de celles qui ont été préparées. Je reconnais la signature C. J. L. Lafrance qui s'y trouve comme ma signature. Le bruit courait alors qu'on avait formé une organisation pour enlever l'élection de force. Le matin même de l'élection je reçus une lettre par laquelle un ami m'informait que la veille au soir il avait été formé une organisation ; on m'y disait d'être sur mes gardes et de me tenir loin de la foule. Le jour de l'élection j'ai vu passer devant chez moi une bande d'individus qui se rendaient au Parlement ; l'un d'eux portant un lieko-coquin. En arrivant au Parlement j'ai demandé si une motion avait été remise à l'officier-rapporteur. On me répondit que Jérôme Gingras avait remis la sienne. Pendant la lecture du writ des cris se firent entendre de Langevin ! et Pelletier ! et pendant que je criais, en agitant mon chapeau, M. Vohl, opticien, me désigna du doigt à M.

Ls. Amiot en ayant l'air de se moquer de moi. Lorsque l'officier-rapporteur demanda aux électeurs : " Qui voulez-vous élire ? " Nous nous mîmes à crier le nom de M. Pelletier. Aussitôt la canaille qui entourait le husting se retourna vers nous et j'entendis dire : pas d'opposition, on n'en veut pas. En même temps on frappa Chs. Côté, qui était à cinq pieds de moi. Je ne connais pas ceux qui étaient autour du husting. Je sais que c'était des gens d'élection, il y avait parmi eux un nommé Robert, m'a-t-on dit. Je ne les connais que de figure, je n'ai pas de relation avec eux.

Question.—Connaissez-vous qui commandait ces gens ?

Réponse.—Absolument non, mais dans mon opinion, Ignace Fortier était l'organisateur, c'est là ma conviction. Lorsque la foule se rua sur Côté, il y eut une reculade, je reculai de quelques pieds et je laissai passer ces individus de chaque côté de moi, personne ne me frappa. J'avais cessé un instant de regarder l'officier-rapporteur et lorsque je me retournais de son côté, je vis M. Langevin dire aux électeurs ; je vous remercie de m'avoir élu. Je n'avais pas entendu l'officier-rapporteur proclamer M. Langevin élu, mais seulement dire aux électeurs, qui voulez-vous élire ; c'est deux ou trois minutes après cela que j'ai vu M. Langevin se proclamer. J'ai crié le nom de M. Pelletier quand l'officier-rapporteur a fait ces questions. Quand l'officier-rapporteur a fait cette question, il s'en est suivi un tumulte. J'ai regardé pour voir si mes amis avaient été battus. Je vis alors Ignace Fortier venir dans ce peloton où l'on se chamaillait et dire à la canaille " Venez-vous en." Quelqu'un fit remarquer alors que cette conduite était honteuse. Fortier dit alors " Vous n'avez pas d'affaires ici, tenez-vous tranquilles, vous avez beau." Dans le même temps Fortier me vit et me regarda en pleine figure, et j'avancai pour entendre le discours et vis une garde se placer avant, derrière et à côté de moi. C'était une garde de déshonneur, qui semblait posté là pour m'écraser si je criais ; c'était mon opinion, d'autant plus que je les ai entendus se moquer de moi. J'ai remarqué une organisation autour du husting. Il n'y avait pas de moyen d'y aborder. Lorsque l'on a crié Pelletier ! l'officier-rapporteur a dû entendre. M. Hébert m'a dit au conseil-de-ville qu'il avait parcouru une rue avec une réquisition en faveur de M. Langevin. Je ne puis pas préciser combien de temps avant l'élection cela se passait. Je suis positif que l'officier-rapporteur disait : " Qui voulez-vous élire " ; lorsque la foule s'est précipitée sur nous. J'étais à vingt pas du husting pendant que l'on nous bousculait, je n'ai reculé que de quelques pieds ; cette bousculade n'a duré qu'une ou deux minutes, plus ou moins. Je ne puis préciser à quel temps M. Hébert m'a parlé de sa réquisition, je ne sais s'il était officier-rapporteur dans le temps. Je ne connais pas les individus qui entouraient le husting. On m'a nommé un M. Robert ; c'était des gens mal vêtus, ivres, qu'on rencontre en temps d'élection. J'en ai vu qui étaient ivres et que je ne connais pas. Je ne me rappelle pas d'avoir vu Jérôme Gingras ; il y avait trois cents personnes en tout à l'assemblée, environ cent paraissaient former une ceinture autour du husting. Je suis arrivé au Parlement quelques minutes après-midi ; au coup de canon du midi, j'étais devant les bureaux du *Journal de Québec*, et en attendant le canon, je me suis hâté de me rendre au Parlement ou j'arrivais deux ou trois minutes après, il y avait une vingtaine de personnes sur le husting. Je n'ai pas essayé de m'y rendre, je n'avais pas voulu tenter d'y monter, je n'ai vu personne de nos amis ; il y avait du danger à le faire. Je connais Ignace Fortier, je l'ai vu venir chercher ses gens et les ramener ; je n'ai pas vu d'amis de M. Pelletier sur le husting. Les gens qui se jetaient sur les amis de M. Pelletier avaient l'air déterminé d'emporter l'élection. Je suis persuadé que nous aurions gagné l'élection si nous avions été libres.

C. J. L. LAFRANCF.

Séance du 28 novembre 1871.

François-Régis Lepage, huissier, de la cité de Québec, étant dûment assermenté, dit :

En réponse à M. Joly.—J'ai eu connaissance de ce qui s'est passé à l'élection de Québec-Centre, le 9 juin dernier; j'y étais présent; j'ai entendu la lecture des writs par l'assistant de l'officier-rapporteur, M. Hébert. J'ai entendu l'officier-rapporteur demander aux électeurs qui ils désiraient nommer pour les représenter: les électeurs ont crié le nom de M. Pelletier, et celui de M. Langevin; moi-même j'ai crié Pelletier, et j'ai demandé le poll. Il y avait beaucoup de personnes qui criaient le nom de M. Pelletier; elles criaient assez fort pour être entendues de l'officier-rapporteur. Nous avons crié jusqu'à ce qu'on dit qu'il était inutile de le faire plus longtemps; on pouvait nous entendre de l'Evêché. Après que l'officier-rapporteur eut demandé aux électeurs, tous les partisans de M. Pelletier ont crié son nom à l'officier-rapporteur; alors M. Langevin a dit à la foule: vous n'avez pas besoin de crier, l'officier-rapporteur vient de me proclamer élu. Cette nomination m'a surpris. Avant que M. Langevin se soit proclamé élu, je n'ai pas entendu l'officier-rapporteur le proclamer; dix ou quinze minutes avant midi, j'ai vu Jérôme Gingras remettre un document sous enveloppe à l'officier-rapporteur, qui l'a lu et l'a remis à M. Langevin; et je ne sais pas ce que ce document est devenu après. Je n'ai pas vu sur le husting d'amis de M. Pelletier, excepté Jérôme Gingras, lorsqu'il y est allé pour remettre la motion, personne étant admis à y monter ou en approcher; après la question de l'officier-rapporteur aux électeurs. Je n'ai pas vu d'amis de M. Pelletier au husting, M. Pelletier n'y était pas lui-même.

Question par M. Joly.—Avez-vous remarqué aux pieds du husting et autour, une bande d'hommes qui paraissaient organisés pour empêcher les électeurs de M. Pelletier de s'approcher du husting, et est-ce que l'officier-rapporteur n'aurait pas pu les voir?

Réponse.—Dès que M. Jérôme Gingras fut descendu du husting, j'ai remarqué M. Plamondon, du Bureau de Poste, garder la porte du husting, et une bande d'hommes qui se tenaient autour; j'ai remarqué l'officier-rapporteur lorsqu'il a fait sa question au peuple. Tout s'est passé sous les yeux de l'officier-rapporteur. J'étais alors près de M. Gingras et Charles Côté, à dix-huit pieds du husting; il était difficile d'en approcher.

En réponse à M. Langevin.—A quelle distance étiez-vous du husting? J'étais à huit ou neuf pieds. Je n'en ai jamais été éloigné de plus de dix-huit. J'ai vu assaillir Charles Côté; j'étais alors près de lui. Il fallait se tenir à une certaine distance du husting, de crainte d'être attaqué. J'ai vu Jérôme Gingras entrer dans le husting, pour remettre sa lettre à l'officier-rapporteur, et sortir; dans ce temps-là, le poll n'était pas aussi bien gardé qu'après.

En réponse à M. Chapeau.—Jérôme Gingras a-t-il parlé à l'officier-rapporteur? Il lui a parlé probablement; j'étais à dix-huit pieds. Les gens sur le husting n'ont pas molesté M. Gingras; je n'ai pas essayé de me rendre au husting, il était impossible d'y arriver. Charles Côté a tenté d'y aller, et il a été assailli au moment où l'officier-rapporteur faisait sa demande, et sous ses yeux; Côté devait être alors à sept ou huit pieds du husting; j'ai crié à pleins poumons le nom de M. Pelletier; je ne suis pas électeur de Québec-Centre, mais de Québec-Ouest. J'ai toujours regardé l'officier-rapporteur, j'étais au milieu de la foule; je ne me suis pas retourné. Après avoir mis M. Langevin en nomination, l'officier-rapporteur n'a pas parlé; deux secondes après, M. Langevin a monté sur un banc et a fait son discours. Avant le discours de M. Langevin, l'officier-rapporteur a dit: "Qui nommez-vous pour candidat?" De suite M. Langevin a dit: "Pas besoin de crier." J'ai vu le docteur Blanchet dans la foule; je ne sais s'il était plus près que moi du husting. Je n'ai pas vu M. Langevin demander à la foule, par signes, de faire silence. J'ai vu

l'enveloppe qui renfermait la motion, elle était jaune; je l'ai vue la veille, à l'assemblée chez M. Lafrance. J'ai crié le nom de M. Pelletier tant que j'ai pu.

F. LEPAGE.

M. Dubord (Noël), marchand de tabac, étant dûment assermenté, dit:—J'étais présent à l'appel nominal de Québec-Centre, l'été dernier. Je ne me suis pas approché très près du husting, parceque j'ai cru qu'il y avait du danger à le faire, car il y avait une bande d'hommes engagés et payés pour M. Langevin, afin d'empêcher les amis de M. Pelletier de crier son nom et de le proposer. J'étais à vingt-cinq ou trente pieds du husting. Cette bande d'hommes dont j'ai parlé était près du husting et l'entourait; à midi, j'ai entendu lire les documents. Je n'ai pas entendu l'officier-rapporteur demander aux électeurs de se choisir un candidat. Après la lecture des papiers, j'ai vu M. Langevin faire signe à la foule de se tenir tranquille et dire: "Je suis élu"; après la lecture des documents et avant le discours de M. Langevin, les amis de M. Pelletier ont été poursuivis par ceux qui entouraient le husting; j'ai été poursuivi moi-même et je me suis sauvé. Les cris de "Pelletier, Pelletier" étaient assez forts pour être entendus de l'officier-rapporteur et des gens sur le husting. Avant que M. Langevin ait fait son discours, je n'ai ni vu ni entendu l'officier-rapporteur le proclamer élu.

En réponse à M. Chapleau.—Je ne connais pas les gens qui étaient autour du husting; après la lecture des documents, j'ai regardé du côté du husting jusqu'au moment où M. Langevin a parlé; j'ai entendu la lecture des documents, mais je n'ai pas entendu l'officier-rapporteur dire à la foule, "qui choisissez-vous pour candidat." Il s'est écoulé trois ou quatre minutes entre la lecture et le discours. Je ne me rappelle pas avoir vu l'officier-rapporteur parler à quelqu'un; je n'ai vu personne demander à l'officier-rapporteur de monter sur le husting; je suis arrivé près du parlement à onze heures et quart ou à onze heures vingt; j'ai vu Jérôme Gingras, il était arrivé là avant moi. Je n'ai pas vu Charles Côté essayer d'aller au husting; M. Jérôme Gingras m'a parlé après mon arrivée et m'a annoncé que la motion mettant M. Pelletier en nomination avait été remise par lui à l'officier-rapporteur; nous sommes restés ensemble; nous avons été quelque temps à la même distance; je ne suis pas toujours resté à la même place, j'ai reculé quand la bande d'hommes s'est avancée; quand je suis revenu j'ai vu Charles Côté, il a été frappé où nous étions d'abord et d'où je m'étais éloigné de cinq ou six pas; on me dit que M. Langevin avait payé la bande qui entourait le husting, je ne le sais pas autrement. Je suis électeur de Québec-Centre; après la lecture des documents, j'ai entendu M. Langevin dire aux électeurs: "Je vous remercie de la confiance que vous avez en moi." Je n'ai pas vu M. Pelletier sur le terrain.

N. DUBORD.

Séance du 29 novembre 1871.

Joseph Caouette, serviteur à l'évêché de Québec, étant dûment assermenté, dépose et dit:

En réponse à M. Fournier.—J'ai vu une partie de l'élection de Québec-Centre, je suis resté cinq ou six minutes sur le trottoir, puis je suis parti et je suis revenu, et je me suis toujours tenu sur le trottoir près de la porte de cour ou sur la petite galerie. Je connais M. Hébert, l'officier-rapporteur, je l'ai vu sur le husting, ainsi que l'honorable M. Langevin; de l'endroit où j'étais, j'ai entendu crier le nom de M. Pelletier. J'ai entendu lire les papiers en anglais; c'est alors qu'on criait le nom de M. Pelletier; j'étais à une trentaine de pas du husting, à la porte de cour de l'archevêché. Le husting se trouvait près du corps principal de la bâtisse, et de l'aile nord. J'ai entendu crier le nom de M. Pelletier. Comme M. Hébert se trouvait plus près que moi de ceux qui criaient, il a dû mieux entendre que moi; j'ai aussi entendu crier le nom de M. Langevin.

En réponse à M. Langevin.—C'est pendant que l'officier-rapporteur, ou le jeune homme qui était avec lui lisait, que j'ai entendu crier le nom de M. Pelletier. Il y avait trente ou quarante pas entre l'endroit où j'étais et le husting, à peu près ; je n'ai pas mesuré la distance. Je ne sais pas combien de temps je suis resté sur le trottoir ; je me suis absenté dix ou peut-être cinq minutes. Pendant que j'étais là, près de l'Archevêché, l'officier-rapporteur, ou le jeune homme lisait ; je me suis absenté, et quand je suis revenu, M. Langevin faisait son discours.

Sa
JOS. † CAOUETTE.
marque.

Témoin : CHS. P. LINDSAY,
G. C. E.

Louis-Honoré Fréchette, avocat, de Lévis, étant dûment assermenté, dépose et dit :

J'étais présent à l'élection de Québec-Centre ; c'était le neuf juin dernier ; et je me suis placé dans un endroit favorable, de façon à tout voir ; le matin j'avais rencontré M. F. X. Déry, qui me demanda si j'allais à l'élection ; je lui répondis que non, alors M. Déry me dit : Vous savez que nous avons un candidat, M. Pelletier ; nous avons décidé de le mettre en nomination, nous serons un grand nombre pour le soutenir. M. Déry me dit de plus, que l'on soupçonnait qu'il y avait une bande organisée pour empêcher les partisans de M. Pelletier, et qu'en conséquence l'on avait pris des mesures pour déjouer leur projet en préparant un certain nombre de motions mettant M. Pelletier en nomination. Je crois qu'il me dit qu'il y en avait huit. Quelque temps après je me rendis dans un des bureaux du Conseil Législatif, dans celui de M. Faucher ou de M. Légaré, je ne puis pas dire lequel. De la fenêtre de l'un de ces bureaux j'ai pu voir ce qui se passait sur le husting et auprès.

Vers le temps fixé pour l'élection, nous avons vu M. Langevin, accompagné de ses amis et partisans ; je dois dire ici qu'il y a une circonstance que je ne me rappelle pas exactement ; je ne sais si la bande de fiers-à-bras qui ont présidé à cette élection se trouvait autour du husting à l'arrivée de M. Langevin ou si elle est arrivé en même temps que lui. Je suis sous l'impression qu'elle est arrivée à sa suite. Aussitôt que M. Langevin fut entré dans le husting, j'ai vu une bande d'individus entourer le husting ; les trois quarts d'entre eux, mal vêtus et déguenillés, paraissaient ivres ; je me suis aperçu par leurs actes et leurs paroles qu'ils étaient organisés et obéissaient à un chef dont on entendait les mots de commandement. J'ai eu connaissance pendant les procédés que quelqu'un, que je ne connaissais pas, s'est approché du husting, soit pour y entrer, soit pour parler à quelqu'un, et que le chef de ces voyoux l'a fait chasser en lui disant : " Vous n'avez pas d'affaires ici " avec un accent qui n'admettait pas de réplique. Sitôt que l'officier-rapporteur eut fini la lecture de ses documents, il demanda aux électeurs de choisir leur candidat. Alors les messieurs qui se trouvaient sur le husting, et la canaille qui se trouvait en bas, se sont mis à crier le nom de M. Langevin avec force " Hourah " ! à n'en plus finir. Il y avait comme une ligne de séparation entre la bande qui se trouvait en bas et le peuple ; il y avait comme un cercle sanitaire entre eux. De l'endroit où j'étais placé je me trouvais plus près de cette bande que des électeurs ; ces individus criaient très fort ; j'entendais surtout le nom de M. Langevin, mais j'ai aussi entendu le peuple, c'est-à-dire, les citoyens respectables crier le nom de M. Pelletier et demander le poll. Il était facile de s'apercevoir que c'était une tactique de la part de cette bande de fiers-à-bras d'empêcher les électeurs et leur demande d'arriver jusqu'au husting. Dans mon opinion, il a été impossible à l'officier-rapporteur de ne pas entendre le nom de M. Pelletier et la demande d'un poll, à moins qu'il ne soit affligé d'une surdité considérable. Pendant que l'on criait, j'ai vu un citoyen (que l'on m'a dit plus tard être M. Jérôme Gingras) partir à la course, portant quelque chose dans sa main, un papier blanc, je crois ; il s'est précipité vers le husting en se

frayant un passage au milieu de la bande de voyoux. Il a réussi à arriver jusqu'au husting, et dans le brouhaha j'ai cru remarquer qu'il disait un mot à l'officier-rapporteur et lui donnait le papier qu'il tenait à la main. Aussitôt après, sur un signe du chef, plusieurs individus de la bande se précipitaient sur lui en le reconduisant jusqu'à la clôture, en lui donnant soit des coups de poing, des coups de pied ou des coups de bâton. Je ne sais, il s'en suivit un grand tumulte. Nous avions alors les yeux tournés vers les gens qui se battaient. La seule chose dont j'ai eu connaissance ensuite, est celle-ci. J'ai vu M. Langevin se lever et dire aux électeurs: "Je vous remercie de m'avoir élu à l'unanimité," ou quelque chose dans ce genre-là; il s'en est suivi naturellement un nouveau tumulte à la suite de ce fait singulier, suivant moi. M. Langevin a commencé son discours et je suis parti.

En réponse à M. Fournier.—Je n'ai pas vu M. Déry pendant les procédés; je l'ai rencontré, le matin, en ville. Je n'ai pas eu connaissance d'aucune proclamation de l'officier-rapporteur. M. Hébert n'a fait aucun signe pour apaiser la foule; il était passif, et il avait l'air de s'entendre avec les gens qui étaient au bas du husting.

En réponse à M. Chapleau.—Je n'ai pas entendu l'officier-rapporteur mettre M. Langevin en nomination; je l'ai entendu demander aux électeurs de se choisir un candidat. Je ne connais des gens au bas du husting que M. Plamondon. C'était pendant qu'on maltraitait celui qu'on m'a dit plus tard être M. Jérôme Gingras, qui s'éloignait, que j'ai entendu M. Langevin se proclamer élu, et tout le monde criait: "Comment ça! ce n'est pas vrai!"

LOUIS H. FRÉCHETTE.

M. Henri-Thomas Taschereau, avocat, de la cité Québec, étant dûment assermenté, dit:

Pendant les procédés de l'élection, j'étais sur la galerie de la maison de M. LaRue, en face du Parlement; les procédés étaient commencés quand je suis arrivé; j'étais à une distance de quatre-vingts pas au moins du husting. J'ai entendu la réponse des électeurs à l'interpellation de l'officier-rapporteur. J'ai distingué parmi les cris les noms de M. Langevin et de M. Pelletier, et "poll! poll!" J'ai ensuite vu M. Langevin s'adresser aux électeurs; je ne comprenais pas tout ce qu'il disait; j'ai distingué quelques mots, mais quant aux cris poussés par la foule, j'ai entendu parfaitement. J'ai distingué un double concert de voix; les partisans des deux côtés ont crié avec énergie. Je pense que l'officier-rapporteur devait entendre les noms de M. Pelletier et de M. Langevin.

Je connais M. F. X. Gingras, le pétitionnaire, dont on me montre le nom sur la liste électorale de Québec-Centre et inscrit comme suit: Frs.-X. Gingras, aubergiste, 38, rue St. Gabriel. M. Pelletier n'était pas sur le terrain, n'étant pas en ville.

HENRI T. TASCHEREAU.

Joseph-Octave Fontaine, employé aux Travaux Publics, étant dûment assermenté, dépose et dit:

J'ai eu connaissance des procédés d'élection de Québec-Centre le neuf juin dernier, j'étais vis-à-vis l'aile nord des édifices du Parlement, et d'où je pouvais voir le husting et la foule qui l'entourait. Après la lecture des documents, j'ai entendu la foule crier les noms de Pelletier et Langevin; je n'ai pas entendu l'officier-rapporteur proclamer M. Langevin, j'étais à parler avec quelques amis. Je crois que l'officier-rapporteur, M. Hébert, pouvait entendre les cris poussés par la foule.

J. O. FONTAINE.

Séance du 30 novembre 1871.

Témoignage de M. Chouinard, écuyer.

Mathias Chouinard, écuyer, avocat, de la cité de Québec, étant dûment assermenté, dit :

En réponse à M. Fournier. — J'étais présent à l'élection de Québec-Centre le 9 juin dernier. Je suis arrivé au lieu de l'appel nominal un peu avant l'arrivée, de M. Langevin et de ses amis, dont quelques-uns sont montés sur le husting. Je suis arrivé environ dix minutes avant l'officier-rapporteur. Quelque temps avant l'arrivée de M. Langevin, j'ai vu Ignace Fortier aller chercher, à une cinquantaine de pas du husting, un groupe d'hommes parmi lesquels plusieurs paraissaient excités par la boisson, et les placer autour du husting. Je ne connais pas du tout les gens qui composaient ce groupe, seulement j'ai bien vu que plusieurs de ces personnes étaient ivres, louvoyant à droite et à gauche, et qu'ils avaient l'air d'être conduits par M. Ignace Fortier, comme s'il eût été leur chef; ces gens ne paraissaient pas être des électeurs. Ils étaient ce qu'on appelle une populace tumultueuse, composée pour la plupart de gens dégrénillés. Le député officier-rapporteur a lu les documents ordinaires; cette lecture était à peine finie que les cris répétés de Langevin! Langevin! Pelletier! se sont fait entendre. Ces cris se mêlaient et formaient une confusion assez considérable. J'étais à cinq ou six pas du husting, et j'ai entendu l'officier-rapporteur demander aux électeurs qui ils choisissaient pour les représenter. La voix était couverte par les cris répétés de Langevin! Pelletier! Pelletier! pendant deux ou trois minutes; ces cris ont été répétés d'une voix si forte qu'on pouvait les entendre à deux ou trois cents pas. Je ne suis pas positif à dire si c'est avant ou après la lecture des documents que j'ai vu M. Jérôme Gingras apporter au husting un papier, et le remettre à l'officier-rapporteur.

Après que la foule eût poussé les cris de Langevin! Langevin! Pelletier! Pelletier! j'ai vu l'hon. M. Langevin étendre les bras et les mains vers la foule et je l'ai entendu dire aux électeurs "Écoutez, messieurs, écoutez un peu, je suis élu unanimement," et je l'ai entendu répéter ces paroles, ou d'autres analogues, à plusieurs reprises. Une partie des électeurs pendant ce temps là continuait à crier le nom de M. Pelletier et demandait un poll. J'ai entendu le discours de M. Langevin en français, je suis parti lorsqu'il a commencé à parler en anglais.

Question de M. Fournier.—Pouvait-on distinguer le nom de M. Pelletier seul? Les noms de Langevin! Pelletier! pouvaient être entendus séparément à une grande distance et bien distinctement. J'ai vu des gens placés plus près que moi du husting crier le nom de M. Pelletier, j'étais éloigné du husting de cinq à six pas.

Question.—Avez-vous entendu l'officier-rapporteur proclamer M. Langevin élu?

Je ne l'ai pas entendu; il y avait alors beaucoup de confusion. L'officier-rapporteur aurait pu parler sans que je l'entendisse; s'il a parlé, c'a dû être à voix basse, j'ai suivi de près tout ce qui se passait.

Question de M. Langevin.—Je suis avocat, je ne suis pas l'associé de M. Pelletier et je ne suis pas dans son bureau; nos affaires n'ont rien de commun. Je suis dans le bureau de M. L. G. Baillarge, avocat; M. Pelletier est aussi dans ce bureau. Nous sommes tous trois dans ce bureau de M. Baillarge; je pense que c'était un peu après midi que les procédés ont commencé. Je ne suis pas positif à dire si c'était avant ou après la lecture des documents que j'ai vu Jérôme Gingras monter sur le husting. J'ai été surpris de le voir pénétrer jusque là, parce que j'avais vu refuser l'entrée du husting à plusieurs personnes. Je l'ai vu monter sans difficulté; je l'ai vu remettre le papier à M. Hebert, et personne ne le maltraitait.

En réponse à M. Chapleau. — J'ai regardé tout le temps avant le discours de M. Langevin. J'ai vu tout ce qui s'y passait. J'ai entendu l'officier-rapporteur demander aux électeurs de choisir leur candidat; après cela, la

première chose que j'ai remarquée, c'était M. Langevin s'entretenir avec M. Hébert; et puis faire des signes à la foule. Il étendait les mains vers la foule comme pour la calmer, et pour lui adresser la parole. Je n'ai pas entendu l'officier-rapporteur dire à la foule: je mets M. Langevin en nomination.

Question.—Combien s'est-il écoulé de temps entre le moment où l'officier-rapporteur a posé ses questions à la foule et le moment où M. Langevin a pris la parole?

Réponse.—Deux ou trois minutes à peu-près.

Question.—Avez-vous vu quelques électeurs essayer d'aller près du husting et être repoussés par la foule amenée par Ignace Fortier?

Réponse.—Je n'ai remarqué rien de semblable. La chose a pu être essayée hors ma connaissance. J'ai vu près du husting un nommé Plamondon, que je crois employé au bureau de la poste. Je ne me rappelle pas avoir vu quelqu'un s'approcher du husting et demander quelque chose à l'officier-rapporteur.

En réponse à M. Ouimet.—Il y a deux avocats à Québec du nom de Pelletier: l'un s'appelle Cyrias et l'autre Pantaléon; je pense que M. Pantaléon Pelletier n'était pas en ville le jour de l'élection.

M. CHOUINARD.

Déposition de Elisée Beaudet, écuyer.

Elisée Beaudet, marchand, de la maison Chinic et Beaudet, de la cité de Québec, étant assermenté, dit:

En réponse à l'hon. M. Langevin.—J'étais présent à l'élection de Québec-Centre le 9 juin dernier; j'étais l'un de ceux qui ont accompagné l'hon. M. Langevin au husting, nous étions au nombre d'environ cinq à six cents en partant de la maison de M. Langevin. C'étaient des citoyens de Québec et des plus influents. J'ai remarqué parmi eux l'hon. M. McGreevy, l'hon. M. de Léry, l'hon. M. Chauveau, M. Glover, M. Têtu (Vital), M. Garneau, maire de Québec, MM. Joseph & Ferdinand Hamel, M. le docteur Robitaille, M. Louis Amiot. Il y avait aussi une foule d'autres citoyens marquants. J'ai vu aussi des ouvriers bien connus, bien respectables et tous électeurs: MM. Breton, Mathieu, Chateaufort. Le commerce était aussi représenté par nos plus riches marchands. J'ai vu entre autres M. D. C. Thompson, Henry Fry, Robert Hamilton et autres. Quant nous sommes arrivés, je ne me rappelle pas si M. Hébert était arrivé avant nous; mais je l'ai vu sur le husting. Nous nous sommes rendus environ vingt minutes avant midi. J'ai vu arriver au husting M. Jérôme Gingras, qui m'a remis lui-même un papier que j'ai donné à l'officier-rapporteur. Il n'a éprouvé aucune difficulté à monter sur le husting, ni pour s'en retourner. J'ai montré ce papier à M. Hall, je crois, et à M. W. W. Scott, conseiller de ville, et je l'ai remis à l'officier-rapporteur, après avoir jeté les yeux sur les premières lignes de ce papier. L'entrée et la sortie du poll paraissaient libres; j'ai vu plusieurs citoyens y entrer et en sortir. Personne ne les a gênés. A midi, les procédés ont commencé. Je crois que c'était l'heure fixée pour la nomination. Il y avait alors sept à huit cents personnes sur le terrain du Parlement. Après la lecture du document, M. Hébert a demandé à la foule de se choisir des candidats en leur disant: "Qui voulez-vous pour vous représenter." Alors la foule répondit: "M. Langevin." Je n'ai pas entendu d'autres noms dans le moment où l'officier-rapporteur a posé cette question.

Dix minutes avant le commencement des procédés, j'ai entendu le nom de M. Pelletier. Après la question posée par l'officier-rapporteur aux électeurs, l'hon. M. Chauveau, M. Hall et moi-même, tous électeurs, avons demandé à l'officier-rapporteur de mettre M. Langevin en nomination et de le proclamer élu, parce que tous les

électeurs étaient unanimes à le demander. L'officier-rapporteur a annoncé cela aux électeurs ; je ne me rappelle pas dans quels termes il a proclamé M. Langevin élu. Après la proclamation, M. Langevin est monté sur une chaise et alors j'ai entendu plusieurs personnes demander le nom de M. Pelletier. M. Langevin dit aux électeurs : " Je suis élu. " Après que les électeurs eurent mis M. Langevin en nominations, l'officier-rapporteur a annoncé ce fait aux électeurs ; M. l'officier-rapporteur a ensuite dit à la foule : M. Langevin est élu représentant de Québec-Centre. " Alors M. Langevin s'adressa à la foule.

Question.—Par les faits et gestes de l'officier-rapporteur, que pensez-vous de sa conduite ?

Réponse.—Il a lu tous les documents, a posé les questions ordinaires aux électeurs, leur a annoncé que M. Langevin était en nomination, ensuite qu'il était élu.

En réponse à M. Fournier.—Je suis arrivé au husting à midi moins vingt avec M. Joseph Hamel, à la suite de M. Langevin. Je connais M. Jérôme Gingras, et je l'ai vu remettre un papier vers midi moins dix. M. Jérôme Gingras s'est approché du husting et m'a donné ce papier en me demandant de le remettre à l'officier-rapporteur. Je le passai à M. Hall, qui me le rendit et le donnai à M. Hébert. En jetant les yeux sur les premières lignes j'ai vu que l'on y mettait M. Pelletier en nomination. J'y ai lu les noms de M. Evanturel et du Dr. Baillargeon. Le papier que l'on me montre en ce moment est celui que j'ai vu alors. Je reconnais ce papier comme celui qui m'a été remis par Jérôme Gingras. Quand je suis arrivé au husting, il y avait plusieurs personnes sur le terrain.

Question.—Avez-vous remarqué autour du husting certaine classe de gens qui n'étaient pas de la division ?

Réponse.—J'ai remarqué plusieurs personnes de Québec, et d'autres que je ne connaissais pas. J'ai vu M. Audet et M. Giroux ; je ne me rappelle pas avoir vu Ignace Fortier. J'ai vu Plamondon, du bureau de poste. Je ne connais par Charles Bélanger.

M. Fournier.—Je vous demande de décrire quelle sorte de gens entouraient le husting ?

Réponse.—Il y avait des gens que je ne connais pas ; il y avait des citoyens de Québec. Il y avait en face du husting un individu qui faisait du tapage et qui paraissait ivre. On l'a emmené hors de la foule. Entre le temps où l'officier-rapporteur a posé ses questions au peuple et le moment où il a proclamé M. Langevin élu, il s'est écoulé deux ou trois minutes.

Question.—Pendant ces deux ou trois minutes avez-vous entendu le nom de M. Pelletier ?

Réponse.—Je n'ai entendu que le nom de M. Langevin. Je n'ai entendu le nom de M. Pelletier que dix minutes avant la lecture des writs et après que l'officier-rapporteur eut proclamé M. Langevin élu, lorsque ce dernier s'est adressé à la foule. Les électeurs qui ont proposé M. Langevin sont l'honorable M. Chauveau, M. Hall et moi-même, et nous avons fait une demande verbale. Je savais dans ce temps-là que l'officier-rapporteur avait entre ses mains une proposition demandant la mise en nomination de M. Pelletier. Je puis jurer que je n'ai entendu que le nom de M. Langevin entre la question de l'officier-rapporteur et la proclamation. Je jure que les cris de M. Pelletier n'ont pas été incessants depuis la question de l'officier-rapporteur jusqu'au moment du discours de M. Langevin.

E. BEAUDET.

M. George Hall, épicier, de la cité de Québec, étant dûment assermenté, dit :

J'étais présent à l'élection qui a eu lieu pour Québec-Centre, le 9 juin dernier. Je suis arrivé sur le terrain du Parlement à peu près vingt minutes avant-midi, avec l'honorable M. Langevin, et les autres messieurs qui l'accompagnaient, qui tous appartiennent à la première classe de notre société. Je n'ai jamais vu une assemblée de personnes plus distinguée, elles étaient toutes respectables et riches pour la plupart. Je crois que l'officier-rapporteur, M. Hébert, était sur le terrain avant notre arrivée ; je n'ai vu aucune personne donner un papier à l'officier-rapporteur. A midi, l'officier-rapporteur s'avança pour lire sa commission et autres documents, qui furent ensuite lus en français par son député. Après ces procédés, l'officier-rapporteur s'adressa aux électeurs et dit : " Qui choisissez-vous comme candidat ? " Nous, les électeurs en général, presque tous répondîmes : " L'honorable M. Langevin. " Après cette réponse, l'honorable M. Chauveau mit M. Langevin en nomination ; M. Chauveau se tenait à la gauche de l'officier-rapporteur, et moi à sa droite. D'autres messieurs proposèrent et secondèrent la proposition, parmi lesquels se trouvaient l'honorable M. de Léry, l'honorable M. McGreevy, M. Beandet, W. W. Scott, marchand, de la Basse-Ville. Après la nomination, l'officier-rapporteur hésita un peu, deux ou trois minutes, et dit : s'il n'y a pas d'autre candidat, je dois proclamer M. Langevin élu, et il le proclama. Il attendit plus longtemps qu'il n'était nécessaire. Je dois déclarer ici que j'ai été partisan de M. Langevin pendant dix-huit ans. L'accès au husting était libre ; j'ai vu plusieurs personnes y entrer et sortir sans que personne n'y mit obstacle. Il y avait de quatre à cinq cent personnes sur le terrain, dont une vingtaine sur le husting ; autant que je puis me rappeler c'était la plus grande assemblée électorale que j'ai jamais vue dans la division, et une des plus paisibles.

En réponse à M. Joly.—J'ai secondé avec d'autres messieurs, la proposition mettant M. Langevin en nomination. Quand j'ai dit que les amis de M. Langevin appartenaient à la première classe de la société, j'ai voulu dire que la plupart d'entre eux occupent de hautes positions et sont très riches, mais tous jouissent de la plus haute respectabilité. Il n'y avait aucune personne suspecte parmi eux.

Réponse.—Avez-vous remarqué autour du husting, une bande de fiers à bras ou de personnes suspectes, et n'avez vous pas vu ces gens empêcher ou essayer d'empêcher toutes personnes autres que les amis de M. Langevin d'approcher du husting ?

Réponse.—Autant que j'ai pu voir je n'en ai pas aperçu.

Question.—Avez-vous remarqué quelques luttes parmi la foule ?

Réponse.—J'ai remarqué qu'on faisait du bruit à l'extrême gauche, à une grande distance du husting ; je n'ai pas pu en distinguer la cause.

Question.—N'avez-vous pas remarqué quelque mouvement.

Réponse.—Je n'ai pas vu de mouvement, excepté le bruit dont je viens de parler.

Question.—Avez-vous entendu quelque personne crier le nom de Pelletier.

Réponse.—J'ai entendu le nom de M. Pelletier avant la nomination, et lorsque M. Langevin monta sur une chaise pour parler après qu'il eut été proclamé élu ; entre le moment où l'officier-rapporteur demanda aux électeurs de nommer leurs candidats et celui où M. Langevin prit la parole, je n'ai pas entendu crier le nom de M. Pelletier, c'est pour cette raison que je m'étonnai de ce que l'officier-rapporteur ne proclamait pas M. Langevin immédiatement ; il hésita deux ou trois minutes, si j'avais été à sa place j'aurais proclamé M. Langevin beaucoup plus tôt. Je n'ai pas vu de fiers à bras ni devant ni autour du husting ; j'ai vu un homme ivre, il monta sur le husting, mais en fût descendu quelque temps après, il paraissait être indifférent à ce qui se passait, l'assemblée était très paisible, j'en ai rarement vu d'aussi paisible. M. Hébert était impassible. Après la proclamation quelques électeurs semblèrent avoir été pris par surprise et crièrent le nom de M. Pelletier. J'ai entendu

M. Hébert proclamer M. Langevin dûment élu ; il s'exprima en français ; je crois qu'il le proclama aussi en anglais, mais je ne m'en rappelle pas.

Question.—Avez-vous vu quelques amis de M. Pelletier sur le husting ?

Réponse.—Je ne savais pas qui étaient ses amis.

En réponse à M. Holton.—Lorsque M. Langevin laissa sa résidence pour se rendre au husting il était suivi de cent à cent cinquante personnes ; elles ne montèrent pas toutes sur la plateforme ; une vingtaine seulement y prirent place et les autres se tinrent en dehors, les cris de Langevin devant le husting se faisant entendre sans interruption.

Question.—Étaient-ils assez forts pour étouffer la voix de ceux qui auraient pu crier le nom de M. Pelletier.

Réponse.—Je ne le crois pas, ils n'étaient pas assez élevés pour cela ; j'aurais pu entendre le nom de M. Pelletier s'il avait été appelé.

Question.—Vous semblez avoir pris beaucoup d'intérêt à cette élection.

Réponse.—Non, je ne croyais pas la chose nécessaire, parce qu'on ne s'attendait pas à une opposition sérieuse. Avant l'élection, il en était peu question, mais on disait qu'on avait abandonné toute idée d'opposer M. Langevin. Si l'opposition eût été sérieuse, je me serais occupé très sérieusement de l'élection. J'aurais cabalé moi-même une grande partie de la division. La nomination s'est faite paisiblement. Je n'ai jamais vu d'assemblée aussi paisible.

Question.—Pour quelle raison les amis de M. Langevin se rendirent-ils au husting en si grand nombre, et si longtemps avant le temps fixé pour la nomination ?

Réponse.—Je n'en connais pas la raison, si ce n'est que nous voulions être là à temps ; nous nous assemblâmes devant la maison de M. Langevin. Je dois déclarer ici que je n'ai aucune raison d'en vouloir à M. Pelletier et que je le compte parmi mes amis. Je le sais gentilhomme. J'ai entendu dire qu'un document avait été mis entre les mains de l'officier-rapporteur. Je ne l'ai pas lu. On m'a dit avant l'élection qu'un document censé contenir une mise en nomination avait été donné à M. Hébert. J'ai été membre de la corporation de Québec, et j'ai siégé plusieurs fois à la cour du recorder, où j'ai rempli les fonctions de recorder pendant l'absence de ce dernier. Je n'ai jamais vu devant la cour aucune des personnes qui étaient autour du husting le jour de la nomination. J'ai vu le document entre les mains de l'officier-rapporteur, Je ne sais pas s'il a été entre mes mains. Je ne me rappelle pas que M. Beaudet me l'ait donné.

GEORGE HALL.

Séance du 1er décembre.

M. Pierre Garneau, maire de la cité de Québec, étant dûment assermenté, dit : J'étais présent à l'élection de Québec-Centre, qui a eu lieu dans le mois de juin dernier. Je ne me rappelle pas le jour précis ; j'étais sur le husting au moment de la nomination. Je suis arrivé seul, après M. Langevin, quelques minutes avant midi ; il y avait de quatre à cinq cents personnes au moins sur la place, et environ une vingtaine sur le husting ; j'y suis monté sans difficulté. À midi, l'officier-rapporteur a fait lire les documents ordinaires en pareille circonstance, puis il a demandé aux électeurs qui ils désiraient avoir pour représentant. Alors j'entendis les électeurs crier le nom de l'hon. M. Langevin. Il s'en suivit alors un grand tumulte, la foule criait beaucoup. Quelques électeurs, M. Fry, l'hon. M. Chauveau, M. Simard, M. P. P., M. Hall, M. Dunn, M. Beaudet ont mis M. Langevin en nomination. L'officier-rapporteur a annoncé ce qui venait de se passer aux électeurs qui ont fait des acclamations. Ils paraissaient en faveur de M. Langevin.

En réponse à M. Ouimet.—Entre le moment de la mise en nomination et le temps de la proclamation, il s'est écoulé quelques instants ; peut-être une ou deux minutes.

En réponse à M. Joly.

Question.—Après que l'officier-rapporteur eut demandé aux électeurs qui ils choisissaient comme candidat, avez-vous entendu le nom de M. Pelletier crié par quelqu'un ?

Réponse.—Je ne me rappelle pas ; il régnait alors beaucoup de confusion.

Question.—Avez-vous vu autour du husting une bande d'individus qui sont connus comme gens employés pendant les élections par l'un ou l'autre parti ?

Réponse.—J'ai vu beaucoup de monde, il y avait autour du husting une grande foule.

Question.—N'avez-vous pas vu de ces gens que l'on regarde comme des assom-meurs.

Réponse.—Je ne connais pas de gens de cette espèce, je n'en ai point vu.

En réponse à M. Ouimet.—Après la lecture des documents en question, si le nom d'un autre candidat avait été prononcé, auriez-vous pu l'entendre ?

Réponse.—Il peut se faire que non, vu le grand bruit qui se faisait alors. Je n'ai pas entendu le nom de M. Pelletier.

Question de M. Bachand.—Voulez-vous dire que vous n'avez pas entendu du tout le nom de M. Pelletier ?

Réponse.—Après la proclamation, j'ai entendu le nom de M. Pelletier, il s'est écoulé peu de temps entre la proclamation et la nomination, une minute ou deux, comme je l'ai déjà dit. Je n'ai vu personne empêcher les gens d'arriver au husting, on y entrait et en sortait librement. C'étaient des personnes qui étaient sur le husting. Ceux qui se trouvaient en cet endroit étaient des partisans de M. Langevin, les personnes sur le husting savaient que j'étais un partisan de M. Langevin, je ne sais pas si au dehors on me connaissait comme tel, je pense que oui.

P. GARNEAU.

Pierre Gauvreau, ingénieur et directeur des travaux publics de la Province de Québec, étant dûment assermenté, dépose et dit :

Je me rappelle avoir vu l'élection de Québec-Centre, au mois de juin dernier ; j'ai assisté à ce qui se passait auprès du parlement, dans une fenêtre d'un bureau des travaux publics, dans le bureau de M. Lyonnais, qui se trouve au premier étage de l'aile nord. J'étais là dès le commencement. Avant les procédés, j'ai vu arriver M. Langevin et sa suite ; il y avait beaucoup de monde sur le terrain, quelques centaines de personnes ; j'ai vu commencer les procédés ; après la lecture des documents ordinaires, l'officier-rapporteur, M. Hébert, se rapportant à la foule, lui demanda de nommer ses candidats ; j'ai alors entendu le nom de M. Langevin, que criaient les électeurs. Je n'ai pas entendu d'autres noms, je n'ai pu distinguer d'autres cris que son nom ; j'ai essayé de suivre les procédés. Le bureau où je me trouvais est au-dessous de celui de M. Pierre Légaré, du Conseil Législatif.

En réponse à M. Bachand.—J'étais à une distance de trente ou quarante pieds du husting, je n'ai pas entendu le nom de M. Pelletier ; je n'ai pas toujours fait attention, et ce nom a pu être prononcé pendant que je conversais avec des personnes qui se trouvaient dans le bureau.

P. GAUVREAU.

Jean-Dominique-Édouard Lyonnais, secrétaire comptable du Département de l'Agriculture et des Travaux Publics, étant dûment assermenté, dépose et dit : Je me rappelle l'élection de Québec-Centre, qui a eu lieu le neuf juin dernier. J'étais dans mon bureau qui se trouve au premier étage. Je ne sais s'il se trouve au-dessous de celui de M. Légaré ; j'étais à la fenêtre de mon bureau lorsque M. Langevin est arrivé avec un grand nombre de ses amis au husting quelque temps avant midi. J'étais là quand les procédés ont commencé ; je ne puis dire combien il y avait de personnes sur le terrain, il y avait une foule considérable, plus de deux cents personnes. Après la lecture des documents ordinaires, j'ai entendu l'officier-rapporteur demander à la foule qui elle désirait choisir pour les représenter au Parlement Local. J'ai entendu crier le nom de M. Langevin et c'est le seul nom que je pouvais distinguer. Il y avait beaucoup de bruit, mais c'était le cri dominant ; j'ai ensuite suivi les procédés assez attentivement, parce que j'avais entendu dire que l'on devait mettre M. Pelletier en nomination, et je n'ai pas entendu d'autre nom que celui de M. Langevin.

En réponse à M. Bachand.—De la fenêtre où j'étais placé, je me trouvais à une distance d'environ trente pieds du husting, ma fenêtre était ouverte, mais les persiennes étaient fermées, mais de façon à me laisser voir. Je n'ai pas entendu le nom de M. Pelletier que je m'attendais pourtant à entendre. Je n'ai pas entendu son nom pendant tout le temps qu'à duré la lecture ; le seul cri que je comprenais, c'était le nom de M. Langevin. Il y avait d'autres cris ou espèce de hurlements. M. Gauvreau était dans mon bureau avec plusieurs autres personnes dont je ne me rappelle pas les noms.

J. D. E. LYONNAIS.

Louis Fortier, notaire, de Lévis, étant dûment assermenté, dit :

En réponse à M. Langevin.—Je me rappelle l'élection de Québec-Centre, qui a eu lieu l'été dernier. Je suis arrivé au Parlement à midi et demi. Les procédés n'étaient pas alors commencés. Je suis arrivé une demi-heure avant l'appel nominal.

Je me trompe ; j'étais sous l'impression que les procédés devaient commencer à une heure. Je suis alors arrivé avant midi. M. Langevin n'était pas encore sur le husting, où je l'ai vu entrer plus tard. Il y avait cinq à six cents personnes sur la place. J'ai vu commencer les procédés. M. Hébert, l'officier-rapporteur, fit lire les documents d'usage. Après cette lecture, il demanda aux électeurs de nommer leurs candidats. Alors j'ai entendu crier le nom de M. Langevin. L'officier-rapporteur a posé la question deux fois. Il y avait une grande confusion ; tout le monde criait le nom de M. Langevin, qui fut quelques minutes après proclamé élu par l'officier-rapporteur ; ensuite, il prit la parole. Au commencement des procédés je me trouvais sur le toit de l'aile nord du Parlement, à cinquante ou soixante pieds en ligne droite du husting.

En réponse à M. Bachand.—Je suis notaire et assistant-greffier du Journal français. Le cri dominant poussé par la foule était le nom de M. Langevin. J'ai entendu un certain nombre de personnes crier le nom de M. Pelletier. Ces personnes étaient placées en arrière de la masse de la foule. J'ai reconnu parmi ces personnes M. Lafrance, instituteur ; je l'ai connu autrefois à l'école normale. C'est aussitôt après la question posée aux électeurs par M. Hébert que j'ai entendu crier le nom de M. Langevin et de M. Pelletier.

En réponse à M. Langevin.—J'ai entendu l'officier-rapporteur faire la question au peuple deux fois. J'ai entendu le nom de M. Pelletier dans ce temps-là.

LOUIS FORTIER.

George-Honoré Simard, écuyer, M. P., étant dûment assermenté, dit :

En réponse à M. Langevin. — Je suis électeur de Québec-Centre. J'étais présent à l'élection de Québec-Centre au commencement de juin dernier. Je suis arrivé au husting avec l'hon. M. Langevin et ses amis, vers onze heures et vingt. Je sais qu'à onze heures et demie un document écrit était entre les mains des messieurs qui se trouvaient sur le husting. On m'a dit qu'il avait été remis à l'officier-rapporteur. Je l'ai lu, et j'ai vu qu'il était signé par le Dr. Baillargeon et M. Evanturel. Je crois que le document que l'on me montre en ce moment est celui que j'ai lu, autant que je puis me le rappeler. (Le document montré au témoin est celui qui a été produit devant le comite par M. Hébert.)

A midi, les procédés ont commencé. L'officier-rapporteur a lu les documents, et ensuite il a demandé aux électeurs, dans les termes voulus par la loi, qui ils voulaient choisir pour candidats. Il a posé cette question bien clairement dans les deux langues. J'étais alors bien près de lui. Les vingt ou vingt-cinq électeurs qui se trouvaient sur le husting ont alors crié le nom de M. Langevin. Les électeurs qui étaient autour du husting ont aussi crié. Nous n'avons entendu que le nom de M. Langevin. Nous étions sous l'impression qu'il n'y avait pas d'autre candidat. A quelque distance du husting, il s'est fait alors un peu de tumulte, et l'on a crié; mais ce tumulte a été de peu de durée. Dans l'endroit où ce tumulte se faisait, j'ai remarqué Charles Côté, que je connais très-bien. Ce tumulte a pu durer une minute. J'ai cru comprendre par le document que l'on a présenté, qu'on voulait mettre M. Pelletier en nomination; mais aucune personne n'a été mise en nomination après M. Langevin. Après midi l'officier-rapporteur lut les documents, puis M. Langevin, après la question posée aux électeurs, fût mis en nomination par plusieurs d'entre eux, et je crois avoir signé un document mettant M. Langevin en nomination; mais je n'en suis pas bien certain. Il peut se faire que ce soit à l'élection de M. Hearn, que j'aie signé un document de ce genre. Il a été aussi mis en nomination par les cris unanimes des électeurs. Il y avait au-delà de mille personnes sur le terrain. J'ai vu arriver M. Henry Fry, et je me rappelle que j'ai dit en le voyant : "Voici le président du bureau de commerce, M. Fry, ouvrez les rangs, laissez-le passer?" Et là M. Garneau m'a rappelé que M. Fry n'était plus président du bureau de commerce. J'ai vu aussi sur le husting M. George Hall, l'hon. M. Chauveau, l'hon. M. de Léry, l'hon. M. McGreevy, M. Vohl et M. Louis Amiot.

Question par M. Ouimet. — Quand avez-vous remis à l'officier-rapporteur le document que vous avez signé?

Réponse. — Ce document, mettant M. Langevin en nomination, a été remis à l'officier-rapporteur lorsqu'il a demandé aux électeurs de nommer leurs candidats. Je suis positif à dire que les cris pour M. Langevin ont été unanimes. Comme je l'ai dit tantôt, je ne suis pas bien certain d'avoir signé le document dont il a été question tantôt.

Question par M. Bachand. — Quel autre cri avez-vous entendu, à part celui de M. Langevin?

Réponse. — Je vais expliquer ce qui s'est passé : au moment de la nomination, j'ai vu Charles Côté, un de mes amis, à une certaine distance du husting. Je l'ai entendu crier : "A bas Langevin!" et c'est alors que le tumulte a commencé. Je dois dire que Charles Côté avait une réclamation contre le gouvernement, et il m'avait chargé de la faire valoir. J'ai donc présenté une pétition aux Communes en son nom; mais il n'a pas obtenu ce qu'il désirait. Pendant ce tumulte, je n'ai pas compris le nom de M. Pelletier. On criait à une distance de soixante-quinze pieds du husting; c'est alors que j'ai entendu Charles Côté crier : "A bas Langevin!" Il est possible qu'on ait prononcé un autre nom, mais je ne l'ai pas compris. On a peut-être crié le nom de M. Pelletier à onze heures et demie, mais pas pour le mettre en nomination. Il est possible qu'au moment où le document qui m'a été montré a été remis à l'officier-rapporteur, on ait crié le nom de M. Pelletier. J'avais été sous

l'impression qu'il n'était pas candidat ; c'est ce que l'on disait avant l'élection. Quand le document dont je viens de parler a été remis à M. Hébert, j'ai dit à M. Hall, je crois : " Les procédés ne sont pas commencés, c'est un papier blanc ; " mais il m'a fait voir que l'on voulait mettre M. Pelletier en nomination. J'étais à quelques pas de l'officier-rapporteur lorsque j'ai parlé à M. Hall. Il n'a pas dû m'entendre, car il était occupé, et j'ai fait mes observations à voix basse. Celui à qui je les ai faites n'a rien répondu. Je n'ai pas vu le document mettant M. Pelletier en nomination entre les mains de M. Hébert ; il est possible qu'il lui ait été remis. Je ne croyais pas, avant le jour de la nomination, qu'il y aurait de l'opposition à l'élection de M. Langevin ; ce jour-là, j'ai entendu quelqu'un dire : " Il paraît que nous allons avoir de l'opposition. " Je n'ai pas entendu prononcer le nom de M. Pelletier depuis le commencement des procédés de l'élection, jusqu'après la proclamation.

Après avoir été élu, M. Langevin a pris la parole. Je dis que depuis la nomination officielle jusqu'après la proclamation officielle de M. Langevin par l'officier-rapporteur je n'ai pas entendu le nom de M. Pelletier. Après cela, il est possible qu'on ait crié le nom de M. Pelletier, mais je ne l'ai pas entendu. Après que l'officier-rapporteur eut posé ses questions en français et en anglais, il y a eu du tumulte, et c'est après cela que la proclamation a eu lieu. Ce tumulte n'a duré qu'un instant,

Question. — L'officier-rapporteur a-t-il essayé à calmer la foule ?

Réponse. — Le tumulte n'a pas dû être assez considérable pour le déranger de ses occupations.

Lorsque la proclamation a été faite dans les deux langues, le calme était rétabli. C'est alors que M. Langevin, les procédés étant terminés, a adressé des remerciements aux électeurs.

Question par M. Fournier. — Avez-vous entendu, depuis le moment de votre arrivée au husting jusqu'à celui où vous en êtes parti, le nom de M. Pelletier poussé par quelqu'un, à part le temps où les procédés ont commencé et ont été terminés ?

Réponse. — Comme je l'ai déjà expliqué, j'ai appris sur le terrain que quelqu'un voulait mettre M. Pelletier en nomination. J'ai entendu prononcer son nom par deux ou trois électeurs qui m'ont dit qu'ils voulaient le présenter. Je crois aussi avoir entendu prononcer le nom de M. Pelletier après que les procédés ont été terminés, après la proclamation.

Question. — Connaissiez-vous F.-Xavier Déry, M. Lafrance, Jérôme Gingras et François-Xavier Gingras ?

Réponse. — Je les connais tous.

Question. — Les avez vous vus sur le terrain ?

Réponse. — J'ai vu M. Lafrance, M. Gingras, M. Charles Côté et M. F. Xavier Déry. Ce sont tous des électeurs de Québec-Centre.

GEO. H. SIMARD,

Québec, 2 Decembre 1871.

L'Honorable M. McGreevy, M. P., et membre du Conseil Législatif de Québec, En réponse à M. Langevin, M. P. — Je suis électeur de Québec-Centre, je me rappelle la dernière élection qui a eu lieu dans cette division l'été dernier.

J'arrivai au husting 20 minutes ou une demi-heure avant-midi. J'étais là quand les procédés commencèrent. Après la lecture des documents ordinaires, l'officier-rapporteur, M. Hébert, demanda au peuple de choisir son candidat, les électeurs crièrent le nom de M. Langevin, c'était un cri général. M. Langevin fut alors mis en nomination par moi et l'honorable M. de Léry, le maire de Québec, M. Henry-Fry, M. Simard, M. Thomson et M. Hall. Je demandai à M. Hébert de mettre M.

Langevin en nomination. Je me tenais près de l'officier-rapporteur qui se trouvait sur la partie gauche du husting. L'officier-rapporteur apprit à la foule que M. Langevin avait été mis en nomination. Après que le bruit qui s'était élevé lorsqu'il demanda à la foule de nommer un candidat, se fut apaisé, un autre cri général s'éleva de la foule en faveur de M. Langevin. Alors l'officier-rapporteur proclama M. Langevin digne élu, il s'écoula quelques minutes entre le moment où la question fut posée aux électeurs et celui de la proclamation. Il y avait de quatre à cinq cents personnes sur le terrain.

Les abords du husting étaient libres. J'ai vu des personnes entrer et sortir constamment. D'un côté du husting, sur la gauche, il y avait peu de personnes, mais il y en avait plus du côté de l'entrée.

En réponse à M. Joly.—Avez-vous vu quelque personne donner un papier à l'officier-rapporteur.

Réponse.—Je n'ai vu personne donner un papier à M. Hébert, mais j'ai compris d'après ce qui se disait, qu'avant la nomination lors de mon arrivée, on avait donné à l'officier-rapporteur un document mettant M. Pelletier en nomination.

Question.—Avez-vous dit qu'après que l'officier-rapporteur eut demandé au peuple de choisir son candidat, vous n'aviez pas entendu crier d'autre nom que celui de M. Langevin.

Réponse.—Au meilleur de ma connaissance, j'ai entendu seulement le nom de M. Langevin. Je n'ai pas entendu les cris de Non! Non! Je dois dire que j'étais derrière l'officier-rapporteur. Quand j'ai parlé du grand bruit qui s'était élevé, j'ai voulu faire allusion aux cris qui se faisaient entendre en faveur de M. Langevin. Il n'y a pas eu de bagarre. Les personnes qui entraient et sortaient du husting étaient des amis de M. Langevin. Il pouvait aussi y en avoir d'autres. Je n'ai vu aucun des amis de M. Pelletier à cet endroit. Le husting était construit sur et adossé à la partie principale des bâties du Parlement du côté nord, une partie faisait face au Conseil Législatif, l'entrée était de ce côté. Comme je l'ai déjà dit l'accès au husting était libre, bien qu'il y eut quelques personnes dans le passage. A cause de la disposition du husting, la foule était obligée de se tenir dans la direction de la rue, dans le passage conduisant au husting, il y avait un certain nombre de personnes, mais pas assez pour l'obstruer.

Je n'ai pas vu de bando organisée autour du husting, je ne savais pas que cette organisation exista, je n'ai pas vu de tumulte.

Quand l'officier-rapporteur demanda aux électeurs de nommer leur candidat j'ai entendu du bruit causé par les cris de Langevin! Langevin! Je n'ai pas entendu le nom de M. Pelletier, ni pendant les procédés, ni après la proclamation.

Lorsque M. Langevin fut proclamé élu il adressa la parole aux électeurs. Je suis certain de ne pas avoir entendu le nom de M. Pelletier.

Quelques minutes s'écoulèrent entre le moment où l'officier-rapporteur posa la question au peuple et le moment de la proclamation. Je ne sais pas combien. Avant l'élection, l'opinion générale était qu'il n'y aurait pas d'opposition.

Les amis de M. Pelletier disaient eux-mêmes qu'il ne se présenterait pas.

M. Joly dit.—Vous avez dû être surpris quand vous avez entendu dire qu'une réquisition mettant M. Pelletier en nomination avait été remise à l'officier-rapporteur?

Réponse.—Rien ne me surprend pendant les élections.

En réponse à M. Langevin.—N'est-il pas vrai que M. Pelletier répondit à la réquisition qui lui demandait de se porter candidat, et avez-vous lu sa réponse dans les journaux.

Réponse.—Je crois avoir lu sa réponse dans les journaux dans lesquelles il refusait de se présenter. Je n'en suis pas certain, mais je puis dire positivement que cette nouvelle me fut donnée, venant d'une autre source, on croyait généralement en ville qu'il n'y aurait pas d'opposition, les amis de M. Pelletier le disaient eux-mêmes.

THOS. MCGREEVY.

Thomas Gilchen, de la cité de Québec, dûment assermenté dit.—Je me rappelle l'élection de Québec-Centre, l'été dernier. J'étais alors et suis encore un électeur de cette division. J'étais présent à la nomination et me tenais debout devant le husting. J'étais présent lorsque les procédés commencèrent; j'ai entendu la lecture des documents et l'officier-rapporteur dire à la foule: Qui voulez-vous mettre en nomination? Les électeurs répondirent en criant le nom de M. Langevin. J'entendis alors l'officier-rapporteur mettre M. Langevin en nomination; après cela je n'ai entendu le nom d'aucune autre personne si ce n'est celui de M. Langevin. Alors l'officier-rapporteur le proclama élu sans opposition. Il y avait depuis cent à mille personnes sur le terrain. J'ai vu des personnes entrer et sortir du husting sans éprouver aucune difficulté.

En réponse aux questions de M. Joly.—Après que M. Langevin eut été proclamé élu, j'ai entendu quelqu'un crier le nom de M. Pelletier. Ces personnes étaient dans les derniers rangs de la foule avant l'élection de M. Langevin; lorsque l'officier-rapporteur posa la question au peuple, je n'ai pas entendu les cris de Pelletier, ni ceux de poll! poll!

Question.—Avez-vous entendu l'officier-rapporteur proclamer M. Langevin élu?

Réponse.—Je n'ai pas entendu ses paroles à cause du bruit qu'il se faisait, mais je l'ai vu s'avancer; et j'ai supposé que c'était pour proclamer M. Langevin. Je n'ai pas vu de bagarre. Je ne savais pas qu'il y avait une organisation pour empêcher les amis de M. Pelletier d'approcher du husting; je n'ai pas vu de désordre, le fait est que l'élection a été beaucoup plus tranquille que le sont ordinairement les élections à Québec. Je me tenais à une distance de quinze à vingt verges du husting. Je connais beaucoup de personnes parmi celles qui entouraient le husting, la majorité d'entre elles était des électeurs. Je n'ai pas vu de fiers-à-bras ni de bande organisée.

Question.—Avez-vous vu autour du husting des hommes qui sont généralement employés durant les élections dans un but illégal?

Réponse.—Je n'ai vu aucun de ces hommes.

Question.—Avant que l'officier-rapporteur eût demandé aux électeurs de nommer leurs candidats, avez-vous entendu le nom de M. Pelletier?

Réponse.—Non.

Question.—Combien de temps s'est-il écoulé entre la question dont il est parlé et la proclamation?

Réponse.—Le temps a été très-court, je ne me souviens pas combien de minutes s'écoulerent dans cet intervalle. Les électeurs ne demandèrent pas d'autre candidat que M. Langevin.

Question par M. Langevin.—D'après ce que vous avez vu de la conduite de l'officier-rapporteur, avez-vous quelque doute qu'il ait proclamé M. Langevin élu?

Réponse.—Je n'ai aucun doute à cet égard.

Question.—L'officier-rapporteur a-t-il accordé un temps raisonnable pour mettre un autre candidat en nomination entre sa question au peuple et la proclamation?

Réponse.—Dans mon opinion le temps était raisonnable.

T. GILCHEN.

Robert-George Patton, Assistant Maitre de Poste, de la cité de Québec, dûment assermenté, dit :

Je me rappelle la nomination de Québec-Centre. Je crois qu'elle eut lieu en juin dernier. J'étais présent sur le husting lorsque les procédés commencèrent, l'officier-rapporteur lut sa nomination et autres documents et demanda alors aux électeurs de nommer des candidats pour les représenter. A cette question la foule répondit en nommant M. Langevin. J'entendis l'officier-rapporteur proclamer M. Langevin élu. J'étais sur le husting et me tenais près de la porte avec le Colonel Sewell. Il y avait près de quatre ou cinq cents personnes sur le terrain en comprenant celles qui étaient sur le husting.

Question par M. Joly.—Dites-vous positivement que vous avez entendu l'officier-rapporteur demander au peuple de nommer un candidat, et que vous n'avez pas entendu alors le nom de M. Pelletier ?

Réponse.—Je n'ai pas entendu le nom une seule fois, mais seulement le nom de M. Langevin, ceci m'a surpris, parceque j'avais compris que M. Pelletier devait se présenter.

Avant de laisser mon bureau j'ai entendu les clercs dire qu'il y aurait de l'opposition et lorsque j'arrivai au husting, je fus étonné de voir que M. Pelletier n'était pas mis en nomination.

Question.—Vous êtes-vous aperçu que la raison pour laquelle il n'était pas mis en nomination, était qu'il y avait une organisation pour empêcher les amis de M. Pelletier d'approcher du husting.

Réponse.—Je n'ai pas vu d'organisation. L'assemblée était très-paisible. Je n'ai vu qu'un homme sous l'influence de la boisson. Les abords du husting étaient libres. Je déclare positivement que je n'ai pas entendu le nom de M. Pelletier. Je me tenais près de la porte du husting, du côté qui donnait sur la porte du Conseil Législatif, entre ces deux endroits il y avait à peu près vingt pieds.

Réponse.—Le bruit était très-grand, son nom aurait pu être prononcé sans que je l'entendisse, mais je faisais bien attention et je m'attendais à entendre son nom, parce que l'on m'avait dit qu'il devait se porter candidat, j'ai été surpris de ne pas le voir mettre en nomination. Nos clercs qui sont plus ou moins hommes politiques m'avaient dit qu'il serait mis en nomination.

R. G. PATTON.

L'honorable M. Chaussegros de Léry, membre du Conseil Législatif de la Province de Québec.

Je me rappelle l'élection de Québec-Centre qui a eu lieu l'été dernier, lors des élections générales. J'y étais présent, j'étais sur le husting du côté gauche; j'ai entendu l'officier-rapporteur, M. Hébert, lire tous les documents dont on a coutume de donner lecture à un appel nominal, et ensuite demander aux électeurs de choisir leur candidat; après cette question il s'est élevé de la foule un cri général de "Langevin ! Langevin !" Je crois qu'avant le commencement des procédés, j'ai entendu crier le nom de M. Pelletier, mais je n'en suis pas certain. Je n'ai pas entendu crier, non ! non ! poll ! poll ! lorsque M. Langevin a été mis en nomination, il y avait beaucoup de *brouhaha* et de confusion. Je n'ai pas toujours remarqué alors ce qui se passait. Il y avait des gens de mauvaise mine, je crois qu'il y avait des gens de toute façon comme dans toutes les élections, et parmi eux des individus capables de donner des coups. Presque toute l'assemblée paraissait unanime en faveur de M. Langevin, excepté quelques personnes. Au meilleur de ma connaissance, l'assemblée s'est prononcée pour M. Langevin unanimement ; je crois que le tumulte dont j'ai parlé tantôt a été causé parce que quelqu'un a crié le nom de M. Pelletier, alors j'ai vu les gens se *bousculer*, mais ce tumulte n'a pas duré longtemps,

je ne connais aucun de ceux qui y ont pris part ; j'ai été longtemps sans demeurer à Québec, et je ne connais pas un grand nombre des électeurs de la division. J'ai entendu l'officier-rapporteur proclamer l'hon. M. Langevin élu ; entre le moment où l'officier-rapporteur a demandé aux électeurs de nommer leur candidat et celui où il a proclamé M. Langevin élu, il s'est écoulé plusieurs minutes, j'ai trouvé le temps long.

A. DE LÉRY.

Léon Philippe Vohl.

J'étais présent à l'élection de Québec-Centre qui a eu lieu dans le mois de juin dernier ; je suis arrivé au husting quelques minutes après l'honorable M. Langevin, environ une demi-heure avant midi. Je n'ai pas eu connaissance que l'on ait remis un document à l'officier-rapporteur. Au meilleur de ma connaissance, il y avait sur le terrain du Parlement environ trois cents à quatre cents personnes. Les procédés ont commencé à midi, par la lecture des documents d'usage, ensuite l'officier-rapporteur, M. Hébert, a demandé aux électeurs qui ils voulaient mettre en nomination ; ils ont répondu : "Langevin ! Langevin !" C'est le seul nom que j'ai entendu. J'ai vu après cela des électeurs mettre M. Langevin en nomination. M. Hébert a annoncé à la foule cette mise en nomination, et les électeurs ont de nouveau répété le nom de M. Langevin, et c'est le seul nom que j'ai pu entendre. L'officier-rapporteur a alors proclamé M. Langevin élu ; il y avait beaucoup de bruit alors causé par les gens qui criaient sans cesse le nom de M. Langevin. Quelqu'un m'a fait la remarque plus tard que M. Hébert n'avait pas proclamé M. Langevin ; à cela j'ai répondu que j'étais auprès de l'officier-rapporteur et que j'ai certainement entendu proclamer M. Langevin. M. Hébert ne parlait pas très-haut ; il s'est écoulé quelques minutes entre la demande de l'officier-rapporteur aux électeurs et la proclamation. Il était facile de se rendre au husting ; l'accès en était parfaitement libre ; j'y suis entré et en suis sorti à différentes reprises.

En réponse à M. Joly.—Je ne suis pas venu au husting dans le cortège de M. Langevin ; j'étais dans la rue Buade lorsqu'il a passé et je me suis rendu au husting quelques instants après lui. Je ne suis pas certain d'avoir signé une réquisition demandant à M. Langevin de se porter candidat dans Québec-Centre.

Question.—Êtes-vous un ami politique de M. Langevin ?

Réponse.—Je suis conservateur, je ne suis pas plus l'ami politique de M. Langevin que des autres chefs conservateurs.

Question.—Avez-vous signé la réquisition demandant à M. Langevin de se porter candidat ?

Réponse.—Je n'en suis pas certain, c'est possible. J'ai souvent signé des réquisitions.

Question.—Avez-vous remarqué des amis politiques de M. Pelletier sur le husting ?

Réponse.—Je ne me rappelle que de quatre personnes qui étaient là ; M. le Maire de Québec, M. Hall, mon père, et M. Ferdinand Hamel, ce sont là les seules personnes que je me souviens avoir vues sur le husting. Je jure que je n'ai pas entendu le nom de M. Pelletier entre le moment où l'officier-rapporteur a posé la question dont j'ai parlé plus haut et la proclamation. Après que M. Langevin a été proclamé élu, j'ai entendu le nom de M. Pelletier. J'ai vu un certain tumulte dans la foule ; mais je ne sais pas à quoi il se rapportait.

Question.—Dans quel temps avez-vous vu ce tumulte ? Est-ce avant que M. Langevin a été proclamé ou après ?

Réponse.—Je ne puis préciser le temps.

L. P. VOHL.

R. Pamphile Vallée, étant d'abord assermenté, dit :

J'étais clerc de l'officier-rapporteur à l'élection de Québec-Centre, l'été dernier. J'étais avec M. Hébert sur le husting lorsque M. Langevin est arrivé avec ses amis.

M. Hébert et moi ne faisons pas partie du cortège qui accompagnait M. Langevin. Je n'ai pas vu remettre le document à M. Hébert. Je sais qu'il lui en a été remis un avant les procédés, environ vingt minutes avant midi. J'ai lu ce document. Le papier que l'on me montre en ce moment est le même que j'ai lu sur le husting. (Il est question du document produit par M. Hébert devant le comité.) L'officier-rapporteur m'a consulté à l'égard de ce document, et m'a demandé ce qu'il était obligé de faire. J'ai répondu que d'après la loi l'élection ne commençait qu'avec la lecture des documents, que dans le temps où le papier lui avait été remis l'élection n'était pas commencée, qu'il n'avait pas demandé aux électeurs de choisir leurs candidats; il ne devait pas s'occuper de ce document, car d'après la loi les électeurs ne peuvent proposer un candidat que lorsque l'officier-rapporteur demande: "Qui nommez-vous pour vous représenter à l'Assemblée Législative?" J'avais spécialement étudié la loi électorale, le droit administratif et le droit constitutionnel. J'étudie le droit depuis quatre ans; j'ai étudié deux ans l'Université et j'ai suivi les cours de M. Langevin sur le droit administratif. Au coup de canon de midi, les procédés ont commencé. J'ai lu les documents d'usage et après cette formalité, l'officier-rapporteur s'est avancé vers le bord du husting et a fait la demande ordinaire à la foule: "Quelle personne les électeurs choisissaient pour les représenter." Les électeurs ont répondu "Langevin! Langevin!" c'est le seul nom que j'ai entendu; alors M. Chauveau, M. McGreevy et autres ont demandé à l'officier-rapporteur de mettre M. Langevin en nomination. M. Hébert a annoncé cela à la foule et après avoir attendu deux ou trois minutes, il a proclamé M. Langevin élu. Les électeurs ont de nouveau crié le nom de M. Langevin assez longtemps, et ils n'avaient cessé de répéter aussi depuis que l'officier-rapporteur leur avait demandé de se choisir leur candidat. Il y avait cinq ou six cents personnes aux abords du husting: après l'arrivée de M. Langevin, j'ai vu des personnes entrer et sortir librement du husting. J'ai vu M. Hall et M. Scott partir et revenir et plusieurs autres. Je me rappelle que plusieurs messieurs sont arrivés au milieu des procédés; je ne sais pas s'il y avait des amis de M. Pelletier sur le husting. Après que M. Langevin a été mis en candidature, je n'ai pas entendu d'autre nom que celui de M. Langevin crié par la foule. J'ai porté pendant le temps des procédés toute l'attention possible; j'ai remarqué tout ce qui se passait.

Question de M. Joly.—Avez-vous étudié spécialement, avant l'élection, la question qui a été soulevée sur le husting?

Réponse.—J'avais étudié les principaux points de la loi électorale spécialement.

Question.—Saviez-vous avant l'élection, que les amis de M. Pelletier devaient remettre à l'officier-rapporteur un document mettant M. Pelletier en nomination?

Réponse.—Je n'ai pas entendu dire avant l'élection que les amis de M. Pelletier devaient se servir de ce moyen. J'ai lu le document en question; comme je l'ai dit tantôt, je ne savais pas s'il y avait des amis de M. Pelletier sur le husting; je connaissais peu de personnes présentes, je connaissais M. Chauveau, les Messieurs Hamel, M. McGreevy et autres, je ne sais pas si les autres étaient tous des amis de M. Langevin, mais je le suppose, parce que je les ai vu arriver avec lui.

Je jure que je n'ai pas entendu prononcer le nom de M. Pelletier une seule fois, pendant tout le temps des procédés de l'élection: Quand l'officier-rapporteur a demandé aux électeurs de choisir leur candidat, je n'ai pas entendu crier poll! poll! non! non! J'ai entendu que le nom de M. Langevin durant les procédés; j'ai remarqué un peu de tumulte à gauche du husting. Je ne sais pas ce qui s'y est passé; j'ai vu en avant du husting, un homme partir et en pousser un autre en lui disant: "Tu viens faire du bruit ici, tiens-toi tranquille." Je ne connais personne de ceux qui étaient au bas du husting, je crois que c'étaient des citoyens de Québec. Après que M. Langevin eut été proclamé, je n'ai entendu aucun cri, j'ai vu les gens s'approcher du husting pour entendre M. Langevin qui allait parler.

Je n'ai pas vu de tumulte au bas du husting, j'ai remarqué un homme qui était un peu chaud, puis un autre le prendre et l'amener hors de la foule; à ma

connaissance, il n'y avait pas de connétables spéciaux ; je ne sais pas si l'officier-rapporteur en avait engagés.

R. PAMPHILE VAILLÉE.

1. Que Jean-Baptiste-Célestin Hébert, de la cité de Québec, écuyer, notaire, ayant été nommé officier-rapporteur, a, conformément au bref d'élection émané le 29 mai dernier, et rapportable le 14^{ème} jour de juillet dernier, procédé à une élection pour la division électorale de Québec-Centre.

2. Que le neuf juin dernier, jour fixé pour la nomination des candidats à la dite élection, le dit Jean-Baptiste-Célestin Hébert, officier-rapporteur, s'étant rendu au husting, y a, d'après son propre aveu, reçu des mains de M. Jérôme Gingras, électeur de la dite division, environ une demi-heure avant midi, et après l'arrivée au husting de l'honorable Hector-Louis Langevin, candidat de la dite élection, et maintenant le membre siégeant pour la dite division, une proposition faite par Pierre Baillargeon, écuyer, médecin, l'honorable François Evanturel, Olivier Côté, marchand, Charles-Joseph-Louis Lafrance, instituteur, et secondée par Pierre-Célestin Dery, sellier, François-Xavier Déry, ferblantier, Honoré Mailloux, menuisier, Jean-Baptiste Martel, pharmacien ; demandant la mise en nomination de Charles-Alphonse-Pantaléon Pelletier, de la cité de Québec, écuyer, avocat, comme l'un des candidats à la dite élection.

3. Que le dit Jean-Baptiste-Célestin Hébert, officier-rapporteur à la dite élection, admet aussi dans son témoignage qu'il a cru devoir considérer le document à lui ainsi remis comme une mise en demeure ou information qui lui était donnée par les électeurs dont les noms étaient signés sur ce document, qu'eux les dits électeurs seraient encore au husting en temps opportun pour dire s'ils entendaient mettre M. Charles-Alphonse-Pantaléon Pelletier en nomination ; que le dit officier-rapporteur déclare aussi qu'après avoir interpellé les électeurs pour savoir qu'elle était la personne qu'ils choisissaient pour les représenter, il a attendu quelques minutes pour donner aux signataires de la dite proposition, le temps de venir proposer M. Pelletier, si telle était leur intention.

4. Qu'en réponse à l'interpellation du dit officier-rapporteur, des électeurs crièrent le nom de Pelletier ! Poll ! dans le but de mettre en nomination, comme candidat à la dite élection, Charles-Alphonse-Pantaléon Pelletier, écuyer, avocat, de la cité de Québec.

5. Que ces cris de Pelletier ! Poll ! poussés par des électeurs de la division, et que le dit officier-rapporteur admet avoir entendus avant la lecture du writ d'élection et après la proclamation, et qu'il a dû nécessairement entendre en réponse à son interpellation, constituaient une demande de *poll* suivant la loi et qu'un *poll* aurait dû être accordé par le dit officier-rapporteur.

6. Que la mention du nom de M. Pelletier fut pour une bande de fiers-à-bras organisée d'avance, et dirigée par un certain Ignace Fortier, le mot d'ordre de recourir à la violence, et que de fait, cette bande de fiers-à-bras commit alors des actes de violence sur des électeurs et en repoussa un grand nombre d'autres à une certaine distance du husting.

7. Que le dit officier-rapporteur, quoique revêtu par la loi des pouvoirs les plus étendus pour maintenir la paix et le bon ordre pendant toute la durée des procédés de la dite élection, n'a fait aucune démarche quelconque pour calmer la foule et rétablir l'ordre ; qu'au contraire, le dit officier-rapporteur, à la suggestion des amis de l'honorable Hector-Louis Langevin, profitant du moment du tumulte causé par les fiers-à-bras, s'est hâté de proclamer élu le dit honorable Hector-Louis Langevin, malgré la demande d'un *poll* et les protestations d'un bon nombre d'électeurs.

8. Qu'en agissant ainsi, le dit Jean-Baptiste-Célestin Hébert s'est rendu coupable d'une négligence grossière de ses devoirs comme officier-rapporteur à la dite élection, et a enfreint les privilèges de la Chambre d'Assemblée Législative.

9. Qu'en conséquence, le comité recommande à l'honorable Chambre d'Assemblée d'assigner à sa barre le dit Jean-Baptiste-Célestin Hébert pour y répondre de sa conduite comme officier-rapporteur à la dite élection.

SECOND RAPPORT

DU

COMITÉ PERMANENT DE L'AGRICULTURE,

L'IMMIGRATION ET LA COLONISATION.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE,

12 décembre 1872.

Votre comité a examiné divers projets qui lui ont été soumis, concernant la colonisation, l'agriculture et l'immigration, et il a entendu l'honorable Commissaire des Terres de la Couronne, M. Lesage, assistant-commissaire des Travaux Publics et de l'Agriculture, M. Joly, président du comité de l'Agriculture, M. l'abbé Chartier, agent d'immigration à Coaticook, et M. Vannier, agent de la Société Forestière de France.

Votre comité s'est aussi occupé d'un projet qui lui a été envoyé par la Chambre, sur motion de M. le Dr. Larue, représentant du comté de Portneuf, pour une nouvelle organisation agricole; d'un projet d'organisation d'un département spécial de la colonisation, qui lui a été soumis par M. Dorion, représentant du comté de Réchelieu, et de plusieurs autres propositions qui lui ont été soumises par d'autres membres.

Au sujet de l'immigration, votre comité constate avec plaisir les résultats que lui ont fait connaître M. Lesage et M. Chartier. Les efforts de M. l'abbé Chartier, ceux de M. Belle, agent d'immigration à Montréal, ont fait établir dans le pays beaucoup d'immigrés d'Europe, et font revenir un certain nombre de familles canadiennes des États-Unis; plusieurs directeurs de fermes écossaises sont aussi venus dans le pays et s'y sont établis, sur l'invitation de M. Jones, agent d'immigration dans la Grande-Bretagne, tandis que les efforts de M. Barnard ont amené un commencement d'immigration belge.

Votre comité ne peut qu'approuver le projet de concession en faveur des colons qu'amènera ici la Société Forestière de France, qui lui a été soumis par l'honorable Commissaire des Terres de la Couronne, et cela d'autant plus que d'après ce projet le domaine public ne sera aliéné qu'à mesure que les conditions de la colonisation auront été remplies. Ce projet est joint à ce rapport. Votre comité a pu constater d'après les explications et les renseignements qui lui ont été donnés par M. Vannier, que les colons que ce monsieur se propose d'amener de l'Alsace et de la Lorraine contribueront à la prospérité de cette province en y apportant de nouvelles industries, et il recommande que rien ne soit épargné pour les engager à se fixer dans cette province.

En ce qui concerne l'établissement du surplus de la population des anciennes paroisses sur les terres vacantes de la Couronne, et le *repatriement* de nos concitoyens émigrés aux États-Unis, votre comité est d'avis qu'il résulterait un très grand bien de l'emploi d'un ou de plusieurs agents qui, sous la direction de M. Chartier, parcourraient les anciennes paroisses et visiteraient les groupes de canadiens établis aux États-Unis.

Au sujet du plan d'organisation d'un département de la colonisation, soumis par M. Dorion, votre comité ne saurait en recommander l'adoption immédiate, mais il espère que dès que les finances du pays le permettront, le gouvernement verra à la nomination de plusieurs inspecteurs des chemins de colonisation sous la direction du Commissaire des Travaux Publics.

M. Labruère, M. Lesage, M. Gauvreau et M. Rainhart ont inspecté les travaux de colonisation les plus importants, mais l'étendue des territoires à parcourir, et les autres occupations de ces officiers du département, ne permettent pas toujours que cette inspection se passe d'une manière aussi prompte et aussi complète que la chose serait à désirer. Les divers conducteurs et contracteurs ont cependant besoin d'une certaine surveillance, et votre comité verrait avec plaisir arriver le moment où le gouvernement croirait pouvoir diviser les parties éloignées de la province en plusieurs grandes régions de colonisation, et nommer un inspecteur pour chacune d'elles. Dans l'intervalle, votre comité espère que le gouvernement ne manquera point de se prévaloir de la loi que lui permet d'employer pour cet objet les agents pour la vente des terres de la Couronne, et il espère que des instructions particulières seront données à chacun d'eux dans ce sens.

L'attention de votre comité a été aussi appelée sur l'obstacle que présente encore à la colonisation, les étendues considérables possédées par des particuliers, ou des compagnies qui se refusent à en disposer, à quelque prix que ce soit, ou du moins à des prix convenables. On s'est toujours fié sur le fonctionnement du système municipal, pour remédier à cet inconvénient; mais il est en plusieurs cas insulissant, et en face de tels obstacles, non-seulement votre comité espère que la loi et les règlements des terres de la Couronne seront strictement mis en force, en ce qui concerne l'annulation des permis d'occupation, mais que de plus, la plus grande vigilance soit employée pour empêcher que des spéculateurs ne s'emparent des terres au préjudice des colons de bonne foi, et il recommande que tout agent des terres de la Couronne, qui tromperait le département et abuserait de sa charge pour favoriser l'accaparement des terres, par des personnes qui n'ont point l'intention de les mettre en valeur, soit destitué.

Votre comité est informé que les terres de la compagnie pour l'exploitation des mines de charbons et des pêcheries de Gaspé, tant dans le comté de Bonaventure que dans le comté de Gaspé, seront prochainement mises en vente, et il est d'avis que la colonisation de cette partie du pays serait grandement activée, si ces terres pouvaient être acquises par le gouvernement à des conditions qui permettent de les revendre au même taux que les terres de la Couronne en général.

En ce qui concerne le projet qui lui a été renvoyé, par votre honorable Chambre, au sujet de l'agriculture, votre comité a appris avec plaisir, que l'auteur de ce projet doit le soumettre au conseil d'agriculture, et votre comité ne voyant rien dans la loi actuelle qui empêche le conseil d'agriculture de modifier ses règlements dans le sens indiqué, s'il le juge convenable, il s'abtient d'exprimer une opinion sur ce projet.

Votre comité croit, cependant, devoir ajouter que, d'après les observations qui lui ont été remises, par le président du conseil d'agriculture, les plaintes qui lui ont été faites, contre le programme adopté par le conseil, pour les concours pour les terres les mieux tenues, provenant surtout de ce que ce document n'a pas été généralement interprété d'après les vues du conseil, et il apprend avec plaisir que le conseil d'agriculture se propose de faire disparaître les impressions erronées qui peuvent exister à ce sujet.

La question du *Homestead* ou du Patrimoine a été aussi discutée dans votre comité, et si votre comité n'est pas prêt à recommander l'extension aux anciens établissements, de la loi qui a été passée en faveur des nouveaux colons; il croit cependant devoir exprimer le désir que l'on accorde une exemption plus étendue en faveur des instruments aratoires, ainsi que des chevaux de labour pour tous les cultivateurs qui, sur ce point, devraient être mis sur le même pied que les artisans pour les outils nécessaires à l'exercice de leurs métiers, d'après le code de procédure civile.

Le tout respectueusement soumis,

P. J. O. CHAUVÉAU,
Président.

CONDITIONS

Pour la vente des terres publiques à la Société Générale Forestière de France.

Sur la demande d'un octroi de terres, de la }
Société Générale Forestière de France, etc. }

La Société générale Forestière de France, dont le siège est à Paris, No. 1, Place du Théâtre Français, ayant l'intention de favoriser l'émigration des Français en Amérique, en la dirigeant vers la province de Québec, sollicite du gouvernement de cette dite province, par l'intermédiaire de M. Victor-Benjamin Vannier, son agent à Québec, l'octroi de trois cent vingt mille acres de terre, pour être par elle distribués aux nombreux colons qu'elle se propose d'amener dans ce pays de différentes parties de la France, surtout de l'Alsace et de la Lorraine.

Comme l'objet que cette société a en vue semble être en parfaite harmonie avec le but que se propose le gouvernement de Québec, dans les démarches et les efforts qu'il fait pour encourager l'immigration, et par là favoriser l'établissement de nos terres incultes, tout en grossissant le chiffre de notre population, le soussigné croit devoir recommander à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, de vouloir bien ordonner que la dite quantité de trois cent vingt mille acres de terre puisse être octroyés à la dite société, au prix de vingt centins l'acre, les dites terres à être prises en un seul bloc dans chaque canton parmi les lots disponibles et non occupés dans les agences de la Chaudière, de Rimouski et de Bonaventure, et distribués comme suit, savoir :

Dans l'Agence de la Chaudière.

Canton de Adstock, vingt mille	acres.....	20,000
“ Forsyth, cinq mille	“	5,000
“ Gayhurst, vingt mille	“	20,000
“ Jersey, quinze mille	“	15,000
“ Metgermette Nord, quarante mille	“	40,000
“ Risborough, trente mille	“	30,000
“ Langevin, trente mille	“	30,000
“ Walford, quinze mille	“	15,000
“ Marlow, vingt-cinq mille	“	25,000
		200,000

Dans l'Agence de Rimouski.

Canton de Humqui, vingt mille	acres.....	20,000
“ Anentgish, dix mille	“	10,000
“ Matalick, vingt mille	“	20,000
“ Nemtayé, vingt mille	“	20,000
		70,000

Dans l'Agence de Bonaventure.

Canton de Milnikok, vingt mille	acres.....	20,000
“ Matapédia, vingt mille	“	20,000
“ Patapédia, dix mille	“	10,000
		50,000

Total 320,000

Outre les conditions ordinaires d'établissement et le prix qui devra être payé aux termes et dans les délais ordinaires, à compter de l'acquisition régulière des lots, le dit octroi devrait être fait aux conditions suivantes :

1. D'ici au premier février prochain la dite Société Générale Forestière de France fera connaître, par une liste qu'elle transmettra au Département des Terres de la Couronne, le choix qu'elle aura fait et qu'elle devra faire d'ici à ce temps parmi les terres disponibles et non occupées des cantons sus-désignés, de celles qui devront former le montant de l'octroi proposé, dans chacun des dits cantons respectivement.

2. Dans les dix années qui suivront le premier janvier 1872, la dite société établira sur les terrains compris dans le dit octroi proposé, seize cents colons et leurs familles.

3. Dans le même espace de temps elle bâtera seize cents maisons en bois d'au moins vingt pieds sur seize (une maison par famille.)

4. Encore, dans le même espace de temps, elle fera défricher au moins trente-deux mille acres de terres qui devront être tenus en bon état de culture.

Deux cents colons et leurs familles, seront installés sur ces terres, le ou avant le premier juillet prochain, et dès lors, il sera fait, au prix sus-mentionné et aux autres conditions ordinaires, une vente régulière de quarante mille acres des dites terres à la dite société qui devra en payer un cinquième du prix comptant, et la balance en quatre versements égaux et annuels avec intérêt. Et deux cents familles y seront également installées aux mêmes conditions, le ou avant le premier juillet de chaque année subséquente, jusqu'à ce que le dit nombre de seize cents soit rempli.

6. La dite société devra fournir au Département des Terres de la Couronne; une liste des lots qu'elle aura l'intention d'acquérir annuellement pour ces deux cents colons, au moins deux mois d'avance.

7. Jusqu'à ce que telle acquisition régulière soit faite, et qu'un versement soit payé comme susdit, les dites terres, c'est-à-dire celles qui ne seront pas encore vendues, demeureront sujettes aux règles et règlements et usages du Département des Terres de la Couronne, quant à ce qui regarde la vente et la disposition de la coupe du bois et l'exploitation des sucreries, de même qu'elles le sont aujourd'hui.

Et à défaut, par la dite société, de remplir l'une ou quelques-unes des conditions ci-dessus, dès lors l'octroi deviendra nul et comme n'ayant jamais eu lieu, et les terres comprises en icelui, mais non encore régulièrement vendues comme susdit, seront et demeureront par là même de plein droit réunies au domaine du gouvernement de cette province, sans que pour cela il soit besoin d'aucune formalité ni procédure quelconque; et sans que la dite société puisse prétendre ni réclamer aucune indemnité pour les sommes d'argent qu'elles aura dépensées.

Enfin, il est aussi bien entendu qu'avant la vente régulière d'aucuns des dits lots, aux termes ci-dessus mentionnés, en faveur de la dite Société Générale Forestière de France, cette dernière devra démontrer et constater, à la satisfaction du gouvernement de cette province, son existence légale comme corps public d'administration et régulièrement constitué et ayant droit de faire les transactions proposées. De plus, la dite société n'aura en aucun temps le droit d'exiger, en son propre nom, l'émission des lettres-patentes, lesquelles toutefois pourront être émises à sa demande, lorsque toutes les conditions imposées auront été remplies au nom et en faveur du colon occupant réellement chaque lot à patenter respectivement, ou qui devra effectivement l'occuper; auquel colon, la société devra, dans chaque cas, faire et consentir préalablement un transport régulier du lot en question conformément à la loi et aux règlements du Département des Terres de la Couronne.

Respectueusement soumis,

J. O. BEAUBIEN,

Commissaire T. C.

Département des Terres de la Couronne, }
Québec, 1er décembre 1871. }

PREMIER RAPPORT

DU

COMITÉ SPÉCIAL

POUR PRENDRE EN CONSIDÉRATION LES MEILLEURS MOYENS
DE DÉVELOPPER L'INDUSTRIE DANS CETTE PROVINCE.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE,

Québec, 21 décembre 1871.

Votre comité ayant été nommé à une époque très-avancée de la session, et le temps de tous les membres, qui en font partie, se trouvant absorbé par des travaux urgents accomplis dans d'autres comités, il lui a été impossible de réunir plus de trois fois un *quorum* de ses membres ; d'un autre côté, la nature et l'importance des questions soumises à l'étude de votre comité, sont telles qu'il lui faudrait plusieurs mois d'un travail incessant consacré à l'étude d'un grand nombre de documents et à l'examen de spécialités en matière d'industrie, pour pouvoir donner, sur les matières sur lesquelles il a été chargé de s'enquérir, tous les renseignements que votre honorable Chambre peut attendre de lui.

Cependant, malgré le peu de temps laissé à votre comité, il lui a été facile de se convaincre de suite de l'immense importance, même de l'urgence qu'il y a, pour cette honorable Chambre, de bien connaître quelles nouvelles sources de revenu, et quelles richesses l'industrie peut développer dans la Province de Québec, et par conséquent, la grandeur des services qu'un comité de la nature du vôtre peut rendre, et l'impulsion considérable que ses études peuvent donner en ce pays à l'industrie.

Tout en reconnaissant que l'éducation industrielle, concernant un grand nombre des principales branches d'industrie, est encore à créer dans cette Province, et qu'elle est nécessaire pour apprendre à ses habitants à tirer parti de toutes ses richesses, et que l'industrie peut tirer un parti immense de nos pouvoirs d'eau, de nos mines et de nos riches forêts ; votre comité s'est borné, pour le moment, à ne s'occuper que des industries annexes de l'agriculture, considérant quelles sont celles qu'il importe d'avantage de développer au milieu de nous.

Dans une de ses séances, votre comité a entendu, touchant ces dernières industries, M. Bonnemant, cultivateur distingué, propriétaire du domaine de Freulau, dans le Morbihan (France), à qui il a été décerné une des douze médailles d'honneur données par le jury agricole de l'Exposition Universelle de 1871, et qui a une grande expérience dans l'exploitation des industries agricoles.

Votre comité soumet à la considération de votre honorable Chambre, le procès-verbal des réponses de M. Bonnemant, qui est annexé au présent rapport.

Pour atteindre avec plus d'efficacité tout le résultat que votre honorable Chambre a eu en vue, en provoquant la solution des questions à lui soumises, votre comité a l'honneur de suggérer :

1. La formation, par cette honorable Chambre, au commencement de chaque session, d'un comité permanent chargé de s'occuper spécialement des industries en cette Province.

2. La tenue, par ce comité, d'une enquête concernant l'industrie, et plus spécialement touchant les industries à créer, et celles qui se trouvent à exister, mais qui ne sont pas développées suffisamment ; les causes qui entravent les progrès de ces industries.

La dite enquête devra être tenue de la même manière que celle qui a été ci-devant tenue, au sujet de l'agriculture et de la colonisation.

Votre comité recommande, surtout, qu'une série de questions concernant ces matières, soit proposée par des hommes compétents, sous la direction du département de l'agriculture, et adressée à tous les principaux industriels et à toutes les personnes en état de donner des renseignements utiles, afin que les réponses à ces questions puissent aider les travaux du comité que votre honorable Chambre pourra juger à propos de nommer à une prochaine session.

Le tout néanmoins respectueusement soumis,

P. S. GENDRON,
Président.

Réponses faites au comité par M. Emile Bonnemant, agriculteur, Chevalier de la Légion d'Honneur, et Lauréat de la Prime d'Honneur en 1867.

MESSIEURS,

Vous m'avez appelé au milieu de vous, et je veux tout d'abord vous remercier de ce témoignage de confiance qui est pour moi un véritable honneur.

Je ne suis pas tout-à-fait un étranger pour vous, puisque je suis français, mais je suis encore un inconnu ; qu'il soit donc permis à cet inconnu de vous dire, la tête haute, que pendant 20 ans, il a constamment consacré sa vie, sa fortune au progrès de l'agriculture de son pays.

Arrivé depuis peu de temps au Canada, je n'ai pu saisir qu'imparfaitement ses ressources et ses besoins, et il y aurait témérité de ma part à vouloir déduire des conclusions spéciales à votre pays ; permettez-moi donc tout d'abord de poser des règles générales qui s'appliquent également à toutes les nations.

Il ne suffit pas de déclarer l'agriculture la première et la plus indispensable des industries, il ne suffit pas de dire à la jeunesse instruite que toutes les carrières libérales étant encombrées, il est temps de venir chercher honneur et profit aux champs ; il faut pour être logique avec de tels discours organiser les moyens d'enseignement qui permettent à la jeunesse *telle que la forment* les établissements d'instruction publique, de s'initier à l'apprentissage de la profession agricole.

La Prusse, et c'est son honneur, est entrée la première dans cette voie de l'organisation de l'enseignement agricole supérieur ; en 1806, grâce au génie de Thaër, elle fondait l'institut agronomique de Maglin, puis le Wurtemberg l'imitait par la création de Hohenheim ; enfin l'Angleterre, comprenant la portée de ces institutions et leurs heureux résultats, fonda l'école de Cirenster.

Et, en effet, tous les hommes politiques vraiment habiles sachant bien : "quo toute situation agricole qui n'assure pas à ses entrepreneurs et à ses ouvriers les pro-

fits et les salaires que l'industrie peut leur offrir, toute situation de cette sorte, n'a et ne peut rien avoir de durable." Tous ces hommes, dis-je, persuadés, que la prospérité d'une nation dépend en premier lieu de la prospérité de son agriculture, ont, par tous les moyens en leur pouvoir, cherché à développer ses progrès.

En Angleterre, grâce au savant système de culture, grâce à l'emploi des meilleurs engins, la ferme s'est transformée en manufacture, et un jour Sir Robert Peel a pu dire : L'agriculture anglaise, noble sœur de la grande industrie, ne craint plus de rivalité et nous ouvrons toutes nos portes à la concurrence étrangère ; voilà ce qui a fait de l'Angleterre la plus grande et la plus forte des nations civilisées, voilà ce qui assure sa richesse et son avenir.

Il est évident, messieurs, qu'on ne peut demander de semblables résultats à cette Puissance du Canada, nouvel élu récemment appelé à compter parmi les nations agricoles et industrielles, mais, si on ne peut demander ce résultat, du moins a-t-on le droit et le devoir de demander si l'on est dans la bonne voie pour atteindre le but. L'émigration a inquiété les meilleurs esprits ; le dernier recensement a donné à réfléchir à ceux qui étaient tentés de fermer les yeux, et aujourd'hui de tous côtés on n'entend plus qu'une seule voix ; sommes-nous dans le vrai au point de vue agricole ? ne devrions-nous pas, imitant l'exemple de l'Angleterre, de la France, de la Prusse, ne devrions-nous pas songer à annexer à notre agriculture les industries qui ont fait la fortune des départements du Nord et de l'Est de la France, de la Suisse, de la Hollande, de la Saxe ?

Le premier, le seul moyen d'élucider cette question, c'est d'instituer une commission chargée de faire une enquête sérieuse sur l'état de votre agriculture, sur vos importations, sur vos exportations ; de façon à bien voir où vous en êtes ; quelles sont vos parties fortes, quelles sont vos parties faibles ; mais cette enquête, pour être vraiment utile, profitable, doit être faite par des hommes pratiques, exclusivement dévoués au progrès du pays et n'ayant pas de parti pris.

Une telle enquête vous démontrera, sans nul doute, que les industries suivantes : Fromagerie, Féculerie, Distillerie, Sucrerie, seraient autant de sources de fortune pour votre agriculture nationale.

Ces industries ont généralement un double avantage ; elles permettent de réaliser un profit immédiat en argent, et, de plus, par leurs résidus, elles sont une source abondante de nourriture pour le bétail de la ferme, partant une source de richesses pour l'exploitation.

De plus, la transformation des produits naturels du sol en produits manufacturés, tout en donnant un bénéfice net pour la fabrication diminue également beaucoup les frais généraux résultant de leur transfert de la ferme au marché ; ainsi, un cultivateur pourra facilement porter 10 kilogrammes de fromages, mais il aurait de la peine à transporter 300 litres de lait.

Cinq mille livres de féculo seront plus maniables que 25,000 livres de patates. La sucrerie de betteraves située à dix milles dans les terres pourra expédier, sans trop de frais, 5,000 livres de sucre, tandis que 100,000 de betteraves offriraient de grandes difficultés.

Puis, songez à ce que vous importez de fromage des Etats-Unis et d'Angleterre, de sucre et de mélasse de la Havane et autres lieux ; ne vaudrait-il pas mille fois mieux que la fabrication de ces produits profitât à votre culture et à vos nationaux.

L'enquête doit donc, il me semble, vous démontrer que l'annexion aux fermes de certaines industries agricoles serait une véritable richesse pour la culture canadienne ; reste à savoir maintenant quelles seraient les meilleures de ces industries et les lieux où elles devraient être préconisées. C'est là le travail que devrait faire cette commission.

Avant de terminer, j'appellerai votre attention sur un dernier fait ; dans une brochure intitulée : "La Province de Québec et l'Emigration Européenne," je lis à la

page 80. "L'agriculture est la base de la pêche, comme ailleurs elle est la base des manufactures et de l'industrie." C'est assurément vrai; mais il n'est pas moins vrai de dire "Que la pêche peut rendre à l'agriculture des services incalculables."

Or, dans l'état actuel des choses, la culture du Canada tire-t-elle de ses pêcheries toutes les ressources qu'elle *devrait en tirer*; n'y a-t-il pas là des richesses entières perdues, et l'industrie de la fabrication de l'engrais, cette mine d'or, est-elle convenablement comprise et exécutée; j'affirme que s'il m'était donné de passer une été sur les côtes de la Gaspésie, j'enrichirais les cultivateurs en leur apprenant à faire les composts des poissons.

Je vous le répète donc, Messieurs, si j'avais l'honneur d'être canadien, si j'avais l'honneur de siéger parmi vous, j'insisterais de toutes mes forces pour essayer d'arriver à trouver les moyens qui permettraient de réaliser les progrès agricoles que j'ai signalés à votre attention.

Et si l'enquête me démontrait d'une manière évidente que l'annexion des industries agricoles réaliserait les avantages qui, au premier aperçu, et d'après l'exemple des diverses nations de l'Europe semblent en découler, je n'hésiterais pas à créer, à l'imitation de la Prusse, du Wurtemberg, de l'Angleterre, un institut supérieur d'agriculture où la jeunesse instruite pourrait venir chercher *Honneur et Profits*.

Le Ministre de l'Agriculture m'ayant prié de lui remettre un projet à ce sujet, je lui avais adressé le mémoire ci-joint, que j'ai l'honneur de déposer sur votre bureau.

EMILE BONNEMANT.

Québec, 19 novembre 1871.

MONSIEUR LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE, QUÉBEC.

MONSIEUR LE MINISTRE,—Vous m'avez fait l'honneur de me demander un rapport sur l'établissement, dans la province de Québec, d'une école supérieure d'agriculture et des arts industriels se rattachant à la culture du sol.

Je m'empresse de satisfaire à votre désir, et, veux, en même temps, vous remercier sincèrement pour la confiance dont vous daignez m'honorer.

En Europe, la science agricole tend à devenir une science technologique, une science industrielle qui étudie l'exploitation du sol sous le double point de vue, d'une part du terrain et du climat, et d'autre part du marché et du capital. Ainsi complétée dans le sens des idées de l'illustre Thaër, de Schwertz, d'Arth, Young, de Mathieu, de Dombasle, de Jasparin, la science agricole, et c'est là son titre à la confiance des praticiens, s'appuie donc à la fois et sur les sciences physiques et naturelles, et sur les sciences économiques. Elle profite des faits acquis à la chimie, à la mécanique, à la météorologie, à la zoologie, mais en même temps elle doit rester fidèle à son mandat industriel et tenir compte des intérêts financiers de l'exploitation du sol.

Aujourd'hui, dans toutes les contrées réellement avancées en agriculture, une ferme est une *manufacture* de produits organiques, animaux et industriels, consacrée à l'accroissement des capitaux mis en œuvre.

L'amélioration du sol n'est pas seulement une question agricole, c'est une question de prospérité manufacturière et commerciale; il s'agit donc ici d'un intérêt de premier ordre, et non-seulement les populations agricoles, mais encore toutes celles qui doivent être approvisionnées par une agriculture prospère et qui ouvre de la sorte un vaste débouché aux produits manufacturés, sont intéressées au dénouement de cette question.

Il faut se graver dans la mémoire ce principe fondamental : " Le travail doit créer l'aisance et l'aisance doit consommer les produits du travail." Voilà les véritables bases de la prospérité d'une nation, et tout état qui veut marcher vers un progrès constant, stable et fructueux doit s'efforcer de mettre en harmonie la prospérité de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, tout en n'oubliant pas la culture des sciences, des arts et des lettres.

Mais ici, Monsieur le Ministre, je me trouve à l'aise pour soutenir les principes que je viens de vous soumettre, quand on étudie les travaux de la Législature et du Gouvernement Canadien, quand on voit leurs efforts réunis pour arriver au bien, les sommes importantes votées au budget pour atteindre ce but, un français ne peut qu'admirer ces nobles aspirations et regretter que la nouvelle France ne fasse plus partie de la France du 19ème siècle.

Les sacrifices pécuniaires, les efforts du Parlement de Québec sont un fait certain ; mais ces efforts et ces sacrifices portent-ils tous les fruits qu'on est en droit de leur demander.

La question qui semble préoccuper au premier degré l'attention du Gouvernement, est celle de l'Immigration et de la Colonisation. La Puissance du Canada fait appel aux étrangers pour venir peupler ses admirables terres encore incultes, pour venir partager toutes ces richesses que la Providence a si prodigieusement répandues sur son territoire. Tous les yeux semblent tournés vers l'Europe, tous les encouragements semblent offerts à ceux qui viendront de loin.

N'y a-t-il pas là, Monsieur le Ministre, une réforme à opérer ; vous demandez à l'Europe de vous envoyer des cultivateurs connaissant tous les perfectionnements de la science nouvelle ; vous demandez à l'Europe de vous envoyer des ouvriers d'*Etat* connaissant parfaitement leur métier ; mais n'oubliez-vous pas un peu trop votre élément canadien ; il est intelligent ; son instruction primaire est *au moins* égale à celle de nos ouvriers du vieux monde ; il serait facile de lui apprendre les notions industrielles et agricoles qui lui manquent ; en faisant appel aux masses étrangères, ne craignez-vous pas de voir passer en leurs mains les richesses du pays ; quand, profitant de votre généreuse hospitalité elles auront tari les sources de richesses que vous leur aurez offertes, le sentiment de la Mère-Patrie se réveillera, elles vous quitteront à nouveau emportant les richesses de vos compatriotes.

Ne craignez-vous pas, lorsque vous faites appel à l'Immigration de voir s'implanter dans votre pays si loyal des gens qui en sont indignes, ne craignez-vous pas de voir s'accomplir ce fait qui se passe aux Etats-Unis, c'est-à-dire de voir votre sol envahi par la population non-seulement la plus misérable, mais la plus démoralisée de la vieille Europe, par ces hommes qui, réduits chez eux à la misère, cherchent une issue à tout prix, qui ne peuvent vous fournir qu'une force animale, mais non intelligente, et ne sauraient, par conséquent, vous donner le progrès véritable.

Ne vous seriez-vous pas un peu trop préoccupé de l'Immigration, laissant d'un autre côté l'Emigration s'accomplir à grands pas ?

Vous vous occupez beaucoup de colonisation, de défrichement ; n'oublieriez-vous pas, peut-être, un peu trop vos vieilles paroisses ? Si l'Emigration continue, et si le jour où l'Immigrant, foulant pour la première fois le sol du Canada entend dire : " Que venez-vous faire ici quand nous-mêmes nous émignons vers les Etats pour nous créer un avenir." Quel sera en définitive le produit de vos efforts pour attirer de nouveaux colons ?

Le jour où la culture des vieilles paroisses sera vraiment lucrative, le jour où le cultivateur tirera de sa terre la quintessence à laquelle il a droit, ce jour-là la réputation des terres du Canada sera telle que la distance de l'Océan sera bientôt franchie et que les immigrants viendront d'eux-mêmes, sans qu'ils y soient sollicités.

Mais pour arriver à ce but si désirable, êtes-vous sûr d'être dans la bonne voie ; l'agriculture dans les vieilles paroisses est-elle bien ce qu'elle devrait être, et l'as-

solement est-il convenablement réglé; l'élevage du bétail, cette mine de richesses, qui a fait la fortune de l'Angleterre et de la Hollande, est-il convenablement pratiqué?

Les produits de la ferme sont-ils ceux qui devraient exister, leur emploi, leur vente produisent-ils tout ce qu'ils devraient produire? si par une industrie annexe ou les transformant, le résultat ne serait-il pas meilleur? Telles sont, Monsieur le Ministre, les diverses questions que je sou mets à votre appréciation et à celle du comité d'agriculture. Trop nouveau venu parmi vous, je n'oserais exprimer mon opinion personnelle et, cependant, d'après ce que j'ai vu, d'après tous les renseignements qui m'ont été fournis par votre département même, je vois qu'il y a des modifications utiles à introduire, et ces modifications, vous ne pouvez les réaliser que par la création d'une grande institution nationale à la fois agricole et industrielle, institution qui répandra dans tout le pays les secrets des sciences nouvelles, permettant ainsi à vos nationaux de conserver et d'exploiter les richesses de leur pays sans les voir passer aux mains d'étrangers.

Je vous proposerais donc, Monsieur le Ministre, de créer dans la province de Québec une école normale, supérieure, de l'agriculture et des industries annexes de la culture.

Les institutions établies depuis longtemps en Europe ont été le véritable point de départ du progrès! Thaër en Prusse, Schwertz en Wurtemberg, ont par la création de semblables écoles métamorphosé leurs pays; lorsqu'il y a quelques années je visitais le célèbre institut de Hohenheim (près Stuttgart) je ne pouvais me défendre d'un sentiment de tristesse en comparant ce petit pays à la vieille France et aux traditions glorieuses; dans le premier les hommes d'état encouragent l'agriculture; dans le second ils savent trouver des millions pour leurs théâtres, mais refusent quelques mille francs au budget de l'agriculture. Et, cependant, tous les bons esprits, tous les hommes sincèrement dévoués à la cause agricole n'ont cesse de réclamer le rétablissement de l'institut agronomique de Versailles.

En Prusse, en Wurtemberg et dans toute l'Allemagne, les écoles et les stations agricoles ont partout vulgarisé la science et partant ont répandu la richesse; elles ont élevé ces pays à un niveau intellectuel et physique qui leur a donné dans quelques années une supériorité morale et matérielle avec laquelle ils ont pu triompher de ceux qui se croyait leurs supérieurs.

L'établissement dont je vous proposerais la création prendrait le nom: "*d'Ecole Normale, d'Agriculture et des Arts Industriels de la Culture.*"

Il donnerait, en même temps, l'instruction théorique et pratique, c'est-à-dire qu'aux cours des professeurs serait annexée une petite exploitation agricole, où par des faits patents les professeurs devraient justifier les théories qu'ils enseignent.

Cette exploitation devrait contenir de 100 à 150 acres; être située près de Québec ou de Montréal, de façon à recevoir non-seulement des élèves pensionnaires, mais être accessible aux personnes habitant un de ces grands centres, et leur donnant des notions et des goûts agricoles; l'étude des industries qui se rattachent à la culture du sol formerait, sans aucun doute et promptement, de nouveaux adeptes.

1. Organisation du personnel.

Les sciences qui seraient professées seraient représentées par les chaires suivantes:

1. Professeur d'agronomie et de culture appliquée.
2. Professeur de Zootechnie et de Médecin vétérinaire. (J'appelle toute l'attention du ministre sur cette chaire, car il me semble que l'étude de la médecine vétérinaire n'est représentée nulle part au budget.)

3. Professeur de chimie agricole et des industries annexes de l'agriculture.

4. Professeur de Sylviculture, traitant de l'exploitation des forêts et de l'emploi industriel et commercial et des diverses essences de bois.

5. Professeur de constructions rurales, de mécaniques appliquées à l'agriculture, de drainage, d'irrigation.

Soit, cinq chaires pour la partie scientifique de l'école; il y aurait, en outre, sur l'exploitation un chef de culture chargé de la direction des opérations agricoles et un chef jardinier qui enseignerait la culture maraîchère, cette source de fortune près des grands centres.

Enfin la direction générale serait confiée à un directeur qui devrait s'entendre avec les ministres de l'Instruction Publique et de l'Agriculture pour tous les détails concernant la gestion de l'établissement et la direction des cours scientifiques et pratiques.

II. *Elèves.*

L'Ecole Normale recevrait des internes au nombre de . La pension serait fixée à . La durée des études serait de deux ans. L'année scolaire se composerait de neuf mois, du 1^{er} mars au 1^{er} décembre. Chaque année des examens seraient passés, et la dernière année un diplôme serait accordé aux élèves qui auraient satisfait aux conditions du jury; ce diplôme serait nécessaire pour remplir des postes du Gouvernement au Département de l'Agriculture.

En outre des élèves internes, les cours scientifiques et pratiques seraient ouverts au public qui pourrait en profiter suivant ses désirs.

III. *Personnel de l'exploitation agricole.*

L'exploitation agricole serait dirigée par le chef de culture et le jardinier maraîcher conformément aux instructions données par le directeur; le personnel attaché à l'exploitation serait de un homme et une femme pour trente acres: plus, un vacher, un porcher et un berger.

IV. *Etablissements annexés à l'Ecole.*

Il serait établi un conservatoire contenant les meilleurs instruments agricoles pratiques; un musée renfermant les produits naturels de la Province de Québec, et les produits agricoles fabriqués seraient étalés au fur et à mesure des ressources affectées à l'Ecole. Aussitôt que les circonstances le permettraient, on établirait également un spécimen en nature et au 10^e des industries annexées de l'agriculture, sucrerie, distillerie, huilerie, féculerie. Une écurie contenant les types des meilleurs reproducteurs et les mieux appropriés aux conditions de culture du Bas-Canada, serait également annexée à l'Ecole; le Gouvernement accorderait, comme récompense, aux meilleurs cultivateurs la possibilité de jouir de ces reproducteurs.

Tous les renseignements agricoles pourraient être demandés par les cultivateurs au Directeur de l'établissement qui les ferait donner par les professeurs compétents pour leur solution.

V. *Fonctions du Directeur.*

Chaque année, le Directeur devrait fournir un rapport qui serait adressé aux Ministres de l'Instruction Publique et de l'Agriculture, et au Parlement; le Directeur de l'établissement pourrait également recevoir la mission du Gouvernement de parcourir les divers comtés de la Province, pour lui donner un état de la culture dans chacun de ces comtés, lui signaler les améliorations qui sembleraient utiles.

Budget.

La question financière est assurément des plus sérieuses, et si j'habitais encore la France, j'oserais à peine soumettre ce projet; mais quand j'étudie le Budget de la Province de Québec, je prends courage, et je crois qu'un pays où l'on vote pour

L'Instruction Publique et l'Agriculture un Budget comme celui de 1870, je crois qu'en un tel pays on peut proposer d'imiter l'exemple de Wurtemberg et de la Prusse, c'est-à-dire des nations les plus avancées de l'Europe.

Dépenses, une fois faites, ou foncières.

Achat ou location d'une terre d'environ 100 à 150 acres, aux environs de Québec ou Montréal.....

Bâtiments à construire pour appropriation à l'école, environ... \$15 à 20,000 00

Si on affermait une propriété, cette grosse dépense foncière disparaîtrait pour être remplacée par un affermage annuel.

Le chapitre d'achat des animaux reproducteurs, servant de types aux cultivateurs canadiens, serait réglé suivant les ressources disponibles.

Il en serait de même pour les instruments du conservatoire et pour les produits du musée, ainsi que l'établissement du 10e des industries annexées. Ces dépenses ne nécessitent pas un chiffre déterminé, et peuvent varier suivant les ressources budgétaires.

Dépenses annuelles.

5 professeurs, à \$1,000 chacun.....	\$5,000 00
1 chef de culture.....	500 00
1 jardinier maraîcher.....	500 00
3 ouvriers, chefs, vacher, etc., etc., à \$300.....	900 00
Le directeur, pour mémoire.....	

Soit environ..... \$7 à 9,000 00

Les ouvriers et ouvrières employés sur l'exploitation seraient probablement payés par les revenus de la ferme ; il ne faut donc pas en tenir compte. Quant à la pension des élèves internes elle serait combinée de façon à couvrir la dépense nécessitée.

Je ne me permettrai pas d'entrer dans plus de détails ; ils devraient être examinés par une commission compétente. Quand on parcourt le budget de l'Instruction publique et de l'Agriculture, et qu'on voit aux chapitres Immigration, Sociétés d'Agriculture et Colonisation, des chiffres s'élevant à plus de \$100,000.00 on ne doute pas que le Gouvernement et le comité d'Agriculture n'accueillent favorablement la création d'une école Nationale qui serait à la fois une œuvre glorieuse et fructueuse pour leurs compatriotes, car ils mettraient leurs concitoyens dans la possibilité d'acquérir les connaissances nécessaires pour exploiter par eux-mêmes et sans le concours des étrangers, les richesses que la Providence a déposées dans leur sol et dans leurs mers.

Le moment est extrêmement favorable pour la réalisation de ce projet ; par suite des troubles politiques et de l'état incertain où se trouve l'Europe, il serait facile de décider des hommes parfaitement capables, munis de diplômes spéciaux, appuyés par des recommandations de premier ordre, de venir s'établir au Canada pour y répandre leur instruction et le fruit de leur expérience.

Je désire, Monsieur le Ministre, que ce petit travail, bien imparfait, puisse répondre à vos aspirations ; je me mets entièrement à votre disposition pour vous fournir tous les éclaircissements qui vous paraîtraient nécessaires.

Beevez, Monsieur le Ministre,

l'assurance de mes sentiments
respectueux et dévoués,

EMILE BONNEMANT,

Agriculteur, Chevalier de la Légion d'Honneur.

Québec, 30 novembre 1871.

INDEX

DU

CINQUIÈME VOLUME.

35 VICTORIA, 1871.

ACTES DE CETTE PROVINCE,—Epoque à laquelle ils deviendront en force :
Voir *Statuts*, 1.

ADRESSES.

LIEUTENANT-GOUVERNEUR :—Relatives à—

1. *Beauport, Asile de* :—Demandant un état indiquant le nombre d'aliénés actuellement dans l'asile de Beauport, le nombre de ceux qui sont à la charge du trésor de la province, et le nombre de ceux qui ne le sont pas, le montant payé par chacun de ces derniers, à qui ce montant a été payé, et au profit de qui, 148. Voir *Documents*, 2.

Bois :—

2. Demandant un état indiquant l'étendue des terres du domaine public aujourd'hui sous licence pour le commerce de bois, une liste des licences en possession de chaque marchand de bois, et les noms de ces marchands, ainsi que la prime payée au gouvernement pour chaque licence, cet état devant indiquer l'étendue de terre comprise dans chaque licence, 35. Voir *Documents*, 4.
3. Demandant un état de toutes demandes ou applications actuellement pendantes devant le gouvernement ou le département des Terres de la Couronne, dans le but d'obtenir des licences pour l'exploitation des limites à bois ; indiquant les noms, résidences, l'occupation, genre d'industrie ou de commerce des personnes faisant telles demandes ; l'étendue et la situation des limites mentionnées dans leurs applications ; et si le Gouvernement a fait faire ou se propose de faire faire l'exploitation qui doit précéder l'octroi des dites limites, 123.

ADRESSES AU LIEUTENANT-GOUVERNEUR.—*Suite.*

4. Demandant un état indiquant le nombre de limites accordées à divers individus dans les districts de Chicoutimi et de Saguenay, depuis 1850 jusqu'à ce jour, le nom des localités où sont ces limites, l'étendue de chacune d'elle, la date de l'octroi de chaque licence, les conditions auxquelles elles ont été accordées, les sommes d'argent payées pour chaque limite, la quantité des diverses espèces de bois coupés, les sommes payées pour droit de coupe, les dates des paiements pour rentes de terrain et coupe de bois, et tous autres droits imposés par les règlements en force aux diverses époques où les licences ont été accordées ; et quelques sommes d'argent restent dues au gouvernement ou n'ont pas été payées, et pour quoi ; si le gouvernement a fait des remises sur telles sommes dues, et à qui ces remises ont été faites, et pour quelles raisons, 112. Voir *Documents*, 5.
 5. *Discours du Trône* :—Motion pour une adresse en réponse au discours de Son Excellence à l'ouverture de la session, 8. Motion adoptée, 9. Comité chargé de rédiger l'adresse ; Rapporté, 9. Ordre d'en faire la grosse ; devant être présentée par les membres du Conseil Exécutif, 11. Réponse, 28.
 6. *Gaspé* :—Demandant les requêtes signées par Théodore Robitaille et autres, ainsi que toutes autres requêtes ou papiers concernant le rachat par le gouvernement, des terres de la compagnie pour l'exploitation des mines de charbon et des pêcheries de Gaspé, 40. Voir *Documents*, 9.
 7. *Immigration* :—Demandant copies de toutes correspondances entre les gouvernements de la Puissance et de la province de Québec, depuis le premier décembre dernier, relativement à l'immigration ; aussi, copies de tous ordres en Conseil sur le même sujet, et copies des décisions prises lors de la dernière conférence, tenue au sujet de l'immigration, dont parle le discours du trône de la présente session ; et aussi, les noms des officiers ou agents d'immigration, ainsi qu'un état des sommes payées à chacun d'eux, 31. Voir *Documents*, 11.
- Instruction Publique* :—
8. Pour copie de toute correspondance entre les départements de l'Instruction Publique et certaines personnes qui ont offert de se charger de faire une série de livres d'enseignement pour l'usage des écoles communes, 123.
 9. Demandant un état du nombre de livres choisis par le Conseil de l'Instruction Publique et approuvés conformément à la loi, pour l'usage des écoles communes de cette province, 123. Voir *Documents*, 14.
 10. *Jurés* :—Demandant un état montrant les montants reçus sous l'autorité du chap. 16 de la 31e Vict., pour le paiement des petits jurés ; aussi, les montants payés aux dits jurés, distinguant les montants payés aux jurés de chaque municipalité et les montants reçus de chaque municipalité, 168.
 11. *Montmagny* :—Demandant la requête des francs-tenanciers du comté de Montmagny, demandant la remise des arrérages qu'ils doivent au gouvernement sur le prix de leurs terres ; et demandant aussi des octrois gratuits de terre pour faciliter le développement de la colonisation dans ce comté, 38. Voir *Documents*, 16.

ADRESSES AU LIEUTENANT-GOUVERNEUR—*Suite*.

12. *Montmagny et Beauce* :—Demandant copie de toute la correspondance concernant la résidence du juge nommé pour exercer les fonctions judiciaires dans les districts de Montmagny et de Beauce, 97. Voir *Documents*, 17.
13. *Montréal* :—Demandant toute correspondance entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial, relativement au transfert de la propriété à Montréal, située rue Notre-Dame, entre la rue Claude et la place Jacques-Cartier, 79. Voir *Documents*, 18.

Municipalités : —

14. Pour un rapport spécifiant quelles municipalités dans la province de Québec ont emprunté sur le crédit du fonds consolidé d'emprunt municipal du Bas-Canada, les montants ainsi empruntés par chaque municipalité, la date de chaque emprunt, et la balance due par chaque municipalité sur les intérêts et le capital, jusqu'au 30 juin dernier, 41. Voir *Documents*, 19.
15. Demandant tous les papiers concernant les avances faites aux municipalités sur le crédit du fonds d'emprunt municipal du Bas-Canada, pour l'achat de grains de semence, en vertu de l'acte de la ci-devant province du Canada, 26 Victoria, chap. 2, 79.
16. *Poudre* :—Demandant un état détaillé constatant le nombre de licences pour vendre de la poudre, émanées depuis la passation de l'acte 34 Vict. chap. 2, intitulé : "Acte pour refondre et amender la loi relative aux licences, et aux droits et obligations des personnes tenues d'en être munies," le nom des personnes qui ont pris ces licences et le montant payé par chacune d'elles, ainsi que copie des instructions données par le gouvernement aux officiers chargés de percevoir le paiement de ces licences : de même, copie de tous règlements faits par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, conformément aux dispositions du dit acte, pour la réception, le transport, l'emmagasinage et la livraison de la poudre, et les pénalités infligées pour toutes infractions aux dispositions du dit acte, 38. Voir *Documents*, 21.

Terres : —

17. Demandant un état détaillé du montant des sommes remises depuis le 15 juillet 1867, aux personnes endettées pour le prix des terres achetées du gouvernement, soit avant, soit après le 1er juillet 1867, indiquant à qui et à quelle époque ces remises ont été faites et pour quelles raisons ; le montant dû par chaque personne et le montant qui lui a été remis ; les numéros des lots et aussi les rangs, townships et comtés où sont situés les lots à raison desquels telles réductions ont été faites, 173.
18. Demandant tous retours ou rapports en possession du département des Terres de la Couronne, concernant la valeur des terres et la quantité de pin dans le bloc A, plus particulièrement décrit dans le chap. 21, 34 Vict., intitulé : "Acte pour pourvoir à l'octroi de certaines terres pour venir en aide aux compagnies de chemins à lisses y mentionnées," 148.

ADRESSES AU LIEUTENANT-GOUVERNEUR—*Suite.*

19. *Terres de la Couronne* :—Demandant un état des terres occupées et concédées en vertu de permis d'occupations du département des Terres de la Couronne, enlevées aux colons par le département ou les agents, dans les comtés de Montmagny et de Bellechasse, depuis le quinze avril dernier, spécialement les raisons pour lesquelles ces terres ont été reprises ; si elles ont été revendues ou concédées, à qui, pour quel prix et à quelle époque ; aussi un état des colons, qui, dans les mêmes comtés, sont en arriérages avec le département pour le prix de leurs terres, 173.
20. *Trois-Rivières* :—Demandant un état détaillé indiquant les dépenses du bureau du protonotaire des Trois-Rivières, depuis le 1er juillet 1867, 168.

AGRICULTURE ET DES TRAVAUX PUBLICS :—

1. Rapport du Commissaire de l'. Voir *Documents*, 1.
2. Bill pour amender l'acte concernant le département de l'Agriculture et des Travaux Publics ; du Conseil ; Lu la 1ère fois, 142. Ordre pour seconde lecture déchargé, 167.
3. Pétition du Conseil du bureau d'Agriculture de la province de Québec ; demandant de vouloir bien prendre en considération la question du drainage, et aviser aux moyens à prendre pour l'introduire dans la province de Québec, 94.

AGRICULTURE, IMMIGRATION ET COLONISATION :—Comité permanent nommé, 11. Premier rapport recommandant une réduction du quorum ; quorum réduit à sept membres, 29. Membres ajoutés, 29. Instruction au comité de s'enquérir des moyens les plus propres à aider à faire progresser la classe agricole, 60. Second rapport. (*Appendice No. 2.*) 129. Ordre d'en faire l'impression, 129.

AJOURNEMENT DE LA CHAMBRE :—Voir *Assemblée Législative*.

AMENDEMENTS :—Voir *Questions*.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE :

Rapports des membres élus pour siéger dans l'Assemblée Législative de la province de Québec, à sa première session du second parlement, viii à x.

1. La Chambre se rend auprès de Son Excellence :—A la barre du Conseil ; à l'ouverture de la session, 2. Après l'élection d'un Orateur, 3. A la clôture de la session, 178.
2. Ses votes devant être imprimés chaque jour, 5.

Réunions et ajournements de la Chambre :

4. Continue à siéger après minuit, 59, 144, 169.
5. Siège le samedi, 118, 144.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE—Suite.

6. Ajourne pour cinq minutes, 169.
7. Ajourne pour un jour, 35, 113.
8. Ajourne au lendemain à 11 h. A. M., 173.
9. Ajourne au lendemain à 2 h. P. M., 142.

ASILE MILITAIRE DU CANADA :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 12.

BEAUCE:—Pétitions demandant respectivement que le Juge de la Cour Supérieure, nommé pour ce district, soit tenu d'y résider, et qu'il ne soit pas nommé de magistrat stipendiaire pour le dit district, 94, 114, 118, 129. Voir *Documents*, 17. *Adresses*, 12.

BEAUHARNOIS :

1. Hospice St. Joseph de:—Pétition demandant que son allocation annuelle soit continuée et augmentée, 36.
2. Hospice St. Joseph de:—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 12.

BEAUPORT, ASILE DE :—Voir *Documents*, 2, 3. *Adresses*, 1.

BELLECHASSE :—Bill pour détacher le comté de Bellechasse du district judiciaire de Montmagny, et l'annexer à celui de Québec:—Présenté, 137. Lu une seconde fois et renvoyé à un comité général, 173. Considéré; Rapporté; Passé, 177.

BERTHIER, CONSEIL DE VILLE DE LA VILLE DE :—Pétition demandant des amendements à son acte d'incorporation, 73. Avis 83. Bill présenté, 95. Lu une 2^e fois et renvoyé au comité des bills privés; 60^e règle suspendue, 121. Rapporté, 127. Considéré; Rapporté; Passé, 130. Par le conseil avec amendements, 168. Considérés et adoptés, 169. S. R., 180. (35 Vic., c. 35.)

BIBLIOTHÉCAIRE :—Rapport annuel du :—6.

BIBLIOTHÈQUE DE LA LÉGISLATURE, COMITÉ COLLECTIF DE LA :—Membres nommés par l'Assemblée, 13. Message envoyé au Conseil, 13. Message du Conseil désignant les membres nommés par lui, 32. Rapport concernant les comptes, le catalogue, etc., 126. Adopté, 177.

BLANDFORD, STE. MARIE DE :—Pétition demandant que la paroisse de Ste. Marie de Blandford, soit érigée en une municipalité, 67. Avis, 78. Bill présenté, 79. Lu une 2^e fois et renvoyé au comité des bills privés, 107. Rapporté, 130. Considéré en comité; Rapporté; Passé, 135. Par le Conseil, 168. S. R., 179. (35 Vic., c. 20).

BILLS :

1. Questions de deuxième lecture, rejetées, 134, 177.
2. Deuxième lecture remise à six mois, 58.
3. Ordre pour la deuxième lecture, rescindé, 149, 167.
4. Ordre pour la troisième lecture, rescindé, 143.
5. Renvoyé de nouveau au comité des ordres permanents, 143.
6. Renvoyés à des comités généraux, 37, 61, 68, 131, etc.
7. Renvoyés de nouveau à des comités généraux, 61, etc.
8. Renvoyés à des comités spéciaux, 68, 157.
9. Passés sans être renvoyés à un comité, 117, 161.
10. Passés plus rapidement qu'à l'ordinaire, 117, 161, 176.
11. Présenté, lu la 2e fois, renvoyé à un comité général, considéré, rapporté et passé de suite, 176.
12. Lus les deuxième et troisième fois et passés de suite, 117, 161, 176.
13. Lus la deuxième fois, considérés en comité et passés le même jour, 106, 107, 155.
14. Considérés en comités, amendés et rapportés de suite, 72, 115, 135, etc.
15. Considérés en comité, rapportés, lus la troisième fois et passés à la même séance, 61, 62, 105, 106, 111, 115, etc.
16. Amendés après troisième lecture, 140, 141.
17. Bill retiré, 168.
18. Bill ré-imprimé, 119.
19. Honoraire sur bill remboursé, 130.
20. Amendés par le Conseil ;—Considération des amendements remise à un autre jour, 147, 168, 171, 174, etc. Considérés et adoptés immédiatement, 157, 168, 171, etc.
21. Amendements du Conseil, non adoptés, 171.
22. Amendements du Conseil modifiés, 177.
23. Bills du Conseil, 121, 142, 175.
24. Amendés, 145.
25. Sanctionnés, 178.

BILLS PRIVÉS :

1. Comité Permanent des divers bills privés nommé, 11. Premier rapport et réduction du quorum, 32. Quorum réduit à sept, 32. Second rapport, 57. Troisième rapport, 64. Quatrième rapport, 83. Cinquième rapport, 94. Sixième rapport, 94. Septième rapport, 97. Huitième rapport, 126. Neuvième rapport, 130. Dixième rapport, 137. Onzième rapport, 147. Douzième rapport, 152.
2. Bills renvoyés à ce comité, 41, 44, 57, 58, 64, 68, 80, 86, 96, 97, 107, 111, 116, 121, 128, 135, 150.
3. Prolongation du temps au sujet de la réception des rapports sur des bills privés, 96, 128.
4. Prolongation du temps au sujet de la réception des pétitions pour bills privés, 96.
5. Prolongation du temps pour l'introduction des bills privés, 96.
6. Appel de l'ordre du jour pour bills privés, et heure fixée pour cet appel certains jours, en vertu de la 19ème règle, 105, 111, 115, 141, 164.

BOIS, LICENCES POUR COUPE DE:—Voir *Documents*, 4, 5. *Adresses*, 2, 3, 4.

BONAVENTURE:—Voir *Elections contestées*, 3.

BUREAU D'AGRICULTURE ET DES TRAVAUX PUBLICS:—Bill pour amender l'acte concernant le:—(du Conseil); Lu la 1ère fois, 142. Ordre pour 2e lecture déchargé, 167.

BUREAUX DE DÉPOT ET DE CONSIGNATION:—Bill pour pourvoir à l'établissement de:—Présenté, 29.

CADASTRES:

1. Bill pour amender la loi concernant les plans et livres de renvois des cadastres; du Conseil; Lu la 1ère fois, 121. Lu la 2de fois et renvoyé à un comité général, 126. Considéré; Amendé; Rapporté; Passé tel qu'amendé, 145. Amendements adoptés par le Conseil, 156. S. R., 179. (35 Vic., c. 16.)
- ✓ 2. Bill pour amender la loi concernant l'érection civile des paroisses dans le but de faciliter la confection des cadastres (du Conseil); Présenté; Lu la première et la seconde fois; Renvoyé à un comité général; Considéré; Rapporté; Passé, 176. S. R., 180. (35 Vic., c. 15.)

CANAUx:

1. Pétition demandant de l'aide pour construire un canal de la rivière Mastigouche à la rivière Maskinongé, 108.
2. Voir *Chemins de fer*, 6.

CHAMBLY :

1. Compagnie hydraulique et manufacturière: Pétition demandant la prolongation de sa charte, 40. Avis insuffisants, 64.
2. Hôpital St. Joseph de—Pétition ; demande d'aide, 47. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 12.
3. Pétition demandant de l'aide pour une nouvelle maison d'éducation à Chambly, 136.

CHAMBRE DES COMMUNES:—Lettre du Greffier conjoint des deux Chambres sur les impressions, demandant que les documents des Législatures locales soient adressés au Sénat et à la Chambre des Communes, 6.

CHAMPLAIN:—Voir *Elections contestées*, 4.

CHARLEVOIX:—Voir *Elections contestées*, 5.

CHASSE :

1. Bill pour amender de nouveau les lois de chasse en cette Province ; Présenté, 37. Renvoyé à un comité spécial, 68. Voir *infra*, 2. Rapporté avec des amendements, 109. Considéré ; Rapporté ; Passé, 123.
2. Comité spécial nommé ; Bill renvoyé à ce comité, 68. Premier rapport, quorum réduit, 78. Membre ajouté, 79. Deuxième rapport ; Bill rapporté avec des amendements, 109. Voir *supra*, 1.

CHEMINS :

1. Pétitions demandant de l'aide pour des chemins:—Adstock, 114. Aylmer, 63. Cabans, 118. Cranbourne, 67, 119. Frampton, 40, 119. Ely, 133. Gayhurst, 63. Hampden, 151. Ireland, 32. Kilkenny, 78. Kingbury, 122. Langevin, 119, 176. Lingwick, 151. Matane, 136. Madawaska, 118. Marston, 151. Rimouski, 136. Shenley, 136. Spaulding, 63. Standon, 119. Ste. Adèle, 40. St. Ambroise, 47. St. Ambroise de la Jeune Lorette, 74. St. Barnabé, 146, 161. St. Didace, 109. Ste. Camille, 151. St. Edouard de Frampton, 67, 119. St. Elie, 146, 161. St. Ephrem de Tring, 114. St. François, 119. Ste. Françoise, 122. St. Frédéric, 94. Ste. Germaine du Lac Etchemin, 67, 118. St. Jérôme, 147. Ste. Justine, 176. St. Joseph, 40. St. Lazare, 178. St. Sauveur, 133. St. Sévère, 151, 161. St. Vital de Lambton, 129. St. Romain de Winslow, 36. Stratford, 36. Stoke, 151. Témiscouata, 118. Trois Pistoles, 122. Ware, 119, 176.
2. Pétitions demandant de l'aide pour l'empierrement des chemins:—St. Edouard, 32. St. Cyprien, 36. Laprairie ; St. Jacques le Mineur ; St. Constant ; St. Philippe, 64. St. Aimé ; St. Ours ; Ste. Martine, 67. Ste. Philomène ; St. Urbain premier ; l'Ange-Gardien ; Boucherville ; St. Bruno, 94. Société d'agriculture du comté de Chambly, 118. St. Michel-Archange, 122. St. Hubert, 129. Ste. Gertrude et Maddington, 133.
3. Pétitions demandant de l'aide pour améliorer les chemins publics:—St. George de Henriville ; Iberville, 94.

CHEMINS—*Suite.*

4. Comité spécial pour l'amélioration des chemins publics, 41. Premier rapport; quorum réduit à sept, 60. Second rapport, 127. Renvoyé au comité des impressions, 158.

CHEMINS A LISSES.—La Chambre décide de se former en comité pour considérer certaines résolutions concernant des octrois de terre en faveur de certaines compagnies de chemins à lisses; signification de la recommandation de Son Excellence, 162. La Chambre en comité, 163. Considérés de nouveau, 165. Résolutions rapportées, 165. Adoptées, 167. Bill; Présenté, 167. Voir *St. François et Mégantic*, 1.

CHEMINS DE FER:

1. La Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant la subvention à être accordée à certaines compagnies de chemins de fer; Le comité délibère; Résolutions à rapporter, 113. Résolutions rapportées et adoptées, 117.
2. Bill pour amender l'acte de cette Province, 32 Vic., chap. 52, concernant la subvention à être accordée à certains chemins de fer de colonisation; Présenté, 110. Lu les 2^{me} et 3^{me} fois; Passé, 117. Par le Conseil, 142. S. R., 179. (35 Vic., c. 22.)
3. Bill pour amender la loi concernant la souscription de parts ou l'aide à donner aux chemins de fer par les municipalités; Présenté, 119.
4. Bill pour amender le chapitre 66, des S. R. du C., concernant les chemins de fer; Présenté, 137. Lu une seconde fois, et renvoyé au comité des chemins de fer, 155.
5. Pétition demandant un aide annuel égal à la somme qu'ils sont obligés de payer pour la construction du chemin de fer de Drummond et Arthabaska, 36.
6. Nomination du comité des chemins de fer, etc., 5, 11. Bills à lui renvoyés, 38, 44, 80, 86, 96, 97, 111, 155. PREMIER RAPPORT, recommandant une réduction du quorum, quorum réduit à neuf membres, 32. Membres ajoutés, 38. AUTRES RAPPORTS sur divers bills, 95, 98, 109, 114, 122, 127, 134.

CHICOUTIMI.—Bill pour diviser le comté de Chicoutimi en deux divisions d'enregistrement; Présenté, 151. Renvoyé à un comité général, 168. Considéré; Amendé; Rapporté; Passé, 173. Par le Conseil, 178. S. R., 180. (35 Vic., c. 21.)

CODE CIVIL:

1. Bill pour amender les articles 2123 et 2124, du code civil du Bas-Canada, 110. Ordre pour 2^{de} lecture déchargé; Bill retiré, 168.
2. Bill pour limiter l'application des articles 298 et 299 du code civil, et le titre cinquième du code de procédure civile, 110. Renvoyé à un comité général, 157. Considéré; Amendé; Rapporté; Passé, 168. Par le Conseil, 178. S. R., 180. (35 Vic., c. 7.)
3. Bill pour amender l'article 2260, du code civil de la Province de Québec, relatif à la prescription; Présenté, 60.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE:

1. Pétition demandant des amendements au—40.
2. Bill concernant l'amendement de certains articles du code de procédure civile, la nomination d'un juge additionnel de la Cour Supérieure à Montréal, et l'administration de la justice sous d'autres rapports; Présenté, 44. Renvoyé à un comité général, 147. Considéré; Amendé; Rapport de progrès, 154. Considéré; Amendé; Motion pour la réception du rapport; Motions en amendement à l'effet de renvoyer de nouveau le bill à un comité général; rejetées sur division; Rapporté; Motion pour 3e lecture; amendement à l'effet de renvoyer de nouveau le bill à un comité général; Débats; Rejeté sur division; Lu la 3e fois; Passé, 159. Par le Conseil avec amendements, 175. Adoptés, 176. S. R., 180. (35 Vic., c. 6.)

CODE MUNICIPAL:

1. Pétition demandant des amendements au Code Municipal, 133.
2. Bill présenté, 136. Lu la 2me fois sur division, et renvoyé à un comité général, 155. Considéré; Amendé; Rapporté; Motion pour 3me lecture; Amendement à l'effet de renvoyer de nouveau le bill à un comité général, négative; Lu la 3me fois et passé, 172. Par le Conseil, 178. S. R., 180. (35 Vic., c. 8.)
3. Pétition demandant que l'article 497, du code municipal soit étendu à la cité de Montréal; Reçu et lue, 93.

COLOMBIE BRITANNIQUE :—Reçu du registraire de la Cour Supérieure de la—les lois de cette colonie, 41.

COMITÉS :

1. Résolutions pour la nomination de neuf comités permanents, 5. Comité nommé pour préparer la liste des membres qui doivent les composer, 6. Rapport, 11. Adopté, 12. Voir *Privileges*, 1. *Ordres Permanents*, 1. *Chemins de Fer, Canaux, etc.*, 6. *Bills privés*, 1. *Lois expirantes*, 1. *Dépenses contingentes*, 1. *Impressions*, 1. *Comptes Publics*, 1. *Agriculture, Immigration et colonisation*, 1. Voir aussi *Bibliothèque, Elections contestées*.
2. Membres ajoutés, 12, 29, 38, 79.
3. Instructions à des comités, 60.
4. Sous-comités nommés, 42, 75, 152.
5. Comités collectifs. Voir *Bibliothèque, Impressions*.
6. Comités spéciaux. Voir *Règles et ordres de la Chambre*; *Chemins*, 4. *Chasse*, 2. *Industrie*; *Elections contestées*, 1. *Pouvoirs d'eau, Officiers Publics*, 2.
7. Comités généraux, 30, 37, 65, 76, 80, 81, etc.

COMITÉS—*Suite.*

8. Rapportent progrès et obtiennent la permission de siéger de nouveau, 81, 92, 120, etc.

9. Quorum de comités permanents réduits, 29, 32, 36, 60, 78.

10. Rapports adoptés, 61, 74, 97, 149, 163, 177.

COMPAGNIE DE CRÉDIT :—Voir *Montréal*, 15.

COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER A PASSAGERS DE LA CITÉ DE MONTRÉAL :—Voir *Montréal*, 14.

COMPAGNIE DU CHEMIN A LISSES DE QUÉBEC ET GOSFORD :—Voir *Québec*, 14.

COMPAGNIE DU CHEMIN A LISSES DES COMTÉS DE RICHELIEU, DRUMMOND ET ARTHABASKA :—Voir *Richelieu*, 1.

COMPAGNIE DU CHEMIN A LISSES DE WATERLOO ET MAGOG :—Voir *Waterloo*.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER INTERNATIONAL DE SAINT-FRANÇOIS ET MÉGANTIC :—Voir *Saint-François*, 1.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE JONCTION DE MISSISQUOI :—Voir *Missisquoi*, 1.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE JONCTION DE LA POINTE-LÉVIS ET L'ANSE-AUX-SAUVAGES :—Voir *Lévis*, 1.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE MONTRÉAL, CHAMBLY ET SOREL :—Voir *Montréal*, 31.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE PHILIPSBURG, FARNHAM ET YAMASKA :—Voir *Philipsburg*.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER D'OTTAWA ET LA VALLÉE DE GATINEAU :—Voir *Ottawa*.

COMPTES PUBLICS :—Comité permanent nommé, 11. Comptes Publics de la Province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1871, mis devant la Chambre, ordonnés d'être imprimés et renvoyés à ce comité, 40. PREMIER RAPPORT, recommandant une réduction de son quorum ; Quorum devant être de cinq, 32. SECOND RAPPORT (sur l'examen des livres, documents et comptes, etc.), 170. Adopté, 163. Voir *Documents*, 6.

CONSEIL LEGISLATIF :

Messages envoyés au Conseil :

1. Demandant qu'il s'unisse à l'Assemblée Législative dans la nomination de deux comités collectifs au sujet des impressions et de la bibliothèque, 13.

2. Désignant les députés de l'Assemblée devant faire partie de ces comités, 13.

CONSEIL LÉGISLATIF—*Suite.*

3. Demandant qu'il soit permis à l'honorable Alexandre-René Chaussegros de Léry et l'honorable Thomas McGreevy de comparaître et rendre témoignage devant le comité des privilèges et élections, 74.

Messages du Conseil :

4. Désignant ceux de ses membres devant faire partie du comité collectif de la bibliothèque, 32.
5. Désignant ceux de ses membres devant faire partie du comité collectif des impressions, 37.
6. Informant la Chambre qu'il a permis à l'honorable Alexandre-René Chaussegros de Léry et à l'honorable Thomas McGreevy de comparaître et rendre témoignage devant le comité permanent des privilèges et élections, 81.
7. Adoptant les bills de l'Assemblée (ou des amendements faits à ces bills) avec ou sans amendement, 86, 142, 147, 156, 161, 168, 170, 174, 175, 178.
8. Transmettant ses bills et demandant le concours de l'Assemblée, 121, 142, 175.

Pétitions :

9. Pétitions demandant l'abolition du Conseil Législatif, savoir : Ange Gardien, 93. Iberville, 94, 133. Sainte-Philomène, 93. Saint-Urbain Premier, 93.

CÔTEAU DU LAC :

1. Asile de la Providence :—Pétition ; demandant que leur allocation annuelle soit continuée, 16.
2. Asile de la Providence de Saint-Ignace :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 12.

DÉPENSES CONTINGENTES:—Comité permanent nommé, 11. PREMIER RAPPORT demandant réduction du quorum ; adopté ; quorum réduit à cinq membres, 29. SECOND RAPPORT (sur l'examen des livres, comptes, etc., du comptable), 42. Adopté, 61. TROISIÈME RAPPORT, (sur les rapports des officiers supérieurs de la Chambre), 75. Adopté, 97. QUATRIÈME RAPPORT, (sur divers sujets), 133. Adopté sur division, 149.

DÉPÔTS JUDICIAIRES ET AUTRES :

1. La Chambre décide de se former en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant les dépôts judiciaires et autres, 65. Signification de la recommandation de Son Excellence ; La Chambre en comité, 80. Résolutions à rapporter, 81. Adoptées, 85. Renvoyées au comité général de ce bill, 93. Voir *infra*, 2.
2. Bill concernant les— ; Présenté, 30. Renvoyé à un comité général, et résolutions ci-dessous renvoyées à ce comité, 92. (Voir *Supra*, 1.) Considéré

DÉPÔTS JUDICIAIRES ET AUTRES—*Suite.*

et amendé; bill ré-imprimé, 119. Motion pour la réception du rapport du comité général, 131. Amendements à l'effet de renvoyer de nouveau le bill à un comité général; objection—que la motion est hors d'ordre; M. l'Orateur décide qu'elle n'est pas dans l'ordre; autres motions à l'effet de renvoyer de nouveau le bill à un comité général, rejetées sur division; rapporté 132. Motion pour 3^e lecture, 138. Amendements à l'effet de renvoyer de nouveau le bill à un comité général, rejetés sur division; autre amendement au même effet; objection—que la motion est hors d'ordre; M. l'Orateur décide qu'elle n'est pas dans l'ordre, 139. Autre motion à l'effet de renvoyer de nouveau le bill à un comité général, rejetée sur division; Lu la 3^e fois; Amendé; Passé, 140. Par le Conseil Législatif avec amendements, 171. Adoptés, 171. S. R., 179, (35 Vict., c. 5.)

3. Pétition demandant qu'il soit ajouté un certain *proviso* au bill concernant les dépôts judiciaires et autres, 118.

DEPUTES :

1. Députés élus; Rapport du Greffier de la Couronne en Chancellerie, VIII à X.
2. Prêtent serment et prennent leurs sièges, 1, 2, 29.
3. Résolutions relatives, 1^o à l'élection ou au rapport d'élection d'un membre en certain cas; 2^o à la corruption ou aux intrigues, menées, qui peuvent avoir eu lieu à aucune élection, 3^o à toute offre d'argent ou avantage fait à un membre dans le but de favoriser la passation d'une mesure quelconque, 5.
4. Liste alphabétique des—lue, conformément à la 46^e section de l'acte des élections contestées, 46.
5. Permis d'absence accordés à des députés, 86.

DOCUMENTS :

MIS DEVANT LA CHAMBRE :—RELATIFS A—

1. *Agriculture* :—Rapport du Commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics, pour l'année finissant le 31 décembre 1871.....(*Documents de la session, No. 4.*)

Beauport, Asile de :

2. Etat indiquant le nombre des aliénés actuellement dans l'asile de Beauport, le nombre de ceux qui sont à la charge du trésor de la province et le nombre de ceux qui ne le sont pas, le montant payé par chacun de ces derniers, à qui ce montant a été payé et au profit de qui.....(*Documents de la session, No. 22.*)

3. Copie du contrat intervenu entre le gouvernement de la ci-devant province du Canada et les propriétaires de l'asile des aliénés de Beauport, en date du seize mai mil

ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
Par ordre de S. E.	162
Adresse.	174

DOCUMENTS—*Suite.*

	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
<p>huit cent cinquante-sept; aussi, copie d'un contrat entre les mêmes parties, en date du vingt-et-un avril mil huit cent soixante-cinq; aussi, copie de la correspondance échangée entre les propriétaires actuels du dit asile et le gouvernement, au sujet du renouvellement du dit contrat; aussi, copie d'un nouveau contrat en date du vingt-cinq octobre mil huit cent soixante-et-onze. (<i>Imprimée en partie, 153.</i>) (<i>Documents de la session, No. 17.</i>)</p> <p><i>Bois :</i></p> <p>4. Etat indiquant l'étendue des terres du domaine public aujourd'hui sous licence pour le commerce de bois, une liste des licences en possession de chaque marchand de bois, et les noms de ces marchands, ainsi que la prime payée au gouvernement pour chaque licence, cet état devant indiquer l'étendue de terre comprise dans chaque licence.....(<i>Documents de la session, No. 19.</i>)</p> <p>5. Etat indiquant le nombre de limites accordées à divers individus dans les districts de Chicoutimi et de Saguenay, depuis 1850 jusqu'à ce jour, le nom des localités où sont ces limites, l'étendue de chacune d'elles, la date de l'octroi de chaque licence, les conditions auxquelles elles ont été accordées, les sommes d'argent payées pour chaque limite, la quantité des diverses espèces de bois coupés, les sommes payées pour droits de coupe, les dates de paiements pour rentes de terrain et coupe de bois, et tous autres droits imposés par les règlements en force aux diverses époques où les licences ont été accordées; si quelques sommes d'argent restent dues au gouvernement ou n'ont pas été payées, et pourquoi; si le gouvernement a fait des remises sur telles sommes dues, et à qui ces remises ont été faites, et pour quelles raisons. (<i>Imprimé, 175.</i>) (<i>Documents de la session, No. 19.</i>)</p> <p>6. <i>Comptes Publics</i> :—Comptes publics de la province de Québec pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1871; Renvoyés au comité des impressions. Voir <i>Comptes Publics</i>.....(<i>Documents de la session, No. 1.</i>)</p> <p>7. <i>Elections</i> :—Rapport du greffier de la couronne en chancellerie, préparé d'après les registres des élections, pour la présente Assemblée Législative de la province de Québec, indiquant le nombre de votes enregistrés pour chaque candidat, dans chaque division électorale, township, cité, ville ou paroisse où un poll a été tenu; le nombre de votes enregistrés dans chaque division, et le nombre d'électeurs entrés sur les listes électorales, et la population de chaque division d'après le dernier recensement, tel que demandé par un ordre de l'honorable Assemblée Législative, daté le 17 novembre 1871. (<i>Documents de la session, No. 21.</i>)</p>	<p>Par message.</p> <p>Adresse.</p> <p>Adresse.</p> <p>Par acte.</p> <p>38</p>	<p>98</p> <p>134</p> <p>146</p> <p>40</p> <p>151</p>

DOCUMENTS—Suite.	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
8. <i>Estimés</i> .—Pour l'année financière finissant le 30 juin 1873; Renvoyé au comité des subsides. Voir <i>Subsides</i> .	Message.	65
Estimés supplémentaires. (<i>Documents de la Session, No. 14.</i>)	"	119
9. <i>Gaspé</i> .—Copie des pétitions de Théodore Robitaille et autres, ainsi que toutes autres pétitions et documents concernant le rachat, par le gouvernement, des terres de la compagnie des pêcheries et des mines de charbon de Gaspé. Renvoyée au comité des impressions, 79. (<i>Documents de la session, No. 10.</i>)	Adresse.	69
10. <i>Gosford</i> .—Rapport de la compagnie du chemin à lisses de Québec à Gosford....(<i>Documents de la session, No. 8.</i>)	31	39
11. <i>Immigration</i> .—Copies de toutes correspondances entre les gouvernements de la Puissance et de la province de Québec, depuis le premier décembre dernier, relativement à l'immigration; aussi, copies de tous ordres en conseil sur le même sujet, et copies des décisions prises lors de la dernière conférence tenue au sujet de l'immigration, dont parle le discours du trône de la présente session, et aussi, les noms des officiers ou agents d'immigration; ainsi qu'un état des sommes payées à chacun d'eux. (<i>Imprimées en partie, 153.</i>) (<i>Documents de la session, No. 12.</i>)	Adresse.	96
12. <i>Institutions littéraires, de charité et hôpitaux</i> .—Rapports annuels, etc., des institutions littéraires, de charité et hôpitaux ci-dessous mentionnés, savoir:	Par acte.	
Asile de la Providence, Montréal.		6
Asile des orphelins catholiques, do		6
Asile des orphelins de St. Patrice, do		6
Asile de St. Joseph du Bon Pasteur, rue Fullum, do		6
Asile Nazareth, do		39
Asile rue Bonaventure, do		39
Communauté du Bon Pasteur, do		6
Ecole de médecine et de chirurgie, do		66
Hôpital-Général, do		63
Hôpital St. Patrice, do		6
Hospice de la maternité, do		6
Hospice de la maternité de l'Université, do		16
Institution protestante pour les sourds-muets et les aveugles, do		35
Maison de refuge et école d'industrie, do		108
Salle d'asile de St. Vincent de Paul, do		6
Société bienveillante des dames de Québec.		6
Académie de musique, Québec.		93
Asile des dames protestantes, do		6
Asile des orphelins de l'Eglise d'Angleterre, do		6
Asile des orphelins de l'Eglise d'Angleterre, do		6

DOCUMENTS— <i>Suite.</i>		ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
Asile du Bon Pasteur,	Québec.		7
Asile Ste. Brigitte,	do		93
Association de l'asile de Ste. Brigitte,	do		6
Ecole de réforme,	do		7
Hospice de St. Joseph de la maternité,	do		42
Société charitable des dames catholiques ro-			
maines,	do		39
Société historique et littéraire,	do		16
Hospice St. Joseph,	Beauharnois.		39
Asile militaire du	Canada.		114
Hôpital St. Joseph,	Chambly.		39
Asile de la Providence de St.			
Ignace,	Côteau du Lac.		6
Asile de la Providence de Notre-			
Dame-des-Sept-Douleurs,	Laprairie.		6
Hôpital des Sœurs de la Provi-			
dence de St. Vincent de Paul,	Laval.		16
Union St. Joseph,	Lévis.		42
Hôpital-Général,	Sorel.		77
Hôtel-Dieu,	St. Hyacinthe.		7
Asile provincial des aliénés, P. Q.,	St. Jean.		6
Asile de la Providence,	Ste. Elizabeth.		158
Hôpital St. Jean,	St. Jean.		6
Hôpital St. Jean,	St. Jean Dorchester.		77
Hospice Ste. Croix,	Ste Marie de Monnoir.		6
Hôpital des Dames Ursulines,	Trois-Rivières.		6
Asile de la Providence St. Joseph,	do		6
Hospice Lajemmerais,	Varennas.		77
(Pas imprimés, 153) (<i>Documents de la session, No. 6.</i>)			
<i>Instruction Publique :</i>			
13. Rapport du ministre de l'instruction publique pour l'an-			
née 1870 et partie de l'année 1871. Renvoyé au comité			
des impressions, 130.... (<i>Documents de la session, No. 3.</i>)	Par ordre		129
	de S. E.		
14. Etat du nombre de livres choisis par le conseil de l'In-			
struction Publique et approuvés, conformément à la loi,			
pour l'usage des écoles communes en cette province.			
(<i>Documents de la session, No. 20.</i>)	Adresse.		146
15. <i>Isle-Jésus</i> :—Etat des affaires de la compagnie des che-			
mins à barrières de l'Isle-Jésus, pour l'année 1871.			
(<i>Pas imprimé, 153</i>).....(<i>Documents de la session, No. 16.</i>)	Par acte.		114
16. <i>Montmagny</i> :—Copie de la requête des francs-tenanciers			
du comté de Montmagny, demandant la remise des ar-			
rérages qu'ils doivent au gouvernement sur le prix de			
leurs terres; et demandant aussi des octrois gratuits de			
terre pour faciliter le développement de la colonisation			
dans ce comté. (<i>Documents de la session, No. 15.</i>)	Adresse.		109
17. <i>Montmagny et Beauce</i> :—Correspondance relative à la			

DOCUMENTS—Suite.	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
résidence du juge nommé pour exercer les fonctions judiciaires dans les districts de Montmagny et de Beauce. (<i>Pas imprimée</i> , 153).....(<i>Documents de la session</i> , No. 18.)	Adresse.	115
18. <i>Montréal</i> :—Correspondance entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial, relativement au transfert de la propriété à Montréal, située rue Notre-Dame, entre la rue Claude et la Place Jacques-Cartier. (<i>Pas imprimée</i> , 153).....(<i>Documents de la session</i> , No. 13.)	Adresse.	96
19. <i>Municipalités</i> :—Rapport spécifiant quelles municipalités, dans la province de Québec, ont emprunté sur le crédit du fonds consolidé d'emprunt municipal du Bas-Canada, les montants ainsi empruntés par chaque municipalité, la date de chaque emprunt, et la balance due par chaque municipalité sur les intérêts et le capital, jusqu'au 30 juin dernier. Renvoyé au comité des impressions, 168. (<i>Documents de la session</i> , No. 9.)	Adresse.	45
20. <i>Opinions légales</i> :—Etat des opinions légales, rapports du conseil et mandats spéciaux.....	Par acte.	13
21. <i>Poudre</i> :—Etat détaillé constatant le nombre de licences pour vendre de la poudre, émanées depuis la passation de l'acte 34 Vict., chap. 2, intitulé: "Acte pour refondre et amender la loi relative aux licences et aux droits et obligations des personnes tenues d'en être munies," le nom des personnes qui ont pris ces licences et le montant payé par chacune d'elles, ainsi que copie des instructions données par le gouvernement aux officiers chargés de percevoir le paiement de ces licences; de même que copie de tous règlements faits par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, conformément aux dispositions du dit acte, pour la réception, le transport, l'emmagasinage et la livraison de la poudre, et les pénalités infligées pour toutes infractions aux dispositions du dit acte.....(<i>Documents de la session</i> , No. 11.)	Adresse.	69
22. <i>Prisons, Asiles, etc.</i> :—Quatrième rapport des inspecteurs de prisons, asiles, etc., pour l'année 1871. Renvoyé au comité des impressions, 175. (<i>Documents de la session</i> , No. 23.)	Par ordre de S. E.	174
23. <i>Rapports Municipaux</i> :—De la province de Québec pour l'année 1870. (<i>Pas imprimés</i> , 153.) (<i>Documents de la session</i> , No. 7.)	Par acte.	12
24. <i>Rimouski</i> :—Etat général des baptêmes, mariages et sépultures, dans le district de Rimouski, pour l'année 1869.....(<i>Documents de la session</i> , No. 5.)	Par acte.	6
25. <i>Terres de la Couronne</i> :—Rapport du commissaire des terres de la couronne pour les dix-huit mois finissant le 30 juin 1871. Renvoyé au comité des impressions. (<i>Documents de la session</i> , No. 2.)	Par ordre de S. E.	110

DOMINION HOMESTEAD BUILDING SOCIETY :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 16. Avis, 36. Bill ; renvoyé au comité des bills privés, 57. Rapporté avec des amendements, 94. Renvoyé à un comité général ; Considéré ; Rapporté ; Passé, 106. Par le Conseil, 142. S. R., 179. (35 Vict., c. 38.)

DRAINAGE :—Pétition du Conseil du Bureau d'Agriculture de la Province de Québec ; demandant de vouloir bien prendre en considération la question du drainage et aviser aux moyens à prendre pour l'introduire dans la Province Québec, 94.

ECOLES D'INDUSTRIE ET DE REFORME :—Bill pour autoriser les directeurs des écoles d'industrie et de réforme et de certaines institutions de charité de mettre en apprentissage ou de placer au dehors les enfants qui sont sous leur direction ; Présenté, 123. Renvoyé à un comité général ; Considéré ; Rapporté, 147. Lu la 3ème fois ; Amendé ; Passé, 151. Par le Conseil, 170. S. R., 180. (35 Vic., c. 13.)

ECOLES NORMALES JACQUES-CARTIER ET LAVAL :—Bill pour pourvoir à la vente de certaines propriétés dans la ville de Montréal, et à la construction d'édifices pour les,—Présenté, 136. Lu les 2ème et 3ème fois ; Passé, 155. Par le Conseil, 170. S. R., 179. (35 Vict., c. 14). Voir *Montréal*, 32.

EDUCATION :

1. Bill pour amender de nouveau les lois d'éducation en cette Province ; Présenté, 151. Renvoyé à un comité général ; Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 167. Par le Conseil, 175. S. R., 180. (35 Vict., c. 12).
2. Pétition demandant des amendements aux lois de l'éducation en autant qu'elles ont rapport à la cité de Montréal, 146. Retirée, 158.

ELECTIONS :

1. Résolution que s'il s'élève une question se rattachant à l'élection ou au rapport de l'élection d'un député, ce dernier devra se retirer pendant les débats, etc., 5.
2. Rapport du Greffier de la Couronne en Chancellerie, de l'élection des membres VIII à X.
3. Bill concernant l'élection des membres de l'Assemblée Législative de la Province de Québec ; Présenté, 95. Motion pour seconde lecture, négative, 177.
4. Bill pour amender la loi concernant les élections parlementaires contestées et pour pourvoir plus efficacement aux moyens de prévenir les menées corruptrices aux élections des membres de l'Assemblée Législative de Québec ; Présenté, 57. Motion pour seconde lecture, négative sur division, 134. Motion pour seconde lecture ; Débats ; Motion à l'effet d'ajourner les débats au 26 du courant, adoptée, 149.

ELECTIONS CONTESTÉES :

1. Comité général des :—Mandat de M. l'Orateur nommant les membres de ce comité, 46. Motion pour que la Chambre désapprouve le dit mandat, négative, 65. Membres assermentés, 69. Jour fixé pour la première réunion du comité, 69. Liste alphabétique corrigée des noms des membres devant servir dans les comités d'élection renvoyée à ce comité, 69. Pétitions d'élection renvoyées à ce comité, 95, 158. Présidents de comités d'élections choisis, 175. Le comité a partagé les membres en trois listes, A. B. C., et ordre de ces listes tiré au sort, 175.
2. Liste alphabétique des noms des membres de la Chambre lus par le Greffier, 46.
3. *Bonaventure* :—Pétition de J. R. Hamilton, etc., contre Théodore Robitaille, écuyer, 23. Cautionnement nul, 158.
4. *Champlain* :—Pétition de T. B. Normand, contre François-Xavier-Anselme Trudel, écuyer, 47. Cautionnement nul, 158.
5. *Charlevoix* :—Pétition de S. X. Cimon, contre Adolphe Gagnon, écuyer, 50. Cautionnement nul, 158.
6. *L'Islet* :—Pétition de J. M. Boucher et L. M. Caron, contre Pamphile G. Verreault, écuyer, 52. Cautionnement valide, 93. Jour fixé pour la nomination du comité, 109. Membres du comité, 137. Prestation du serment ajournée, 149. Membres du comité appelés, l'un d'eux étant absent, 154, 156. Pétition renvoyée au comité général, 156. Nouveau comité nommé, 158. Assermentés, 162. Permis au comité de s'ajourner, 169.
7. *Jacques-Cartier* :—Pétition de Joseph M. Robillard, contre Louis-Napoléon LeCavalier, écuyer ; motion que la dite pétition soit reçue et lue ; motion en amendement à l'effet de renvoyer la dite pétition ; objection—que l'amendement contient un point de loi et ne peut être discuté ni pris en considération par la Chambre ; M. l'Orateur décide que c'est une question qui doit être décidée par la Chambre ; débats ; débats ajournés, 64. Débats repris, 69. Amendement, que la dite pétition ne soit pas reçue et qu'aucune délibération ultérieure ne soit prise sur icelle, adopté sur division, 70.
8. *Joliette* :—Pétition de F. B. Godin, écuyer, contre Vincent-Paul Lavallée, écuyer, 18. Cautionnement valide, 158. Jour fixé pour la nomination du comité, 170.
9. *Montmagny* :—Pétition de L. J. E. Desjardins, contre Téléphore Fournier, écuyer, 71. Cautionnement nul, 158.

ÉRABLIÈRES :—Pétition demandant l'abolition de la taxe sur les érablières, savoir : St. George et Chemin de Kennebec, 94.

ESTIMÉS :—Voir *Lieutenant-Gouverneur*, 9. *Documents*, 8.

FABRIQUES, ASSURANCE MUTUELLE DES :—Pétition demandant des amendements à l'acte d'incorporation de l'association d'assurance mutuelle des Fabriques des diocèses de Montréal et de Saint-Hyacinthe, 73. Suspension de la règle relative à l'avis, recommandée, 78. Bill présenté, 109. Renvoyé à un comité général, 123. Considéré ; Rapporté ; Passé, 128. Par le Conseil, 161. S. R., 179. (35. Vic., c. 18.)

FAHEY, WILLIAM :—Pétition demandant la passation d'un acte l'autorisant à passer un examen devant la Chambre Provinciale des Notaires, pour être admis à la pratique du Notariat, 77. Avis, 83. Bill présenté, 96. Renvoyé au comité des bills privés, 116. Rapporté avec des amendements, 137. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 149. Par le Conseil, 170. S. R., 179. (35. Vic., c. 52.)

FONDS CONSOLIDÉ D'EMPRUNT MUNICIPAL :—Voir *Documents*, 19. *Adresses*, 14.

GASPÉ : COMPAGNIE DES PÊCHERIES ET DES MINES DE CHARBON DE—Voir *Documents*, 9. *Adresses*, 6.

GOSFORD :—Chemin à lisses de Québec à Gosford. Voir *Québec*, 14. *Documents*, 10.

GRAINS DE SEMENCE :—Voir *Adresses*, 15.

GREFFIER DE LA CHAMBRE :

1. Reçoit l'ordre d'écrire aux directeurs des diverses compagnies de chemins de fer incorporées qui ont reçu de l'aide, de faire rapport des affaires des dites compagnies, 31. Réponse de la compagnie du chemin de fer de la Vallée de Missisquoi, 41. Réponse de la compagnie du chemin de fer des comtés de Richelieu, Drummond et Arthabaska, 45.
3. Lit une liste alphabétique des noms des membres de la Chambre, conformément à la loi des élections, 46.
4. Tire au sort les listes A. B. C. préparées par le comité des élections, 75.

GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE :—Son rapport de l'élection des membres, VIII à X. Reçoit l'ordre de préparer un rapport indiquant le nombre de votes enregistrés en faveur de chaque candidat, lors de la dernière élection, 38. Etat présenté (Voir *Documents*. 7), 151.

HÉBERT, JEAN-BAPTISTE-CÉLESTIN :—Pétition demandant que—soit sommé de comparaître à la barre de la Chambre, pour alors et là rendre compte de sa conduite comme officier-rapporteur de la division électorale de Québec-Centre, 18. Renvoyée au comité des privilèges et élections. Voir *Privilèges et élections*, 1.

HOWARD :

1. Pétition demandant de l'aide pour ouvrir un chemin à travers les townships de Howard et Montcalm, 47.
2. Pétition demandant de l'aide pour achever les arpentages des townships de Howard et Wolfe, 47.

IMMIGRATION:—Voir *Documents*, 11. *Adresses*, 7.

IMPRESSIONS :

1. Comité permanent nommé, 11. Comité collectif des—; Membres nommés par l'assemblée; Message envoyé au Conseil, 13. Message du Conseil désignant les membres nommés par lui, 32, 37. Rapport de l'imprimeur de la Reine renvoyé à ce comité, 29. Premier rapport; Quorum réduit à cinq membres, 115. Rapport du ministre de l'Instruction Publique renvoyé à ce comité, 129. Second rapport, 152. Adopté, 158.
2. Documents renvoyés à ce comité, 29, 79, 96, 129, 158, 162, 168, 175.
3. Documents dont l'impression est ordonnée (sans renvoi au comité des impressions), 175. Extraits ou en partie seulement, 153.
4. Documents non imprimés comme documents de la session, 153.

IMPRIMEUR DE LA REINE:—Rapport de l'—, 26. Renvoyé au comité des impressions, 29. Est chargé de faire faire les impressions des différents départements du service public, 115.

INDUSTRIE:—Comité spécial nommé pour prendre en considération les meilleurs moyens de développer et d'encourager l'industrie en cette province, 110. Motion en amendement; amendement à l'amendement, adopté; débats ajournés, 111. Débats repris, 111. Amendement adopté, 112. Premier rapport, (Appendice No. 3), 170.

INSTITUTIONS LITTÉRAIRES, DE CHARITÉ ET HOPITAUX:—Voir *Documents*, 12.

INSTRUCTION PUBLIQUE:—Voir *Documents*, 13, 14. *Adresses*, 8, 9.

INTÉRÊTS ET RENTES DUS AU GOUVERNEMENT:—Pétition demandant la remise d'une partie des—sur les terres de leur localité et un délai pour le paiement du capital fixé par les règlements actuellement en force; St. Dominique de Jonckières, St. Jérôme du Lac St. Jean, 32. Robertval, 36. Bagot, 47. St. Alexis de la Grande Baie, 67. Harvey et Tremblay; Labarre, Mery, Caron, Signai et Alma, Laterrrière, 74. Tring et Adstock; St. Victor de Tring; St. Ephrem de Tring; Tring, Watford et Cranbourne; Linière, St. Frédéric, Broughton, 108. Métabetchouan; Charlevoix; Tremblay; Signai, 122. Aylmer; Gayhurst; St. Victor de Tring; Lambton, Price, 129. Shenly, 130. Motions à l'effet que les dites pétitions soient renvoyées au comité permanent de l'Agriculture, l'Immigration; objections—que les dites pétitions sont hors d'ordre; M. l'Orateur décide qu'elles ne sont pas dans l'ordre, en autant qu'elles affectent le revenu public, 112.

IRELAND :

1. Pétition demandant que certains rangs du township d'Ireland soient détachés de la municipalité d'Ireland et constitués en une municipalité séparée sous le nom de municipalité du township d'Ireland-Nord, 73. Avis, 119.
2. Pétition contre; Ireland, 150.

ISLE JÉSUS:

1. Pétition demandant que l'on fasse droit à la pétition de la compagnie des chemins de péage de l'Isle Jésus, demandant des amendements à son acte d'incorporation, 133.
2. Pétition contre; Ste. Thérèse de Blainville, 133.
3. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 15.

ISLET:—Voir *Elections contestées*, 6.

JACQUES-CARTIER:—Voir *Elections contestées*, 7.

JOLIETTE:—Voir *Elections contestées*, 8.

Hospice de la ville de :—Pétition demandant que son allocation annuelle soit continuée, 46.

JURÉS:—Voir *Adresses*, 10.

JURÉS ET JURYS:

1. Pétition demandant des amendements à la loi concernant les jurés, 67.
2. Bill pour amender l'acte de cette Province, 32 Vic., c. 22, concernant les jurés et les jurys. Présenté, 123. Renvoyé à un comité général, 147. Considéré et rapporté; Motion pour la réception du rapport; Amendement à l'effet de renvoyer de nouveau le bill à un comité général; Rejeté sur division; Rapporté; Passé, 154. Par le Conseil, 170. S. R., 179. (35 Vic., c. 10.)

JUSTICE:—Bill concernant l'administration de la—Voir *Code de Procédure Civile*, 2.

LAPRAIRIE:

1. *Asile de la Providence* :—Pétition; demande d'aide, 17.
2. *Asile de la Providence de Notre-Dame des Sept-Douleurs*:—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 12.
3. Pétition du Rév. J. Gravel et autres, demandant de l'aide pour une école, 40.

LAVAL:—Hôpital des Sœurs de la Providence de Saint-Vincent de Paul:—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 12.

LÉGISLATURE:—Bill pour établir des dispositions spéciales concernant la Législature de Québec; Présenté, 28. Seconde lecture renvoyée à six mois, sur division, 59.

LÉVIS :—

1. *Pointe-Lévis* :—Pétition demandant un acte d'incorporation pour construire un chemin de fer sur quelque point sur le Grand Tronc, dans les paroisses de Saint-Michel, ou Saint-Charles, dans le comté de Bellechasse, en passant par Saint-Joseph de Lévis, 77. Avis, 83. Bill présenté, 83. Renvoyé au comité des chemins de fer, 96. 60e règle suspendue, 109. Rapporté avec des amendements, 114. Considéré; Rapporté; Passé, 121. Par le Conseil avec amendements, 156. Adoptés, 157. S. R., 179. (35. Vic., 27.)
2. *Union Saint-Joseph* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 12.

LICENCES :

1. La Chambre décide de se former en comité au sujet de certaines résolutions concernant les licences; Signification de la recommandation de Son Excellence, 137. Résolutions rapportées et adoptées, 138.
2. Bill pour amender l'acte des licences de Québec; Présenté, 122. Lus les 2e et 3e fois; Passé, 161. Par le Conseil, 178. S. R., 180., (35 Vict., c. 2.)
3. Pétition demandant des amendements à l'acte des licences de 1870 : Québec et Montréal, 133.
4. Pétition demandant que la loi qui concerne la vente des boissons par les épiciers soit amendée, 114.

LIEUTENANT-GOUVERNEUR :

1. Son discours à l'ouverture de la Session, 2. Jour fixé pour sa prise en considération, 5. Motion pour une adresse à Son Excellence, etc., 8. Voir *Adresses*, 5.
2. Donne son assentiment, par l'intermédiaire d'un ministre, à certaines mesures, 31, 80, 131, 137, 162.
3. Son discours à la clôture de la session, 180.
4. Il proroge le Parlement, 181.

Messages de Son Excellence :

5. Invite la Chambre à se rendre dans la salle du Conseil—A l'ouverture de la Session, 2 et 3—A la clôture de la Session, 178.
6. En réponse à l'adresse au sujet du discours du trône, 28.
7. Transmettant le rapport du Commissaire des Terres de la Couronne, 110.
8. Transmettant le rapport de l'Imprimeur de la Reine, 26.
9. Transmettant les estimés, 65. Les estimés supplémentaires, 119.

 LIEUTENANT-GOUVERNEUR—*Suite*.

10. Transmettant copie du contrat entre le gouvernement et les propriétaires de l'Asile de Beauport, 98. Voir *Documents*, 3.
11. Transmettant (par la voie d'un membre du Conseil Exécutif) divers documents et rapports, 26, 32, 65, 110, 119, 129, 162, 174.

LOIS EXPIRANTES :

1. Comité permanent nommé, 11. Premier rapport, quorum réduit, 36. Second rapport, 158.
2. Bill pour continuer pendant un temps limité les divers actes y mentionnés ; Présenté, 128. Renvoyé au comité des lois expirantes, 148. Rapporté, 158. Lu la 3e fois et passé, 167. Par le Conseil, 175. S. R., 180. (35 Viet., c. 11.)

MAGISTRATS DE DISTRICT:—Bill pour amender de nouveau la loi concernant les magistrats de district en cette Province ; Présenté, 44. Renvoyé à un comité général, 121. Considéré et amendé, 147. Motion pour la réception du rapport ; Motion en amendement à l'effet de renvoyer de nouveau le bill à un comité général, rejetée sur division ; Rapporté ; Lu la 3me fois et passé sur division, 152. Par le Conseil, 170. S. R., 180. (35 Vic., c. 9.)

MAGISTRAT STIPENDIAIRE :—Pétitions demandant qu'il ne soit pas nommé de magistrat stipendiaire dans et pour le district de Beauce, 94, 114, 136, 146, 150, 176.

MARIAGE, LICENCES DE :

1. La Chambre décide de se former en comité pour considérer certaines résolutions concernant les licences de mariage ; Signification de la recommandation de Son Excellence ; Le comité délibère ; Résolutions à rapporter, 30. Adoptées, 31. Voir *infra*, 2.
2. Bill concernant les licences de mariage ; Présenté, 31. Renvoyé à un comité général, 37. Considéré et amendé, 45. Renvoyé de nouveau à un comité général ; Considéré et amendé ; Rapporté ; Passé, 61, 62. Par le Conseil, 86. S. R., 178. (35 Vic., c. 3.) Voir *supra*, 1.

MASKINONGÉ :—Pétition demandant de l'aide pour construire un canal de la rivière Mastigouche à la rivière Maskinongé, 108.

MATANE :—Pétition demandant de l'aide pour l'érection d'une bâtisse pour la cour de circuit à Matane, 136.

MÉDECINE ET DE LA CHIRURGIE ET DE L'ÉTUDE DE L'ANATOMIE :—Bill pour amender le chap. 76, des S. R. du C., concernant la pratique de la— ; Présenté, 37.

MESSAGES :—Voir *Lieutenant-Gouverneur. Assemblée Législative. Conseil Législatif*.

MEMBRES, INDEMNITÉ DES—, ET SALAIRES DES ORATEURS DU CONSEIL LÉGISLATIF ET DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE :—Bill pour amender la loi concernant les— ; Présenté, 28. Motion pour seconde lecture, négative, 58.

MISSIONNAIRES DE NOTRE-DAME, S. J.:—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 73. Avis, 78. Bill présenté, 95. Renvoyé au comité des bills privés, 115. Rapporté avec des amendements, 137. Considéré en comité; Rapporté; Passé, 149. Par le Conseil avec amendement, 171. Amendement lu et résolu dans la négative, 171. Motion à l'effet que l'entrée, dans les journaux de la Chambre, du refus de concourir dans l'amendement du Conseil Législatif, soit rescindée; Amendement adopté, 174. S. R., 179. (35 Vic., c. 46.)

MISSISQUOI:

1. Pétition de la compagnie du chemin de fer de jonction de—; demandant la passation d'un acte pour prolonger le temps pour la construction du chemin, etc., 40. Avis, 64. Bill présenté, 95. Renvoyé au comité des chemins de fer; 60e règle suspendue, 111. Rapporté, 115. Considéré en comité; Rapporté; Passé, 121. Par le Conseil, 147. S. R., 179. (35 Vict., c. 25.)
2. Pétition de la compagnie du chemin de la Vallée de la Rivière-Noire et Missisquoi; demandant de l'aide, 63.
3. Pétition demandant la passation d'un acte pour la construction d'un chemin de fer de la Baie de Missisquoi jusqu'aux eaux du Saint-Laurent, en passant par Saint-Jean et Chambly, et de cette dernière place jusqu'à la ville de Sorel, 63, 93.
4. Pétition demandant un acte d'incorporation pour la construction d'un chemin de fer de la Baie de Missisquoi jusqu'aux eaux du Saint-Laurent, 46, 60, 73, 78, 93. Suspension de la règle relative à l'avis, recommandée, 78. Bill présenté, 79. Renvoyé au comité des bills privés, 135.
5. Réponse du vice-président de la compagnie du chemin de fer de la Vallée de Missisquoi et de la Rivière-Noire, en réponse à la lettre du Greffier le priant de faire un rapport au nom de la dite compagnie comme ayant reçu de l'aide du gouvernement, 41.

MONTMAGNY:—Pétition demandant que le juge nommé pour les districts de Beauce et Montmagny, soit tenu de résider dans les limites de Beauce, 94, 114, 118, 129. Voir *Documents*, 16, 17. *Adresses*, 11, 12. *Elections contestées*, 9.

MONTMORENCY:—Pétition demandant que le siège de l'honorable Joseph Cauchon, représentant le district électoral de Montmorency, soit déclaré vacant, 129. Motion à l'effet de renvoyer la dite pétition au comité permanent des privilèges et élections; débats; débats ajournés, 129. Ordres que la dite pétition soit traduite en anglais, 129. Débats repris; pétition renvoyée au comité permanent des privilèges et élections, 149. Rapport (qu'il ne soit pas procédé outre sur la dite pétition); Adopté sur division, 161.

MONTREAL:

1. *Asile Bethléem*:—Pétition; demande d'aide, 40.
2. *Asile de la Providence*:—
 1. Pétition demandant que son allocation annuelle soit continuée, 16.
 2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 12.

MONTREAL—Suite.**3. Asile des Orphelins Catholiques Romains :**

1. Pétition ; demande d'aide, 16.
2. Etat d'affaires : Voir *Documents*, 12.

4. Asile des Orphelins de Saint-Patrice :

Etat d'affaires. Voir *Documents*, 12.

5. Asile des Orphelins Protestants :

1. Pétition ; demande d'aide, 36.
2. Pétition demandant des amendements à son acte d'incorporation, 73.
Avis non requis, 78. Bill présenté, 79.

6. Asile Nazareth :

1. Pétition demandant que son allocation annuelle soit continuée et augmentée, 46.
2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 12.

7. Asile Saint-Vincent de Paul :—Pétition des Sœurs de l'Asile de la Providence, demandant que l'allocation annuelle en faveur de l'Asile Saint-Vincent de Paul soit continuée et augmentée, 16.**8. Asile Saint-Joseph du Bon Pasteur :**

1. Pétition demandant que son allocation annuelle soit continuée et augmentée, 47.
2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 12.

9. Asile Rue Bonaventure :

1. Pétition demandant que son allocation annuelle soit continuée et augmentée, 46.
2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 12.

10. Association de la Salle Saint-Patrice :

1. Pétition demandant des amendements à son acte d'incorporation, 46.
Suspension de la règle relative à l'avis, recommandée, 78.
2. Bill présenté, 83. Renvoyé au comité des bills privés, 97. Rapporté, 127. Honoraire remboursé, 130. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 130. Par le Conseil, 168. S. R., 179. (35 Vict., c. 49.)

MONTREAL—Suite.

11. *Bishop's College* :—Pétition de la Faculté Médicale de l'Université de—, demandant de l'aide, 36.
12. *Cimetière de Notre-Dame des Neiges* :
 1. Pétition pour amender l'acte concernant le cimetière de Notre-Dame des Neiges, 63. Avis, 95. Bill présenté, 95. Renvoyé au comité des bills privés, 111. Rapporté avec des amendements, 130. Considéré en comité; Amendé; Rapporté, 135. Lu la 3ème fois; Amendé et passé, 141. Par le Conseil, 175. S. R., 180. (35 Vict., c. 44).
 2. Pétitions à l'encontre de ce bill, 118, 146.
 3. Pétition demandant certaines restrictions, dans le cas où l'acte concernant le cimetière de Notre-Dame des Neiges serait adopté, 148.
13. *Communauté du Bon Pasteur* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 12.
14. *Compagnie de Chemin de Fer à Passagers de Montréal* :—Pétition demandant des amendements à son acte d'incorporation, 40. Suspension de la règle relative à l'avis, recommandée, 44. 51e règle suspendue; Bill présenté et renvoyé au comité des chemins de fer, 44. Rapporté avec des amendements, 95. Renvoyé à un comité général; Considéré; Rapporté; Passé, 106. Par le Conseil, 142. S. R., 179. (35 Vict., c. 37.)
15. *Compagnie de Crédit de Montréal* :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 93. Avis, 98. Bill présenté, 98. Renvoyé au comité des bills privés; 60e règle suspendue, 128. Rapporté avec des amendements, 137. Considéré en comité; Rapporté; Passé, 149. Par le Conseil avec amendements, 171. Adoptés, 172. S. R., 179. (35 Vict., c. 36).
16. *Dames Religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon Pasteur* :—Pétition demandant que leur allocation annuelle soit continuée, 73.
17. *Ecole de Médecine et de Chirurgie* :
 1. Pétition demandant que son allocation annuelle soit continuée, 74.
 2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 12.
18. *Eglise Presbytérienne Américaine de* :—Pétition à être placée sur le même pied que les autres dénominations religieuses, en ce qui concerne la tenue des Registres de Baptêmes, Mariages et Sépultures, et pour autres fins, 67. Avis non requis, 74. Bill présenté, 75. Renvoyé au comité des bills privés, 96. Rapporté avec des amendements, 97. Considéré en comité; Rapporté; Passé, 111. Par le Conseil, 142. S. R., 179. (35 Vict. c. 45.)
19. *Faculté Médicale de l'Université McGill* :—Pétition demandant que son allocation annuelle soit continuée, 46.
20. *Hôpital-Général* :
 1. Pétition des Sœurs de la Charité, directrices de l'Hôpital-Général; demandant que leur allocation annuelle soit continuée, 16.

MONTREAL—Suite.

2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 12.
21. *Hôpital St. Patrice*:—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 12.
22. *Hospice de la Maternité*:
 1. Pétition des Sœurs de la Miséricorde pour la régie de l'Hospice de la Maternité; demandant que leur allocation annuelle soit continuée et augmentée, 32.
 2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 12.
23. *Hospice de la Maternité de l'Université*:
 1. Pétition demandant que son allocation annuelle soit continuée, 60.
 2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 12.
24. *Institut Canadien Français*:—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 63. Avis non requis, 68. Bill présenté, 75. Renvoyé au comité des bills privés, 80. Rapporté avec des amendements, 94. Considère en comité; Rapporté; Passé, 105. Par le Conseil, 142. S. R., 179. (35 Vict., c. 42.)
25. *Institution des Aveugles, Asile Nazareth*:—Pétition; demande d'aide, 46.
26. *Institution des Sourdes-Muettes*:—Pétition des Sœurs de l'Asile de la Providence, demandant que l'allocation annuelle en faveur de la dite institution soit continuée et augmentée, 122.
27. *Institution des Sourds-Muets du Côteau St. Louis*:—Pétition du Révérendissime Evêque Catholique Romain et autres, demandant de l'aide pour la dite Institution, 78.
28. *Institution protestante pour les Sourds Muets et les Aveugles*:—Etats d'affaires: Voir *Documents*, 12.
29. *Maison de Refuge Ste. Brigitte*:—Pétition demandant que son allocation annuelle soit continuée et augmentée, 60.
30. *Maison de Refuge et Ecole d'Industrie*:—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 12.
31. *Montréal, Chambly et Sorel, compagnie du chemin de fer de*:—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 16; Suspension de la règle relative à l'avis, recommandée, 36; 51^e règle suspendue; Bill présenté et renvoyé au comité des chemins de fer, 44. Rapporté avec des amendements, 95. Renvoyé à un comité général; Considéré; Rapporté; Passé, 106. Par le Conseil avec amendements, 156. Adoptés, 157. S. R., 179. (35 Vict., c. 29.)
32. *Montréal, Cité de*:
 1. Pétition du Maire et de la Corporation de—, demandant des amendements à leur acte d'incorporation, 40. Avis suffisants, 44. Bill; ren-

MONTRÉAL—*Suite.*

- voyé au comité des bills privés, 64. Rapporté avec des amendements, 126. Renvoyé à un comité général, 131. Considéré et rapporté, 135. Motion pour 3e lecture ; Amendement à l'effet de renvoyer de nouveau le bill à un comité général ; Objection—que la motion n'est pas dans l'ordre ; M. l'Orateur décide que le bill soit de nouveau renvoyé au comité des ordres permanents ; Ordre pour 3e lecture, déchargé, bill renvoyé au comité des ordres permanents, 143. Rapporté, 151 ; Bill placé sur les ordres du jour pour la 3e lecture le même jour, 151. Motion pour 3e lecture ; Amendement à l'effet de renvoyer de nouveau le bill à un comité général ; Débats ; motion retirée ; Lu la 3e fois et amendé ; Amendement proposé, rejeté sur division ; Passé 155 ; Par le Conseil, 171. S. R., 180. (35 Vict., c. 32.)
2. Pétition demandant des amendements au bill ci-dessus, reçue et lue, 109.
 3. Pétition contre les conclusions de la pétition du maire et de la corporation de—, 73.
 4. Pétition demandant que l'article 497 du Code Municipal soit étendu à la cité de Montréal, 93.
 5. Pétition demandant des amendements aux lois de l'éducation en autant qu'elles ont rapport à la cité de Montréal, 146.
 6. La Chambre décide de se former en comité pour considérer certaines résolutions concernant la vente de certaines propriétés appartenant au gouvernement de Québec, dans la cité de Montréal ; Signification de la recommandation de Son Excellence ; Le comité délibère ; Résolutions à rapporter, 131. Rapportées, 135. Adoptées, 136. Voir *Documents*, 18. *Adresses*, 13. *Ecoles Normales*.
 33. *Parc à Montréal* :—Pétition demandant qu'un droit d'appel leur soit accordé dans les affaires d'expropriation pour la construction d'un parc à Montréal, 114.
 34. *Protestant Infant's Home of Montreal* :—Pétition demandant une allocation annuelle, 36.
 35. *Salle d'Asile de St. Vincent de Paul* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 12.
 36. *Salle d'Asile du Sacré-cœur* :—Pétition des Sœurs de la Providence, demandant de l'aide pour la—, 47.
 37. *Société Bienveillante des Dames de Montréal* :
 1. Pétition demandant que son allocation annuelle soit continuée et augmentée, 63.
 2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 12.
 38. *Société de Numismatique et d'Archéologie* :—Pétition ; demande d'aide, 40.

MONTREAL—Suite.

39. *Société d'Histoire Naturelle*.—Pétition demandant que son allocation annuelle soit continuée, 16.
40. *Sœurs Marianites de Ste. Croix*.—Pétition ; demande d'aide, 16.
41. *Synode du Diocèse de*.—Pétition demandant la passation d'un acte leur donnant le pouvoir de diviser certaines paroisses et pour autres fins, 73. Avis, 83. Bill présenté, 83. Renvoyé au comité des bills privés, 111. 60e règle suspendue, 123. Rapporté avec des amendements, 126. Considéré en comité et rapporté, 130. Passé, 134. Par le Conseil, 168. S. R. 179. (35 Vict., c. 19.)
42. *Trafalgar Institute*.—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 38. Avis, 44. Bill ; renvoyé au comité des bills privés, 44. Rapporté avec des amendements, 57. Renvoyé à un comité général, 61. Considéré ; Rapporté, 68. Passé, 72. Par le Conseil, 142. S. R., 179. (35 Vict., c. 43.)

NOTARIAT :

1. Pétition demandant des amendements à l'acte concernant la profession du Notariat, 60.
2. Pétition de William Fahey, étudiant en droit, demandant la passation d'un acte l'autorisant à passer un examen devant la Chambre Provinciale des Notaires pour être admis à la pratique du Notariat, 77. Pour bill, voir *Fahey*.
3. Bill pour amender de nouveau la loi concernant le Notariat ; du Conseil ; Lu et renvoyé à un comité général, 176.

OFFICIERS PUBLICS :

1. Etat renfermant la liste des—du gouvernement qui ont donné des cautionnements ou obligations en garantie, 32 ; Tableau, 33.
2. Bill pour rendre saisissable une partie des salaires des officiers publics, 109. Motion pour 2e lecture ; Débats ; Débats ajournés, 150. Repris ; Lu la 2e fois et renvoyé à un comité spécial, 157. Rapporté, 161.

ONTARIO :—Voir *Partage*.OPINIONS LÉGALES :—Rapports de conseil et mandats spéciaux. Voir *Documents*, 20.

ORATEUR :

1. Son Excellence invite l'Assemblée à élire un Orateur, 2.
2. Joseph-Goderic Blanchet, écuyer, élu Orateur *nemine contradicente*, 2.

ORATEUR—Suite.

3. Adresse de l'Orateur à Son Excellence, demandant les privilèges ordinaires; Réponse de Son Excellence, par l'intermédiaire de l'Orateur du Conseil Législatif, 3.
4. Fait rapport du discours de Son Excellence à l'ouverture de la Session, 4.
5. Communique le rapport annuel du bibliothécaire, 6. Le rapport du comité-conjoint de la bibliothèque, 126. Un rapport du greffier de la Couronne en Chancellerie, 151.
6. Met devant la Chambre divers états et rapports, 6, 7, 16, 35,, 39, 41, 42, 63, 66, 77, 93, 108, 114, 158.
7. Son mandat nommant les membres du comité général des élections. 46. Fixe le premier jour de la première réunion de ce comité, 69.
8. Charge un député de le remplacer temporairement au fauteuil, 34, 38.
9. Communique une lettre du Lieutenant-Gouverneur signifiant son intention de proroger la Législature, 169.
10. Autorisé à prendre en considération les réclamations de plusieurs officiers et employés, 174.
11. Son discours en présentant le bill des subsides, 180.
12. Ses décisions sur des questions de forme et d'ordre, 64, 112, 132, 139, 143, 177

ORDRES DU JOUR :

1. Mesures du gouvernement devant être placées sur les ordres du jour immédiatement après les mesures qui sont entre les mains des autres membres tous les jours, les jours du gouvernement exceptés, 73.
2. Mesures du gouvernement devant avoir préséance sur les autres ordres, pour le lendemain, 113.
3. Bill remis sur les ordres du jour dans le même ordre dans lequel il se trouvait lorsque la 3e lecture du dit bill a été proposée la première fois, 151.
4. Ordres rescindés, 134, 167.
5. Ordres relatifs aux bills privés appelés à certaine heure en vertu de la 19e règle, 105, 111, 115, 141, 164.

ORDRES PERMANENTS :

1. Nomination du comité des ordres permanents, 5, 11. Premier rapport recommandant une réduction du quorum; Quorum devant être de cinq, 32. Autres rapports sur différentes pétitions, 36, 43, 64, 68, 74, 78, 83, 95, 97, 119, 122, 151.

ORDRES PERMANENTS—*Suite.*

2. Recommandant que la règle relative à l'avis soit suspendue, 36, 43, 78, 122.
3. Que les avis donnés sont suffisants, 36, 44, 64, 68, 74, 78, 83, 95, 98, 119.
4. Que certaines pétitions ne sont pas de nature à exiger d'avis, 44, 68, 74, 78.
5. Avis insuffisants, 44, 64, 78, 98, 119, 122.

ORDRES SESSIONNELS :

1. Que les votes et délibérations soient imprimés chaque jour, 5.
2. Relatif à l'élection et conduite des députés en certains cas, 5.
3. Prolongation du temps fixé pour la réception des pétitions pour bills privés, 96.
4. Rejetant un amendement du Conseil à un bill, 177.

OTTAWA, ORPHELINAT ST. JOSEPH :—Pétition des Dames Directrices ; demande d'aide, 17.

OTTAWA ET LA VALLÉE DE GATINEAU, COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER D' :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 67. Avis, 78. Bill présenté, 79. Renvoyé au comité des chemins de fer, 86. 60^e règle suspendue, 95. Rapporté avec des amendements, 98. Considéré en comité ; Rapporté, 111. Passé, 115. Par le Conseil, 156. S. R., 179. (35 Vict., c. 26.)

PAROISSES :—Erection civile de—Voir *Cadastres*, 2.

PARTAGE ENTRE LES PROVINCES D'ONTARIO ET DE QUÉBEC :—Motion à l'effet que la Chambre se forme en comité pour considérer certaines résolutions au sujet du partage et de la répartition des dettes, crédits, etc., du Haut-Canada et du Bas-Canada ; Débats ; Rejetée sur division, 34.

PÉTITIONS :

1. Pétitions spécialement renvoyées à des comités, 37, 95, 158.
2. Pétitions reçues et lues le même jour, 93, 109, 119, 174, 178.
3. Pétition rejetée, 70.
4. Pétition retirée, 158.
5. Objection élevée à la réception d'une pétition, 64 Objection maintenue, 70.
6. Délai pour la réception des pétitions pour bills privés prolongé, 96.

PHILIPSBURG :—Pétition demandant un acte d'incorporation pour construire un chemin de fer de—à Sorel, 16. Avis, 78. Voir *Missisquoi*, 3.

PHILIPSBURG, FARNHAM ET YAMASKA:—Bill pour incorporer la compagnie du chemin de fer de—, 56. Présenté, 95. Renvoyé au comité des chemins de fer, 111. Rapporté avec des amendements, 134. Considéré en comité; Rapporté; Passé, 143. Par le Conseil avec amendements, 171. Considérés, 171. Adopté, à l'exception du 2me amendement, 177. Le Conseil n'insiste pas sur son second amendement, 178. S. R., 179. (35 Vic., c. 31.)

PONT:—Pétitions relatives à des ponts, savoir:

1. *Abénakis*:—Pétition demandant de l'aide pour un pont sur cette rivière, 67, 133.
2. *Bécancour*:—Pétition demandant de l'aide pour construire un pont sur cette rivière, 47.
3. *Champlain*:—Pétition demandant de l'aide pour la construction d'un pont, 146.
4. *Famine*:—Pétition demandant de l'aide pour construire un pont sur cette rivière, 17.
5. *Jacques-Cartier*:—Pétition demandant de l'aide pour un pont sur cette rivière, 137.
6. *Lac Ouareau*:—Pétition demandant de l'aide pour un pont, 151.
7. *Lavergne*:—Pétition demandant de l'aide pour reconstruire le pont Lavergne, 161.
8. *Noire*:—Pétition demandant de l'aide pour construire un pont sur cette rivière, 40.

PORTNEUF:—Pétitions se plaignant de pratiques frauduleuses par certaines personnes étrangères dans le comté, lors du vote sur le règlement demandant \$100,000 au comté de Portneuf, en faveur de la compagnie du chemin de fer du Nord, et demandant l'intervention du Parlement et justice, 93, 94, 114.

POUDRE:—La Chambre se forme en comité au sujet des poudrières et de l'emmagasinage de la poudre; Série de résolutions rapportées, 124. Adoptées, 125. Voir *Documents*, 21. *Adresses*, 16.

POUVOIRS D'EAU:—Comité spécial nommé afin d'étudier le plan qui aurait été adopté par le gouvernement d'Ontario dans le but de créer de nouveaux pouvoirs d'eau en détournant une partie des eaux du Saint-Laurent, pour les faire couler dans la rivière La Nation et autres petites rivières; et voir si ce plan peut s'appliquer avec avantage dans les comtés avoisinants, tels que Soulanges, Vaudreuil et autres, en faisant continuer l'écoulement de ces eaux aux rivières à Delisle et à la Graise, 148. Rapport, 161.

PRISONS, ASILES, ETC.:—Voir *Documents*, 22.

PRIVILÈGES ET ELECTIONS:

1. Comité permanent nommé, 11. Pétition de François Gingras et F. X. Déry renvoyée à ce comité, 37. Premier rapport (au sujet de la dite pétition et

 PRIVILEGES ET ELECTIONS—*Suite.*

recommandant qu'il soit fait des démarches auprès du Conseil pour que l'honorable Alexandre René Chaussegros de Léry et l'honorable Thomas McGreevy ait la permission de comparaître devant le comité,) 74. Second rapport (voir appendice No. 1,) 127. Motion pour l'adoption du second rapport; Débats, 140; Débats ajournées, 141; débats repries, 143. Rapport adopté, 145. Pétition de F. X. Déry et autres, demandant que le siège de l'honorable Joseph Cauchon, représentant le district électoral de Montmorency, soit déclaré vacant, renvoyée à ce comité, 149. Rapport (concernant la dite pétition) adopté, 161.

PROCLAMATIONS :—I à VII.

PROROGATION :—Lettre de Son Excellence annonçant la—, 169. Jour de la prorogation, 181.

QUÉBEC :

1. *Académie de Musique* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 12.

2. *Asile des Dames Protestantes* :

1. Pétition demandant des amendements à son acte d'incorporation, 36. Avis, 43. Bill; renvoyé au comité des bills privés, 68. Rapporté, 94. Renvoyé à un comité général; Considéré; Rapporté; Passé, 106. Par le Conseil, 142. S. R., 179. (35 Vic., c. 48.)

2. Pétition demandant que son allocation annuelle soit continuée, 16.

3. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 12.

3. *Asile des orphelins de l'Eglise d'Angleterre* :—

1. Pétition demandant que son allocation annuelle soit continuée, 46.

2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 12.

4. *Asile des orphelins de l'Eglise d'Angleterre* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 12.

5. *Asile des Orphelines Protestantes* :—Pétition demandant que son allocation annuelle soit continuée, 46.

6. *Asile du Bon Pasteur* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 12.

7. *Asile Ste. Brigitte* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 12.

8. *Association de l'Asile Ste. Brigitte* :—

1. Pétition demandant que son allocation annuelle soit continuée et augmentée, 78.

QUÉBEC—Suite.

2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 12.
9. *Bon Pasteur* :—Pétition ; demande d'aide, 16.
10. *Ecole de Réforme* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 12.
11. *Hospice de St. Joseph de la Maternité* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 12.
12. *Municipalité de Saint-Sauveur de Québec* :—Pétition demandant que le nom de la Municipalité de Saint-Roch de Québec-Sud soit changé en celui de Municipalité de Saint-Sauveur de Québec, 141. Avis insuffisants, 119. Partie du rapport du comité des ordres permanents, qui a rapport à cette pétition, renvoyée de nouveau à ce comité, pour y être reconsidérée, 119. Le comité ne peut recommander la suspension de la règle relative à l'avis, 122.
13. *Québec, Cité de* :—Pétition du Maire et de la corporation de—, demandant des amendements à leur acte d'incorporation, reçu et lue, 109. Avis, 119, Bill présenté, et 60e règle suspendue ; renvoyé au comité des bills privés, 135. Rapporté avec des amendements, 137. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 150. Par le Conseil, avec des amendements ; considérés et adoptés, 175. S. R., 180. (35. Vict., c. 33.)
14. *Québec à Gosford* :
 1. Pétition demandant des amendements à la charte de la compagnie, 63. Avis, 68. Bill, 79. Renvoyé au comité des chemins de fer ; et 60e règle suspendue, 96. Rapporté avec des amendements, 109. Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 115. Par le Conseil, 142. S. R., 179. (35. Vict., c. 24.) Voir *Chemins à Lisses*, 1. *Saint-François et Mégantic*, 1.
 2. Rapport de la compagnie du chemin à lisses de Québec à Gosford, 39. Voir *Documents*, 10.
15. *Œuvres du Patronage* :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 40. Avis, 41. Bill ; renvoyé au comité des bills privés, 68. Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 72. Par le Conseil, avec amendements ; considérés, 147. Adoptés, 157. S. R., 178. (35. Vict., c. 47.)
16. *Société Bienveillante des Cordonniers de—* : Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 16. Avis, 37. Bill ; renvoyé au comité des bills privés, 41. Rapporté avec des amendements, 57. Renvoyé à un comité général, 61. Considéré ; rapporté, 68. Passé, 72. Par le Conseil, 142. S. R., 178. (35. Vict., c. 50.)
17. *Société Charitable des Dames Catholiques Romaines* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 12.
18. *Société Historique et Littéraire* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 12.

QUESTIONS :

1. Débats sur une question, ajournés, 64, 129. Par l'ajournement de la Chambre ou par la levée de la Séance à 6 heures, 105, 111, 115, 140.
 2. Débats repris, 69, 105, 107, 111, 116, 143, 149.
 3. Sous-amendement, 70, 105, 159.
 4. Motions retirées, 155.
 5. Questions rejetées, 34, 61, 64, 105, 106, 107, 138, 143, 145, 159, 172.
 6. Objection faite à la réception d'une pétition d'élection; Décision de M. l'Orateur; Débats ajournés, 64. Débats repris; Pétition non reçue, 70.
 7. Objection (sur la question pour le renvoi au comité de l'Agriculture, etc., de la réponse à une adresse concernant la pétition des francs-tenanciers du comté de Chicoutimi); M. l'Orateur décide que la dite motion n'est pas dans l'ordre en autant qu'elle affecte le revenu public, 112.
 8. Objection (sur la question pour le renvoi au comité de l'Agriculture etc., de la réponse à une adresse concernant la pétition des francs-tenanciers du comté de Montmagny); M. l'Orateur décide que la dite motion n'est pas dans l'ordre en autant qu'elle affecte le revenu public, 112.
 9. Une motion pour renvoyer à un comité général le bill concernant les dépôts judiciaires et autres avec instruction de le modifier, etc., est déclarée hors d'ordre, en autant qu'elle affecte le revenu de la Province et qu'elle n'a pas été recommandée par un message de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, 132.
 10. Une motion pour renvoyer à un comité général le bill pour amender les actes ayant rapport à la corporation de Montréal et pour autres fins, est déclarée hors d'ordre, en autant qu'aucun avis n'a été donné de l'intention de proposer le présent amendement au bill, etc., 143.
 11. Objection (à la 2ème lecture) du bill concernant les arrérages dus sur les terres de la Couronne et du Clergé; M. l'Orateur décide que ce bill n'est pas dans l'ordre, en autant qu'il affecte le revenu de la Province, 177.
- Questions rejetées ou mises de côté :*
12. Pour renvoyer de nouveau à un comité le bill concernant les licences de mariage, 61.
 13. Pour amender des résolutions des subsides, 105, 107, 116.
 14. Pour renvoyer de nouveau à un comité le bill concernant les dépôts judiciaires et autres, 131, 132, 138.
 15. Pour modifier le second rapport du comité permanent des privilèges et élections, 140, 143.
 16. Pour renvoyer de nouveau à un comité le bill pour amender les actes ayant rapport à la corporation de Montréal et pour autres fins, 143, 155.

QUESTIONS—*Suite.*

17. Pour renvoyer de nouveau à un comité le bill pour amender certains articles du Code de Procédure Civile, 159.
18. Pour renvoyer de nouveau à un comité le bill pour amender certains articles du Code Municipal, 172.
19. Pour que la Chambre se forme en comité afin de considérer certaines résolutions concernant le partage des dettes, crédits, etc., du Haut-Canada et du Bas-Canada, 34.

RAPPORTS MUNICIPAUX de la province de Québec pour 1870. Voir *Documents*, 23.

RÉGISTRÉS DE L'ÉTAT CIVIL :—Bill pour amender l'acte 34 Vict., chap. 8, concernant les registres de l'état civil dans une certaine partie du district de Saguenay ; Présenté, 123. Renvoyé à un comité général ; Considéré ; Rapporté ; Passé, 148. Par le Conseil, 171. S. R., 179. (35 Vict., c. 17.)

RÈGLES DE LA CHAMBRE :

1. 51e suspendue spécialement, 44, 57, 122.
2. 60e do 95, 96, 121, 123, 128, 130, 131.

RÈGLES, RÈGLEMENTS ET ORDRES PERMANENTS POUR LA RÉGIE DE LA CHAMBRE :—Comité spécial nommé pour préparer les—, 40. Premier rapport, 67. Adopté, 74.

RICHELIEU, HÔPITAL GÉNÉRAL DU DISTRICT DE :—Pétition ; demande d'aide, 94.

RICHELIEU, DRUMMOND ET ARTHABASKA :

1. Pétition demandant des amendements à son acte d'incorporation, 60. Avis, 78. Bill présenté, 83. Renvoyé au comité des chemins de fer, 97. Rapporté, 127. Considéré ; Amendé ; Passé, 130. Par le Conseil, 168. S. R., 179. (35 Vict. c. 30.)
2. Pétition contre le bill : Yamaska, 136.
3. Réponse du président de la compagnie du chemin de fer des comtés de Richelieu, Drummond et Arthabaska, à une lettre du Greffier demandant un rapport de l'état des affaires de la dite compagnie, 45.
4. Pétition demandant un octroi égal à la somme qu'ils sont obligés de payer pour le chemin à lisses de Richelieu, Drummond et Arthabaska, 150.

RIMOUSKI :—Pétition demandant que l'agence des terres à—soit divisé en deux, 136. Voir *Documents*, 24.

RIVE NORD, CHEMIN DE FER DE LA :—Pétitions, se plaignant des pratiques frauduleuses des agents du chemin de fer du Nord, au sujet du prétendu règlement des \$100,000 et demandant une enquête. Demandant aussi la modification de la sous-section 2 de la clause 32 du chap. 24, des Statuts Refondus pour le Bas-Canada, et pour expliquer la clause 17 du chap. 83 des statuts du Canada, 93, 94, 114.

SAGUENAY:—Voir *Régistres de l'Etat Civil*.

SERMENT D'OFFICE:—Bill concernant l'administration des Serments d'Office; présenté, 3.

SHERBROOKE:—Pétition demandant la passation d'un acte pour donner force de loi à une souscription de \$100,000 pour venir en aide aux incendiés de Chicago, 36. Suspension de la règle relative à l'avis, recommandée, 43. 51^e règle suspendue; Bill présenté et renvoyé au comité des bills privés, 57. Rapporté, 95. Renvoyé à un comité général; Considéré; Rapporté; Passé, 106. Par le Conseil, 142. S. R., 179. (35 Vict., c. 39.)

SIMARD, E:—Pétition de—, demandant le paiement d'arrérages de Salaire; reçue et lue, 174. M. l'Orateur autorisé à prendre en considération les réclamations de la dite pétition et celles de plusieurs officiers et employés, 174.

SMITH, GEORGE GREGORY:—Pétition demandant la passation d'un acte l'autorisant à pratiquer comme avocat, 16. Avis suffisants, 64. Bill; (du Conseil); Lu, 142. Renvoyé au comité des bills privés, 150. Rapporté, 151. Considéré; Rapporté; Passé, 165. S. R., 180. (35 Vict., c. 51.)

SOMERSET:—Pétition des Révérendes Sœurs du Couvent du Sacré Cœur; demande d'aide, 118.

SOREL:

1. *Collège de*:—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 67. Avis, 78. Bill, 79. Renvoyé au comité des bills privés, 86. Rapporté avec des amendements, 94. Considéré; Rapporté; Passé, 105. Par le Conseil, 142. S. R., 179. (35 Vict., c. 41.)

2. Pétition demandant que les deniers provenant de l'octroi des licences pour la vente des liqueurs spiritueuses dans les limites de la ville de Sorel, soient imputés comme fonds d'amortissement sur l'emprunt effectué par la dite ville de Sorel du fonds consolidé d'emprunt municipal, 118.

3. *Hôpital-Général*:—Etat d'affaires: Voir *Documents*, 12.

STATUTS:

1. Bill pour déterminer le temps où les statuts de cette Province deviendront en force; Présenté, 128. Renvoyé à un comité général; Considéré; Rapporté; Passé, 148. Par le Conseil, 170. S. R., 179. (35 Vic., c. 4.)

2. Bill pour amender le chapitre 78, des Statuts Refondus pour le Bas-Canada; Présenté, 69.

STE. ANNE DE LA PÉRADE:—Pétition demandant de l'aide pour l'académie de garçons du village de Sainte-Anne de la Pérade, 118.

STE. ANNE LAPOCATIÈRE:—Pétition des Sœurs de la Charité de l'hospice de—, demandant de l'aide pour compléter la construction de leur hospice et une allocation annuelle, 36.

ST. BENOIT :

Hospice Youville :—Pétition demandant que son allocation annuelle soit continuée et augmentée, 67.

STE. ELIZABETH :

Asile de la Providence :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 12.

ST. FRANCOIS ET MÉGANTIC :

1. Bill pour pourvoir à l'octroi de certaines terres pour venir en aide à la compagnie du chemin de fer International de Saint-François et Mégantic, et de la compagnie du chemin à lisses de Québec et Gosford ; Présenté, 167. Motion pour la 2^{me} lecture ; Amendement pour que le bill ne soit pas lu la 2^{me} fois, négativé ; Lu la 2^{me} fois et renvoyé à un comité général ; Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 172. Par le Conseil, 178. S. R., 180. (35 Vic., c. 23.) Voir *Chemins à lisses*, 1. *Chemins de fer*, 1.
2. Pétition demandant la passation d'un acte donnant le droit à la dite compagnie d'accepter un certain octroi de terre au lieu du subside en argent auquel elle a droit par l'acte pour l'encouragement des chemins à lisses de Colonisation, 67.

ST. GABRIEL DE STATFORD :—Pétition du Révd. Chs. Bellemare et autres ; demandant la remise de ce qu'ils doivent au gouvernement, 36.

ST. HIPPOLYTE :—Pétition demandant que la paroisse de— soit annexée au comté de Terrebonne, 40.

ST. HYACINTHE :

1. *Hôtel-Dieu* :—Pétition demandant que leur allocation annuelle soit continuée, 16.
2. *Hôtel-Dieu* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 12.
3. Pétition demandant de l'aide pour l'Ouvroir Ste. Geneviève, 16.
4. Pétition de la société du Pont-neuf de St. Hyacinthe ; demandant la passation d'un acte pour corriger certaines erreurs de traduction dans la version anglaise de la 34^e Viet., chap. 46, 40. Avis non requis, 44. Bill, 75. Renvoyé au comité des bills privés, 80. Rapporté avec des amendements, 83. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 96. Par le Conseil, 142. S. R., 179. (35 Viet., c. 39.)
5. Pétition demandant des dispositions spéciales pour la construction d'une église paroissiale dans la paroisse de St. Hyacinthe-le-Confesseur et pour d'autres fins ; reçue et lue, 119. Bill pour établir un ordre de choses exceptionnel et particulier à la paroisse de St. Hyacinthe-le-Confesseur, pour la construction d'une église paroissiale qui deviendra la Cathédrale de l'Evêque de St. Hyacinthe ; Avis, 122. 51^e règle suspendue ; Bill présenté, 122. Renvoyé au comité des bills privés ; 60^e règle suspendue, 131. Rapporté avec des amendements, 147. Considéré en comité et rapporté avec progrès, 156. Considéré de nouveau ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 157. Par le Conseil avec des amendements ; Considérés et adoptés, 174. S. R., 180. (35 Vic., c. 34.)

ST. HUGUES :—Pétition demandant à être détachés de la paroisse de St. Hugues et annexés à la paroisse de St. Marcel, 78. Avis insuffisants, 98.

ST. IGNACE DU COTEAU DU LAC :

Asile de la Providence :—Pétition demandant que son allocation annuelle soit continuée, 16.

ST. JEAN :

1. *Dames Religieuses de l'Hôpital de la Ville de* :—Pétition; demande d'aide, 36.

2. *Dames Religieuses de la Salle d'Asile* :—Pétition; demande d'aide, 36.

3. *Asile Provincial des Aliénés pour Québec* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 12.

4. *Hôpital St. Jean* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 12.

ST. JEAN DORCHESTER :

Hôpital St. Jean :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 12.

STE. MARIE DE MONNOIR :

1. *Hospice Ste. Croix* :—Pétition demandant que son allocation annuelle soit continuée, 40.

2. *Hospice Ste. Croix* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 12.

3. Pétition des Sœurs de la Présentation de Marie, demandant de l'aide pour le Couvent de Ste. Marie de Monnoir, 60.

ST. OLIVIER DE GARTHEY :—Pétition du Rév. Chs. Bellemare et autres, demandant la remise de ce qu'ils doivent au gouvernement, 36.

SUBSIDES :

1. Discours du trône pris en considération, motion que des subsides soient accordés à Sa Majesté devant être considérée en comité général avec cette partie du discours y relative, 30. Considéré en comité, 37. Rapport d'une résolution accordant des subsides à Sa Majesté, la Chambre devant se former en comité sur ces subsides, 44. Message de Son Excellence avec les estimés renvoyés à ce comité, 65. La chambre en comité, 65. Adoption de sept résolutions, 72. La Chambre en comité, 76. Résolutions adoptées, 80. La Chambre en comité, 82. Résolutions adoptées, 84. La Chambre en comité, 85. La Chambre en comité; Résolutions adoptées, 98, 99. Amendement à la résolution accordant \$20,000 pour défrayer les dépenses de l'immigration; Débats; Motion retirée; Résolution adoptée, 105. Amendement proposé à la résolution accordant \$90,000 pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation de première classe; Amendement à l'amendement; Débats; Débats ajournés, 105. Débats repris; Amendements rejetés sur division; Résolution adoptée, 107. Considération de la 24e, 91e et 93e résolutions remise, 108. Considération de la 24e résolution; Motion en amendement; Débats; Débats ajournés; Débats repris; amendement rejeté sur division; Résolution adoptée, 115. 91e, 92e et 93e résolutions considérées, 116. Adoptées, 117. Message de Son Excellence avec les estimés supplémentaires, renvoyés à ce comité, 119. La Chambre en comité; Résolutions à rapporter, 120. Rapportées et adoptées, 125.

SUBSIDES—*Suite.*

2. La Chambre se forme en comité des voies et moyens, 128. Rapport d'une résolution, 132.
2. Bill pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes d'argent nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil, pour l'année financière expirant le trente de juin mil huit cent soixante-et-treize, et à certaines autres fins du ressort du service public; Présenté, 132. Lu une seconde fois, 143. Passé, 159. Par le Conseil, 172. S. R., 180. (35 Vict., c. 1.)

T ERRES :

1. Pétition demandant un octroi de terre pour la colonisation et pour d'autres fins, 150.
2. Bill concernant les arrérages dus sur les terres de la couronne et du clergé, vendues avant le 1er juillet 1867, et pour amender l'acte relatif à la vente et à l'administration des terres publiques; Présenté, 109. Motion pour 2e lecture; Objection—que le bill n'est pas dans l'ordre; M. l'Orateur déclare le bill hors d'ordre, 177. Voir *Documents*, 17, 18.

TERRES DE LA COURONNE :—Voir *Documents*, 25. *Adresses*, 19.

TERREBONNE, COLLÈGE MASSON :—Pétition du Révérendissime Evêque Catholique Romain de Montréal et autres, demandant de l'aide pour le collège Masson, 94.

TROIS-RIVIÈRES :—Voir *Adresses*, 20.

1. *Asile de la Providence de St. Joseph* :—Etats d'affaires. Voir *Documents*, 12.
2. *Hôpital des Dames Ursulines* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 12.

V ARENNES, HOSPICE LAJEMMERAI :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 12.

VOIES ET MOYENS :—Voir *Subsides*, 2.

VOTES ET DÉLIBÉRATIONS :—Impression quotidienne des -, 5.

W ATERLOO ET MAGOG, COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 67. Avis, 74. Bill présenté, 75. Renvoyé au comité des chemins de fer, 80. Rapporté avec des amendements, 122. Considéré en comité; Rapporté; Passé, 128. Par le Conseil, 161. S. R., 179. (35 Vic., c. 28.)

Y AMACHICHE :

Ste. Anne d'Yamachiche :—Pétition du Rév. J. H. Dorion et autres, demandant de l'aide pour un hospice dans la dite paroisse, 16.

YAMASKA :—Pétition du Dispensaire d'Yamaska, demandant des amendements à son acte d'incorporation, 67. Avis insuffisants, 78.